



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AVRIL 2019

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	07
Séance du jeudi et vendredi 04 et 05 avril 2019	08
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	756

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 04 ET 05 AVRIL 2019

N° 19-67-1 – PORTANT DÉNOMINATION DU GRAND HALL DU REZ-DE-CHAUSSEE DU CENTRE CULTUREL L'ATRIUM EN "ESPACE CHRISTIANE EDA PIERRE"

08

N° 19-68-1 – PORTANT DÉNOMINATION DE LA SALLE DE LECTURE DES ARCHIVES « SALLE LILIANE CHAULEAU »

10

N° 19-69-1 – PORTANT CRÉATION DE LA RÉGIE « ABATTOIRS DE MARTINIQUE » DOTÉE DE LA PERSONNALITÉ MORALE ET DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE

12

N° 19-70-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION DE FONCTIONNEMENT AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION MARTINICAISE D'ÉDUCATION POPULAIRE « AMEP CFA BTP » POUR L'EXERCICE 2019

31

N° 19-70-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION DE FONCTIONNEMENT AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE (EPLFPA) DE CROIX-RIVAIL POUR L'EXERCICE 2019

33

N° 19-70-3 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION DE FONCTIONNEMENT AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MARTINIQUE (CCIM) POUR L'EXERCICE 2019

35

N° 19-70-4 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION DE FONCTIONNEMENT AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2019

37

N° 19-70-5 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION D'INVESTISSEMENT AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2019

39

N° 19-71-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DES TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE AU DROIT DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES TERRITORIALES SUR LE BASSIN VERSANT DE LA RIVIÈRE DU GALION

41

N° 19-72-1 – PORTANT MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION CONCERNANT DES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION DU BÂTIMENT G DU LYCÉE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET TECHNOLOGIQUE « LA JETÉE » DE LA VILLE DE FRANÇOIS

43

N° 19-73-1 – PORTANT MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE RENFORCEMENT PARASISMIQUE DE LA CITÉ SCOLAIRE « BEAUSÉJOUR - FRANTZ FANON » SUR LA COMMUNE DE TRINITÉ

46

N° 19-74-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE SGTPM POUR LE DÉDOMMAGEMENT DES TRAVAUX DE DÉGAGEMENT, DÉBLAIEMENT ET DE MISE EN SÉCURITÉ, RÉALISÉS SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°10 ENTRE LES COMMUNES DE SAINT-PIERRE ET LE PRÊCHEUR

48

N° 19-75-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ACHAT PUBLIC.INFO

50

N° 19-75-2 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ AFIGESE

52

N° 19-75-3 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ANTILLA

54

N° 19-75-4 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ CIG GRANDE COURONNE

56

N° 19-75-5 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ EBSCO

58

N° 19-75-6 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS DALLOZ

60

N° 19-75-7 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS DU MONITEUR

62

N° 19-75-8 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS LÉGISLATIVES

64

N° 19-75-9 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS LEXISNEXIS

66

N° 19-75-10 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS MARTIN MÉDIA

68

N° 19-75-11 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS TERRITORIAL

70

N° 19-75-12 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS WEKA

72

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2019

N° 19-75-13 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ELSEVIER MASSON	74	N° 19-86-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ENTREPRISES & ENVIRONNEMENT POUR LA RÉALISATION DE LA PHASE 2 DU PROJET D'ÉCOTOURISME ET DE PRÉSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL MARIN SUR LA COMMUNE DU CARBET	428
N° 19-75-14 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ L'ARGUS DE L'ASSURANCE	76	N° 19-88-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CONSERVATOIRE DU LITTORAL POUR L'ORGANISATION DU CONSEIL DES RIVAGES FRANÇAIS D'AMÉRIQUE 2018	430
N° 19-75-15 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ LA CAS' A BULLES	78	N° 19-89-1 – PORTANT INFORMATION SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA FILIÈRE ÉOLIENNE EN MARTINIQUE DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE (PPE)	432
N° 19-75-16 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ LA DOCUMENTATION FRANCAISE	80	N° 19-90-1 – PORTANT PROJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE PROMOTION DE L'AQUACULTURE MARTINICAISE D'EAU DOUCE ET D'EAU DE MER	434
N° 19-76-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES	82	N° 19-93-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ COULEUR CAFÉ PRODUCTION POUR LA RÉALISATION DU MAGAZINE TÉLÉVISÉ « CÔTÉ MER »	436
N° 19-77-1 – PORTANT COMMUNICATION DE L'AVIS N° 2019-0016 DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES	84	N° 19-94-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE À MONSIEUR À TITRE DE COMPENSATION POUR LA PERTE DE SA PRODUCTION AQUACOLE	438
N° 19-78-1 – PORTANT ADOPTION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°1 AU BUDGET 2019 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE	86	N° 19-95-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL CYCLISTE DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D' ACTIONS 2018-2019	440
N° 19-79-1 – PORTANT AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES PLURIANNUELLES	347	N° 19-97-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE SON FILS	442
N° 19-80-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION SPECIFIQUE DE PARTENARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER AU PROTOCOLE DE PREFIGURATION DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPNRU) DE FORT-DE-FRANCE	371	N° 19-97-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2018-2019	444
N° 19-81-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION AU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SOIS) POUR LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS AU DIAMANT	419	N° 19-97-3 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE SON FILS	446
N° 19-82-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'AGENCE DES 50 PAS GÉOMÉTRIQUES DE MARTINIQUE POUR L'OPÉRATION DE RÉSORPTION D'HABITAT SPONTANÉ (RHS) DES QUARTIERS CROCHEMORT ET REDOUTE - COMMUNE DU LORRAIN	421	N° 19-97-4 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE SON FILS	448
N° 19-84-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION CR N°15-1529-32 RELATIVE À L'AIDE DU CONSEIL RÉGIONAL AUX COMMUNES (ACRC) AU BÉNÉFICE DE LA VILLE DE SAINTE-MARIE POUR LES TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU RESTAURANT SCOLAIRE DE L'ÉTOILE	423	N° 19-98-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE (SCA) ANANAS MARTINIQUE POUR LA RELANCE DE LA FILIÈRE ANANAS	450
N° 19-85-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION D'APPLICATION RELATIVE AU PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET L'OFFICE DE L'EAU (ODE) POUR LE SUIVI DE LA RETENUE D'EAU DE LA MANZO POUR LA PÉRIODE 2018/2019	425	N° 19-99-1 – PORTANT ATRIBUTION DU COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE EN DISTILLERIES AGRICOLES AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2018	452

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2019

N° 19-100-1 – PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU COMPLÉMENT DE PRIX DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE À LA SAEM-PRSM DU GALION POUR LA CAMPAGNE 2019

454

N° 19-101-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE DE PRODUCTION SUCRIÈRE ET RHUMIÈRE SAEM PRSM LE GALION AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

456

N° 19-105-1 – PORTANT ADOPTION DU RÈGLEMENT TERRITORIAL D'AGRÈMENT DES FORMATIONS SOCIALES

458

N° 19-108-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET N°2012-432 DU 30 MARS 2012 RELATIF À L'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

475

N° 19-112-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 19 JANVIER AU 21 MARS 2019

477

N° 19-113-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE D'HLM À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 2 019 480,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS PLS SITUÉS AU QUARTIER BOIS CARRÉ AU LAMENTIN

479

N° 19-114-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE SAINT-MARTIN (SEMSAMAR) À HAUTEUR DE 50 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 13 545 839,22€ DESTINÉ À L'ACQUISITION EN VEFA DE 112 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 78 LLS ET 34 LLTS «RESIDENCE LES CYCLADES», HABITATION GRANDE SAVANE A DUCOS - ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°18-97-1 DU 4 AVRIL 2018

508

N° 19-115-1 – PORTANT ADHÉSION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉVALUATION (SFE)

539

N° 19-116-1 – PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL SUR LES IMPORTATIONS DE BIENS DESTINÉS À L'ACCOMPLISSEMENT DES MISSIONS RÉGALIENNES DE L'ÉTAT

541

N° 19-117-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA FICHE 1 DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE N°11-1433-2 DU 27 SEPTEMBRE 2011 PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF D'AIDES AUX ENTREPRISES (AXES 1 ET 2 DE LA RÉFORME DES AIDES RÉGIONALES - SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES) POUR LE SOUTIEN AU RENFORCEMENT DU SECTEUR DES EXCURSIONS NAUTIQUES

548

N° 19-118-1 – PORTANT FIXATION DU DROIT DE CONSUMMATION SUR LES TABACS ET D'UN MINIMUM DE PERCEPTION SUR LES CIGARETTES VENDUES SUR LE TERRITOIRE DE LA MARTINIQUE

552

N° 19-119-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « LA VILLE DES TROIS-ÎLETS POUR L'AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE DE L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE: PREMIÈRE PHASE DE L'AMÉNAGEMENT DU CENTRE BOURG - MQ0014175 »

555

N° 19-120-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «DISTILLERIE DILLON SAS POUR LA MODERNISATION DE LA LIGNE D'EMBOUEILLAGE DU SITE DE FORT-DE-FRANCE, CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU CHAI SUR LE SITE DE SAINT-PIERRE ET RÉNOVATION DE LA BOUTIQUE DEPAZ - MQ0014101 »

558

N° 19-121-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS BRASSERIE LORRAINE POUR L'ACQUISITION D'UNE LIGNE DE CONDITIONNEMENT DE BOUTEILLES ET CANETTES ET CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU DÉPÔT - MQ0019224 »

561

N° 19-122-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'EARL SOPRODA POUR L'AMÉNAGEMENT ET MODERNISATION D'UNE EXPLOITATION EN ÉLEVAGE - RMAR040118DA0970001

564

N° 19-123-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL EXPLOITATION BANANE DU GALION POUR LA PLANTATION DE VITROPLANTS DE BANANE SUR 7,99 HA ET MÉCANISATION 2018 - RMAR040117DA0970051

567

N° 19 - 124 - 1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SCEA MASSY BE POUR LA MODERNISATION ET AMÉLIORATION D'UNE UNITÉ D'ÉLEVAGE - RMAR040117DA0970124

570

N° 19-125-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À «POLE EMPLOI MARTINIQUE - MISE EN ŒUVRE DE L'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL POUR L'INSERTION DES DEMANDEURS D'EMPLOI N°MDFSE 201804756 »

573

N° 19-126-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS NORD MARTINIQUE POUR LES OPÉRATIONS 2018-2020 DU PLIE DE CAP NORD MARTINIQUE – N° MDFSE 201805105 »

575

N° 19-128-1 – PORTANT ACQUISITION À L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE LA PARCELLE CADASTRÉE A N° 492 APPARTENANT À LA COMMUNE DU MORNE-ROUGE SISE RUE LUCIE AU MORNE-ROUGE POUR LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU COLLÈGE

577

N° 19-129-1 – PORTANT MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF D'ACCUEIL DURABLE ET BÉNÉVOLE PAR UN TIERS D'UN ENFANT CONFIE À L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE PRÉVU PAR L'ARTICLE L 221-2-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

579

N° 19-130-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX RETRAITÉS ET PERSONNES AGÉES (ADARPA) DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES - ÉDITION 2018

582

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2019

N° 19-130-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION INTERGÉNÉRATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET SYMPATHISANTS (AICTS), DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES - ÉDITION 2018

584

N° 19-130-3 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION AMICALE DES SENIORS DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES - ÉDITION 2018

586

N° 19-130-4 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DE BASSE-POINTE DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES - ÉDITION 2018

588

N° 19-130-5 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION COEUR DE CRÉOLES DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES - ÉDITION 2018

590

N° 19-130-6 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DU DIAMANT DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES - ÉDITION 2018

592

N° 19-130-7 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA FÉDÉRATION GÉNÉRATIONS MOUVEMENT, POUR L'ORGANISATION DE LA CLOTURE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES 2018

594

N° 19-130-8 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « SAINT-ESPRIT MAIN-TENANT » DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES 2018

596

N° 19-133-1 – PORTANT ANNULATION DES TRANCHES DES EXERCICES 2012 ET 2013 DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA QUALITÉ DE VIE (A.PRO.QUA.VIE.) EN VUE DE LA CRÉATION D'UN ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES (DÉLIBÉRATION N°CP/11-11 DU 06 JANVIER 2011 DU DÉPARTEMENT DE LA MARTINIQUE)

598

N° 19-136-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ D'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES ORIGINAIRES DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER EN MÉTROPOLIS (CASODOM) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2019

600

N° 19-137-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LUMINA POUR L'ORGANISATION DE LA QUATRIÈME ÉDITION DES « LUMINAS - LES GRANDS TROPHÉES DE LA JEUNESSE » EN JUILLET 2019

602

N° 19-138-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION PROSPECTIVE POUR L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION « FEMMES ET MOSAIQUES - REGARDS CROISÉS SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES »

604

N° 19-141-1 – PORTANT ADOPTION DU PROGRAMME D'INSERTION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

606

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 2019 - PAM – 05 - PORTANT DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU GRAND PORT MARITIME DE LA MARTINIQUE

757



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-67-1-DE
Date de télétransmission : 13/05/2019
Date de réception préfecture : 13/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-67-1

PORTANT DÉNOMINATION DU GRAND HALL DU REZ-DE-CHAUSSÉE DU CENTRE CULTUREL L'ATRIUM EN "ESPACE CHRISTIANE EDA PIERRE"

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 2 avril 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la dénomination du grand hall du rez-de-chaussée du centre culturel l'Atrium en « Espace Christiane EDA PIERRE ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-68-1-DE
Date de télétransmission : 13/05/2019
Date de réception préfecture : 13/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-68-1

PORTANT DÉNOMINATION DE LA SALLE DE LECTURE DES ARCHIVES « SALLE LILIANE CHAULEAU »

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 2 avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la dénomination de la salle de lecture des Archives « Salle Liliane CHAULEAU ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019 //

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-69-1-DE
Date de télétransmission : 18/04/2019
Date de réception préfecture : 18/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-69-1

PORTANT CRÉATION DE LA RÉGIE « ABATTOIRS DE MARTINIQUE » DOTÉE DE LA PERSONNALITÉ MORALE ET DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} avril 2019 ;
Considérant que par décision en date du 19 février 2019, le Tribunal mixte de commerce de Martinique a prononcé la liquidation judiciaire de la société d'économie mixte des abattoirs de la Martinique (SEMAM) assortie d'une période de poursuite d'activité de trois mois ;

Considérant les conséquences de la liquidation de la SEMAM pour une activité essentielle sur le territoire au plan économique et sanitaire dans le domaine de la filière viande ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée la création d'une régie, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommée « Abattoirs de Martinique ».

ARTICLE 2 : Sont adoptés les projets de statuts tels qu'annexés à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le montant de la dotation initiale versée par la Collectivité Territoriale de Martinique à la régie « Abattoirs de Martinique » est fixé comme suit :

- 539 089 € en fonctionnement
- 500 000 € en investissement.

ARTICLE 4 : Sont désignés en qualité de membres du conseil d'administration de la régie « Abattoirs de Martinique », les sept (7) conseillers de la Collectivité dont les noms suivent :

- Monsieur Lucien ADENET
- Madame Nadine RENARD
- Madame Marie-France TOUL
- Madame Christiane BAURAS
- Monsieur Lucien RANGON
- Madame Catherine CONCONNE
- Madame Kora BERNABE.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, pour convenir avec la régie, des conditions de mise à disposition des biens pendant la période provisoire préalable à la dotation desdits biens, pour une durée de 6 (six) mois, renouvelable sur décision du Président du Conseil Exécutif de Martinique.

ARTICLE 6 : La Régie « Abattoirs de Martinique » est compétente, pour fixer le taux de la redevance d'abattage, recouvrer et percevoir cette dite recette.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application et la mise en œuvre de la présente décision.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 36 voix pour et 2 voix contre, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84



STATUTS - Régie « Abattoirs de Martinique » -

STATUTS

**Régie personnalisée dotée de la personnalité morale et de l'autonomie
financière dénommée**

« Abattoirs de Martinique »

28 MARS 2019

SOMMAIRE

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

- ARTICLE 1 - Création – Régime juridique
- ARTICLE 2 - Dénomination - Siège
- ARTICLE 3 - Objet : mission - moyens
- ARTICLE 4 - Dotation initiale
- ARTICLE 5 - Régime des biens et mobiliers de la Régie
- ARTICLE 6 - Durée de la Régie

TITRE II : ORGANISATION ADMINISTRATIVE

- ARTICLE 7 - Organisation générale
- ARTICLE 8 - Composition du conseil d'administration
- ARTICLE 9 - Fonctionnement du conseil d'administration
- ARTICLE 10 - Attributions du conseil d'administration
- ARTICLE 11 - Le Président
- ARTICLE 12 - Le Directeur
- ARTICLE 13 - Régime juridique des actes

TITRE III : REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

- ARTICLE 14 - Régime financier
- ARTICLE 15 - Le budget et le compte administratif
- ARTICLE 16 - Le comptable
- ARTICLE 17 - Régies d'avances et de recettes
- ARTICLE 18 - Recettes
- ARTICLE 19 - Dépenses
- ARTICLE 20 - Dépôts
- ARTICLE 21 - Dispositions relatives au personnel

TITRE IV : DISPOSITON D'APPLICATION, DEVOLUTIVES ET TRANSITOIRES

- ARTICLE 22 - Entrée en vigueur, révision et modification
- ARTICLE 23 - Réunion du conseil d'administration
- ARTICLE 24 - Annexes

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – CREATION – REGIME JURIDIQUE

Il est créé par la Collectivité Territoriale de Martinique, ci-après désignée « CTM », une régie dotée de la personnalité morale et l'autonomie financière, destinée à gérer les « Abattoirs de Martinique » conformément aux dispositions des articles L1412-1, L2221-1 à L2221-10, L4222-1, R2221-1 à R2221-52 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et aux présents statuts.

Cette régie est chargée de l'exploitation d'un Service public à caractère industriel et commercial. Elle jouit de la personnalité morale après publication et transmission au contrôle de légalité de la délibération de la CTM n°2019-PAM-xxx approuvant les présents statuts.

ARTICLE 2 – DENOMINATION - SIEGE

La dénomination est : « Abattoirs de Martinique » désigné sous le sigle « ADM ».

Tous les actes et documents émanant de la régie et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination précédée ou suivie immédiatement du mot « la régie ».

Le siège est fixé à : ZI Place d'Armes- 97232 Lamentin.

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la Régie.

ARTICLE 3 – OBJET

3.1 Mission :

La régie a pour objet la gestion de la structure dénommée Abattoirs de Martinique qui se définit comme l'outil d'action de la CTM au plan économique et sanitaire dans le domaine de la filière viande.

A ce titre, la régie a la charge de :

- (i) L'aménagement, l'exploitation et le développement des abattoirs appartenant à la CTM et mis à disposition de la régie à cette fin, à titre de dotation et/ou dans le cadre d'une convention de mise à disposition précisant les charges d'entretien et de renouvellement des bâtiments et des matériels incombant respectivement à la CTM et à la régie, tel que prévu à l'article 5 ci-dessous ;
- (ii) La définition d'actions de toutes natures permettant l'accroissement du cheptel destiné aux abattoirs, qui devront être soumises à l'agrément préalable de la CTM ;
- (iii) Toutes prestations et initiatives de toutes natures susceptibles de se rattacher aux (i) et (ii) ci-dessus.

3.2 Moyens :

La régie peut réaliser toutes opérations mobilières ou immobilières, de caractère civil ou commercial, se rapportant de près ou de loin à cet objet.

Les relations juridiques, administratives et financières entretenues par la régie et la CTM, et en particulier la détermination des objectifs et des moyens qui lui sont assignés, le contenu de la contribution financière qui lui est versée, pourront faire l'objet de la signature d'un contrat de services.

Celui-ci précise, entre autres, les locaux et biens mis à disposition par la CTM.

ARTICLE 4 – DOTATION INITIALE

La dotation initiale représente la contrepartie des créances ainsi que des apports effectués par la CTM. Elle peut se décomposer en :

- un apport numéraire,
- un apport en nature.

La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves.

Le concours financier de la CTM peut intervenir sous toutes les formes prévues au plan comptable et notamment :

- subvention d'équipement ;
- subvention d'exploitation ;
- avance en compte courant ;
- mise à disposition de biens ;
- garantie d'emprunts.

ARTICLE 5 – REGIME DES BIENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS DE LA REGIE

La liste des biens immobiliers et mobiliers apportés en dotation ou mis à disposition est fixée par délibération de la CTM.

Les biens immobiliers et mobiliers ne faisant pas partie de la dotation initiale, ou de dotations ultérieures, mais appartenant à la CTM, affectés au service public objet de la régie et ayant reçu un aménagement indispensable à cet effet, pourront faire l'objet d'une mise à disposition ou d'une affectation, au profit de la régie par voie de convention.

STATUTS - Régie « Abattoirs de Martinique » -

ARTICLE 6 – DUREE DE LA REGIE

La régie est créée pour une durée illimitée.

Elle cesse son exploitation en exécution d'une délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique. Les règles relatives à la cessation d'activité et à la liquidation de la régie sont fixées par les articles R.2221-16 et R.2221-17 du CGCT.

PROJET

TITRE II

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

ARTICLE 7 – ORGANISATION GENERALE

La régie est administrée par un conseil d'administration et son Président ainsi que par un Directeur.

Elle est également dotée d'un comptable public.

Son règlement intérieur est préparé par le Directeur et adopté par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent son installation.

ARTICLE 8 – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration comprend sept (07) membres.

Lorsqu'il l'estimera utile, le Président pourra demander à des personnalités qualifiées de participer, sans droit de vote, aux débats du conseil d'administration sur les sujets particuliers pour lesquels leur intervention aura été sollicitée.

Le mandat des membres du conseil d'administration est d'une durée de trois (03) ans.

Les fonctions d'administrateurs des représentants la CTM s'achèvent en même temps que leur mandat à la CTM.

Les administrateurs de la CTM sont désignés par l'Assemblée de Martinique.

Le renouvellement ou la fin de leurs fonctions s'effectuent dans les mêmes formes.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, il est procédé, par la CTM, à une nouvelle désignation pour le poste vacant. Le nouveau membre du conseil d'administration exerce son mandat pour sa durée restant à courir jusqu'au renouvellement général du conseil d'administration.

Les agents de la régie ne peuvent pas être membres du conseil d'administration.

ARTICLE 9 – FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

9.1 Réunions

Le conseil d'administration se réunit au moins tous les trois mois, sur convocation de son Président qui en arrête l'ordre du jour. Il est en outre réuni chaque fois que son Président le juge utile, ou sur la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres.

Les séances du conseil d'administration ne sont pas publiques. Toutefois, le Président peut inviter au conseil d'administration, pour avis simple, toute personne dont il juge la présence utile au regard de l'ordre du jour.

Il est tenu un procès-verbal des réunions, signé par le Président du conseil d'administration et par le secrétaire de séance.

9.2 Convocation des membres du conseil d'administration

Les convocations sont adressées par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des membres du conseil d'administration. La réunion du conseil d'administration a lieu soit au siège de l'établissement, soit en tout endroit indiqué par la convocation.

Toute convocation à un conseil d'administration doit prévoir un ordre du jour arrêté par le Président et être complété par un rapport de synthèse.

Sauf urgence, les convocations et les dossiers accompagnants doivent être adressés à chaque administrateur douze (12) jours francs au moins avant la date de la séance.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président, sans pouvoir être toutefois inférieur à un (1) jour franc. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil d'administration qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour de la séance ultérieure.

9.3 Incompatibilités

Les membres du Conseil d'administration ne peuvent :

- prendre ou conserver un intérêt dans les entreprises et organismes en rapport avec la régie ;
- occuper une fonction dans ces entreprises et organismes ;
- assurer une prestation pour ces entreprises et organismes ;
- prêter leur concours à titre onéreux à la régie.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat, soit par le conseil d'administration à la diligence de son Président, soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du Président du Conseil exécutif de la CTM.

9.4 Quorum - Adoption des délibérations

Le conseil d'administration délibère valablement si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

En cas d'indisponibilité, un membre peut donner mandat à un autre membre de le représenter en séance. Chaque membre ne peut recevoir qu'une seule délégation.

A défaut, une nouvelle réunion sans nécessité de quorum peut se tenir dans un délai de trois (3) jours francs ou un (1) jour franc en cas d'urgence exceptionnelle.

Les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des administrateurs présents ou représentés.

Les délibérations du conseil d'administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

En cas de partage des votes, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations sont inscrites par ordre de dates sur un registre coté et paraphé par le Président et signé par les membres du conseil d'administration.

Les délibérations sont soumises au contrôle de légalité selon les règles prévues au CGCT et mentionnés à l'article 13 des présents statuts.

9.5 Participants avec voix consultative

Le Directeur de la régie assiste, avec voix consultative, au conseil d'administration, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Le Président du conseil exécutif de la CTM, sous délégation de l'Assemblée de Martinique, ou son représentant, peut assister, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration. La convocation et les documents se rapportant à la séance lui sont adressés dans les mêmes formes et délais que pour les membres du conseil d'administration.

9.6 Statut des représentants

Les fonctions de membre du conseil d'administration sont gratuites conformément à l'article R.2221-10 du CGCT. Toutefois, un remboursement des frais de déplacement pour se rendre aux réunions du conseil d'administration peut être accordé sur justificatifs aux administrateurs dans les conditions précisées dans l'article précité.

ARTICLE 10 – ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dans le cadre de sa mission générale d'administration de la régie, le conseil d'administration délibère sur le fonctionnement de la Régie et sur tous les domaines importants ou significatifs.

Le conseil d'administration notamment :

- décide les acquisitions, les aliénations, les prises en location de biens immobiliers, mises en location de biens mobiliers et immobiliers appartenant à la régie,
- décide les mises en location de biens mobiliers et immobiliers mis à disposition de la régie après avis de la Collectivité ;
- vote le budget préparé par le Directeur en sa qualité d'ordonnateur ;
- arrête le compte financier et délibère sur le rapport d'activité
- décide des emprunts à moyen et long terme ;
- accepte ou refuse les dons et legs
- fixe les conditions de passation des contrats et marchés ;
- détermine les orientations générales concernant la gestion du personnel et arrête le tableau général des effectifs ;
- autorise l'exercice des actions en justice et les transactions ;
- arrête son règlement intérieur ;
- peut donner délégation au Directeur pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés selon la procédure adaptée.
- fixe les taux de la redevance due par les usagers.

La passation des contrats donne lieu à un compte-rendu spécial au conseil d'administration dès sa plus proche réunion, à l'exception de ceux dont le montant est inférieur à une somme fixée par le conseil d'administration.

ARTICLE 11 – LE PRÉSIDENT

Le Président, et le vice-Président, du conseil d'administration sont désignés par celui-ci en son sein, pour une durée identique à celle du mandat des membres du conseil d'administration.

Le Président convoque le conseil d'administration au moins une fois tous les trois mois et fixe l'ordre du jour de la réunion.

Il préside les séances du conseil d'administration.

Il nomme le Directeur de la régie, désigné par l'Assemblée de Martinique, sur proposition du Président du Conseil exécutif et met fin à ses fonctions dans les mêmes formes, sauf les cas visés à l'article 12.1 ci-après.

ARTICLE 12 – LE DIRECTEUR

12.1 Désignation, durée et cessation des fonctions

Le Directeur de la régie est désigné par l'Assemblée de Martinique, sur proposition du Président du Conseil exécutif de la CTM.

Le Directeur revêt la qualité d'agent de droit public.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes sauf dans les cas prévus à l'article R. 2221-11 du CGCT.

12.2 Incompatibilités

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec un mandat de parlementaire européen, sénateur, député, conseiller de l'Assemblée de Martinique, conseiller communautaire ou conseiller municipal.

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec celles de membre du conseil d'administration de la régie.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

En cas d'infraction à ces interdictions, le Directeur est démis de ses fonctions soit par le Président du Conseil exécutif de la CTM, soit par le Préfet. Il est immédiatement remplacé.

La rémunération du Directeur est fixée par le conseil d'administration.

12.3 Attributions

Le Directeur assure, sous l'autorité et le contrôle du Président du conseil d'administration, le fonctionnement de la régie.

Il est responsable de son activité devant le conseil d'administration.

A cet effet, et notamment, il :

- prend toutes les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du conseil d'administration ;
- assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion ;
- exerce seul la direction de l'ensemble des services, sous réserve des dispositions relatives à l'Agent comptable ;
- recrute le personnel nécessaire dans la limite des inscriptions budgétaires, et le licencie ;
- assure les conditions du dialogue social et du management qualité ;
- peut faire assermenter certains agents nommés par lui et agréés par le Préfet ;
- prend, sur délégation du conseil d'administration, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution, le suivi et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui doivent être passés sans formalité ou en la forme de mise en concurrence simplifiée ;
- est l'ordonnateur de la régie et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses ;
- prend les mesures d'urgence qu'il juge nécessaires au vu de la situation ou des événements ;
- rédige le rapport donnant tous les éléments d'information sur l'activité de la régie au cours du dernier exercice mais aussi indiquant les mesures à prendre pour atteindre les objectifs mentionnés à l'article R2221-50 alinéa 2 du CGCT.
- fait établir le compte financier par le comptable public, en fin d'exercice et après inventaire. Ce document sera présenté au conseil d'administration en annexe du rapport mentionné au précédent alinéa.
- décide, sur délégation du conseil d'administration, de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat, en application des articles R2221-28 et L2221-5-1 c.

12.4 Représentation

Le Directeur est le représentant légal de la régie.

A ce titre, après autorisation du conseil d'administration, il intente, au nom de la Régie, les actions en justice et défend la Régie dans les actions intentées contre elle.

Les transactions sont conclues dans les mêmes conditions.

Le Directeur peut, sans autorisation préalable du conseil d'administration, faire tout acte conservatoire des droits de la Régie.

12.5 Délégations

Dans l'exercice de ses compétences, et sous sa responsabilité et sa surveillance, le Directeur peut déléguer expressément sa signature à un ou plusieurs chefs de service de la régie.

ARTICLE 13 - REGIME JURIDIQUE DES ACTES

Les délibérations du conseil d'administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de la régie font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de la régie ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs de la CTM.

Les actes pris par les autorités de la régie - délibérations, actes du Président du conseil d'administration - sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé :

- pour les actes réglementaires, à leur publication au recueil des actes administratifs de la CTM ou affichage au siège de la régie, ainsi que, pour les actes mentionnés à l'article L4141-2 du CGCT, à leur transmission au Préfet.
- Pour les décisions individuelles, à leur notification aux intéressés. Pour celles-ci, la transmission au Préfet intervient dans un délai de quinze jours à compter de leur signature.

Les dispositions des articles L7231-1, L4141-1 à L4142-4 et L4261-1 du CGCT, relatifs au régime juridique des actes pris par les autorités territoriales, sont appliquées à la régie.

TITRE III

REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

ARTICLE 14 – REGIME FINANCIER

L'ensemble des activités de la régie fait l'objet d'une comptabilité tenue dans les conditions définies par l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics industriels et commerciaux (Plan comptable M42 pour les services publics des abattoirs).

La comptabilité des matières, qui a pour objet la description des existants et des mouvements concernant les stocks et les biens meubles, est tenue sous la responsabilité du Directeur de la régie.

Les dotations aux amortissements et aux provisions sont liquidées selon les dispositions et les durées d'usage applicables aux entreprises commerciales du même secteur d'activité.

L'amortissement porte sur les biens meubles, les immeubles à l'exception des terrains non productifs de revenus et les immobilisations incorporelles.

Les immobilisations peuvent être réévaluées selon les dispositions applicables aux entreprises commerciales.

La régie peut recevoir en règlement de ses créances des effets de commerce acceptés, les endosser ou les remettre à l'encaissement. Les effets de commerce reçus en règlement peuvent être escomptés conformément aux usages du commerce.

Certaines dépenses fixées par les statuts peuvent être réglées au moyen d'effets de commerce.

La régie peut, dans les conditions prévues à l'article L. 2253-1, acquérir des participations financières dans les entreprises publiques, semi-publiques ou privées qui exercent une activité complémentaire ou connexe.

La régie est habilitée à contracter des emprunts auprès de tous organismes prêteurs et auprès des particuliers. Elle peut également acquérir ou faire construire des biens meubles et immeubles payables en plusieurs termes aux cédants et entrepreneurs.

ARTICLE 15 – LE BUDGET ET LE COMPTE FINANCIER

15.1 Le budget

Le budget est préparé par le Directeur et voté par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la création de la régie, puis, chaque année, avant le 15 avril de l'exercice auquel il se rapporte.

Le budget est transmis au Préfet au plus tard quinze jours après le délai limite fixé pour son adoption.

STATUTS - Régie « Abattoirs de Martinique » -

La régie doit voter et tenir un budget dans le respect des principes applicables aux budgets publics des services publics industriels et commerciaux.

Le budget de la régie doit être équilibré en recettes et en dépenses.

Le contenu est fixé par le CGCT aux articles R.2221-43 et suivants pour le budget propre de la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Il se présente en deux sections :

- dans la première, sont prévues et autorisées les opérations d'exploitation ;
- dans la seconde, sont prévues et autorisées les opérations d'investissement.

Les crédits budgétaires de la section d'exploitation du budget non engagés à la clôture de l'exercice ne peuvent être reportés au budget de l'exercice suivant.

Les dépenses de la section d'exploitation régulièrement engagées, non mandatées et pour lesquelles il y a eu service fait au 31 décembre calendaire, sont notifiées par le Directeur au comptable et rattachés au résultat de l'exercice qui s'achève.

Les crédits budgétaires de la section d'investissement du budget régulièrement engagés et correspondant à des dépenses non mandatées pour lesquelles il y a eu service fait au 31 décembre calendaire sont notifiés par le Directeur au comptable et reportés au budget de l'exercice suivant.

15.2 Rapport d'activité – Inventaire - Compte financier

En fin d'exercice, le Directeur présente son rapport d'activité au conseil d'administration.

Le compte financier et un inventaire y sont annexés.

L'inventaire, dont les résultats sont produits au juge des comptes à l'appui du compte financier, est dressé conformément aux principes du plan comptable général.

Ce rapport doit donner tous les éléments d'information sur l'activité de la Régie au cours du dernier exercice.

Conformément à l'article R.2221-50 du CGCT, son contenu indique les mesures qu'il convient de prendre pour :

- abaisser les prix de revient,
- accroître la productivité,
- donner plus de satisfaction aux usagers,
- d'une manière générale, maintenir l'exploitation de la régie au niveau du progrès technique en modernisant les installations et l'organisation.

Le Conseil d'administration délibère sur ce rapport et ses annexes.

Le compte financier comprend :

- la balance définitive des comptes,
- le développement des dépenses et des recettes budgétaires,
- le bilan et le compte de résultat,
- le tableau d'affectation des résultats,
- les annexes définies par instruction conjointe du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget,
- la balance des stocks établie après inventaire.

Le compte affirmé sincère et véritable, daté et signé par le comptable, est présenté au juge des comptes et transmis pour information au Président du Conseil exécutif de la CTM dans un délai de deux (2) mois à compter de la délibération du conseil d'administration.

ARTICLE 16 – LE COMPTABLE

La comptabilité de la régie dotée de la personnalité morale est tenue par un comptable direct du Trésor de la Direction Générale des Finances Publiques nommé par le Préfet sur proposition du Conseil d'administration et après avis du Directeur Régional des Finances Publiques, DRFIP. Ce comptable ne peut être remplacé ou révoqué que dans les mêmes formes.

Le comptable peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature à un ou plusieurs agents qu'il constitue ses fondés de pouvoir.

Le comptable assure le fonctionnement des services de la comptabilité. Il est seul chargé du recouvrement des recettes de la Régie, ainsi que d'acquitter les dépenses ordonnancées par le Directeur, dans la limite des crédits régulièrement votés.

Il tient la comptabilité générale ainsi que, le cas échéant et sous l'autorité du Directeur, la comptabilité analytique.

Le comptable est soumis, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, à l'ensemble des obligations qui incombent aux comptables publics en vertu du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et au contrôle de l'Inspection Générale des Finances et du DRFIP.

Le comptable est placé sous l'autorité du directeur, sauf pour les actes qu'il accomplit sous sa responsabilité propre en tant que comptable public.

Le directeur peut, ainsi que le président du conseil d'administration, prendre connaissance à tout moment dans les bureaux du comptable des pièces justificatives des recettes et des dépenses et des registres de comptabilité. Il peut recevoir copie des pièces de comptabilité.

ARTICLE 17 – RÉGIE D'AVANCES ET DE RECETTES

Le Directeur peut, par délégation du conseil d'administration ou de l'Assemblée de Martinique, et sur avis conforme du comptable, créer des régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R.1617-1 à R.1617-18 du CGCT.

ARTICLE 18 – RECETTES

Conformément à l'article R.2221-45 du CGCT, les recettes de la régie comprennent notamment :

- les redevances dues par les usagers,
- les apports, réserves et recettes assimilées,
- les subventions d'investissement,
- les provisions et les amortissements,
- les emprunts et dettes assimilées,
- la valeur nette comptable des immobilisations résultant de la cession d'immeubles
- la plus-value résultant de la cession d'immobilisation,
- la diminution des stocks et encours de production.

La redevance due par les usagers est instituée par délibération de l'Assemblée de Martinique, propriétaire des Abattoirs de Martinique conformément à l'article L2333-1 du CGCT.

Les taux de cette redevance sont fixés par le conseil d'administration conformément à l'article R2221-38 du CGCT. Ils sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la régie dans les conditions prévues aux articles L2224-1, L2224-2 et L2224-4.

La redevance est recouvrée par la régie par délégation de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 19 – DÉPENSES

Les charges de la régie comprennent notamment les frais de personnels, les impôts et contributions de toutes natures et, d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement, par la Régie, de ses missions et notamment :

- le remboursement du capital des emprunts et dettes assimilées,
- l'acquisition d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières,
- les charges à répartir sur plusieurs exercices,
- l'augmentation des stocks et encours de production,
- les reprises sur provisions,
- le transfert des subventions d'investissement au compte de résultat.

ARTICLE 20 – DÉPÔTS DES FONDS

La régie peut déposer ses fonds, après autorisation expresse du DRFIP, sur un compte ouvert à la Poste ou dans un établissement de crédit agréé dans le respect des dispositions de l'article L.2221-5-1 du CGCT.

ARTICLE 21 – DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL

Le personnel de la régie est composé :

- d'un Directeur, agent territorial de droit public,
- d'un comptable public,
- d'agents de droit privé (agents administratifs, agents techniques)
- des fonctionnaires de la CTM peuvent être détachés ou mis à disposition auprès de la régie.

Le Directeur peut, dans la limite des crédits budgétaires et à titre exceptionnel, faire appel à des personnels temporaires, contractuels, occasionnels ou saisonniers, sous réserve d'en informer le conseil d'administration.

TITRE IV

DISPOSITION D'APPLICATION, DEVOLUTIVES ET TRANSITOIRES

ARTICLE 22 – ENTRÉE EN VIGUEUR, RÉVISION ET MODIFICATION

Les présents statuts entrent en vigueur à la date à laquelle est fixée l'existence légale de la régie par la délibération de la CTM approuvant les présents statuts.

Il est procédé à la révision ou la modification des présents statuts selon les mêmes modalités que celles ayant présidées à leur adoption, à l'initiative de la CTM ou celle du conseil d'administration.

ARTICLE 23 – RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le premier conseil d'administration est convoqué et son ordre du jour est fixé par le Président du Conseil exécutif de la CTM ou son représentant qui ouvre la séance. Le conseil d'administration inaugural procède immédiatement à l'élection de son Président.

ARTICLE 24 – ANNEXES

Aux présents statuts seront annexés :

- le règlement intérieur de la régie
- La liste des biens mobiliers et immobiliers mis à disposition ou affectés à la Régie

Fait à

Le

En exemplaires originaux



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-70-1-DE
Date de télétransmission : 09/05/2019
Date de réception préfecture : 09/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :
- 9 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-70-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION DE FONCTIONNEMENT AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION MARTINICAISE D'ÉDUCATION POPULAIRE « AMEP CFA BTP » POUR L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-523-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la formation professionnelle et apprentissage, le 27 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une dotation d'un montant d'un million six cent deux mille deux cent quatre-vingt-quatre euros (1 602 284 €) à l'AMEP CFA BTP afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure au titre de l'année 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2020
1 602 284 €	1 281 827 €	320 457 €

ARTICLE 3 : Les conditions d'attribution et de versement de la dotation mentionnée à l'article 1 seront précisées dans une convention conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'AMEP CFA BTP.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-70-2-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-70-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION DE FONCTIONNEMENT AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE (EPLEFPA) DE CROIX-RIVAIL POUR L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-523-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la formation professionnelle et apprentissage, le 27 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une dotation d'un montant de six cent vingt-sept mille quatre cent cinquante-sept euros (627 457 €) au CFA de l'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole (EPLEFPA) de Croix-Rivail afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure au titre de l'année 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2020
627 457 €	501 965,60 €	125 491,40 €

ARTICLE 3 : Les conditions d'attribution et de versement de la dotation mentionnée à l'article 1 seront précisées dans une convention conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le CFA de l'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole (EPLEFPA) de Croix-Rivail.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-70-3-DE
Date de télétransmission : 09/05/2019
Date de réception préfecture : 09/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 9 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-70-3

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION DE FONCTIONNEMENT AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MARTINIQUE (CCIM) POUR L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-523-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la formation professionnelle et apprentissage, le 27 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une dotation d'un montant de deux millions sept cent soixante-dix-huit mille quinze euros (2 778 015 €) au CFA de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure au titre de l'année 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2020
2 778 015 €	2 222 412 €	555 603 €

ARTICLE 3 : Les conditions d'attribution et de versement de la dotation mentionnée à l'article 1 seront précisées dans une convention conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le CFA de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-70-4-DE
Date de télétransmission : 09/05/2019
Date de réception préfecture : 09/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 9 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-70-4

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION DE FONCTIONNEMENT AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-523-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la formation professionnelle et apprentissage, le 27 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une dotation d'un montant de trois millions soixante-seize mille cent vingt-neuf euros (3 076 129 €) au CFA de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Martinique afin de couvrir les dépenses de fonctionnement de la structure au titre de l'année 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2020
3 076 129 €	2 460 903 €	615 226 €

ARTICLE 3 : Les conditions d'attribution et de versement de la dotation mentionnée à l'article 1 seront précisées dans une convention conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le CFA de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-70-5-DE
Date de télétransmission : 26/04/2019
Date de réception préfecture : 26/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

26 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-70-5

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION D'INVESTISSEMENT AU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS (CFA) GÉRÉ PAR LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-523-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la formation professionnelle et apprentissage, le 27 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une dotation d'un montant de cent douze mille euros (112 000 €) au CFA de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Martinique afin de couvrir les dépenses d'investissement de la structure au titre de l'année 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités suivantes :

- 80% du montant attribué, soit 89 600 €, dès que la présente délibération est rendue exécutoire,
- le solde, soit 22 400 €, sur présentation des factures acquittées et certifiées par le commissaire aux comptes.

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	
	2019	2020
112 000 €	89 600 €	22 400 €

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-71-1-DE
Date de télétransmission : 06/06/2019
Date de réception préfecture : 06/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :
- 6 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-71-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DES TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE AU DROIT DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES TERRITORIALES SUR LE BASSIN VERSANT DE LA RIVIÈRE DU GALION

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 29 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le plan de financement prévisionnel suivant, dont le montant total s'élève à 194 000,00 € HT, relatif aux travaux de restauration de la continuité écologique au droit des infrastructures routières territoriales sur le bassin versant de la Rivière du Galion. Lesdits travaux sont prévus au programme d'actions du contrat de rivière du Galion, en cofinancement avec l'Agence Française pour la Biodiversité, et l'Office de l'Eau de Martinique :

Coût total prévisionnel	Agence française pour la biodiversité	Office de l'Eau de Martinique (ODE)	Collectivité Territoriale de Martinique (Autofinancement)
194 000,00 € HT	136 000,00 € HT	34 000,00 € HT	24 000,00 € HT
100 %	70,00 %	18,00 %	12,00 %

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment les conventions financières et actes administratifs correspondants, tant avec l'Autorité de Gestion des Fonds de l'Agence Française pour la Biodiversité qu'avec l'Autorité de Gestion des Fonds de l'Office de l'Eau de Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-72-1-DE
Date de télétransmission : 27/05/2019
Date de réception préfecture : 27/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-72-1

PORTANT MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION CONCERNANT DES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION DU BÂTIMENT G DU LYCÉE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET TECHNOLOGIQUE « LA JETÉE » DE LA VILLE DE FRANÇOIS

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-127-1 du 5 juin 2018 relative à l'approbation du plan de financement prévisionnel de l'opération portant sur les travaux de démolition et de construction du bâtiment G du lycée d'enseignement général et technologique « La Jetée » de la Ville du François.
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2018-PCE-535 du 24 août 2018 modifiant l'arrêté n°2017-PCE-352 du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS, Directeur général adjoint des infrastructures et équipements, pour signer les demandes d'aides concernant les projets portés par la CTM relevant de la DGA infrastructure et équipements, et pour lesquelles des contributions au titre des fonds européens sont sollicitées ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 27 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, développement du numérique le 29 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-127-1 du 5 juin 2018 relative à l'approbation du plan de financement prévisionnel de l'opération portant sur les travaux de démolition et de construction du bâtiment G du lycée d'enseignement général et technologique « la Jetée » de la Ville du François, est modifié comme suit :

« Dans le cadre de l'opération concernant les travaux de démolition et de construction du bâtiment G du lycée d'enseignement général et technologique « La Jetée » de la Ville du François, en vue de son confortement parasismique, en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER) et l'Etat (FPRNM), d'un montant de 500 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT RÉVISÉ	UE (FEDER)	ETAT (FPRNM)	CTM (AUTOFINANCEMENT)
500 000,00 € HT	213 000,00 € HT	200 000,00 € HT	87 000,00 € HT
100 %	42,60 %	40 %	17,40 %

»

ARTICLE 2 : L'article 3 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-127-1 du 5 juin 2018 relative à l'approbation du plan de financement prévisionnel de l'opération portant sur les travaux de démolition et de construction du bâtiment G du lycée d'enseignement général et technologique « la Jetée » de la Ville du François, est modifié comme suit :

« Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, ...) les avenants techniques, temporels et financiers, avec l'autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER) et l'autorité nationale en charge de la Gestion des Fonds de prévention des risques naturels majeurs (ETAT/FPRNM) ».

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de la délibération n°18-127-1 du 5 juin 2018 demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

• Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-73-1-DE
Date de télétransmission : 27/05/2019
Date de réception préfecture : 27/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 27 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-73-1

PORTANT MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE RENFORCEMENT PARASISMIQUE DE LA CITÉ SCOLAIRE « BEAUSÉJOUR- FRANTZ FANON » SUR LA COMMUNE DE TRINITÉ

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-128-1 du 5 juin 2018 portant approbation du plan de financement prévisionnel de l'opération de renforcement parasismique de la cité scolaire Beauséjour – Frantz Fanon sur la commune de Trinité - Volet Etat ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-128-2 du 5 juin 2018 portant approbation du plan de financement prévisionnel de l'opération de renforcement parasismique de la cité scolaire Beauséjour – Frantz Fanon sur la commune de Trinité — volet Union européenne ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2018-PCE-535 du 24 août 2018 modifiant l'arrêté n°2017-PCE-352 du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS, Directeur général adjoint des infrastructures et équipements, pour signer les demandes d'aides concernant les projets portés par la CTM relevant de la DGA infrastructure et équipements, et pour lesquelles des contributions au titre des fonds européens sont sollicitées ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 27 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, développement du numérique le 29 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les articles 1 des délibérations de l'Assemblée de Martinique n°18-128-1 et n°18-128-2 du 5 juin 2018, relatives respectivement à l'approbation du plan de financement prévisionnel de l'opération portant sur des travaux de renforcement parasismique de la cité scolaire Frantz Fanon sur la commune de Trinité – volet Etat et volet Union européenne, sont modifiés comme suit :

« Dans le cadre de l'opération concernant des travaux de renforcement parasismique de la cité scolaire Beauséjour – Frantz Fanon sur la commune de Trinité, en vue de son confortement parasismique en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER) et l'Etat (FPRNM), d'un montant de 7 261 000 € HT, est approuvé le plan de financement révisé suivant :

COUT DE L'OPERATION	UE (FEDER)	ETAT (FPRNM)	CTM (AUTOFINANCEMENT)
7 261 000,00 € HT	3 093 186,00 € HT	2 904 400 € HT	1 263 414,00 € HT
100 %	42,60 %	40,00 %	17,40 %

»

ARTICLE 2 : Les autres dispositions des délibérations n°18-128-1 et n°18-128-2 du 5 juin 2018 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-74-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2019
Date de réception préfecture : 26/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

26 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-74-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE SGTPM POUR LE DÉDOMMAGEMENT DES TRAVAUX DE DÉGAGEMENT, DÉBLAIEMENT ET DE MISE EN SÉCURITÉ, RÉALISÉS SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°10 ENTRE LES COMMUNES DE SAINT-PIERRE ET LE PRÊCHEUR

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 13 février 2019 ;

Considérant les travaux de dégagement, déblaiement et de mise en sécurité, réalisés par l'entreprise SGTPM sur la route départementale n°10 entre les communes de Saint-Pierre et du Prêcheur ;

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à l'entreprise SGTPM de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise SGTPM, ayant pour objet le dédommagement des prestations de dégagement, déblaiement et de mise en sécurité, réalisées sur la route départementale n°10 entre les communes de Saint-Pierre et du Prêcheur.

ARTICLE 3 : L'entreprise SGTPM percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de vingt-deux mille huit cent soixante-quatre euros soixante-huit centimes toutes taxes comprises (22 864,68 € TTC).

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 938 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-1-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ACHAT PUBLIC.INFO

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société ACHAT PUBLIC.INFO, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société ACHAT PUBLIC.INFO percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de trois mille trois cent soixante trois euros cinquante centimes (3 363,50 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-2-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-2

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ AFIGESE

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société AFIGESE, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société AFIGESE percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de six cent quatre-vingt euros (680,00 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.


ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-3-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-3

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ANTILLA

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN. .

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société ANTILLA, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société ANTILLA percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de huit cent soixante treize euros (873,00 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-4-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-4

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ CIG GRANDE COURONNE

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société CIG GRANDE COURONNE, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société CIG GRANDE COURONNE percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de deux mille sept cent cinquante euros (2 750,00 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-5-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-5

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ EBSCO

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société EBSCO, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société EBSCO percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de quatre vingt six mille cent soixante sept euros quatre vingt centimes (86 167,80 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-6-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-6

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ EDITIONS DALLOZ

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société EDITIONS DALLOZ, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société EDITIONS DALLOZ percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de trois mille quatre cent vingt cinq euros trente six centimes (3 425,36 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-7-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-7

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS DU MONITEUR

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société EDITIONS DU MONITEUR, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société EDITIONS DU MONITEUR percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de trois mille cent quarante euros (3 140,00 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-8-DE
Date de télétransmission : 26/04/2019
Date de réception préfecture : 26/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 26 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-8

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS LÉGISLATIVES

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société EDITIONS LÉGISLATIVES, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société EDITIONS LÉGISLATIVES percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de vingt quatre mille six cent soixante quatre euros quinze centimes (24 664,15 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-9-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-9

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS LEXISNEXIS

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société EDITIONS LEXISNEXIS, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société EDITIONS LEXISNEXIS percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de vingt quatre mille sept cent vingt cinq euros quatre vingt centimes (24 725,80 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-10-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-10

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS MARTIN MÉDIA

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société EDITIONS MARTIN MÉDIA, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société EDITIONS MARTIN MÉDIA percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de deux mille quatre cent quarante trois euros quatre vingt huit centimes (2 443,88 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-11-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-11

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS TERRITORIAL

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société EDITIONS TERRITORIAL, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société EDITIONS TERRITORIAL percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de mille soixante quatre euros quarante centimes (1 064,40 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-12-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-12

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ÉDITIONS WEKA

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société EDITIONS WEKA, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société EDITIONS WEKA percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de cinq mille cinq cent soixante deux euros soixante seize centimes (5 562,76 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-13-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-13

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ ELSEVIER MASSON

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société ELSEVIER MASSON, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société ELSEVIER MASSON percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de quatre cent quatre vingt onze euros (491,00 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

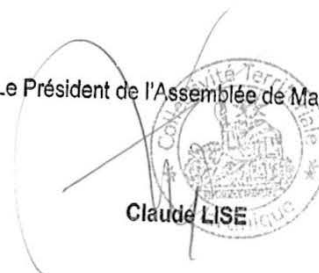
ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-14-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-14

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ L'ARGUS DE L'ASSURANCE

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société L'ARGUS DE L'ASSURANCE, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société L'ARGUS DE L'ASSURANCE percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de deux cent trente neuf euros (239,00 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-15-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-15

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ LA CAS' A BULLES

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société LA CAS' A BULLES, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société LA CAS' A BULLES percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de dix huit mille deux cent trente huit euros quatre vingt treize centimes (18 238,93 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-75-16-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-75-16

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LA SOCIÉTÉ LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société concernée de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 05 décembre 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société LA DOCUMENTATION FRANCAISE, ayant pour objet le paiement de prestations réalisées dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages pour l'ensemble des services de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La société LA DOCUMENTATION FRANCAISE percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de trois mille trois cent quatre vingt dix huit euros cinquante huit centimes (3 398,58 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-76-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **26 JUIN 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-76-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique, en matière de marchés publics et d'accords-cadres, portant sur la période allant du 1^{er} janvier 2019 au 15 mars 2019.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-77-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2019
Date de réception préfecture : 26/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 26 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-77-1

PORTANT COMMUNICATION DE L'AVIS N° 2019-0016 DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Considérant la notification par la Chambre régionale des comptes au Président du Conseil Exécutif de Martinique, de l'avis N° 2019-0016 rendu le 26 février 2019, suite à une requête introduite par la société Gedimat LAGUARIGUE sur le budget 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE UNIQUE : L'Assemblée de Martinique prend acte de la communication par le Président du Conseil Exécutif de Martinique, de l'avis N° 2019-0016 rendu le 26 février 2019 par la Chambre régionale des comptes de la Martinique, suite à la requête introduite par la société Gedimat LAGARIGUE sur le budget 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-78-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2019
Date de réception préfecture : 26/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-78-1

PORTANT ADOPTION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 AU BUDGET 2019 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE (procuration à Daniel ROBIN), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Patricia TELLE), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-523-1 du 19 décembre 2018 portant approbation du budget primitif de l'exercice 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par le conseil économique, social, environnemental, de la culture et de l'éducation de Martinique (CESECEM) le 1^{er} avril 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la formation professionnelle et apprentissage le 27 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 27 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 28 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 28 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 29 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 1^{er} avril 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 1^{er} avril 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} avril 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 1^{er} avril 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer le 1^{er} avril 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 2 avril 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission culture identité et patrimoine le 2 avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique adopte, conformément aux documents joints à la présente délibération, la décision modificative n°1 au budget 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique :

- en mouvements budgétaires :	71 626 568,78 €
- en mouvements réels :	59 541 480,20 €
- en mouvements d'ordre :	12 085 088,58 €.

ARTICLE 2 : Les inscriptions en dépenses et en recettes sont votées et réparties comme suit :

D.M. 1 2019	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS BUDGÉTAIRES	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
Budget Principal						
Investissement	41 873 148,64	29 788 060,06		12 085 088,58	41 873 148,64	41 873 148,64
Fonctionnement	17 530 872,78	29 615 961,36	12 085 088,58		29 615 961,36	29 615 961,36
	59 404 021,42	59 404 021,42	12 085 088,58	12 085 088,58	71 489 110,00	71 489 110,00
Budget L.T.A.						
Investissement	112 458,78	112 458,78			112 458,78	112 458,78
Fonctionnement	25 000,00	25 000,00			25 000,00	25 000,00
	137 458,78	137 458,78	0,00	0,00	137 458,78	137 458,78
Budget BGPISE						
Investissement						
Fonctionnement						
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Budget Général						
Investissement	41 985 607,42	29 900 518,84		12 085 088,58	41 985 607,42	41 985 607,42
Fonctionnement	17 555 872,78	29 640 961,36	12 085 088,58		29 640 961,36	29 640 961,36
	59 541 480,20	59 541 480,20	12 085 088,58	12 085 088,58	71 626 568,78	71 626 568,78

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute mesure nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 30 voix pour et 14 voix contre, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

✍

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-78-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2019
Date de réception préfecture : 26/04/2019



2 0 1 9

DÉCISION MODIFICATIVE N°1

BUDGET PRINCIPAL

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-78-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2019
Date de réception préfecture : 26/04/2019

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Régions : COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20005550700012

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

M. 57

Décision modificative 1 (3)

Voté par fonction

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL CTM (4)

ANNEE 2019

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	Sans Objet
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	7
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	8
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	10

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	12
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	13
B1 - Présentation des AP votées	Sans Objet
B2 - Présentation des AE votées	Sans Objet
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	14
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	Sans Objet
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	Sans Objet
E1 - Balance générale - Dépenses	20
E2 - Balance générale - Recettes	22

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	24
A.900 - Services généraux	28
A.900-5 - Gestion des fonds européens	31
A.901 - Sécurité	32
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	33
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	36
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	39
A.904-4 - RSA	42
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	43
A.906 - Action économique	46
A.907 - Environnement	48
A.908 - Transports	51
A.921 - Taxes non affectées	55
A.922 - Dotations et participations	56
A.923 - Dettes et autres opérations financières	57
A.925 - Opérations patrimoniales	58
A.926 - Transferts entre les sections	59
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	61
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
B.930 - Services généraux	Sans Objet
B.930-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
B.931 - Sécurité	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	Sans Objet
B.934-3 - APA	Sans Objet
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
B.936 - Action économique	Sans Objet
B.937 - Environnement	Sans Objet
B.938 - Transports	Sans Objet
B.940 - Impositions directes	Sans Objet
B.941 - Autres impôts et taxes	Sans Objet
B.942 - Dotations et participations	Sans Objet
B.943 - Opérations financières	Sans Objet
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	Sans Objet
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	Sans Objet
B.946 - Transferts entre les sections	Sans Objet
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	Sans Objet
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	Sans Objet

IV - Annexes**A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	62
A1.01 - Opérations non ventilables	64
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	65
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	68
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	69
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	70
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	73
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	76
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	79
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	80
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	83
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	85
A1.908 - Fonction 8 - Transports	88
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	92
A2.01 - Opérations non ventilables	94
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	95
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	101
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	102
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	103
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	106
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	109
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	112

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	113
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	114
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	117
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	119
A2.938 - Fonction 8 - Transports	122
B - Annexes patrimoniales	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	126
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	127
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	128
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

131

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale	0.00

Informations fiscales (N-2)	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

Informations financières – ratios	Valeurs
1 Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2 Recettes réelles de fonctionnement / population	
3 Dépenses d'équipement brut / population	0.0%
4 Encours de dette / population (2)	0.00
5 DGF / population	0.00
6 Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	0.0%
7 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	0.0%
8 Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.0%
9 Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	0.0%
10 Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3)	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4)	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2019 -
COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

98

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Avril 2019 -
COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

100

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II	
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS		A1	
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	41 873 148,64	41 873 148,64
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	41 873 148,64	41 873 148,64
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	29 615 961,36	29 615 961,36
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	29 615 961,36	29 615 961,36
	TOTAL DU BUDGET (4)	71 489 110,00	71 489 110,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	41 873 148,64	0,00	41 873 148,64	29 788 060,06	12 085 088,58	41 873 148,64
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	17 530 872,78	12 085 088,58	29 615 961,36	29 615 961,36	0,00	29 615 961,36
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	59 404 021,42	12 085 088,58	71 489 110,00	59 404 021,42	12 085 088,58	71 489 110,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS	C

SECTION	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
----------------	---------------------------------	------------------------------	-------------------------------	----------------------------	-----------------------------------

AP VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
AE VOTEES	0,00		-0,00	-0,00	-0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	229 769 553,00	0,00	41 873 148,64	41 873 148,64	41 873 148,64
90 Opérations ventilées	177 141 457,00	0,00	43 647 703,97	43 647 703,97	43 647 703,97
- en AP/CP (2)	177 141 457,00	0,00	43 476 913,97	43 576 913,97	43 576 913,97
- hors AP/CP (2)	0,00	0,00	170 790,00	70 790,00	70 790,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	52 628 096,00	0,00	-1 774 555,33	-1 774 555,33	-1 774 555,33
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	229 769 553,00	0,00	41 873 148,64	41 873 148,64	41 873 148,64
90 Opérations ventilées	53 684 914,00	0,00	29 788 060,06	29 788 060,06	29 788 060,06
- Recettes affectées	53 684 914,00	0,00	29 788 060,06	29 788 060,06	29 788 060,06
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	158 967 348,00	0,00	0,00	0,00	0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	17 117 291,00		12 085 088,58	12 085 088,58	12 085 088,58
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	920 228 871,00	0,00	29 615 961,36	29 615 961,36	29 615 961,36
93 Services ventilés	850 948 815,00	0,00	15 228 933,45	15 228 933,45	15 228 933,45
- en AE/CP	149 040 651,00	0,00	5 909 866,97	5 909 866,97	5 909 866,97
- hors AE/CP	701 908 164,00	0,00	9 319 066,48	9 319 066,48	9 319 066,48
94 Services communs non ventilés	52 162 765,00	0,00	2 301 939,33	2 301 939,33	2 301 939,33
953 Virement à la section d'investissement	17 117 291,00		12 085 088,58	12 085 088,58	12 085 088,58
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	920 228 871,00	0,00	29 615 961,36	29 615 961,36	29 615 961,36
93 Services ventilés	250 574 457,00	0,00	22 940 049,36	22 940 049,36	22 940 049,36
94 Services communs non ventilés	669 654 414,00	0,00	6 675 912,00	6 675 912,00	6 675 912,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)	C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
---------	---	--	--	--------------------------------	--	--	---

AP VOTEES	0,00	609 786,38	-2 123 872,39	4 502 825,32	-1 651 466,15	200 000,00	1 842 184,68
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
AE VOTEES	0,00	-98 938,54	191 306,53	0,00	-180,00	0,00	530 777,74
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	-1 774 555,33	2 987 790,00	-2 123 872,39	2 536 789,41	18 281 388,19	1 427 286,00	2 506 819,69
90 Opérations ventilées		2 987 790,00	-2 123 872,39	2 536 789,41	18 281 388,19	1 427 286,00	2 506 819,69
- en AP/CP (2)		2 917 000,00	-2 123 872,39	2 536 789,41	18 281 388,19	1 427 286,00	2 506 819,69
- hors AP/CP (2)		70 790,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	-1 774 555,33						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	12 085 088,58	0,00	29 705 980,06	0,00	16 530,00	65 550,00	0,00
90 Opérations ventilées		0,00	29 705 980,06	0,00	16 530,00	65 550,00	0,00
- Recettes affectées		0,00	29 705 980,06	0,00	16 530,00	65 550,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	12 085 088,58						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	14 387 027,91	1 353 914,57	2 150 000,00	3 000,00	-105 000,00	1 461 963,25	4 665 093,06
93 Services ventilés		1 353 914,57	2 150 000,00	3 000,00	-105 000,00	1 461 963,25	4 665 093,06
- en AE/CP		0,00	2 150 000,00	0,00	0,00	0,00	2 349 866,97

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		1 353 914,57	0,00	3 000,00	-105 000,00	1 461 963,25	2 315 226,09
94 Services communs non ventilés	2 301 939,33						
953 Virement à la section d'investissement	12 085 088,58						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	6 675 912,00	569 169,37	5 069 222,40	0,00	0,00	40 000,00	0,00
93 Services ventilés		569 169,37	5 069 222,40	0,00	0,00	40 000,00	0,00
94 Services communs non ventilés	6 675 912,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)	C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
---------	-----------------------------	--	---	---	-------------------------------------	----------------------------------	---

AP VOTEES		0,00	-1 285 922,85	-2 093 534,99	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	0,00	-238 965,73	0,00	-3 410 000,00	3 410 000,00	-384 000,00	
Dont dépenses imprévues (952)							

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	7 999 822,95	472 582,12	5 669 098,00	3 890 000,00	
90 Opérations ventilées		0,00	7 999 822,95	472 582,12	5 669 098,00	3 890 000,00	
- en AP/CP (2)		0,00	7 999 822,95	472 582,12	5 669 098,00	3 890 000,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	3 792 433,57	0,00	492 529,00	1 415 000,00	0,00	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	3 792 433,57	0,00	492 529,00	1 415 000,00	0,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	1 410 000,00	0,00	

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	0,00	3 792 433,57	0,00	492 529,00	5 000,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 261 657,59	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 261 657,59	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		229 769 553,00	0,00	41 873 148,64	41 873 148,64	41 873 148,64
Sous total des opérations réelles et mixtes		229 069 553,00	0,00	41 873 148,64	41 873 148,64	41 873 148,64
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	39 466 983,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	8 325 387,75	0,00	130 000,00	130 000,00	130 000,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	96 288 948,61	0,00	15 911 047,52	15 911 047,52	15 911 047,52
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	7 352 901,74	0,00	5 869 400,00	5 869 400,00	5 869 400,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	64 400 653,90	0,00	21 597 256,45	21 597 256,45	21 597 256,45
26	Participations et créances rattachées	5 150,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	12 779 528,00	0,00	-1 734 555,33	-1 734 555,33	-1 734 555,33
018	RSA	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		700 000,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	700 000,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		920 228 871,00	0,00	29 615 961,36	29 615 961,36	29 615 961,36
Sous total des opérations réelles et mixtes		865 705 600,00	0,00	17 530 872,78	17 530 872,78	17 530 872,78
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	61 717 474,00	0,00	4 899 565,00	4 899 565,00	4 899 565,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	208 158 376,00	0,00	1 023,75	1 023,75	1 023,75
014	Atténuations de produits	1 453 616,00	0,00	227 384,00	227 384,00	227 384,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	315 831 457,00	0,00	6 178 673,56	6 178 673,56	6 178 673,56
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	12 628 569,00	0,00	1 774 555,33	1 774 555,33	1 774 555,33
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	24 800,00	0,00	657 237,57	657 237,57	657 237,57
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	370 000,00		0,00	0,00	0,00
016	APA	61 830 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	203 691 288,00	0,00	3 792 433,57	3 792 433,57	3 792 433,57
Sous total des opérations d'ordre		54 523 271,00		12 085 088,58	12 085 088,58	12 085 088,58
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	37 405 980,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	17 117 291,00		12 085 088,58	12 085 088,58	12 085 088,58
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	E2

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	Recettes d'investissement – Total	229 769 553,00	0,00	41 873 148,64	41 873 148,64	41 873 148,64
	Sous total des opérations réelles et mixtes	174 546 282,00	0,00	29 788 060,06	29 788 060,06	29 788 060,06
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	18 533 936,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	105 012 346,00	0,00	29 788 060,06	29 788 060,06	29 788 060,06
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations d'ordre	55 223 271,00		12 085 088,58	12 085 088,58	12 085 088,58
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	37 405 980,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	700 000,00		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	17 117 291,00		12 085 088,58	12 085 088,58	12 085 088,58
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – RECETTES						E2
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		920 228 871,00	0,00	29 615 961,36	29 615 961,36	29 615 961,36
Sous total des opérations réelles et mixtes		920 228 871,00	0,00	29 615 961,36	29 615 961,36	29 615 961,36
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	4 888 000,00	0,00	17 261 657,59	17 261 657,59	17 261 657,59
73	Impôts et taxes (sauf 731)	249 128 741,00	0,00	6 675 912,00	6 675 912,00	6 675 912,00
731	Fiscalité locale	224 466 581,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	242 340 883,00	0,00	5 321 154,40	5 321 154,40	5 321 154,40
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	1 762 000,00	0,00	357 237,37	357 237,37	357 237,37
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	25 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	171 692 666,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									A
Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
90	Opérations ventilées	177 141 457,00	0,00	0,00	43 647 703,97	43 647 703,97	43 576 913,97	70 790,00	43 647 703,97
900	Services généraux	7 306 330,00	0,00	609 786,38	2 987 790,00	2 987 790,00	2 917 000,00	70 790,00	2 987 790,00
900-5	Gestion des fonds européens	47 775 970,00	0,00	-2 123 872,39	-2 123 872,39	-2 123 872,39	-2 123 872,39	0,00	-2 123 872,39
901	Sécurité	119 590,00	0,00	4 502 825,32	2 536 789,41	2 536 789,41	2 536 789,41	0,00	2 536 789,41
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	31 764 777,00	0,00	-1 651 466,15	18 281 388,19	18 281 388,19	18 281 388,19	0,00	18 281 388,19
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 746 840,00	0,00	200 000,00	1 427 286,00	1 427 286,00	1 427 286,00	0,00	1 427 286,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	3 691 530,00	0,00	1 842 184,68	2 506 819,69	2 506 819,69	2 506 819,69	0,00	2 506 819,69
904-4	RSA	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	17 772 750,00	0,00	-1 285 922,85	7 999 822,95	7 999 822,95	7 999 822,95	0,00	7 999 822,95
906	Action économique	23 134 400,00	0,00	-2 093 534,99	472 582,12	472 582,12	472 582,12	0,00	472 582,12
907	Environnement	17 260 790,00	0,00	0,00	5 669 098,00	5 669 098,00	5 669 098,00	0,00	5 669 098,00
908	Transports	23 118 480,00	0,00	0,00	3 890 000,00	3 890 000,00	3 890 000,00	0,00	3 890 000,00
909	Fonction en réserve								
92	Opérations non ventilées	52 628 096,00	0,00		-1 774 555,33	-1 774 555,33		-1 774 555,33	-1 774 555,33
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	51 928 096,00	0,00		-1 774 555,33	-1 774 555,33		-1 774 555,33	-1 774 555,33
925	Opérations patrimoniales	700 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
926	Transferts entre les sections	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation			0,00					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		229 769 553,00	0,00	0,00	41 873 148,64	41 873 148,64	43 576 913,97	-1 703 765,33	41 873 148,64
001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)									0,00
TOTAL									41 873 148,64

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
90	Opérations ventilées	53 684 914,00	0,00	29 788 060,06	29 788 060,06	29 788 060,06
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	41 853 877,00	0,00	29 705 980,06	29 705 980,06	29 705 980,06
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	11 831 037,00	0,00	16 530,00	16 530,00	16 530,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	65 550,00	65 550,00	65 550,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	Opérations non ventilées	158 967 348,00	0,00	0,00	0,00	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	70 861 368,00	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	700 000,00		0,00	0,00	0,00
926	Transferts entre les sections (4)	37 405 980,00		0,00	0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	17 117 291,00	0,00	12 085 088,58	12 085 088,58	12 085 088,58
951	Virement de la section de fonctionnement	17 117 291,00		12 085 088,58	12 085 088,58	12 085 088,58
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		229 769 553,00	0,00	41 873 148,64	41 873 148,64	41 873 148,64

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)						0,00
-----------------------------------	--	--	--	--	--	------

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

TOTAL						41 873 148,64
-------	--	--	--	--	--	---------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 900
Détail par articles	

CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) = 609 786,38

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 927 790,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 927 790,00
Vote de l'assemblée (3)	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 927 790,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	60 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 857 000,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 790,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 987 790,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 987 790,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 987 790,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 917 000,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 790,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = -2 123 872,39

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	-2 123 872,39	0,00	0,00	-2 123 872,39
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	-2 123 872,39	0,00	0,00	-2 123 872,39
Vote de l'assemblée (3)	0,00	-2 123 872,39	0,00	0,00	-2 123 872,39
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	-2 123 872,39	0,00	0,00	-2 123 872,39
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	0,00	29 705 980,06	0,00	0,00	29 705 980,06
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	29 705 980,06	0,00	0,00	29 705 980,06
Vote de l'assemblée (3)	0,00	29 705 980,06	0,00	0,00	29 705 980,06
Recettes affectées	0,00	29 705 980,06	0,00	0,00	29 705 980,06
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) = 4 502 825,32

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	2 015 820,00	0,00	520 969,41	2 536 789,41
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	2 015 820,00	0,00	520 969,41	2 536 789,41
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	2 015 820,00	0,00	520 969,41	2 536 789,41
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	2 015 820,00	0,00	520 969,41	2 536 789,41
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 902
Détail par articles	

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AP (1) = -1 651 466,15

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050 775,56	15 123 225,48	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050 775,56	15 123 225,48	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050 775,56	15 123 225,48	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050 775,56	15 123 225,48	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
			90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 107 387,15	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 107 387,15	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 107 387,15	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 107 387,15	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 902
Détail par articles	

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 281 388,19
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 281 388,19
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 281 388,19
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 281 388,19
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 903
Détail par articles	

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 200 000,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	1 027 286,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	1 027 286,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	1 027 286,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	1 027 286,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	65 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	65 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	65 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	65 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 427 286,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 427 286,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 427 286,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 427 286,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTÉES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 550,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 550,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 550,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 550,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)

AP (1) = 1 842 184,68

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	392 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	392 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	392 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	392 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	1 819 419,69	20 000,00	0,00	160 000,00	2 506 819,69
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	1 819 419,69	20 000,00	0,00	160 000,00	2 506 819,69
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	1 819 419,69	20 000,00	0,00	160 000,00	2 506 819,69
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	1 819 419,69	20 000,00	0,00	160 000,00	2 506 819,69
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA

AP (1) = 0,00

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 905
Détail par articles	

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat

AP (1) = -1 285 922,85

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	3 277 857,41	15 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 120 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	3 277 857,41	15 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 120 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	3 277 857,41	15 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 120 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	3 277 857,41	15 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 120 000,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTÉES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	1 800 000,00	0,00	786 965,54	0,00	7 999 822,95
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	1 800 000,00	0,00	786 965,54	0,00	7 999 822,95
Vote de l'assemblée (3)	0,00	1 800 000,00	0,00	786 965,54	0,00	7 999 822,95
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	1 800 000,00	0,00	786 965,54	0,00	7 999 822,95
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTÉES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 906
Détail par articles	

CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = -2 093 534,99

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	116 582,12
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	116 582,12
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	116 582,12
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	116 582,12
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintenance et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	256 000,00	0,00	472 582,12
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	256 000,00	0,00	472 582,12
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	256 000,00	0,00	472 582,12
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	256 000,00	0,00	472 582,12
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	841 510,00	0,00	0,00	800 000,00	1 000 000,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	841 510,00	0,00	0,00	800 000,00	1 000 000,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	841 510,00	0,00	0,00	800 000,00	1 000 000,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	841 510,00	0,00	0,00	800 000,00	1 000 000,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 027 588,00	0,00	0,00	0,00	5 669 098,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 027 588,00	0,00	0,00	0,00	5 669 098,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 027 588,00	0,00	0,00	0,00	5 669 098,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 027 588,00	0,00	0,00	0,00	5 669 098,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports

AP (1) = 0,00

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	1 400 000,00	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	1 400 000,00	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	1 400 000,00	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	1 400 000,00	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 890 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 890 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 890 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 890 000,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES	A 922
Détail par articles	

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103	Plan de relance FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	70 861 368,00	0,00	0,00	0,00	70 861 368,00
1021	Dotation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	18 533 936,00	0,00	0,00	0,00	18 533 936,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00
133121	Dotation départementale équip. collèges	7 903 688,00	0,00	0,00	0,00	7 903 688,00
133122	Dotation régionale d'équipement scolaire	26 318 744,00	0,00	0,00	0,00	26 318 744,00
1337	Fonds régional développ. emploi outre-mer	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00
13411	DGE	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	105 000,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Reversement de dotations (trop perçu).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	51 928 096,00	0,00	-1 774 555,33	-1 774 555,33	50 153 540,67
1641	Emprunts en euros	36 927 813,00	0,00	0,00	0,00	36 927 813,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 539 170,00	0,00	0,00	0,00	2 539 170,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	6 575 224,00	0,00	-1 774 555,33	-1 774 555,33	4 800 668,67
27638	Créance Autres établissements publics	4 885 889,00	0,00	0,00	0,00	4 885 889,00
	RECETTES	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000 000,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES	A 925
Détail par articles	

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	700 000,00	0,00	0,00
2313	Constructions	700 000,00	0,00	0,00
231318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
23151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00
231538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
23158	Autres constructions	0,00	0,00	0,00
231735	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	700 000,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	700 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Charges transférées</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	37 405 980,00	0,00	0,00
	Amortissement des immobilisations	37 405 980,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	1 496 776,03	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	100 871,61	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	11 703,76	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	41 042,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	934 866,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	116 336,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 018 151,00	0,00	0,00
28041481	Subv.Autres cnes: Bien mobilier, matériel	542 748,96	0,00	0,00
28041482	Subv.Autres cnes: Bâtiments, installations	3 419 525,80	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 117,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	9 619,00	0,00	0,00
280415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	800,00	0,00	0,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	20 000,00	0,00	0,00
280415332	ADM : Bâtiments, installations	1 332 175,00	0,00	0,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	68 348,44	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	84 331,00	0,00	0,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	1 446 142,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	446 253,00	0,00	0,00
28041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	2 840,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	819 212,11	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	633 198,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	6 419 647,12	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	3 344 671,00	0,00	0,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	1 841 609,00	0,00	0,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	659 112,00	0,00	0,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	12 200,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
28051	Concessions et droits similaires	2 035 357,42	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	5 710,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 314,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	788,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	1 108 030,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	384 497,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	606 119,00	0,00	0,00
281352	Bâtiments privés	4 962,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	2 225,00	0,00	0,00
281572	Matériel technique scolaire	2 997,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 671,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	159 464,00	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outil. techniques	2 359,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	157 611,00	0,00	0,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	451,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	13 999,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	2 759 147,50	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	66 265,97	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	3 263 710,64	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	157 030,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 438 819,54	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	81 468,10	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	143 688,00	0,00	0,00
	Autres	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				0,00
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	17 117 291,00	12 085 088,58	12 085 088,58	
951	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>17 117 291,00</i>	<i>12 085 088,58</i>	<i>12 085 088,58</i>	
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Budget de l'exercice » est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		50 153 540,67	10 294 120,00	45 652 097,61	2 656 379,41	50 046 165,19	6 174 126,00	6 198 349,69	450 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	39 466 983,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	613 050,61	0,00	0,00	211 981,45	235 121,09	145 488,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	70 790,00	45 652 097,61	2 015 820,00	7 831 478,23	795 000,00	4 956 231,63	450 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	4 940 681,73	0,00	0,00	2 358 087,32	3 044 524,11	802 400,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	4 629 597,66	0,00	640 559,41	39 344 618,19	2 099 480,80	275 815,06	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	10 686 557,67	40 000,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	18 415,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		120 861 368,00	0,00	71 559 857,06	0,00	11 847 567,00	65 550,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	18 533 936,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	52 327 432,00	0,00	71 559 857,06	0,00	10 847 567,00	65 550,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		25 772 572,95	23 606 982,12	22 929 888,00	27 008 480,00		270 942 701,64
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		39 466 983,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	6 677 069,06	21 500,00	551 177,54		8 455 387,75
204	Subventions d'équipement versées	17 957 572,95	16 164 092,79	9 637 598,00	7 119 314,92		112 649 996,13
21	Immobilisations corporelles	0,00	9 628,48	1 536,87	2 065 443,23		13 222 301,74
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	7 815 000,00	651 041,79	13 269 253,13	17 272 544,31		85 997 910,35
26	Participations et créances rattachées	0,00	105 150,00	0,00	0,00		105 150,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		11 044 972,67
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00		204 334 342,06
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		18 533 936,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		134 800 406,06
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		50 153 540,67
164	Emprunts auprès des ét financiers	39 466 983,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000 000,00
276	Autres créances immobilisées	9 686 557,67
RECETTES		120 861 368,00
102	Dotations et fonds d'investissement	18 533 936,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	10 000 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	40 222 432,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	2 105 000,00
164	Emprunts auprès des ét financiers	50 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02							
		Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		980 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 314 120,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 050,61
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 790,00
205	Licences, procédés, droits similaires	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 120 541,51
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	789 110,07
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	249 030,15
218	Autres immobilisations corporelles	380 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 490 810,92
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 786,74
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 294 120,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 050,61
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 790,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 120 541,51
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	789 110,07
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	249 030,15
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	782 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 490 810,92
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 786,74
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	43 269 325,94	2 376 160,71	6 610,96	45 652 097,61
204	Subventions d'équipement versées	0,00	43 269 325,94	2 376 160,71	6 610,96	45 652 097,61
	RECETTES	0,00	71 559 857,06	0,00	0,00	71 559 857,06
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	71 559 857,06	0,00	0,00	71 559 857,06

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	2 015 820,00	0,00	640 559,41	2 656 379,41
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	2 015 820,00	0,00	0,00	2 015 820,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	640 559,41	640 559,41
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
			90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES		1 853 267,77	0,00	0,00	0,00	12 229 074,58	32 527 720,18	300 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	199 391,77	12 589,68	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 853 267,77	0,00	0,00	0,00	1 836 732,23	1 510 000,00	300 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 630 854,99	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	82 030,58	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	345 201,75	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	8 180 065,01	30 659 928,75	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00	10 831 037,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	16 530,00	10 831 037,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
				Formation professionnelle							
				90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
DEPENSES		570 355,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 273,94	2 269 473,01	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	162 374,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 169 104,15	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	107 981,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 273,94	100 368,86	0,00
274	Prêts	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 046 165,19
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211 981,45
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 831 478,23
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 630 854,99
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 030,58
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	645 201,75
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 344 618,19
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 847 567,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 847 567,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	2 016 669,82	0,00	108 453,60	517 300,96	115 550,18	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	5 783,06	0,00	0,00	82 515,30	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	3 975,00	130 748,70	8 936,25	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	10 502,69	0,00	39 571,57	6 634,78	45 488,48	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	305 705,59	0,00	0,00	1 030,00	17 630,00	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	3 460,10	3 076,20	7 920,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	21 624,90	46 175,10	1 063,75	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 244 678,48	0,00	39 822,03	247 120,88	34 511,70	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	65 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	65 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	65 077,74	3 247,97	0,00	2 697 825,73	650 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 162,78	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	345 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 467 126,85	305 000,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	762 514,10	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	65 077,74	3 247,97	0,00	465 022,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 174 126,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 461,14
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	795 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 659,95
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 197,52
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 096 492,44
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 456,30
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	831 377,85
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 099 480,80
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 550,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 550,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		1 035 920,00	392 400,00	538 369,11	0,00	0,00	1 220,95
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	30 488,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 035 920,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	1 220,95
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	392 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	247 881,11	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance	
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
	DEPENSES	759 219,54	0,00	253 897,74	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	394 219,54	0,00	235 482,74	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	18 415,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	2 879 388,40	27 933,95	0,00	160 000,00	6 198 349,69
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 488,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	2 879 388,40	0,00	0,00	0,00	4 956 231,63
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	392 400,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	410 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	27 933,95	0,00	0,00	275 815,06
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 415,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES		0,00	8 033 695,71	15 000,00	0,00	1 777 350,00	444 764,98	0,00	4 067 817,02
204	Subventions d'équipement versées	0,00	8 033 695,71	0,00	0,00	1 777 350,00	444 764,98	0,00	4 067 817,02
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	9 191 803,56	0,00	2 242 141,68	0,00	25 772 572,95
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 391 803,56	0,00	2 242 141,68	0,00	17 957 572,95
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	7 800 000,00	0,00	0,00	0,00	7 815 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	916 894,40	8 114 724,38	7 633 600,17
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	349 768,24	8 114 724,38	7 633 600,17
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	9 064,27	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	564,21	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	452 347,68	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	105 150,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	264 694,11	6 677 069,06	23 606 982,12
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	6 677 069,06	6 677 069,06
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	66 000,00	0,00	16 164 092,79
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 064,27
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	564,21
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	198 694,11	0,00	651 041,79
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 150,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoisement
	DEPENSES	0,00	1 543 046,87	0,00	0,00	800 000,00	1 220 625,10	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 526 510,00	0,00	0,00	800 000,00	1 220 625,10	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	1 536,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		3 389 161,00	504 008,87	375 000,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	3 389 161,00	200 000,00	375 000,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	304 008,87	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	14 946 046,16	152 000,00	0,00	0,00	22 929 888,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	21 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 990 801,90	135 500,00	0,00	0,00	9 637 598,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 536,87
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	12 955 244,26	10 000,00	0,00	0,00	13 269 253,13
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82						
				Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83						
		Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)		Libellé	90-84 Voirie							
			90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES			0,00	8 738 492,88	10 339 597,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement		0,00	356 061,99	192 125,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.		0,00	116 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles		0,00	1 559 443,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours		0,00	6 706 987,66	10 147 472,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	421 074,41	0,00	0,00	0,00	0,00	27 008 480,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	2 990,53	0,00	0,00	0,00	0,00	551 177,54
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 119 314,92
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 559 443,23
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	418 083,88	0,00	0,00	0,00	0,00	17 272 544,31
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		17 058 724,33	157 420 361,57	16 451 437,00	18 038 000,00	123 879 773,00	25 420 619,25	143 308 450,06	61 830 020,00
011	Charges à caractère général	304 600,00	37 088 768,00	279 888,00	21 000,00	6 593 191,00	2 518 000,00	5 900 500,00	131 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	109 766 490,00	4 153 659,00	0,00	42 393 490,00	13 410 656,00	31 341 572,75	592 670,00
014	Atténuations de produits	1 681 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	10 207 866,00	12 017 890,00	18 017 000,00	74 893 092,00	9 491 963,25	106 041 577,31	61 101 350,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	14 403 124,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	300 000,00	357 237,57	0,00	0,00	0,00	0,00	24 800,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		676 330 326,00	11 004 255,37	11 755 801,40	0,00	22 775 797,00	79 980,00	10 040 271,00	25 250 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 210 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	255 204 653,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	208 327 992,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	3 300 000,00	0,00
74	Dotations et participations	212 797 681,00	7 417 018,00	11 755 801,40	0,00	9 937 208,00	71 980,00	5 298 271,00	24 200 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	677 237,37	0,00	0,00	0,00	0,00	1 442 000,00	1 050 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		207 483 721,57	3 782 438,00	17 583 687,00	10 462 800,00	80 516 441,00		883 236 472,78
011	Charges à caractère général	8 923,00	859 587,00	170 500,00	4 475 000,00	8 406 005,00		66 756 962,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 413 954,00	976 438,00	3 206 658,00	700 000,00	2 210 436,00		211 166 023,75
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 681 000,00
65	Autres charges de gestion courante	205 010 844,57	1 946 413,00	14 206 529,00	5 287 800,00	69 900 000,00		588 122 325,13
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		14 403 124,33
67	Charges spécifiques	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		737 037,57
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		370 000,00
RECETTES		171 692 666,00	0,00	0,00	3 270 000,00	17 645 735,59		949 844 832,36
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		700 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00	17 261 657,59		22 149 657,59
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00		255 804 653,00
731	Fiscalité locale	165 042 666,00	0,00	0,00	0,00	0,00		389 509 247,00
74	Dotations et participations	6 300 000,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00		278 162 037,40
75	Autres produits de gestion courante	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 519 237,37
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		17 058 724,33
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	4 600,00
627	Services bancaires et assimilés	300 000,00
661	Charges d'intérêts	14 402 124,33
666	Pertes de change créances det. fin	1 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	300 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	370 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	1 681 000,00
RECETTES		676 330 326,00
731	Fiscalité locale	208 327 992,00
732	Fiscalité reversée	46 219 051,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	192 600 000,00
735	Fraction de TVA	16 385 602,00
741	D.G.F.	146 000 000,00
744	FCTVA	2 097 930,00
746	Dotation générale de décentralisation	40 515 922,00
747	Participations	8 400 000,00
748	Autres attributions et participations	15 783 829,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		200 000,00	110 954 159,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 688 418,57
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 955 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 594 344,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270 000,00
615	Entretien et réparations	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 463 577,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 270 460,00
617	Etudes et recherches	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325 000,00
618	Divers	0,00	1 614 587,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	341 200,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 145 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 724 600,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 040 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 715 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	105 746 572,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	3 283 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
651	Aides à la personne	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357 237,57
RECETTES		639 426,00	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	787 237,37
641	Rémunérations du personnel	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02							
		Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
647	Autres charges sociales	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
708	Autres produits	0,00	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	639 426,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627 237,37
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		3 116 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 283 274,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	136 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	520 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	2 260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 053 274,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES		6 777 592,00	100 000,00	0,00	0,00	50 000,00	157 420 361,57
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 955 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 594 344,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 613 577,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 270 460,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	390 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 075 787,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	3 380 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 084 600,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 040 000,00
628	Divers	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	7 815 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 918,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 746 572,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	520 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 283 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 313 274,00
657	Subventions	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 789 592,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357 237,57
RECETTES		6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 004 255,37

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100 000,00
747	Participations	6 777 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 417 018,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627 237,37
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES		3 940 468,00	12 510 969,00	0,00	0,00	16 451 437,00
617	Etudes et recherches	0,00	279 888,00	0,00	0,00	279 888,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	3 353 000,00	0,00	0,00	3 353 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	520 659,00	0,00	0,00	520 659,00
657	Subventions	3 940 468,00	8 077 422,00	0,00	0,00	12 017 890,00
RECETTES		1 100 000,00	10 655 801,40	0,00	0,00	11 755 801,40
747	Participations	1 100 000,00	10 655 801,40	0,00	0,00	11 755 801,40

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		10 000,00	0,00	18 000 000,00	0,00	28 000,00	18 038 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	11 000,00
618	Divers	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	13 500 000,00	0,00	0,00	13 500 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	4 500 000,00	0,00	17 000,00	4 517 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21			93-22		
			Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
			93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES		42 393 490,00	0,00	0,00	0,00	7 872 131,00	10 000 000,00	950 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	42 393 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	6 272 131,00	9 050 000,00	900 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00	650 000,00	50 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	180 000,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	180 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
				Formation professionnelle							
				93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
DEPENSES		6 928 729,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 723 932,00	0,00	34 226 491,00	10 935 000,00	2 500 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 743 268,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 923,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	3 224 797,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	662 755,00	0,00	800 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 360 234,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 238 862,00	0,00	0,00
657	Subventions	3 703 932,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 723 932,00	0,00	24 531 683,00	9 574 766,00	1 700 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 195 797,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 357 208,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	123 879 773,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 743 268,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	649 923,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 393 490,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 687 552,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 582 365,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 888 862,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	48 734 313,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 775 797,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 838 589,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 357 208,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	580 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		13 060 560,00	6 040 963,25	0,00	220 000,00	615 400,00	200 600,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	111 000,00	38 400,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	35 000,00	0,00	74 000,00	78 600,00	117 500,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	479 000,00	0,00	28 000,00	246 900,00	63 000,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	1 000,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	2 000,00	94 500,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	4 000,00	29 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	13 060 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	5 176 963,25	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 980,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 980,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	13 000,00	110 000,00	1 200 000,00	750 096,00	2 830 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	70 000,00	0,00	20 000,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	13 000,00	40 000,00	0,00	380 000,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	350 096,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00	0,00	2 710 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	380 000,00	0,00	0,00	0,00	25 420 619,25
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	249 900,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	738 100,00
618	Divers	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	1 236 900,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	118 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 410 656,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 141 963,25
RECETTES		0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	79 980,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
747	Participations	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	71 980,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		5 400 406,00	2 457 700,00	1 815 610,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	94 000,00	230 000,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	145 000,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	18 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	4 100 406,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	1 800 000,00	1 525 610,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	223 000,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	223 000,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42							
		Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		5 627 525,00	40 000,00	60 176 402,97	150 000,00	0,00	530 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	18 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	2 320 000,00	40 000,00	454 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	5 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 633 000,00	0,00	23 821 634,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	499 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	290 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	32 524 168,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	3 025 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	937 993,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		3 300 000,00	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	3 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		80 000,00	0,00	29 698 530,00	0,00	31 570 550,00	5 761 726,09	143 308 450,06
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	345 600,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	56 500,00	0,00	0,00	0,00	96 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	245 000,00
618	Divers	0,00	0,00	395 000,00	0,00	58 000,00	338 500,00	819 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	80 000,00	0,00	800 000,00	0,00	55 200,00	142 000,00	3 906 200,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00	7 000,00	202 700,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 555 040,75
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 699 532,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	24 295 710,00	590 000,00	25 205 710,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	27 085 030,00	0,00	6 092 840,00	496 000,00	66 198 038,22
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050 000,00	10 000,00	4 445 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	1 280 000,00	0,00	4 000,00	4 110 226,09	10 192 829,09
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	10 000,00	0,00	14 800,00	0,00	24 800,00
RECETTES		0,00	0,00	2 035 271,00	0,00	4 380 000,00	0,00	10 040 271,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300 000,00
747	Participations	0,00	0,00	1 095 271,00	0,00	3 980 000,00	0,00	5 298 271,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	940 000,00	0,00	0,00	0,00	1 042 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		592 670,00	48 642 350,00	130 000,00	12 465 000,00	61 830 020,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	131 000,00	0,00	0,00	131 000,00
641	Rémunérations du personnel	592 670,00	0,00	0,00	0,00	592 670,00
651	Aides à la personne	0,00	48 511 350,00	130 000,00	12 460 000,00	61 101 350,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
RECETTES		25 200 000,00	50 000,00	0,00	0,00	25 250 000,00
747	Participations	24 200 000,00	0,00	0,00	0,00	24 200 000,00
753	Recouvrement induit d'insertion et aides	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
758	Produits divers de gestion courante	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		10 000,00	0,00	0,00	7 767 334,00	0,00	2 413 954,00	197 292 433,57	0,00	207 483 721,57
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	8 923,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 923,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 413 954,00	0,00	0,00	2 413 954,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	4 783 411,00	0,00	0,00	197 292 433,57	0,00	202 075 844,57
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	2 935 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 935 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 692 666,00	0,00	171 692 666,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 042 666,00	0,00	165 042 666,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300 000,00	0,00	6 300 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	350 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	976 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	976 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)					
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social	
					DEPENSES		0,00	546 000,00	20 000,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 913,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 000,00
657	Subventions	0,00	546 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	15 000,00	0,00	655 000,00	0,00	3 782 438,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 087,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	976 438,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 913,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 000,00
657	Subventions	0,00	15 000,00	0,00	255 000,00	0,00	1 133 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63			
					Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres							
DEPENSES		3 206 658,00	0,00	0,00	0,00	6 174 500,00	1 061 000,00	5 375 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	3 206 658,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 275 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	6 054 000,00	1 061 000,00	100 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	1 766 529,00	0,00	17 583 687,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 206 658,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 275 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	1 716 529,00	0,00	8 931 529,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoieement
DEPENSES		700 000,00	4 086 800,00	0,00	90 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	4 076 800,00	0,00	90 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		2 065 000,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	5 000,00	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	1 410 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		600 000,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	2 670 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	873 000,00	0,00	188 000,00	10 462 800,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 405 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	1 440 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	873 000,00	0,00	128 000,00	5 277 800,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 670 000,00
734	Fisc. spécif. coll. Corse et Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		2 250 436,00	0,00	0,00	2 505 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 400 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	10 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 210 436,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000 000,00
RECETTES		0,00	14 713 164,71	0,00	0,00	0,00	0,00	2 548 492,88	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	14 713 164,71	0,00	0,00	0,00	0,00	2 548 492,88	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83						
		Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	3 165 083,00	4 785 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	6 276,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	3 087 466,53	4 785 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	1 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	410 569,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 516 441,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 276,47
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	410 569,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 298 388,53
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 340,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 210 436,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 500 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 645 735,59
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 261 657,59
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	384 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 078,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM -2019

IV - ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES - SUBVENTIONS VERSEES		B8.1

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subvention (2)	Objet de la subvention (3)	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
FONCTIONNEMENT (total)				25 000,00
6573641		Laboratoire Territorial d'Analyses (LTA)	SPA	25 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention

(3) Objet pour lequel est versé la subvention

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 39 466 983,00	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		39 466 983,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	36 927 813,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 539 170,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
103	Plan de relance FCTVA	0,00	0,00	0,00
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	39 466 983,00	0,00	0,00	39 466 983,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 74 057 207,00	12 085 088,58	VI 12 085 088,58
Ressources propres externes de l'année (a)		19 533 936,00	0,00	0,00
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	18 533 936,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
2744	Prêts d'honneur	1 000 000,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		54 523 271,00	12 085 088,58	12 085 088,58
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28031	Frais d'études	1 496 776,03	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	100 871,61	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	11 703,76	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	41 042,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	934 866,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	116 336,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 018 151,00	0,00	0,00
28041481	Subv.Autres cnes: Bien mobilier, matériel	542 748,96	0,00	0,00
28041482	Subv.Autres cnes: Bâtiments, installations	3 419 525,80	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 117,00	0,00	0,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	9 619,00	0,00	0,00
280415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	800,00	0,00	0,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	20 000,00	0,00	0,00
280415332	ADM : Bâtiments, installations	1 332 175,00	0,00	0,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	68 348,44	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	84 331,00	0,00	0,00
28041581	Autres grpts- Biens mob., mat. et études	1 446 142,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	446 253,00	0,00	0,00
28041782	Subv. Autres : Bâtiments, installations	2 840,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	819 212,11	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	633 198,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	6 419 647,12	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	3 344 671,00	0,00	0,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	1 841 609,00	0,00	0,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	659 112,00	0,00	0,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	12 200,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
28051	Concessions et droits similaires	2 035 357,42	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	5 710,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 314,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	788,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	1 108 030,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	384 497,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	606 119,00	0,00	0,00
281352	Bâtiments privés	4 962,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	2 225,00	0,00	0,00
281572	Matériel technique scolaire	2 997,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 671,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	159 464,00	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outil. techniques	2 359,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	157 611,00	0,00	0,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	451,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	13 999,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	2 759 147,50	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	66 265,97	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	3 263 710,64	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	157 030,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 438 819,54	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	81 468,10	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	143 688,00	0,00	0,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	17 117 291,00	12 085 088,58	12 085 088,58

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	86 142 295,58	0,00	0,00	0,00	86 142 295,58

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 39 466 983,00
Ressources propres disponibles	VIII 86 142 295,58
Solde	IX = VIII - IV (7) 46 675 312,58

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - BUDGET PRINCIPAL CTM - DM - 2019

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-78-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2019
Date de réception préfecture : 26/04/2019

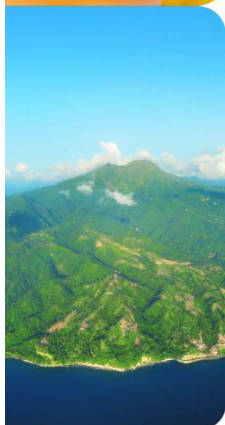


2019

DECISION MODIFICATIVE N°1

BUDGET ANNEXE :

LABORATOIRE TERRITORIAL D'ANALYSE



COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - DM - 2019

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-78-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2019
Date de réception préfecture : 26/04/2019

REPUBLIQUE FRANÇAISE**Régions : COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)****(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL CTM**

Numéro SIRET : 20005550700061

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

M. 57**Décision modificative 1 (3)****Voté par fonction**

BUDGET : LABORATOIRE D'ANALYSE CTM (4)

ANNEE 2019

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	Sans Objet
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	7
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	8
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	10

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	12
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	13
B1 - Présentation des AP votées	Sans Objet
B2 - Présentation des AE votées	Sans Objet
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	14
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	Sans Objet
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	Sans Objet
E1 - Balance générale - Dépenses	20
E2 - Balance générale - Recettes	22

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	24
A.900 - Services généraux	28
A.900-5 - Gestion des fonds européens	31
A.901 - Sécurité	32
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	33
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	36
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	39
A.904-4 - RSA	42
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	43
A.906 - Action économique	46
A.907 - Environnement	48
A.908 - Transports	51
A.921 - Taxes non affectées	55
A.922 - Dotations et participations	56
A.923 - Dettes et autres opérations financières	57
A.925 - Opérations patrimoniales	58
A.926 - Transferts entre les sections	59
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	60
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
B.930 - Services généraux	Sans Objet
B.930-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
B.931 - Sécurité	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - DM - 2019

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	Sans Objet
B.934-3 - APA	Sans Objet
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
B.936 - Action économique	Sans Objet
B.937 - Environnement	Sans Objet
B.938 - Transports	Sans Objet
B.940 - Impositions directes	Sans Objet
B.941 - Autres impôts et taxes	Sans Objet
B.942 - Dotations et participations	Sans Objet
B.943 - Opérations financières	Sans Objet
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	Sans Objet
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	Sans Objet
B.946 - Transferts entre les sections	Sans Objet
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	Sans Objet
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	Sans Objet

IV - Annexes**A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	61
A1.01 - Opérations non ventilables	63
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	64
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	67
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	68
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	69
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	72
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	75
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	78
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	79
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	82
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	84
A1.908 - Fonction 8 - Transports	87
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	91
A2.01 - Opérations non ventilables	93
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	94
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	97
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	98
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	99
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	102
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	105
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	108

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - DM - 2019

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	109
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	110
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	113
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	115
A2.938 - Fonction 8 - Transports	118
B - Annexes patrimoniales	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	122
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	123
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - DM - 2019

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

125

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0.00

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.0%
4	Encours de dette / population (2)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	0.0%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	0.0%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.0%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	0.0%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3)	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4)	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

- (1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.
- (2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
- (3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
- (4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
- (5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	112 458,78	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 112 458,78
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	112 458,78	112 458,78
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	25 000,00	25 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	25 000,00	25 000,00
	TOTAL DU BUDGET (4)	137 458,78	137 458,78

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	112 458,78	0,00	112 458,78	0,00	0,00	0,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	137 458,78	0,00	137 458,78	25 000,00	0,00	25 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS	C

SECTION	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
----------------	---------------------------------	------------------------------	-------------------------------	----------------------------	-----------------------------------

AP VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
AE VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	260 000,00	0,00	112 458,78	112 458,78	112 458,78
90 Opérations ventilées	260 000,00	0,00	112 458,78	112 458,78	112 458,78
- en AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)	260 000,00	0,00	112 458,78	112 458,78	112 458,78
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	260 000,00	0,00	112 458,78	112 458,78	112 458,78
90 Opérations ventilées	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		112 458,78	112 458,78	112 458,78
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	3 080 700,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
93 Services ventilés	3 080 700,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AE/CP	3 080 700,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 080 700,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
93 Services ventilés	3 080 700,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
94 Services communs non ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - DM - 2019

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)	C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
---------	---	--	--	--------------------------------	--	--	---

AP VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 458,78
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 458,78
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 458,78
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	112 458,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	112 458,78						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
93 Services ventilés		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
- en AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - DM - 2019

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
94 Services communs non ventilés	0,00						
953 Virement à la section d'investissement	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
93 Services ventilés		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
94 Services communs non ventilés	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)	C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
---------	-----------------------------	--	---	---	-------------------------------------	----------------------------------	---

AP VOTEES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (952)							

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - DM - 2019

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		260 000,00	0,00	112 458,78	112 458,78	112 458,78
Sous total des opérations réelles et mixtes		260 000,00	0,00	112 458,78	112 458,78	112 458,78
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	260 000,00	0,00	112 458,78	112 458,78	112 458,78
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		3 080 700,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		3 080 700,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	838 311,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	2 241 289,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	E2

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	Recettes d'investissement – Total	260 000,00	0,00	112 458,78	112 458,78	112 458,78
	Sous total des opérations réelles et mixtes	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations d'ordre	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			112 458,78	112 458,78

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – RECETTES						E2
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		3 080 700,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		3 080 700,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 551 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	1 498 510,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	260 000,00	0,00	0,00	112 458,78	112 458,78	0,00	112 458,78	112 458,78
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	260 000,00	0,00	0,00	112 458,78	112 458,78	0,00	112 458,78	112 458,78
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve								
92	Opérations non ventilées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
926	Transferts entre les sections	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation			0,00					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		260 000,00	0,00	0,00	112 458,78	112 458,78	0,00	112 458,78	112 458,78

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)									0,00
-----------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	------

TOTAL									112 458,78
--------------	--	--	--	--	--	--	--	--	-------------------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - DM - 2019

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
90	Opérations ventilées	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	Opérations non ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
926	Transferts entre les sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)						112 458,78
-----------------------------------	--	--	--	--	--	------------

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

TOTAL						112 458,78
-------	--	--	--	--	--	------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - DM - 2019

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) = 0,00

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = 0,00

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) = 0,00

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 902
Détail par articles	

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AP (1) = 0,00

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
			Formation professionnelle							
			90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 902
Détail par articles	

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 903
Détail par articles	

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 903
Détail par articles	

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 904
Détail par articles	

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)

AP (1) = 0,00

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	112 458,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	112 458,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	112 458,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	112 458,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 904
Détail par articles	

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42							
	Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
90-4211 Actions en faveur de la maternité		90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance	
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 458,78
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 458,78
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 458,78
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 458,78
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA

AP (1) = 0,00

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat

AP (1) = 0,00

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTÉES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = 0,00

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 907
Détail par articles	

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 908
Détail par articles	

CHAPITRE 908 – Transports

AP (1) = 0,00

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES	A 921
Détail par articles	

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Reversement de dotations (trop perçu).

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	<i>DEPENSES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<i>RECETTES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES	A 926
Détail par articles	

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Charges transférées</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	0,00	0,00	0,00
	<i>Amortissement des immobilisations</i>	0,00	0,00	0,00
281351	<i>Bâtiments publics</i>	0,00	0,00	0,00
281578	<i>Autre matériel technique</i>	0,00	0,00	0,00
281848	<i>Autres matériels de bureau et mobiliers</i>	0,00	0,00	0,00
28188	<i>Autres immo. corporelles</i>	0,00	0,00	0,00
	Autres	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				0,00
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	
951	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Budget de l'exercice » est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 458,78	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 458,78	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00		372 458,78
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		372 458,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00		260 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		260 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
			90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
				90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	90-418 Autres actions
	DEPENSES	372 458,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	372 458,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance	
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil
								90-4228 Autres actions pour la petite enfance
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 458,78
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 458,78
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52	90-53	90-54	90-55				
		Politique de la ville	Agglomérations et villes moyennes	Espace rural et autres espaces de dév.	Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiemment
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83					
		Transports de marchandises					
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 104 700,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	863 311,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 241 289,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 105 700,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 551 190,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 523 510,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 105 700,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		863 311,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 241 289,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		100,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 105 700,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		31 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 551 190,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 523 510,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - DM - 2019

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
			93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
				93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32					
		Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		3 104 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	534 031,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	95 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	62 067,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 693,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	76 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	31 733,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 628 714,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	475 872,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	104 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 582 190,00	0,00	1 523 510,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	1 500 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	1 523 510,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42							
		Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 104 700,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	534 031,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 120,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 067,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 693,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 733,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 628 714,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 872,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 970,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 105 700,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 190,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 523 510,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-721			93-722	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoisement
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83					
		Transports de marchandises					
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien
							93-838 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 0,00	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 0,00	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00	0,00
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		0,00	0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
281351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	0,00	0,00	112 458,78	0,00	112 458,78

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 0,00
Ressources propres disponibles	VIII 112 458,78

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - LABORATOIRE D'ANALYSE CTM - DM - 2019

Solde	IX = VIII – IV (7)	112 458,78
--------------	---------------------------	-------------------

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le signe algébrique.

V - ARRETÉ ET SIGNATURES	V
ARRETÉ - SIGNATURES / COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - DECISION MODIFICATIVE N°1 - EXERCICE 2019	A

Nombre de membres en exercice : 51

Nombre de membres présents : 34

Nombre de suffrages exprimés : 44

VOTES : Pour : 30

Contre : 14

Abstentions : 0

Date de convocation : 22 mars 2019

Présenté par le Président de l'Assemblée de Martinique

A Fort de France, le 4 avril 2019

Délibéré par l'Assemblée de Martinique, réunie en session

A Fort de France, le 4 avril 2019

M. Lucien ADENET	M. Richard BARTHELERY	Mme Chistiane BAURAS	M. Claude BELLUNE	Mme Kora BERNABE	M. Belfort BIROTA
Mme Michelle BONNAIRE	M. Joachim BOUQUETY	M. Michel BRANCHI	Mme Francine CARIUS	Mme Marie-Thérèse CASIMIRIUS	M. Félix CATHERINE
Mme Catherine CONCONNE	M. Clément CHARPENTIER-TITY	Mme Manuella CLEM-BERTHOLO	M. Georges CLEON	M. Gilbert COUTURIER	Mme Jenny DULYS-PETIT
M. Jean-Claude DUVERGER	Mme Christiane EMMANUEL	M. Johnny HAJJAR	M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE	M. Eugène LARCHER	Mme Lucie LERAVER
Mme Marie-Line LESDEMA	Mme Nadia LIMIER	M. Claude LISE	M. Fred LORDINOT	M. Denis LOUIS-REGIS	M. Raphaël MARTINE

M. Charles-André MENCE	M. Yan MONPLAISIR	Mme Michelle MONROSE	Mme Diane MONTROSE	Mme Karine MOUSSEAU procuration à M. MONPLAISIR	M. Marius NARCISSOT
M. Jean-Philippe NILOR	Mme Stéphanie NORCA	M. Justin PAMPHILE	Mme Josiane PINVILLE	Mme Maryse PLANTIN	M. Lucien RANGON
Mme Nadine RENARD procuration à M. JOSEPH-ANGELIQUE	M. Daniel ROBIN	Mme Sandrine SAINT-AIME procuration à Mme L. TELLE	Mme Louise TELLE	Mme Patricia TELLE	Mme Marie-Frantz TINOT procuration à Mme VALENTIN
Mme Marie-France TOUL	Mme Sandra VALENTIN	M. David ZOBDA procuration à Mme LEBRAVE			

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le et de la publication le

9 A

,le 15 AVR. 2019

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité territoriale de Martinique


ANNE MARIE JEANNE
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-79-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2019
Date de réception préfecture : 26/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-79-1

PORTANT AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES PLURIANNUELLES

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE (procuration à Daniel ROBIN), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Patricia TELLE), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Jean-Philippe NILOR, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 1er avril 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission transport le 2 avril 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est créée une autorisation budgétaire pluriannuelle de fonctionnement à la Direction de l'Environnement et de l'Energie / DGA Attractivité, d'un montant de 3 410 000 € :

Chapitre	Intitulé de l'AE	Montant AE	CP à ouvrir au titre de l'exercice 2019	CP à ouvrir au titre de l'exercice 2020	CP à ouvrir au titre de l'exercice 2021
937	AE - POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ENERGIE	3 410 000,00 €	1 410 000,00 €	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €

ARTICLE 2 : Sont adoptés :

- Le regroupement des 135 autorisations de programme votées au Budget Primitif de l'exercice 2019, en 62 autorisations de programme (voir tableau en annexe 1) ;
- Le regroupement des 44 autorisations d'engagement votées au BP 2019, en 31 autorisations d'engagement (voir tableau en annexe 2).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 31 voix pour et 15 voix contre, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe n°1

FUSION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En Euros

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
	SERVICE MOYENS LOGISTIQUES							
900	1	2017 - T020E05	AP-ADMINISTRATION GENERALE - LOGISTIQUE	2 038 191,42	848 023,29	1	AP- MOYENS LOGISTIQUES	3 691 568,01
		T020O001	ACQUISITION/MAINTENANCE DE PHOTOCOPIEURS					
		T020O002	GESTION DU PARC AUTO					
	1	2017 - T020E07	AP - PHOTOCOPIEURS					
		T020O001	ACQUISITION/MAINTENANCE DE PHOTOCOPIEURS					
	1	2017 - T028E05	AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - LOGISTIQUE	1 653 376,59	1 284 600,59			
		T028O001	MATERIELS ET EQUIPEMENTS DIVERS					
		T028O002	CHARGES IMMOBILIERES					
		T028O006	MOBILIERS ET MATERIELS					
		T028O010	TELEPHONE					
		T028O016	CARBURANT					
		T028O021	MUSÉE DU PERE PINCHON ET ARCHIVES					
	SERVICE PATRIMOINE							
900	1	2017 - T028 3E05	AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - PATRIMOINE	9 636 104,63	7 494 400,35	1	AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - PATRIMOINE	9 636 104,63
		T028 3O001	ACQUISITIONS FONCIERES					
		T028 3O002	ACQUISITION BATIMENTS					
		T028 3O003	REPARATION OUVRAGES ART					
		T028 3O006	CHARGES IMMOBILIERES - PATRIMOINE					
		T028 3O007	AUTRES.					
			SERVICE POLITIQUES CULTURELLES					
903	1	2017 - T311 1E05	AP-ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS	2 318 583,76	2 047 733,08	1	AP-ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS	2 318 583,76
		T3111O001	SOUTIEN AUX PROJETS CULTURELS					
		T3111O006	SOUTIEN AUX PROJET CINEMATOGRAPHIQUES ET AUDIOVISUELS					
		T3111O007	CONVENTION DEVELOPPEMENT CINEMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL					
		T3111O008	EQUIPEMENT CULTUREL					
		T3111O005	MANIFESTATIONS/OPERATIONS D'INITIATIVE TERRITORIALE					
		T3111O009	PROJETS PASSEURS DE MEMOIRE					
	SERVICE REL EXT AFF EUROP							
900	1	2017 - T042E05	AP-ACTIONS INTERREGIONALES			1	AP-ACTIONS INTERREGIONALES	
		T042O001	RELATIONS EXTERIEURES, AFFAIRES EUROPEENNES ET COOPERATION					
	SERVICE ACHAT COM PUBLIQUE							
900	1	2017 - T028 13E05	AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - COMMANDE PUBLIQUE			1	AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - COMMANDE PUBLIQUE	
		T028 13O001	ANNONCES LEGALES					
	SERVICE GESTION EVAL POL PUBL							
900	1	2017 - T020 2E05	AP-CONT GEST EVALUAT POLIT PUBL ET SUIVI SATEL	1 500,00	1 500,00	1	AP-CONT GEST EVALUAT POLIT PUBL ET SUIVI SATEL	1 500,00
		T020 2O001	CONTROLE DE GESTION EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET SUIVI DES SATELLITES					
903	1	2018 - T843 5E05	AP-VOIRIE DEPARTEMENTALE CONT GEST EVAL POL PUB	50 000,00	6 706,00	1	AP-VOIRIE DEPARTEMENTALE CONT GEST EVAL POL PUB	50 000,00
		T843 5O001	MISE EN OEUVRE TCSP					

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
		SERVICE MUSEES DOMAINES ET SIT						
903	1	2017 - T314 1E05	AP-MUSEES - MUSEES, DOMAINES ET SITES	606 807,04	205 817,59	1	AP-MUSEES - MUSEES, DOMAINES ET SITES	606 807,04
		T314 1O001	CENTRE DE DECOUVERTE DES SCIENCES DE LA TERRE					
		T314 1O002	MUSEE D'ARCHEOLOGIE ET DE PREHISTOIRE					
		T314 1O003	DOMAINE DE LA PAGERIE					
		T314 1O004	DOMAINE DE FONDS SAINT JACQUES					
		T314 1O005	MUSEES					
		SERVICE SYSTEME INFORMATION						
900	1	2017 - T020 1E05	AP-ADMINISTRATION GENERALE - SYSTEMES D'INFORMATION	8 583 953,34	5 343 570,31	1	AP-ADMINISTRATION GENERALE - SYSTEMES D'INFORMATION	8 583 953,34
		T020 1O001	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES					
		T020 1O002	AUTRES MATERIELS INFORMATIQUE					
		T020 1O017	INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATION					
		T020 1O018	ACQUISITION INFRASTRUCTURE STOCKAGE SERVEURS					
		T020 1O019	MODERNISATION DU PARC INFORMATIQUE					
9005	1	2017 - T052E05	AP-FEDER	342 273 113,39	74 461 605,64	1	AP-FEDER	342 273 113,39
		T052O001	FEDER.					
		T052O002	AXE 1 : INNOVATION POUR LA CROISSANCE					
		T052O003	AXE 2 : TIC FACTEURS DE COMPETITIVITE ET INCLUSION					
		T052O004	AXE 3 : PERFORMANCE ET SECURITE POUR LA CROISSANCE					
		T052O005	AXE 4 : REPONSE A L'URGENCE ENERGETIQUE					
		T052O006	AXE 5 : COMPENSER LES SURCOUTS LIES A L'ULTRA PERIPHIE					
		T052O007	AXE 6 : PRESERVATION ET VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT					
		T052O008	AXE 7 : TRANSPORT ET ACCESSIBILITE LEVIERS DE COMPETITIVITE ET MOBILITE					
		T052O009	AXE 8 (2) : TRANSPORT ET ACCESSIBILITE LEVIERS DE COMPETITIVITE ET MOBILITE					
		T052O010	AXE 9 : ATTRACTIVITE ET INCLUSION DANS LES TERRITOIRES					
		T052O011	AXE 10 (2) : ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES DE FORMATION					
	1	2017 - T0580E05	AP-FEADER	2 376 160,71	2 376 160,71	1	AP-FEADER	2 376 160,71
		T0580O001	FEADER					
	1	2017 - T0581E05	AP-FEAMP	16 837,96	6 610,96	1	AP-FEAMP	16 837,96
		T0581O001	FEAMP					
		SERVICE BIBLIOTHEQUES						
903	1	2017 - T313 1E05	AP-BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES - BIBLIOTHEQUES	156 651,43	66 826,72	1	AP-BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES - BIBLIOTHEQUES	156 651,43
		T3131O001	BIBLIOTHEQUE DE PRÊT					
		T3131O002	BIBLIOTHEQUE SCHOELCHER					
		SERVICE FORMATION						
900	1	2018 - T020 6E05	AP-ADMINISTRATION GENERALE - FORMATION	5 000,00	5 000,00	1	AP-ADMINISTRATION GENERALE - FORMATION	5 000,00
		T020 6O001	ACQUISITIONS DIVERSES FORMATION DES AGENTS					
		SERVICE ARCHIVES						
903	1	2017 - T3151E05	AP-SERVICES D'ARCHIVES - ARCHIVES	806 616,14	289 275,88	1	AP-SERVICES D'ARCHIVES - ARCHIVES	806 616,14
		T3151O001	FONCTIONNEMENT DES ARCHIVES					

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
		T3151O002	BNPM					
		T3151O003	SAE					
	SERVICE ACTION SOCIALE							
904	1	2017 - T420E05	AP-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES	1 300 737,18	1 285 416,10	1	AP- ACTIONS SOCIALES	1 899 209,87
		T420O003	OPERAT° DE MODERNISAT°,RENOVAT°,MISE AUX NORMES ET AMENAGEMENTS DES ESPACES DE LA DIRECT° SOLIDARITE					
		T420O007	INFORMATION MISE EN PLACE DES SYSTEMES D'INFORMATION DE L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE					
		T420O011	DEVELOPPEMENT DU NUMERIQUE POUR LES FAMILLES EN PRECARITE					
		T420O013	SOUTIEN AUX AUTRES STRUCTURES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE					
		T420O014	MOYENS LOGISTIQUE					
	1	2017 - T428E05	AP-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	598 472,69	87 795,00			
		T428O006	AIDES ET PRESTATIONS INDIVIDUELLES A DOMICILE (428)					
		T428O008	FONCTIONNEMENT DU CENDRA					
		T428O011	SECOURS D'URGENCE CALAMITES & INTEMPERIES					
		T428O012	STRUCTURES D'ACCUEIL D'URGENCE					
		T428O017	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS (428)					
		T428O021	PLAN D'URGENCE DEAN 1					
		T428O022	PLAN D'URGENCE DEAN 2					
	SERVICE SPORTS ET JEUNESSE							
903	1	2018 - T323 1E07	AP -PISCINE	45 597,35	10 899,00	1	AP- SPORT ET JEUNESSE	3 491 905,42
		T323 1O001	PISCINES - SPORTS ET JEUNESSE					
	1	2017 - T324 1E05	AP-CENTRES DE FORMATION SPORTIFS - SPORT ET JEUNESSE	364 194,93	300 000,00			
		T324 1O001	IMS - INSTITUT MARTINICAIS DU SPORT					
	1	2017 - T325 1E05	AP-AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS - SPORT ET	4 423,96	3 500,00			
		T325 1O002	ASSOCIATIONS-T325					
	1	2017 - T326 1E10	AP-MANIFESTATIONS SPORTIVES - SPORT JEUNESSE	3 077 689,18	1 647 572,31			
		T326 1O001	LIGUES/COMITES/ORGANISMES					
		T326 1O002	ASSOCIATIONS					
		T326 1O003	GRANDES MANIFESTATIONS					
		T326 1O004	GOLF-MANIFESTATIONS SPORTIVES					
		T326 1O005	PISCINES					
		T326 1O006	STADE LOUIS-ACHILLE					
		T326 1O007	HIPPODROME DE CARRERE					
		T326 1O008	PARCOURS-SANTE					
		T326 1O009	STADE-DESCLIEUX					
		T326 1O011	AIDE INDIVIDUELLES					
		T326 1O014	INSTITUT MARTINICAIS DU SPORT - IMS					
	SERVICE ACCOMP PAPH							
904	1	2017 - T422E05	AP-PERSONNES HANDICAPEES	150 273,57	150 000,00	1	AP-PERSONNES HANDICAPEES ET PERSONNES AGEES	3 741 131,89
		T422O002	CREATION MODERNISATION EXTENSION EQUIPEMENT ETABLISSEMENT ET SERVICES PH					
		2017 - T423E05	AP-PERSONNES AGEES					

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
	1	T423O005	CREATION MODERNISATION EXTENSION EQUIPEMENT ETABLISSEMENT ET SERVICES PA	3 590 858,32	3 383 655,54			
		T423O010	SUBVENTIONS DOTATIONS PRESTATIONS DE SERVICE PA					
		SERVICE BATIMENTS						
900	1	2017 - T028 2E05	AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - BATIMENTS	27 652 146,00	19 055 511,81	1	AP- MOYENS GENERAUX - BATIMENTS	28 143 170,15
		T028 2O001	ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS DES BATIMENTS EX CR					
		T028 2O002	RENOVATION DIVERS BATIMENTS					
		T028 2O003	MISE EN SECURITE DES BATIMENTS					
		T028 2O004	GROSSES REPARATIONS ET AMENAGEMENT BATIMENTS SERVICES COMMUNS					
		T028 2O005	CONSERVATION BATIMENTS RESIDENCES ET DE RAPPORTS					
		T028 2O006	DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LES BATIMENTS					
		T028 2O007	DESAMIANAGE DU PATRIMOINE					
		T028 2O008	CONSTRUCTION MUSEE PERE PINCHON ET ARCHIVES					
		T028 2O009	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT LOCAUX IMMEUBLE VICTOR FOUCHE					
		T028 2O010	PROTECTION DES BATIMENTS CONTRE RISQUES NATURELS					
		T028 2O011	AMELIORATION ACCESSIBILITE DU PATRIMOINE BATI EX CR					
		T028 2O012	REHABILITATION HOTEL AVENUE DES CARAIBES					
		T028 2O013	REHABILITATION IMMEUBLES GAGNEUX ET MICHELIN					
		T028 2O014	CONSTRUCTION PARKING PROVISoire DELGRES					
		T028 2O015	CONSTRUCTION BATIMENTS DIVERS					
		T028 2O017	ABATTOIR					
		T028 2O018	TRAVAUX PMI/CMS					
		T028 2O019	ACQUISITION DE MATERIELS D'EXPLOITATION- BATIMENT					
		T028 2O020	ENTRETIEN, GROSSES REPARATIONS ET AMENAGEMENT DES BATIMENTS					
		T028 2O021	TRAVAUX BATIMENTS GENERAUX					
	1	2017 - T028 2E06	AP - INVESTISSEMENT PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	491 024,15	96 000,00			
		T028 2O024	INVESTISSEMENTS EN PREVENTION DES RISQUES MAJEURS					
901	1	2017 - T18 1E05	AP-AUTRES INTERVENTIONS DE PROTECT* DES PERSONNES ET DES BIE	4 202 361,80	2 820 583,13	1	AP-AUTRES INTERVENTIONS DE PROTECT* DES PERSONNES ET DES BIE	4 202 361,80
		T18 1O003	AMENAGEMENT ET GROSSES REPARATIONS BATIMENTS					
		T18 1O004	CONSTRUCTION ETAT MAJOR DU SDIS					
		T18 1O005	RECONSTRUCTION OBSERVATOIRE					
908	1	2017 - T821 1E05	AP-TRANSPORT SUR ROUTE - BATIMENTS	264 098,89	197 105,44	1	AP-TRANSPORT SUR ROUTE - BATIMENTS	264 098,89
		T821 1O002	SUPERSTRUCTURES GARES ROUTIERES					
907	1	2017 - T71 1E05	AP-ACTIONS TRANSVERSALES - BATIMENTS	329 842,17	0,00	1	AP-ACTIONS TRANSVERSALES - BATIMENTS	329 842,17
		T71 1O001	AUTRES ACTIONS DEVELOPPEMENT DURABLE					
902		2017 - T221E05	AP-COLLEGES - BATIMENTS	154 300 064,20	25 927 629,44	1	AP-ENSEIGNEMENT - BATIMENTS	417 519 721,52
		T221O002	TRAVAUX CONSERVATION ET AMENAGEMENT DES COLLEGES					
		T221O003	TRAVAUX DE PROTECTION DES COLLEGES CONTRE LES RISQUES NATURELS					
		T221O004	DEVELOPPEMENT DURABLES DANS LES COLLEGES					
		T221O005	DESAMIANAGE DES COLLEGES					
		T221O006	CONSTRUCTION DE LOCAUX POUR LES COLLEGES					
		T221O007	ACCESSIBILITE DES COLLEGES					

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
902	1	T221O008	REHABILITATION COLLEGE LA JETEE					
		T221O009	REHABILITATION ET MISE A NIVEAU DU COLLEGE PLACOLY					
		T221O010	CONSTRUCTION COLLEGE LAMENTIN III					
		T221O011	CONSTRUCTION COLLEGE MORNE ROUGE					
		T221O012	ETUDES PREALABLES POUR PROJETS COLLEGES					
		T221O014	RECONSTRUCTION COLLEGE CONSTANT LERAY DU VERT PRE					
		T221O015	RECONSTRUCTION COLLEGE RIVIERE SALEE					
		T221O016	RECONSTRUCTION COLLEGE LORRAIN					
		T221O017	RECONSTRUCTION COLLEGE CARBET					
		T221O018	RECONSTRUCTION COLLEGE TERRES SAINVILLE					
		T221O019	CONSTRUCTION COLLEGE LAGROSILIERES					
		T221O020	CONSTRUCTIONS DIVERSES DE BATIMENTS DANS LES COLLEGES					
		T221O021	RENFORCEMENTS PARASISMIQUES DANS LES COLLEGES					
		T221O022	TRAVAUX COLLEGES					
	1	2017 - T222 1E05	AP-LYCEES PUBLICS - BATIMENTS	173 601 147,05	85 468 330,64			
		T222 1O002	CONSTRUCTION LYCEE TRANSIT					
		T222 1O003	UE-FEDER CONSTRUCTION LYCEE SCHOELCHER					
		T222 1O004	DIVERS ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT					
		T222 1O005	RENOVATION ET REHABILITATION DIVERS LYCEES					
		T222 1O006	SECURITE DIVERS ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENTS					
		T222 1O009	AMELIORATION ACCESSIBILITE DU PATRIMOINE EX CR					
		T222 1O007	CONSTRUCTION INTERNATS DE LA REUSSITE					
		T222 1O008	PROTECTION DES LYCEES CONTRE LES RISQUES NATURELS					
		T222 1O010	TRAVAUX LYCEES					
		T222 1O011	CONSTRUCTION LYCEE NORD CARAIBE - BELLEFONTAINE					
		T222 1O012	CITE SCOLAIRE SAINTE-MARIE					
		T222 1O013	ENTRETIEN, GROSSES REPARATIONS ET AMENAGEMENTS DES LYCEES					
		T222 1O014	CONSTRUCTIONS DIVERSES DE BATIMENTS DANS LES LYCEES					
		T222 1O015	CONSTRUCTIONS LYCEE PROVISOIRE NORD ATLANTIQUE DE SAINTE MARIE					
		T222 1O016	RENFORCEMENTS PARASISMIQUES DANS LES LYCEES					
		T222 1O017	CONSTRUCTION INTERNAT DE LA REUSSITE DU LYCEE VICTOR ANICET DE SAINT PIERRE					
		T222 1O018	CONSTRUCTION INTERNAT DE LA REUSSITE AU LYCEE RAYMOND NERIS DU MARIN					
		T222 1O019	CONSTRUCTION INTERNAT DE LA REUSSITE AU LYCEE LA JETEE DU FRANCOIS					
	1	2017 - T222 1E07	AP - CONSTRUCTION LYCEE SCHOELCHER	33 000 000,00	267 000,00			
		T222 1O003	UE-FEDER CONSTRUCTION LYCEE SCHOELCHER					
	1	2017 - T23E05	AP-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - BATIMENTS	20 406 674,87	783 207,69			
		T23O001	CONSTRUCTION POLE UNIVERSITAIRE SANTE					
		T23O002	GUICHET UNIQUE ETUDIANT					
		2017 - T25E05	AP-FORMATION PROFESSIONNELLE - BATIMENTS					
		T25O001	ENTRETIEN ET SECURITE CFA ET CFPPA					
		T25O002	RENOVATION DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE					

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
902	1	T25O003	CONSTRUCTION ET REHABILITATION CENTRE DE FORMATION ET APPRENTISSAGE	9 776 475,66	2 126 501,13			
		T25O004	SECURITE DES ETABLISSEMENTS DE FORMATION ET APPRENTISSAGE					
		T25O005	DEVELOPPEMENT DURABLE BATIMENTS FORMATION ET APPRENTISSAGE					
		T25O006	FORMATION ET APPRENTISSAGE					
		T25O007	ACCESSIBILITE DES BATIMENTS FORMATION ET APPRENTISSAGE					
		T25O008	ECOLE MARITIME DE TRINITE.					
		T25O009	ENTRETIEN, GROSSES REPARATIONS ET AMENAGEMENTS DES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE					
		T25O010	CONSTRUCTIONS DIVERSES DE BATIMENTS DE FORMATION PROFESSIONNELLE					
		T25O011	CONSTRUCTIONS BATIMENTS DE FORMATION PROFESSIONNELLE DU GROS MORNE					
		1	2017 - T26E05					
	T26O001		SECURITE DES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS					
	T26O002		RENOVATION DES CENTRES DE FORMATIONS D'APPRENTIS					
	T26O003		ENTRETIEN, GROSSES REPARATIONS ET AMENAGEMENTS DES CENTRES D'APPRENTISSAGE					
	T26O004		CONSTRUCTIONS DIVERSES DE BATIMENTS D'APPRENTISSAGE					
	1	2017 - T22E01	AP-PROGRAMME D'HEBERGEMENT PROVISOIRE NORD ATLANTIQUE	13 131 993,52	2 134 879,40			
		T22O001	UE-FEDER CONSTRUCT* COLLEGE PROVISOIRE JOSEPH LAGROSILIERE					
		T22O002	UE-FEDER CONSTRUCT* LYCEE PROVISOIRE NORD ATLANTIQUE					
		T22O003	UE-FEDER AMENAGEMENTS DES ABORDS DE LA CITE SCOLAIRE					
906	1	2017 - T67E05	AP-RECHERCHÉ ET INNOVATION	1 811 467,04	30 160,00	1	AP-ACTIONS SECTORIELLES- BATIMENT	2 438 782,67
		T67O001	CONSTRUCTION DE LOCAUX POUR PARM					
		T67O002	ENTRETIEN, GROSSES REPARATIONS ET AMENAGEMENTS DU PARM					
	1	2017 - T6312 1E05	AP-AUTRES ACTIONS SECTORIELLES- BATIMEN	627 315,63	229 158,00			
		T6312 1O002	AMENAGEMENT ET GROSSES REPARATIONS STRUCTURES AVITAILLEMENT					
		T6312 1O003	CONSTRUCTION DE LOCAUX CODEM					
		T6312 1O004	AMENAGEMENT ET GROSSES REPARATIONS ABATTOIR					
		T6312 1O005	STATION D'ESSAI AGRONOMIQUE -SEA (Ex SECI)					
		T6312 1O006	ENTRETIEN, GROSSES REPARATIONS ET AMENAGEMENTS DES BATIMENTS DU SECTEUR ECONOMIQUE					
T6312 1O007		CONSTRUCTIONS DIVERSES DE BATIMENTS DU SECTEUR ECONOMIQUE						
905	1	2017 - T54E05	AP-ESPACE RURAL ET AUTRES ESPACES DE DEVELOPPEMENT	182 751,53	61 125,47	1	AP-ESPACE RURAL ET AUTRES ESPACES DE DEVELOPPEMENT	182 751,53
		T54O002	AMENAGEMENT ET RENOVATION DES PARCS					
903	1	2017 - T311E05	AP-ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS	567 755,88	560 241,73	1	AP - CULTURE JEUNESSE SPORT- BATIMENTS	16 436 221,55
		T311O002	AMENAGEMENTS ET GROSSES REPARATIONS CENTRES CULTURELS					
		T311O004	SECURITE DES AUTRES STRUCTURES CULTURELLES					
		T311O005	PROTECTION DES CENTRES CULTURELS CONTRE LES RISQUES NATURELS					
		T311O006	AMELIORATION ACCESSIBILITE DES CENTRES CULTURELS					
		T311O007	REHABILITATION CENTRE FONDS ST JACQUES					
	1	2017 - T313E03	AP-BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES - BATIMENTS	258 391,71	252 670,57			
T313O002		AMENAGEMENT ET GROSSES REPARATIONS BIBLIOTHEQUES						
	2017 - T314E05	AP-MUSEES						
	T314O001	ENTRETIEN DES MUSEES						

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
903	1	T314O002	AMENAGEMENT ET GROSSES REPARATIONS MUSEES	812 238,35	733 130,64			
		T314O003	AMENAGEMENT ET RENOVATION MUSEE ETHNOGRAPHIE					
		T314O006	MUSEE DU PERE PINCHON					
	1	2017 - T315E05	AP-SERVICES D'ARCHIVES	46 073,18	45 970,00			
		T315O002	AMENAGEMENT ET GROSSES REPARATIONS DES ARCHIVES					
	1	2017 - T322E05	AP-STADES BATIMENTS	589 441,45	583 270,65			
		T322O002	AMENAGEMENT ET GROSSES REPARATIONS STADES					
	1	2017 - T323E05	AP-PISCINES-BATIMENTS	609 960,39	602 057,10			
		T323O001	ENTRETIEN ET MAINTENANCE DS PISCINES					
	1	2017 - T325E05	AP-AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS - BATIMENTS	1 824 976,03	1 384 669,41			
		T325O002	AMENAGEMENT ET GROSSES REPARATIONS AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS					
		T325O003	REHABILITATION DU GOLF					
		T325O004	AMENAGEMENT ET GROS EQUIPEMENTS VIE SOCIALE					
	1	2017 - T31E05	AP - ETABLISSEMENTS CULTURELS ET ARTISTIQUES	6 235 698,28	1 537 913,81			
		T31O001	CONSTRUCTION DE L'EMEA - BATIMENT					
		T31O002	AMENAGEMENTS ET GROSSES REPARAT ¹ CENTRES CULTURELS					
		T31O003	ENTRETIEN GROSSES REPARATIONS DES MUSEES					
		T31O004	CONSTRUCTION DU MUSEE DU PR PINCHON B.					
		T31O005	ENTRETIEN GROSSES REPARAT ¹ ET AMENAGEMENT DES ARCHIVES					
		T31O006	REHABILITAT ¹ CENTRE FONDS ST JACQUES					
	1	2017 - T32E05	AP - ETABLISSEMENTS DE SPORT ET LOISIRS - BATIMENTS	5 491 686,28	2 081 408,46			
		T32O002	REHABILITATION DU GOLF					
T32O001		ENTRETIEN GROSSES REPARATIONS ET AMENAGEMENTS D'EQUIPEMENTS SPORTIFS						
904	1	2017 - T424E05	AP-PERSONNES EN DIFFICULTES	94 895,95	94 827,30	1	AP- SANTE ET ACTION SOCIALE - BATIMENTS	8 268 231,72
		T424O001	CENTRES D'ACCUEIL POUR PERSONNES EN DIFFICULTE (CENDRA-BALATA)					
	1	2017 - T412 1E05	AP-ETABLISSEMENTS DE SANTE ET ACTION SOCIALE - BATIMENTS	8 105 460,52	1 703 771,31			
		T412 1O003	LABORATOIRE TERRITORIAL D'ANALYSE					
		T412 1O004	RECONSTRUCTION POUR LE CEDRE					
		T412 1O005	ENTRETIEN GROSSES REPARAT ¹ ET AMENAGEMENT D'ETABLISSEMENT SANITAIRES ET SOCIAUX					
	1	2017 - T411 2E05	AP-PMI ET PLANIFICATION FAMILIALE- BATIMENTS	67 875,25	67 875,25			
T411 2O001		RENOVATION PMI ET CMS						
SERVICE PROTECT ¹ ENFANCE FAM								
904	1	2017 - T4212E05	AP-AIDES A LA FAMILLE	978 695,55	657 559,99	1	AP- PROTECTION ENFANCE ET FAMILLE	1 037 668,19
		T4212O009	AIDES ET PRESTATIONS INDIVIDUELLES A DOMICILE					
		T4212O024	CREATION MODERNISATION EXTENSION EQUIPEMENT ETABLISSEMENTS ET SERVICES ENFANCE					
		T4212O028	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS					
	1	2017 - T4213E05	AP-CRECHES ET GARDERIES	58 972,64	58 972,64			
		T4213O001	AIDE AUX STRUCTURE					
	1	2018 - T428 2E05	AP-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES - PROTECT ¹ ENFANCE ET FAMIL	0,00	0,00			
	T428 2O003	FONCTIONNEMT DU CENDRA						

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté			
	SERVICE BUDGET ET PROGRAMMAT*										
900	1	2017 - T020 3E05	AP-ADMINISTRATION GENERALE -PART CTM	0,00		1	AP-ADMINISTRATION GENERALE -PART CTM	0,00			
		T020 3O001	CONCESSION ET DROITS - FINANCES								
908	1	2017 - T828 1E01	AP - AUTRES TRANSPORTS - PART CTM	16 119 314,92	7 411 145,64	1	AP - AUTRES TRANSPORTS - PART CTM	29 074 559,18			
		T828 1O001	TRANSPORTS - PREPARATION BUDGETAIRE								
		T828 1O002	PROTOCOLE TRANSACTIONNEL TCSP								
908	1	2017 - T843 2E05	VOIRIE DEPARTEMENTALE - PART CTM	12 955 244,26	0,00						
		T843 2O001	AMENAGEMENT DE CARREFOURS - FINANCES								
907	1	2017 - T758 1E05	AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT - PART CTM			1	AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT - PART CTM				
		T758 1O001	AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT - PREPARATION BUDGETAIRE								
902	1	2017 - T222 2E05	AP -LYCEES - PART CTM			1	AP -LYCEES - PART CTM				
		T222 2O001	EDUCATION EUROPE PART CTM - FINANCES								
906	1	2017 - T68 1E05	AUTRES ACTIONS ECONOMIQUES - PART CTM	49 645 176,06	604 880,46	1	AUTRES ACTIONS ECONOMIQUES - PART CTM	49 645 176,06			
		T68 1O001	AUTRES ACTIONS ECONOMIQUES - PREPARATION BUDGETAIRE								
905	1	2017 - T57 1E05	TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION - PART C	1 391 803,56		1	TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION - PART C	1 391 803,56			
		T57 1O001	SERVICES ET USAGES NUMERIQUES EUROPE PART CTM FINANCES								
903	1	2017 - T325 2E05	AP EQUIPEMENTS SPORTIFS - PART CTM	1 263 437,36		1	AP EQUIPEMENTS SPORTIFS - PART CTM	1 263 437,36			
		T325 2O001	EQUIPEMENTS SPORTIFS EUROPE PART CTM FINANCES								
922	1	2017 - T922 942E05	REMBOURSEMENT FCTVA	5 012 207,00	5 012 207,00	1	REMBOURSEMENT FCTVA	5 012 207,00			
		T922 942O005	PLAN DE RELANCE FCTVA.								
	SERVICE INFRA PORTS ROUTES EAU										
908	1	2017 - T854E05	AP-PORTS ET AUTRES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES	26 076 136,53	6 462 969,88	1	AP- INFRASTRUCTURES PORTS ROUTE	332 257 411,49			
		T854O001	ETUDE REALISATION APPONTEMENT PORT PECHE MARIN ET TOPO PORTS								
		T854O002	EQUIPEMENTS PORTUAIRES								
		T854O003	EQUIPEMENTS APIT								
		T854O004	APPONTEMENTS ET PONTONS								
		T854O005	REALISATION POSTE DE REFOULEMENT								
		T854O006	AMENAGEMENT SUPERSTRUCTURES								
		T854O007	CHAMBRE FROIDE								
	1	2017 - T855E05	AP-AEROPORT ET AUTRES INFRASTRUCTURES AEROPORTUAIRES	10 638 870,00							
		T855O001	AERODROME DE BASSE POINTE								
		2017 - T842 1E05	AP-MODERNISATION DU RESEAU ROUTIER								
		T842 1O001	MAINTENANCE TCSP INFRA PORTS RTES EAU								
		T842 1O002	SECURITE-VR INFRA PORTS RTES EAU								
		T842 1O003	AMELIORATION VR-INFRA PORTS RTES EAU								
		T842 1O004	INGENIERIE GENERALE-VR INFRA PORTS RTES EAU								
		T842 1O005	FALAISE-VR - INFRA PORTS RTES EAU								
		T842 1O006	MODERNISATION ITINERAIRE/VOIRIE NOUVELLE - VR ET VD INFRA PORTS RTES EAU								
		T842 1O007	AMENAGEMENT DE CARREFOURS -VR ET VD - INFRA PORTS RTES EAU								
		T842 1O008	AMENAGEMENT EN TRAVERSE AGGLOMERATION-VR ET VD - INFRA PORTS RTES EAU								
		T842 1O009	MISE EN SECURITE ITINERAIRES-VR ET VD - INFRA PORTS RTES EAU								

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
908	1	T842 1O010	PROJET SPECIAUX INFRASTRUCTURES-VR - INFRA PORTS RTES EAU	240 385 047,33	45 291 024,67			
		T842 1O011	TCSP - INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O012	MISE A NIVEAU VOIRIE-VR INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O013	MODERNISATION DU RESEAU ROUTIER					
		T842 1O024	MODERNISATION ITINERAIRE/VOIRIE NOUVELLE-VR ET VD INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O025	AMENAGEMENT DE CARREFOURS -VR ET VD- INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O026	AMENAGEMENT EN TRAVERSE AGGLOMERATION -VR ET VD- INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O028	AMENAGEMENT PAYSAGER OU ARTISTIQUE -VR ET VD- INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O029	FALAISE -VD ET VR- INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O030	INGENIERIE GENERALE -VR ET VD- INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O031	MISE AUX NORMES PARASISMQUES DES OUVRAGES ROUTIERS -VR ET VD- INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O032	MISE EN SECURITE ITINERAIRES -VR ET VD- INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O033	PROJETS SPECIAUX INFRASTRUCTURES -VR ET VD- INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O036	ETUDE ET PROSPECTIVES INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O037	INGÉNIERIE GÉNÉRALE - VR					
		T842 1O045	AMENAGEMT INFRASTRUCTURES MODE DOUX-VR et VD INFRA PORTS RTE EAU					
	1	2017 - T842 1E07	AP-TCSP INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	39 276 926,53				
		T842 1O011	TCSP - INFRA PORTS RTES EAU					
		T842 1O016	AUTRES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT					
	1	2018 - T842 1E10	AP - FONCTIONNEMENT DU RESEAU ROUTIER	250 000,00				
		T842 1O036	ETUDE ET PROSPECTIVES INFRA PORTS RTES EAU					
	1	2017 - T843 3E05	AP - VOIRIE DEPARTEMENTALE	15 630 431,10	10 395 130,79			
		T843 3O001	AMENAGEMENT GIRATOIRE LA MEYNARD - INFRA PORTS RTES EAU					
		T843 3O002	RECONSTRUCTION PONT PRECHEUR - INFRA PORTS RTES EAU					
		T843 3O003	RD48 ROUTE DE MOUTTE CARREFOUR N°2 - INFRA PORTS RTES EAU					
		T843 3O004	RD 15 PETIT PRE LAMENTIN - INFRA PORTS RTES EAU					
		T843 3O005	RD1 FONDS SAINT DENIS - INFRA PORTS RTES EAU					
		T843 3O006	AMELIORATION VD					
		T843 3O007	FALAISE-VD-INFRA PORT RTE EAU					
		T843 3O008	INGENIERIE GENERALE-VD-INFRA PORTS ROUTES EAU					
907	1	2017 - T731E05	AP-POLITIQUE DE L'EAU	16 492,11	4 392,00	1	AP-POLITIQUE DE L'EAU	13 563 500,81
		T731O001	BATIMENT MANZO					
	1	2017 - T732 1E05	AP-EAU POTABLE ACTION EN MATIERE DE GESTION DES EAUX - INFR	13 547 008,70	2 978 127,87			
		T732 1O002	TRAVAUX DE REMPLACEMENT					
		T732 1O004	TRAVAUX INSTALLATION EAU POTABLE					
906	1	2017 - T6312 2E05	AP-AUTRES ACTIONS SECTORIELLES - INFRA PORTS ROUTES EAU	4 605 218,30	1 964 108,56	1	AP-AUTRES ACTIONS SECTORIELLES - INFRA PORTS ROUTES EAU	7 905 218,30
		T6312 2O001	TRAVAUX INSTALLATIONS PISE					
		T6312 2O002	SUBVENTION BGPISE					
		T6312 2O003	CREATION DU RESEAU COLLECTIF D'IRRIGATION NOUVELLE CITE					
	1	2018 - T6312 2E07	AP - AUTRES INFRA EAU IRRIGATION NOUVELLE CITE	3 300 000,00	626 559,00			
		T6312 2O003	CREATION DU RESEAU COLLECTIF D'IRRIGATION NOUVELLE CITE					

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
		T6312 20004	IRRIGATION NOUVELLE CITE					
		SERVICE AFFAIRES JURIDIQUES ET						
900	1	2017 - T028 6E05	AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTEN	60 000,00		1	AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTEN	60 000,00
		T028 60008	PROLOGICIEL SUIVI FONCTION JURIDIQUE					
		SERVICE GESTION DES ROUTES						
900	1	2017 - T028 4E05	AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - ROUTES			1	AP- MOYENS GENERAUX - ROUTES	2 895 441,00
		T028 40001	ACQUISITION DE PETIT MATERIELS ET EQUIPEMENTS					
		T028 40005	FONCTIONNEMENT DU PARC ROUTIER					
	1	2018 - T028 4E07	AP - ACQUISITION ET MAINTENANCE DE VEHICULES ET MATERIELS TE	2 895 441,00				
		T028 40007	ACQUISITION DE MATERIELS TECHNIQUES					
		T028 40006	ACQUISITION DE VEHICULES					
908	1	2017 - T842E05	AP-VOIRIE REGIONALE			1	AP-VOIRIE	174 803 709,29
		T8420002	ACQUISITION DE MATERIELS D'EXPLOITATION - VR					
		T8420003	AMELIORATION VR					
		T8420004	FALAISES - VR					
		T8420005	INGENIERIE GENERALE - VR					
		T8420006	RESEAUX DE VOIRIES - VR					
		T8420007	REVETEMENT ET RENFORCEMENT DE CHAUSSEE - VR					
		T8420008	SECURITE - VR					
		T8420009	MODERNISATION ITINERAIRE/VOIRIE NOUVELLE - VR					
		T8420010	AMENAGEMENT DE CARREFOURS - VR					
		T8420011	AMENAGEMENT EN TRAVERSE AGGLOMERATION - VR					
		T8420012	AMENAGEMENT INFRASTRUCTURES MODE DOUX - VR					
		T8420013	AMENAGEMENT PAYSAGER OU ARTISTIQUE - VR	40 966 157,83	30 018 231,75			
		T8420014	MISE AUX NORMES PARASISMIQUES DES OUVRAGES ROUTIERS - VR					
		T8420015	MISE EN SECURITE ITINERAIRES - VR					
		T8420016	PROJET SPECIAUX INFRASTRUCTURES - VR					
		T8420017	TCSP					
		T8420018	MAINTENANCE TCSP					
		T8420019	MISE A NIVEAU VOIRIE - VR					
		T8420020	AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT					
		T8420023	SECURITE RESEAU ROUTIER					
		T8420024	AMELIORATION VR ET VD					
		T8420025	ACQUISITION DE MATERIELS D'EXPLOITATION					
		T8420026	PARC ROUTIER					
		T8420027	LABORATOIRE INGENIERIE GENIE CIVIL					
		T8420029	MAINTENANCE DU RESEAU ROUTIER					
	1	2018 - T842E08	AP-MAINTENANCE DU RESEAU ROUTIER	120 567 570,42	24 673 738,74			
		T8420021	MAINTENANCE TCSP					
		T8420023	SECURITE RESEAU ROUTIER					
		T8420024	AMELIORATION VR ET VD					

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté		
908	1	T842O022	REVETEMENT ET RENFORCEMENT DE CHAUSSES.	4 607 430,20	71 939,32					
		T842O029	MAINTENANCE DU RÉSEAU ROUTIER							
		2018 - T842E09	AP-ACQUISITION ET MAINTENANCE DE MATERIEL							
		T842O001	ENTRETIEN VOIRIE ET DEPENDANCES - VR							
		T842O025	ACQUISITION DE MATÉRIELS D'EXPLOITATION							
		T842O026	PARC ROUTIER .							
		T842O027	LABORATOIRE INGÉNIERIE GÉNIE CIVIL							
	1	2017 - T843E05	AP-VOIRIE DEPARTEMENTALE	8 662 550,84	6 401 245,38					
		T843O002	ACQUISITION DE MATERIELS D'EXPLOITATION - VD							
		T843O003	AMELIORATION - VD							
		T843O004	FALAISES - VD							
		T843O005	INGENIERIE GENERALE - VD							
		T843O006	RESEAUX DE VOIRIES - VD							
		T843O007	REVETEMENT ET RENFORCEMENT DE CHAUSSEE - VD							
		T843O008	SECURITE - VD							
		T843O009	MODERNISATION ITINERAIRE/VOIRIE NOUVELLE - VD							
		T843O010	AMENAGEMENT GIRATOIRE LA MEYNARD							
		T843O011	AMENAGEMENT EN TRAVERSE AGGLOMERATION - VD							
		T843O012	AMENAGEMENT INFRASTRUCTURES MODE DOUX - VD							
		T843O013	AMENAGEMENT PAYSAGER OU ARTISTIQUE - VD							
		T843O014	MISE AUX NORMES PARASISMIQUES DES OUVRAGES ROUTIERS - VD							
		T843O015	MISE EN SECURITE ITINERAIRES - VD							
		T843O016	PROJET SPECIAUX INFRASTRUCTURES - VD							
		T843O017	RECONSTR PONT PRECHEUR							
		T843O018	RD48 ROUTE DE MOUTTE CARREFOUR N°2							
	T843O019	RD 15 PETIT PRE LAMENTIN								
	T843O020	RD1 FONDS ST DENIS								
	T843O022	AMÉLIORATION VD								
	SERVICE NUMERIQUE ET THD									
905	1	2017 - T57E05	AP-TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	31 154 643,42	21 075 287,80	1	AP-TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	31 154 643,42		
		T57O001	SERVICES ET USAGES NUMERIQUES							
		T57O002	TRES HAUT DEBIT ET ZONES RURALES							
	SERVICE TRANSPORTS									
908	1	2017 - T828E05	AUTRES TRANSPORTS	2 672 128,00	2 672 128,00	1	AP - TRANSPORT	47 749 853,39		
		T828O001	REFORME TRANSPORTS/TRANSPORT Actifs transférés au SMTCS							
		T828O002	REFORME TRANSPORTS/TRANSPORT VOYAGEURS Contrat de partenariat du SMTCS (PPP)							
		T828O003	REFORME TRANSPORTS/TRANSP MARCHANDISES Participation au programme d'investissement du SMTCS							
		T828O004	PARTICIPATION AU FONCTIONNEMENT DU SMTCS							
		T828O007	INVESTISSEMENTS TCSP							
	1	2017 - T828E08	AP - INVESTISSEMENT TRANSPORT	45 000 000,00						
		T828O010	CONTRIBUTION INVESTISSEMENT MARTINIQUE TRANSPORT							

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté	
	1	2017 - T81E05	CID TRANSPORTS SCOLAIRES - TRANSPORTS	77 725,39	77 725,39				
		T81O003	TRANSPORTS ELEVES DONT POST BAC-HORS INTERCOMMUNALITE (TYPE A)						
	SERVICE ACTION ET PREVENT* SAN								
904	1	2017 - T410E05	AP-SERVICES COMMUNS SANTE	1 751 845,00	1 706 728,00	1	AP-SERVICES COMMUNS SANTE	3 293 490,07	
		T410O001	SOUTIEN AUX ETABLISSEMENTS DE SANTE						
		T410O002	CYCLOTRON MARTINIQUE						
	1	2017 - T411E05	AP-PMI ET PLANIFICATION FAMILIALE	328 728,77	286 623,14				
		T411O002	AIDES AUX STRUCTURES.						
		T411O004	FONCTIONNEMENT DES CMS						
		T411O007	ACTIONS D'ANIMATION ET DE SOUTIEN A LA PARENTALITE (411)						
		T411O009	SUBVENTION CPIOF						
	1	2017 - T412E05	AP-PREVENTION ET EDUCATION POUR LA SANTE	941 645,50	156 795,40				
		T412O001	BUDGET ANNEXE DU LTA						
		T412O004	MOYENS LOGISTIQUES ET OPERATIONNELS						
	1	2018 - T414E05	AP-DISPENSAIRES ET AUTRES ETABLISSEMENTS SANITAIRES	0,00	0,00				
		T414O001	SOUTIEN AUX ETABLISSEMENTS DE SANTE						
	1	2017 - T418E05	AP-AUTRES ACTIONS	35 766,71	0,00				
		T418O001	CREATION MODERNISATION EXTENSION EQUIPEMENT ETABLISSEMENT						
	1	2018 - T4221E05	AP-CRÈCHES ET GARDERIES	235 504,09	235 504,09				
		T4221O001	AIDES AUX STRUCTURES						
	SERVICE DEV ECONOMIQUE EMPLOI								
900	1	2017 - T028 5E05	AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - DEV ECONOMIQUE & DE L'EMPLOI	1 110 263,42	973 131,45	1	AP-AUTRES MOYENS GENERAUX - DEV ECONOMIQUE & DE L'EMPLOI	1 110 263,42	
		T028 5O001	ACHAT DE FONCIER						
		T028 5O002	CREATION ET ENTRETIEN DU RESEAU D'IRRIGATION						
906	1	2017 - T6312E05	AP-AUTRES	14 123 759,97	8 943 699,69	1	AP-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	100 349 961,29	
		T6312O001	TRAVAUX DIVERS BANQUES DE TERRE - INSTALLATION MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE						
		T6312O002	ACCOMPAGNEMENT DE LA SAEM GALION						
		T6312O003	DISPOSITIFS TERRITORIAUX D'AIDE AUX ENTREPRISES AGRICOLES						
		T6312O004	AUTRES MATERIELS TECHNIQUES						
		T6312O005	AGENCEMENT AMENAGEMENT TERRAINS						
		T6312O006	INSTALLATIONS MATERIELS ET OUTILLAGES TECHNIQUES - RESEAUX CABLES						
		T6312O007	INSTALLATIONS MATERIELS ET OUTILLAGES TECHNIQUES - AUTRES RESEAUX						
		T6312O008	AUTRES MATRIELS TECHNIQUES						
		T6312O009	CHEPTEL -SEA						
		T6312O010	AUTRES MATERIELS.						
		T6312O011	MISE EN PLACE DES ZONES AGRICOLES PROTEGEES (ZAP)						
		T6312O012	AMENAGEMENT FONCIER						
		T6312O013	POLE D'EXCELLENCE RURALE						
		T6312O017	UTILISER OP T6312O061						
		T6312O018	ETUDES AUTRES ACTIONS SECTORIELLES						
		T6312O019	ACCOMPAGNEMENT PARM						

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
906	1	T6312O024	AUTRES FOURNITURES ET DIVERS					
		T6312O047	ATLAS DU SOLE AGRICOLE					
		T6312O050	SUBV INVEST PECHE/AQUACULTURE					
		T6312O051	INSTALLATION DE DCP LOUDS					
		T6312O052	CREATION CERAAM					
		T6312O061	CONTREPARTIE CTM ECONOMIE EMPLOI DEVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE					
	1	2017 - T632E05	AP-INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT	42 969 447,17	42 830 016,92			
		T632O001	CREATION/DIFFICULTE					
		T632O002	EMPLOI					
		T632O004	CONTREPARTIE CTM ECONOMIE EMPLOI INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT					
		T632O007	INGENIERIE FINANCIERE					
		T632O008	SPL AMENAGEMENT EQUIPEMENT					
		T632O009	UE-FEDER SAMAC.					
		2017 - T633E05	AP-DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE					
	T633O001	AVANCE REMBOURSABLE DT						
	T633O002	AFR						
	T633O003	ARED						
	T633O004	AUTRES DISPOSITIFS DT						
	T633O005	CMT						
	T633O007	ACTIONS ECONOMIQUES EN FAVEUR DU TOURISME						
	T633O008	APPEL A PROJETS						
	1	T633O012	CONTREPARTIE CTM ECONOMIE EMPLOI TOURISME	1 077 846,89	991 125,41			
		2017 - T67 1E05	AP - RECHERCHE ET INNOVATION					
		T67 1O001	POLE AGROALIMENTAIRE REGIONAL MARTINIQUE - PARM					
		T67 1O002	INNOVATION					
SERVICE HABITAT LOGEMT SOCIAL								
905	1	2017 - T552E05	AP-AIDE AU SECTEUR LOCATIF	6 233 352,71	6 040 273,27	1	AP - LOGEMENT SOCIAL	35 644 695,63
		T552O001	AUTRES AIDES A LA CONSTRUCTION HLM					
		T552O002	CONSTRUCTION LOGEMENTS LES DISPOSITIF COMPLEMENTAIRE BAIC					
		T552O003	CONSTRUCTION HLM SUBV FORFAITAIRES					
		T552O004	CONSTRUCTION HLM CREDITS D'INSERTION					
		T552O005	FRAFU PARTICULIERS ET COMMUNES.					
		T552O006	ANIMATION ET SUIVI DU PDALPD.					
		T552O007	AUTRES PIG.					
		T552O008	INSERTION PAR LE LOGEMENT/PDI					
		T552O009	AUTRES PROGRAMMES AAH.					
		T552O010	PIG LAMENTIN.					
		T552O011	REHABILITATION PROPRIETAIRES BAILLEURS / ANAH-FSH					
		T552O012	REHABILITATION FSH DISPOSITIF AUTONOME PROPRIETAIRES OCCUPANTS					
		T552O013	OPAH 1					
	T552O014	AIDES AMELIORATION HABITAT (AAH).						

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté		
905	1	T552O015	FRAFU 1	5 277 672,00	2 650 953,00					
		T552O016	FRAFU - SURSOL.							
		2017 - T553E05	AP-AIDE A L'ACCESSION A LA PROPRIETE							
		T553O001	CONSTRUCTION LOGEMENTS LES DISPOSITIFS COMPLEMENTAIRES BAIC						5 296 223,17	5 134 840,23
		T553O002	CONSTRUCTION ET FINITIONS LOGEMENTS LES							
		T553O003	CONSTRUCTION LOGEMENTS PRIVES (ACD)							
	2017 - T588E05	AP-AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT AUTRES	5 296 223,17	5 134 840,23						
	T588O001	REHABILITATION V2 DISPOSITIF AUTONOME PROPRIETAIRES OCCUPANTS								
	T588O002	CONSTRUCTION ET FINITIONS LOGEMENTS LES								
	T588O003	CONSTRUCTION LOGEMENTS PRIVES (ACD)								
	T588O004	REHABILITATION V1 DISPOSITIF COMPLEMENTAIRE AAH OPERATEURS								
	T588O005	AIDES HORS DISPOSITIFS (AIDES EXCEPTIONNELLES)								
	T588O006	REHABILITATION V3 DISPOSITIF COMPLEMENTAIRE ANAH/PROPRIETAIRES BAILLEURS								
	T588O007	REHABILITATION DISPOSITIF COMPLEMENTAIRE AAH OPERATEURS BAIC ANCIENNES OPERATIONS								
	T588O008	EVALUATION DISPOSITIF FRAFU								
	T588O009	PROGRAMME PNROAD.								
	T588O010	REHABILITATION DISPOSITIF COMPLEMENTAIRE AAH OPERATEURS BAIC								
	T588O019	PDRU FORT DE FRANCE.								
	T588O020	ORGANISATION DE SEMINAIRE.								
	T588O021	AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE (AIS)								
	1	2018 - T555E05	AP - LOGEMENT SOCIAL	18 837 447,75	13 869 106,07					
		T555O001	FOND DE SOLIDARITÉ LOGEMENT - FSL							
		T555O003	FRAFU PARTICULIERS ET COMMUNES							
		T555O009	REHABILITATION V3 DISPOSITIF COMPLEMENTAIRE ANAH/PROPRIETAIRES BAILLEURS							
		T555O004	REHABILITATION PROPRIETAIRES BAILLEURS /ANAH-FSH							
		T555O005	REHABILITATION FSH DISPOSITIF AUTONOME PROPRIETAIRES OCCUPANTS							
		T555O006	FRAFU 1							
		T555O007	REHABILITATION V2 DISPOSITIF AUTONOME PROPRIETAIRES OCCUPANTS							
		T555O008	REHABILITATION V1 DISPOSITIF COMPLEMENTAIRE AAH OPERATEURS							
		T555O010	REHABILITATION DISPOSITIF COMPLEMENTAIRE AAH OPERATEURS BAIC							
904	1	2017 - T428 3E05	AP-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES - HABITAT LOGEMT SOCIAL	252 735,00	252 735,00	1	AP-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES - HABITAT LOGEMT SOCIAL	252 735,00		
		T428 3O001	FOND DE SOLIDARITE LOGEMENT - FSL							
		SERVICE ESS INSERTION								
904	1	2017 - T444E05	AP-INSERTION PROFESSIONNELLE RSA	840 000,00	151 290,00	1	AP-INSERTION PROFESSIONNELLE RSA	840 000,00		
		T444O007	INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE							
		T444O008	ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE							
SERVICE FORM PRO APPRENTISS										
902	1	2017 - T251E05	AP-FORMATION PROFESSIONNELLE -	3 831 200,00	2 679 850,00	1	AP-APPRENTISSAGE - FORMATION PROFESSIONNELLE	4 222 031,00		
		T25 1O003	SUBV AUX PARTENAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE							
	1	2018 - T26 1E09	AP-APPRENTISSAGE - FORMATION PROFESSIONNELLE	390 831,00	332 332,00					
		T26 1O001	APPRENTISSAGE (PRIMES AUX EMPLOYEURS,SUBV AUX CFA, etc)							

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
	SERVICE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR							
902	1	2017 - T23 1E05	AP-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - ENSEIGNEMENT SUPURIEUR, RECHERCH	3 264 159,77	1 481 048,88	1	AP-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - ENSEIGNEMENT SUPURIEUR, RECHERCH	3 264 159,77
		T23 1O003	ETUDES.					
		T23 1O004	SUB ORG PUBLICS					
		T23 1O005	PRETS AUX ETUDIANTS.					
		T23 1O006	REMISES GRACIEUSES-PRET AUX ETUDIANTS					
		T23 1O009	UNIVERSITE DES ANTILLES					
SERVICE PROJET ACT* EDUCATIVE								
902	1	2017 - T20E05	AP-SERVICES COMMUNS - PROJET ET ACTION EDUCATIVE	11 549 843,86	7 208 098,88	1	AP- PROJETS ET ACTIONS EDUCATIVES	30 177 558,73
		T20O003	EQUIPEMENT DES LYCEES PUBLICS					
		T20O006	EQUIPEMENT DES LYCEES PRIVES					
	1	2017 - T212E05	AP-ECOLES PRIMAIRES - PROJET ET ACTION EDUCATIVE					
		T212O001	NUMERIQUE ECOLE PRIMAIRE					
	1	2017 - T222E05	AP- PROJETS ET ACTIONS EDUCATIVES	9 084 027,66	7 137 009,59			
		T222O001	AIDE A L'INVESTISSEMENT					
		T222O002	EQUIPEMENT DES LYCEES					
		T222O003	DIVERS ORGANISMES					
		T222O020	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES EQUIPEMENT LYCEES					
		T222O021	NUMERIQUE ETABLISSEMENTS PUBLICS					
	1	2017 - T221 1E05	AP-COLLEGES - PROJETS ET ACTIONS EDUCATIVE	9 443 687,21	5 317 765,05			
		T221 1O001	PREMIER EQUIPEMENT REFORME DE L'ENSEIGNEMENT REFORME/MODERNISATION					
		T221 1O007	NUMERIQUE EDUCATIF : EPLE-ETABLISSEMENT PRIVES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION					
		T221 1O008	NUMERIQUE CYBERBASES					
		T221 1O015	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES EQUIPEMENT COLLEGES					
		T221 1O016	DOTATIONS COMPLEMENTAIRES EPS COLLEGES					
		T221 1O017	NUMERIQUE ETABLISSEMENTS PUBLICS.					
	1	2017 - T223 1E05	AP-LYCEES PRIVES PROJETS ET ACTIONS EDUCATIVES	100 000,00	100 000,00			
		T223 1O002	EQUIPEMENT LYCEES PRIVES					
SERVICE AMENAG POL TERRITORIAL								
901	1	2017 - T12E05	AP-INCENDIE ET SECOURS	1 198 033,68	627 858,00	1	AP- INTERVENTIONS DE PROTECTIONS DES PERSONNES	1 631 345,32
		T12O001	CONTINGENT SDIS.					
	1	2017 - T18E05	AP-AUTRES INTERVENTIONS DE PROTECTIONS DES PERSONNES	433 311,64	71 767,00			
		T18O001	PREVENTION SANITAIRE SNSM					
906	1	2017 - T6332E05	AP-DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	71 119,30	17 000,00	1	AP-TOURISME ET AMENAGEMENT POLITIQUES TERRITORIALES	271 119,30
		T6332O001	OPE COFINAN/REG/COMMUNE/COMMUNAUTE/P NRM.					
		T6332O002	TERMINAL DE CROISIERE ST PIERRE.					
	1	2018 - T6312 3E05	AP-AUTRES - AMENAGEMENT POLITIQUES TERRITORIALES					
		T6312 3O001	AIDES AUX ORGANISMES AGRICOLES					
	1	2018-T6312 3E05	AP-AUTRES - AMENAGEMENT POLITIQUES TERRITORIALES	200 000,00	200 000,00			
		T6312 3O001	AIDES AUX ORGANISMES AGRICOLES					

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté			
905	1	2017 - T53E05	AP-AGGLOMERATIONS ET VILLES MOYENNES	71 099 371,39	51 574 689,84	1	AP-AGGLOMERATIONS ET VILLES MOYENNES	76 376 673,16			
		T53O007	PLAN DE RELANCE COMMUNE ET EPCI.								
		T53O008	OPERATIONS INTERET REGIONAL.								
		T53O009	ACRC 2011-2012 ET CONTRATS TERRITORIAUX								
		T53O010	ANCIENS DOSSIERS ACRC.								
		T53O011	AMENAG TERRITOIRES ET HABITAT-AGGLO ET VILLES MOYENNES								
		T53O012	AIDE EXCEPTIONNELLE/CONJONCTURELLE COMMUNES								
		T53O014	EAT OPERATION NOUV PARTICIPATION REGION.								
		T53O015	ACRC 2014/2015/2016 ET CONTRATS TERRITORIAUX								
		T53O016	CONSTRUCTION CASERNES								
		T53O017	CONSTRUCTION C.I.S								
		T53O018	CONSTRUCTION ETAT MAJOR								
		T53O019	VIDEO PROTECTION/MISE EN PLACE								
		T53O023	PARTICIPATION AU PROGRAMME D'ACTIVITES								
		T53O024	FRAFU ATH								
		T53O020	VIDEO PROTECTION/EXTENSION								
		T53O028	CONTRAT TERRITORIAL NORD CARAIBE								
		T53O005	ACTC 2017, 2018, 2019								
		T53O031	PART CTM- FEDER CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS								
905	1	2017 - T541E05	AP-AGGLOMERATIONS ET VILLES MOYENNES	1 455 774,92	271 721,65						
		T541O001	EAT.								
	1	2017 - T588 2E05	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT ATTRACTIVITES	3 821 526,85	2 098 109,23						
		T588 2O001	AGENCE DES 50 PAS GEOMETRIQUES								
		T588 2O003	PDRU FFCE.								
		T588 2O004	PLAN DEVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE.								
		T588 2O005	AIDES AUX COMMUNES.								
SERVICE ENVIRON ENERGIE											
	1	2017 - T71E05	AP-ACTIONS TRANSVERSALES	11 951 516,52	5 281 303,47				1	AP-ENVIRONNEMENT ENERGIE	67 733 418,58
		T71O002	CTM EXEMPLAIRE (71)								
		T71O007	PNRM - PARC NATUREL REGIONAL DE LA MARTINIQUE (71)								
		T71O009	PROJETS TERRITORIAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET OBSERVATOIRES								
		T71O012	SENV-Environnement - (Actions transversales)								
	1	2017 - T7211E05	AP-COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS ACT° DE PREVENT° ET	370 998,52	26 508,78						
		T7211O001	CTM EXEMPLAIRE (7211)								
		T7211O002	PTMD : PREVENTION DES DECHETS (7211)								
		T7211O003	ZGZD - ZERO GASPILLAGE ZERO DECHETS								
	1	2017 - T7212E05	AP-COLLECTE DES DECHETS	193 744,14	86 125,19						
		T7212O001	CTM EXEMPLAIRE (7212)								
		T7212O002	PTMD : GESTION DES DECHETS								
		T7212O003	VHU - VEHICULES HORS D'USAGE (7212)								
		T7212O004	SARGASSE (7212)								

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
907	1	2017 - T7213E05	AP-TRI, VALORISATION ET TRAITEMENT DES DECHETS	13 349 310,67	9 005 766,45			
		T7213O001	PTMD : GESTION DES DECHETS (7213)					
		T7213O002	AUTRES PARTENARIATS DECHETS (7213)					
		T7213O003	PETIT GALION - SMTVD					
	1	2017 - T732E05	AP-EAU POTABLE ACT* EN MATIERE DE GESTION DES EAUX	2 091 813,50	200 000,00			
		T732O002	PPI EAU : EAU POTABLE (732)					
		T732O003	SRE - EAU POTABLE (732)					
	1	2017 - T733E05	AP-ASSAINISSEMENT	1 171 842,65	777 650,00			
		T733O001	PPI EAU : ASSAINISSEMENT (733)					
		T733O002	SRE - ASSAINISSEMENT (733)					
	1	2017 - T752E05	AP-ENERGIE PHOTOVOLTAIQUE	1 137 139,45	974 517,73			
		T752O001	ENERGIES RENOUVELABLES ELECTRIQUES					
		T752O002	INSTALLATIONS PHOTOVOLTAIQUES					
	1	2017 - T758E01	AP - AUTRES ACTIONS POLITIQUE DE L'ENERGIE	16 084 749,29	12 065 907,57			
		T758O001	EFFICACITE ENERGETIQUE ET MDE.					
		T758O002	ENERGIES RENOUVELABLES THERMIQUES					
		T758O003	ENERGIES RENOUVELABLES ELECTRIQUES.					
	1	2017 - T76E05	AP-PRESERVAT* DU PATRIMOINE NATUREL ET GEST* DES RISQUES TE	6 999 590,46	1 763 436,15			
		T76O001	PATRIMOINE NATUREL : PLANFICATION ET STRATEGIE (76)					
		T76O002	PATRIMOINE NATUREL : ACCUEIL DU PUBLIC EN E.N.S					
		T76O003	PATRIMOINE NATUREL : AUTRES EQUIPEMENTS (NON E.N.S)					
		T76O004	PATRIMOINE NATUREL : FORÊTS TERRITORIALES					
		T76O005	PATRIMOINE NATUREL : CONNAISSANCE ET PROTECTION DES ECOSYSTEMES (76)					
		T76O007	PATRIMOINE NATUREL : OFFICE NATIONAL DES FORÊTS-ONF (76)					
	1	2017 - T78E05	AP-AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT					
		T78O003	INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT					
		T78O005	SIGNALETIQUE BATIMENTS					
		T78O008	SUBVENTION POUR INVESTISSEMENT ASSOCIATIONS ET ORGANISMES PUBLICS					
		T78O010	REDUCTION VULNERABILITE BATI PRIVE EXISTANTS					
	1	2017 - T78 1E05	AP-AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT - ENVIRONNEMENT ET ENERGIE	14 382 713,38	5 667 619,87			
		T78 1O001	PTMD : TRANSITION ECONOMIE CIRCULAIRE					
T78 1O004		PATRIMOINE NATUREL : AIRES MARINES PROTEGEES, CONSERVATOIRE BOTANIQUE, LITTORAL						
T78 1O005		PATRIMOINE NATUREL : PARTENARIATS (EPCI & COMMUNES) (78)						
T78 1O006		PATRIMOINE NATUREL : OFFICE NATIONAL DES FORÊTS- ONF (78)						
1	2017 - T731 1E05	AP-POLITIQUE DE L'EAU - ENVIRONNEMENT ET ENERGIE						
	T731 1O001	PPI EAU : EAU POTABLE (731)						
	T731 1O002	PPI EAU : ASSAINISSEMENT (731)						
	T731 1O003	SREP - SYSTEMES DE RECUPERATION DES EAUX PLUVIALES						
	T731 1O004	SRE - EAU POTABLE						
	T731 1O005	SRE - ASSAINISSEMENT						
	T731 1O008	GESTION DES EAUX PLUVIALES (731)						

Chapitre	Nb d'AP avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AP après fusion	Description	Total voté
905	1	2017 - T52 1E05	AP-EAU - ASSAINISSEMENT	770 000,00		1	AP-EAU - ASSAINISSEMENT	770 000,00
		T52 1O001	EAU - ASSAINISSEMENT					
903	1	2017 - T312 2E01	PATRIMOINE - ENVIRONNEMENT	33 564,74	27 993,00	1	PATRIMOINE - ENVIRONNEMENT	33 564,74
		T312 2O001	ENVIRONNEMENT-AMENAGEMENT CULTUREL					
		SERVICE GEOMATIQUE ET TELEGEST						
900	1	2017 - T028 18E05	AP - INVESTISSEMENT EN GEOMATIQUE ET TELEGESTION			1	AP - INVESTISSEMENT EN GEOMATIQUE ET TELEGESTION	
		T028 18O002	INVESTISSEMENT EN GEOMATIQUE ET TELEGESTION					
901	1	2017 - T10 1E05	CID - SERVICES COMMUNS SGT	5 544,76	5 544,76	1	CID - SERVICES COMMUNS SGT	5 544,76
		T10 1O001	MATÉRIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE GT					
		SERVICE UCAF SOLIDARITE						
904	1	2018 - T420 4E05	AP-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES - UCAF SOLIDARITE	300 000,00	17 091,00	1	AP-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES - UCAF SOLIDARITE	300 000,00
		T420 4O001	OPÉRAT° DE MODERNISAT°, RÉNOVAT°, MISE AUX NORMES ET AMÉNAGEMENT DES ESPACES DE LA DIRECT° SOLIDARITE					
		T420 4O002	INFORMAT° MISE EN PLACE D'INFORMAT° DES SYSTEMES D'INFORMAT° DE L'ACT° SANITAIRE ET SOCIALE					
		T420 4O003	MOYENS LOGISTIQUES					
	135	TOTAL		1 881 531 515,41	639 308 466,93	62		1 881 531 515,41

Annexe n°2

FUSION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

En Euros

Chapitre	Nb d'AE avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AE après fusion	Description	Total voté			
		SERVICE PATRIMOINE									
930	1	2017 - T028 3E06	AE-AUTRES MOYENS GENERAUX - PATRIMOINE	775 317,76	-	1	AE-AUTRES MOYENS GENERAUX - PATRIMOINE	775 317,76			
		T028 3O008	ASSURANCES.								
		SERVICE POLITIQUES CULTURELLES									
933	1	2017 - T311 1E06	AE-ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS	165 000,00	-	1	AE-ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS	165 000,00			
		T3111O017	EMEA (ECOLE MARTINICAISE ENSEIGNEMENT DES ARTS)								
		SERVICE REL EXT AFF EUROP									
930	1	2017 - T042E06	AE-ACTIONS INTERREGIONALES	4 500,00	4 500,00	1	AE-ACTIONS INTERREGIONALES	4 500,00			
		T042O001	RELATIONS EXTERIEURES, AFFAIRES EUROPEENNES ET COOPERATION								
		SERVICE SYSTEME INFORMATION									
930	1	2017 - T020 1E17	MAINTENANCE	-	-	1	AE-MAINTENANCE	0			
		T020 1O006	MAINTENANCE (Entretiens et Réparations)								
		SERVICE FONDS EUROPEENS									
930	1	2017 - T041E06	AE-ACTIONS RELEVANT DE LA SUBVENTION GLOBALE	4 215 855,91	4 215 855,91	1	AE-ACTIONS RELEVANT DE LA SUBVENTION GLOBALE	4 215 855,91			
		T041O001	SUBVENTION GLOBALE-EUROPE								
930	1	2018 - T041E12	SUBVENTION GLOBALE 2018-2020	33 887 960,00	3 305 000,00	1	SUBVENTION GLOBALE 2018-2020	33 887 960,00			
		T041O001	SUBVENTION GLOBALE-EUROPE								
9305	1	2017 - T051E06	AE-FSE	70 164 911,91	5 124 043,36	1	AE-FSE	70 164 911,91			
		T051O001	FSE.								
		T051O003	AXE 10 (1) : ELEVATION DES COMPETENCES POUR L'EMPLOI								
		T051O002	AXE 8 (1) : CREATION D'EMPLOIS ET INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES								
		T051O004	AXE 11 : PERFORMANCE ADMINISTRATIVE								
9305	1	2017 - T052E06	AE-FEDER	89 301 354,09	16 419 191,56	1	AE-FEDER	89 301 354,09			
		T052O001	FEDER.								
		T052O002	AXE 1 : INNOVATION POUR LA CROISSANCE								
		T052O004	AXE 3 : PERFORMANCE ET SECURITE POUR LA CROISSANCE								
		T052O006	AXE 5 : COMPENSER LES SURCOUTS LIES A L'ULTRA PERIPHIE								
		T052O007	AXE 6 : PRESERVATION ET VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT								
		T052O009	AXE 8 (2) : TRANSPORT ET ACCESSIBILITE LEVIERS DE COMPETITIVITE ET MOBILITE								
		SERVICE FORMATION									
930	1	2017 - T021 1E06	AE-PERSONNEL NON VENTILE - FORMATION	3 793 941,00	-	1	AE-PERSONNEL NON VENTILE - FORMATION	3 793 941,00			
		T021 1O002	PLAN FORMATION PERSONNEL PO FEDER-FSE								
		T021 1O003	PROJET CAP PERFORMANCE PO FEDER-FSE								
		SERVICE ACTION SOCIALE									
934	1	2017 - T420E06	AE-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES- ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI DES AUTRES PUBLICS	7 936 526,63	6 502 669,16	1	AE-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES-	10 718 871,23			
		T420O001									
		T420O012	CONTRATS AIDES								
		T420O013	SOUTIEN AUX AUTRES STRUCTURES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE								
		T420O018	AUDIT								
	1	2017 - T428E06	AE-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	2 782 344,60	857 795,18						
		T428O001	SUBVENTION FSE 2014-2020								
		T428O003	AUTRES SEMINAIRES, COLLOQUES FORUMS ET SALONS								
		T428O012	STRUCTURES D'ACCUEIL D'URGENCE								
		T428O016	DISPOSITIFS FONDS D'AIDES AUX JEUNES (FAJ)								
		SERVICE ACCOMP PAPH									
1	1	2017 - T422E06	AE-PERSONNES HANDICAPEES	6 041 997,18	5 981 752,68	1	AE-PERSONNES HANDICAPEES ET PERSONNES AGEES	158 982 000,63			
		T422O003	TARIFICATION PH - remplacée par T425O003								

Chapitre	Nb d'AE avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AE après fusion	Description	Total voté
934	1	2017 - T423E06	AE-PERSONNES AGEES	132 510 790,07	75 848 752,04			
		T423O007	TARIFICATION PA					
	1	2018 - T425E06	AE - PERSONNES HANDICAPÉES	20 429 213,38	8 100 000,00			
		T425O003	TARIFICATION P H					
SERVICE BATIMENTS								
930	1	2018 - T028 2E8	AE - AUTRES MOYENS GENERAUX - BATIMENT	1 280 000,00	95 788,00	1	AE - AUTRES MOYENS GENERAUX - BATIMENT	1 541 846,88
		T028 2O016	ENTRETIEN ET MAINTENANCE BATIMENTS ADMINISTRATIFS					
932	1	2017 - T222 1E06	AE-LYCEES PUBLICS - BATIMENTS	0	-	1	AE-LYCEES CFA CFPPA - BATIMENTS	
		T222 1O004	DIVERS ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT					
	1	2017 - T25E06	AE-ENTRETIEN ET SECURITE CFA ET CFPPA	261 846,88	173 939,27			
		T25O001	ENTRETIEN ET SECURITE CFA ET CFPPA					
SERVICE PROTECT* ENFANCE FAM								
934	1	2017 - T4212E06	AE-AIDES A LA FAMILLE	162 306 446,30	106 209 339,39	1	AE-AIDES A LA FAMILLE	163 843 673,90
		T4212O005	FORMAT* DES ASSISTANTES MATERNELLES ET AUTRES PROFESSIONNELS					
		T4212O006	DEFRAIEMENT DES ASSISTANTES MATERNELLES ET AUTRES PROFESSIONNELS					
		T4212O007	DEDOMMAGT DES PARENTS					
		T4212O008	ACT* D'ANIMATION ET DE SOUTIEN A LA PARENTALITE (4212)					
		T4212O010	PREVENTION SPECIALISEE					
		T4212O011	TISF-TECHNICIENNE D'INTERVENTION SOCIAL ET FAMILIALE					
		T4212O012	EQUIPES D'ANIMATION					
		T4212O017	CENTRE MATERNEL					
		T4212O018	LVA-LIEUX DE VIE ET D'ACCUEIL					
		T4212O019	AEMO MARTINIQUE					
		T4212O021	MECS-MAISON D'ENFANT A CARACTERE SOCIAL					
		T4212O022	FOYER DE L'ENFANCE					
		T4212O026	PARTICIPAT* FJT					
	1	2017 - T4213E06	AE-CRECHES ET GARDERIES	326 400,00	130 800,00			
		T4213O001	AIDE AUX STRUCTURE					
	1	2018 - T4213 1E06	AE-AIDES SOCIALES A L'ENFANCE	1 210 827,60	-			
		T4213 1O002	CENTRE MATERNEL					
		T4213 1O003	LVA - LIEUX DE VIE ET D'ACCUEIL					
		T4213 1O004	AEMO MARTINIQUE					
		T4213 1O006	MECS - MAISON D'ENFANT A CARACTERE SOCIAL					
		T4213 1O007	FOYER DE L'ENFANCE					
		T4213 1O010	PARTICIPATION FJT					
SERVICE BUDGET ET PROGRAMMAT*								
934	1	2018 - T4212 6E06	AE - AIDES A LA FAMILLE - SANTE ET ACTION SOCIALE - FINANCES	4 608 762,58	-	1	AE - AIDES A LA FAMILLE - SANTE ET ACTION SOCIALE - FINANCES	4 608 762,58
		T4212 6O001	AIDE A LA FAMILLE - PREPARATION BUDGETAIRE					
SERVICE INFRA PORTS ROUTES EAU								
938	1	2018 - T854E06	AE-ENTRETIEN DES PORTS	4 500 000,00	1 000 000,00	1	AE-ENTRETIEN DES PORTS ER DU RESEAU ROUTIER	7 728 052,95
		T854O013	ENTRETIEN DES PORTS					
	1	2018 - T842 1E06	AE - ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER	3 228 052,95	2 307 181,46			
		T842 1O039	ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER					
SERVICE GESTION DES ROUTES								
930	1	2017 - T028 4E06	AE-FONCTIONNEMENT DU PARC ROUTIER	10 500 000,00	3 637 579,01	1	AE-FONCTIONNEMENT DU PARC ROUTIER	52 271 947,95
		T028 4O005	FONCTIONNEMENT DU PARC ROUTIER					
938	1	2019 - T842E17	AE - ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER	41 771 947,95	2 112 160,50	1	AE - ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER	
		T842O037	ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER					

Chapitre	Nb d'AE avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AE après fusion	Description	Total voté
	SERVICE TRANSPORTS							
938	1	2018 - T828E06	AE - FONCTIONNEMENT TRANSPORT	265 000 000,00	-	1	AE - FONCTIONNEMENT TRANSPORT	265 000 000,00
		T828O011	CONTRIBUTION FONCTIONNEMENT MARTINIQUE TRANSPORT					
		T828O012	AIDE AU DEPART DES TRANSPORTEURS					
	SERVICE ACTION ET PREVENT* SAN							
934	1	2017 - T411E06	AE-PMI ET PLANIFICATION FAMILIALE	2 868 737,24	1 574 123,50	1	AE-PMI ET PLANIFICATION FAMILIALE	3 747 099,39
		T411O003	ACHATS MEDICAMENTS ET PRODUITS PHARMACEUTIQUE					
		T411O004	FONCTIONNEMENT DES CMS					
		T411O005	ACHATS DE PRODUITS DE NUTRITION INFANTILE					
		T411O006	ACHATS DE PRODUITS D'IMPRESSION					
		T411O008	DECHETS DE CONSULTATIONS ET DE VACCINATION					
		T411O010	TARIFICATION					
		T411O011	ACTIONS DE FORMATIONS DES ASSISTANTES MATERNELLES					
		T411O012	ACTION D'ANIMATION ET DE SOUTIEN A LA PARENTALITE (PMI)					
	1	2017 - T4212 4E06	AE-AIDES A LA FAMILLE - ACT* PREVENT* SANTE	175 000,00	93 842,37			
		T4212 4O001	FORMATIONS DES ASSISTANTES MATERNELLES					
		T4212 4O002	ATELIERS EDUCATIFS					
		T4212 4O003	ACTIONS D'ANIMATION ET DE SOUTIEN A LA PARENTALITE (4212)					
	1	2018 - T4221E06	AE-CRÈCHES ET GARDERIES	703 362,15	405 900,00			
		T4221O001	AIDES AUX STRUCTURES					
		T4221O002	FORMATIONS DES ASSISTANTES MATERNELLES					
		T4221O003	FORMATION DES ASSISTANTES MATERNELLES ET AUTRES PROFESSIONNELS					
		T4221O004	DEFRAIEMENT DES ASSISTANTES MATERNELLES ET AUTRES PROFESSIONNELS					
		T4221O005	DEDOMMAGEMENT DES PARENTS					
	SERVICE DEV ECONOMIQUE EMPLOI							
936	1	2017 - T6312E06	AE-AUTRES	931 828,00	-	1	AE- ACTION DEV ECONOMIQUE EMPLOI	13 871 683,00
		T6312O003	DISPOSITIFS TERRITORIAUX D'AIDE AUX ENTREPRISES AGRICOLES					
	1	2017 - T632E06	AE-INDUSTRIE COMMERCE ET ARTISANAT	8 906,50	-			
		T632O005	DISPOSITIFS TERRITORIAUX D'AIDE AUX ENTREPRISES AGRICOLES					
	1	2018 - T633E13	AE - ACTION ECONOMIQUE EN FAVEUR DU TOURISME	12 930 948,50	-			
		T633O004	AUTRES DISPOSITIFS DT					
		T633O005	CMT					
		T633O007	ACTIONS ECONOMIQUES EN FAVEUR DU TOURISME					
		T633O012	CONTREPARTIE CTM ECONOMIE EMPLOI TOURISME					
	SERVICE PREVENT RISQUE MAJEUR							
930	1	2018 - T028 24E06	AE - ACTION DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	900 000,00		1	AE - ACTION DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	900 000,00
		T028 24O001	DISPOSITIF PREVISIONNEL DE SECOURS/COUVERTURE SANITAIRE					
		T028 24O002	ACTION DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS					
	SERVICE ESS INSERTION							
9344	1	2017 - T444E06	AE-INSERTION PROFESSIONNELLE RSA	31 555 280,20	28 038 363,71	1	AE-INSERTION PROFESSIONNELLE RSA	31 555 280,20
		T444O001	ACTION D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI DES PUBLICS BENEFICIAIRES DU RSA					
		T444O002	PROFESSIONNALISATION DES AGENTS ET DES ACTEURS					
		T444O003	GOUVERNANCE, ANIMATION ET COMMUNICATION RSA					
		T444O004	CONTRATS AIDES RSA					
		T444O005	ACTION D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI DES PUBLICS BENEFICIAIRES DU RSA (FSE)					
		T444O007	INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE					
934	1	2017 - T420 2E06	AE-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES - ESS INSERTION	8 308 591,95	6 301 710,80	1	AE-SERVICES COMMUNS ACTIONS SOCIALES - ESS INSERTION	8 308 591,95
		T420 2O001	CONTRATS AIDES					

Chapitre	Nb d'AE avant fusion	Code	Description	Total voté	Total affecté (pour information)	Nb d'AE après fusion	Description	Total voté
	SERVICE FORM PRO APPRENTISS							
932	1	2017 - T25 1E06	AE-FORMATION PROFESSIONNELLE	191 640 172,92	105 677 262,13	1	AE-APPRENTISSAGE - FORMATION PROFESSIONNELLE	239 721 171,03
		T25 1O001	AIDES INDIVIDUELLES					
		T25 1O002	ACTIONS COLLECTIVES (MARCHES)					
		T25 1O003	SUBV AUX PARTENAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
		T25 1O004	ACTIONS HORS PROGRAMME					
		T25 1O005	MISSION GPEEC REGIONALE (CPRDFP,CEP etc)					
		T25 1O006	REMU STAGIAIRES - FORMATION PROFESSIONNELLE					
		T25 1O010	UE FSE - MARCHÉ 2015-2016					
	1	2017 - T26 1E06	AE-APPRENTISSAGE - FORMATION PROFESSIONNELLE	48 080 998,11	34 630 836,54			
		T26 1O001	APPRENTISSAGE (PRIMES AUX EMPLOYEURS,SUBV AUX CFA, etc)					
	SERVICE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR							
932	1	2017 - T23 1E06	AE-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - ENSEIGNEMENT SUPURIEUR, RECHERCH	2 875 069,42	2 322 979,15	1	AE - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	14 882 010,51
		T23 1O009	UNIVERSITE DES ANTILLES					
		T23 1O010	BOURSES					
		T23 1O011	PAE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR					
	1	2017 - T27 1E06	AE-FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE - FORMATION PRO	12 006 941,09	8 645 279,50			
		T27 1O001	BOURSES SAN&SOC					
		T27 1O002	INSTITUTS PUBLICS					
		T27 1O003	INSTITUTS PRIVES.					
	SERVICE PROJET ACT* EDUCATIVE							
932	1	2017 - T221 1E06	AE-COLLEGES - RESTAURATION ET FONCTIONNEMENT	1 678 748,05	53 897,67	1	AE-COLLEGES - RESTAURATION ET FONCTIONNEMENT	1 678 748,05
		T221 1O002	PARTICIPATION AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES EPLE/COLLEGES					
		T221 1O003	PARTICIPATION AUX DEPENSES DE RESTAURATION SCOLAIRE					
		T221 1O004	PRESTATIONS - ETUDES					
		T221 1O009	PAE COLLEGES					
		T221 1O010	DOT AUX COLLEGES-FDS COMMUNS DES SVCES ANNEXES D'HERGEMENT (FCSAH)					
	SERVICE ENVIRON ENERGIE							
937	1	2017 - T78E06	AE-AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT	0	-	1	AE-AUTRES ACTIONS ENVIRONNEMENT	0
		T78O002	SENSIBILISATION COMMUNAUTE SCOLAIRE/CONVENTION RECTORAT					
	SERVICE GEOMATIQUE ET TELEGEST							
930	1	2018 - T028 18E06	AE - FONCTIONNEMENT GEOMATIQUE ET TELEGESTION	750 000,00	-	1	AE - FONCTIONNEMENT GEOMATIQUE ET TELEGESTION	750 000,00
		T028 18O003	MAINT. DES INSTALL ET OUTILS GEOMATIQUE ET TELEGESTION					
	SERVICE UCAF SOLIDARITE							
934	1	2018 - T428 8E06	AE-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES - UCAF SOLIDARITE	0	-	1	AE-AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES - UCAF SOLIDARITE	0,00
		T428 8O001	SUBVENTION FSE					
		T428 8O002	AUTRES SEMINAIRES COLLOQUES FORUMS ET SALONS					
	1	2018 - T428 8E07	AE-SUBVENTION GLOBALE 2018-2022	3 656 266,56	-	1	AE-SUBVENTION GLOBALE 2018-2022	3 656 266,56
T428 8O006		SUBVENTION GLOBALE 2018-2022						
44		TOTAL		1 186 074 847,48	430 770 542,89	31		1 186 074 847,48



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-80-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-80-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION SPECIFIQUE DE PARTENARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER AU PROTOCOLE DE PREFIGURATION DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPNRU) DE FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande du Groupement d'Intérêt Public (GIP) de Fort-de-France 2020 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 29 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) en qualité de partenaire et acteur ressource du protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain de Fort-de-France au titre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine « NPNRU ».

ARTICLE 2 : Est approuvée la participation de la CTM aux comités de pilotage pour le suivi de la mise en oeuvre du protocole et des études pré-opérationnelles.

ARTICLE 3 : Est autorisée la signature du protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain de Fort-de-France au titre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine « NPNRU ».

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



PROTOCOLE DE PREFIGURATION

du projet de Renouvellement Urbain de Fort-de-France

dans le cadre du NPNRU
(Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine)



Signataires du protocole	4
Préambule	5
1. Le contexte social et urbain	5
2. Les enseignements du premier programme de rénovation urbaine et les perspectives de développement	7
3. Le contrat de ville	8
Les définitions	
Article I. Quartiers d'intervention	11
Article II. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration	12
2.1. Orientations stratégiques du contrat de ville	12
2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain	16
Article III. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'ANRU dans le cadre du protocole de préfiguration	18
1. La finalisation du PDRU	18
2. Les actions en place sur le Centre-ville	19
3. Le NPNRU	19
4. La gouvernance	20
5. Le planning	20
6. Le développement économique	20
7. La stratégie habitat	21
8. Le volet urbain	21
9. Les ateliers de projet urbain	21
Article IV. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration	22
1. Le pilotage	22
2. Répartition des postes dédiés au protocole	22
3. Les études stratégiques de définition de projet par thématique (maîtrise d'ouvrage CACEM)	23
4. Les études de stratégie opérationnelle : les modes opératoires	24
5. Les plans d'aménagements et le programme opérationnel (maîtrise d'ouvrage Ville de Fort-de-France)	26
6. Le PNRQAD (maîtrise d'ouvrage Ville de Fort-de-France)	27
Article V. Opération(s) non financées par l'ANRU faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage	29
5.1. Opérations d'investissement non financées par l'ANRU dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel (cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration	29
5.2. Opérations d'investissement non financées par l'ANRU dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires et directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration	30
Article VI. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain	30
Article VII. Articulation avec le document cadre d'orientations et la convention intercommunale d'attributions prévus aux articles L.441-1-5 et L.441-1-6 du Code de la Construction et de l'Habitation	31
Article VIII. Gouvernance et conduite de projet	31
8.1. Gouvernance	31
8.2. Conduite de projet	33
8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés	34
Article IX. Opérations d'ingénierie financées au titre du programme de travail	37
9.1. Modalités de financement par l'ANRU de la conduite du projet de renouvellement urbain	37
9.2. Modalités de financement par l'ANRU des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail	37
9.2.1. Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet	37
9.2.2. L'accompagnement des ménages	38

9.3. Modalités de financement par L'ANAH des études et des expertises du programme de travail	38
9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail	38
9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires	39
Article X. (À titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration	39
10.1. Opérations financées par l'ANRU	39
10.2. Opérations financées par l'ANAH	39
Article XI. Durée d'exécution du programme et durée du protocole de préfiguration	39
11.1. La durée d'exécution du programme physique	39
11.2. La durée du protocole de préfiguration	39
Article XII. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain - points de rendez-vous avec l'ANRU	40
Article XIII. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration	40
13.1. Contreparties mises à disposition d'Action Logement	40
13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole	40
13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole	40
13.3.1. Le financement des opérations par l'ANRU	40
13.3.2. Le financement des opérations par l'ANAH	41
13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts	41
13.3.4. Le financement des opérations par d'autres partenaires	41
13.4. Le respect des règlements de l'ANRU	42
13.5. Contrôle et audits	42
13.6. Conséquences du non-respect des engagements	42
13.7. Clause de renégociation du protocole et modification du protocole	42
13.8. Traitement des litiges	43
13.9. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence	43
Article XIV. Dispositions diverses	43
14.1. La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'ANRU	43
14.2. La signalétique des chantiers	43
Annexes	45

Vu le règlement général de l'ANRU (RGA) relatif au NPNRU en vigueur,

Vu le règlement financier (RF) de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur,

Signataires du protocole

Il est convenu entre,

- L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, représentée par son Directeur général, Monsieur Nicolas GRIVEL,
- L'État et l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat, représentés par le Préfet de Région et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain, Monsieur Franck ROBINE,
- La Ville de Fort-de-France, représentée par le Maire, Monsieur Didier LAGUERRE, ci-après nommé le porteur de projet et le co-maître d'ouvrage des opérations programmées dans le présent protocole,
- La Communauté d'Agglomération des Communes du Centre de la Martinique (CACEM), représentée par son président Monsieur Athanase JEANNE-ROSE, ci-après dénommée le co-maître d'ouvrage des opérations programmées dans le présent protocole,
- Le Groupement d'Intérêt Public de Fort-de-France (GIP II), ci-après dénommé maître d'ouvrage délégué par la Ville de Fort-de-France, co-maître d'ouvrage des opérations programmées dans le présent protocole, représenté par son Président, Monsieur Frantz THODIARD,
- La Caisse des Dépôts (CDC), représentée par son Directeur territorial, Monsieur Hubert ROCHE,
- L'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), représentée par son Directeur régional, Monsieur Jean-François MAURO,
- La Direction des Affaires Culturelles de la Martinique (DAC), représentée par son Directeur Monsieur Fabrice MORIO,
- L'Agence Française de Développement (AFD), représentée par son Directeur Régional, Monsieur Ludovic COCOGNE,
- La Caisse des Allocations Familiales (CAF) représentée par son Directeur Général, Monsieur Marcel MANGATTALE,

ce qui suit,

Préambule

Le protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain de Fort-de-France, sur lequel s'engagent les parties, s'appuie sur le dossier, examiné par le comité d'engagement en date du 3 juillet 2017 et élaboré conformément au dossier type prévu à l'annexe I du RGA relatif au NPNRU.

1. Le contexte social et urbain

La ville de Fort-de-France, ville centre de la Martinique, concentre des difficultés sociales et urbaines qui, pour certaines, sont présentes sur l'ensemble du territoire martiniquais.

Fort-de-France a accueilli, en plusieurs vagues, des populations issues de l'ensemble du pays après l'éruption de la Montagne Pelée et, par la suite, du fait de l'exode rural et de la fermeture des usines de canne à sucre.

Ces populations ont « auto-construit », le plus souvent sans titre de propriété, des quartiers d'habitats dit « spontanés » dans des espaces naturels non occupés tels que les « mangroves urbaines » en bord de mer ou sur des sites contraints, accrochés à des mornes et ravines. Durant l'après-guerre, des ensembles d'habitat social ont été organisés pour faire face à la demande constante de logements.

Le diagnostic du Plan Local de l'Habitat (PLH) a mis en exergue que la vétusté du parc de logements est significativement plus importante sur Fort-de-France puisqu'en 2014, on constate que 62% du parc de la commune a été construit entre 1946 et 1990, alors qu'elle est de 54% pour l'ensemble du territoire de la CACEM.

Le phénomène de vieillissement s'accompagne d'une vacance importante et particulièrement marquée dans le parc privé. En 2014, 15% des logements de l'agglomération sont vacants, soit un taux comparable à la moyenne de la Martinique (15%) et largement supérieur à la moyenne nationale (8%). Les centres-bourgs concentrent 16% du total de la vacance de l'agglomération.

L'enjeu se situe dans le parc privé, où la vacance est plus importante : 17% des logements de la commune de Fort-de-France sont vacants, 14 % pour Schœlcher, 12% pour le Lamentin et 13% pour Saint-Joseph.

Le phénomène de vacance est plus important à Fort-de-France où il est plus réparti entre secteurs que sur les autres communes. En 2014, la vacance touche les 64 iris constitutifs de la CACEM dont :

- 38 iris, 7 800 logements vacants à Fort-de-France soit 61%,
- 11 iris, 2 321 logements vacants au Lamentin soit 18%,
- 6 iris, 1 033 logements vacants à Saint Joseph soit 8%,
- 9 iris, 1 612 à Schœlcher vacants soit 13%.

Il est à noter que 4 iris de Fort-de-France ont un taux de vacance supérieur à 25% : le Centre-ville de Fort-de-France à 26%, l'iris de Terre Sainville à 28%, l'iris du Calvaire-Crozanville-Pave-Desaix à 36% et de Grosse Roche-Citron à 26%. 21 iris ont un taux de vacance supérieur à 21%.

Il s'agit majoritairement de quartiers populaires de la ville de Fort-de-France, intégrés pour certains dans la géographie prioritaire et qui présentent une dévitalisation démographique (population majoritairement âgée et précaire), la présence d'habitats dégradés et un cadre urbain peu valorisant.

La vétusté du parc de logements et le phénomène de la vacance sont des problématiques communes à l'ensemble du territoire CACEM et constitue, un des cinq axes majeurs d'interventions définis dans le Programme Local de l'Habitat de l'agglomération :

1. Engager une stratégie globale de lutte contre la vacance et privilégier le renouvellement urbain
2. Organiser un développement concerté et qualitatif de l'habitat sur le territoire de la CACEM
3. Améliorer les conditions d'habitat du parc privé pour les ménages de la CACEM
4. Accompagner plus fortement les publics présentant un besoin en logement ou hébergement spécifique
5. Renforcer le partenariat sur l'habitat et affirmer le rôle de la CACEM comme pilote de la politique locale de l'habitat

La Ville de Fort-de-France doit gérer l'héritage de ces quartiers qui ont évolué très vite jusqu'à aujourd'hui, mais qui cumulent encore des difficultés sociales et urbaines telles que chômage, précarité, logements dégradés, et effectuer les réaménagements et/ou restructuration nécessaires.

La municipalité qui exprime depuis ces dernières années une volonté de reconquête de la ville basse (centre-ville et Terres-Sainville) et de son repeuplement, aussi bien en logement privé qu'en social en veillant à la mixité, bénéficiera des actions d'appuis prévues par la CACEM, dans sa politique habitat sur l'agglomération avec la mise en œuvre d'actions qui visent à :

- traiter les situations d'habitat indigne
- lutter contre la vacance de logements
- améliorer la réhabilitation du parc privé et accompagner la gestion des copropriétés
- diversifier l'offre sociale par un travail concerté avec l'ensemble des opérateurs

Le programme d'actions qui sera décliné dans le PLH viendra renforcer les outils de restructuration des quartiers prioritaires de la politique de la ville, inscrits dans le dispositif opérationnel NPNRU de Fort-de-France.

Une décroissance démographique et un vieillissement important de la population

Fort-de-France comptait, en 2014, 83 651 habitants soit 10 501 habitants de moins qu'en 1999. La population a donc diminué de 11%. La perte de population du centre ville et de son environnement immédiat (ville basse étendue) représente 40,44% de la baisse de la population de la ville.

La population de plus de 60 ans représente, en 2014, 24.5% de la population totale à Fort-de-France alors qu'elle n'était que de 16,7% en 1999. Elle s'est accrue de 32% entre 1999 et 2014. Tous les quartiers ont vu leurs populations de plus de 60 ans s'accroître. Les quartiers ayant la plus grande proportion de population de plus de 60 ans sont :

- Bellevue (40%)
- Berges de Briand (36%)
- Dillon et Chateauboeuf (32%)
- Coridon (31%)

On note que la baisse de la population foyale depuis 1999 a été accompagnée d'une hausse de la représentativité des populations de 40 ans et plus. Ainsi, la population de moins de 40 ans a baissé d'environ 13 000 habitants lorsque dans le même temps celle des 40 ans et plus a augmenté d'environ 6 000 habitants.

Des habitants aux revenus faibles

La population de Fort-de-France a un revenu médian disponible inférieur à celui de la Martinique. Il s'élève à 1 366 euros mensuels alors qu'il est de 1 400 euros pour la Martinique. En outre, la CACEM indique dans son projet de PLH que 60% des ménages sans ressources recensés sur le territoire CACEM résident à Fort-de-France.

Ces données se matérialisent lors de l'analyse des ressources par quartier puisque :

- 16 quartiers sur 25 (64%) ont un revenu médian inférieur à celui de la Martinique
- 13 des 25 quartiers (52%) ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté INSEE pour 60% (949euros).

Les 5 quartiers les plus pauvres sont Terres Sainville (553 €), Ermitage (616 €) ; Morne Vannier / Sainte-Thérèse (628 €) ; Volga (653 €) et le Centre-ville (682 €).

On notera que le Centre-ville et l'ensemble des quartiers de son environnement immédiat, à l'exception du Calvaire, ont des revenus médians inférieurs au seuil de pauvreté de 60%.

Ainsi, lorsque l'on couple l'analyse du nombre d'habitants et celle des revenus médians, on constate que ce sont les populations favorisées qui ont quitté la ville basse étendue.

La stratégie de développement urbain portée par la Ville

Pendant les 30 dernières années, un travail de transformation important a été engagé, articulant les interventions sur l'urbain, l'habitat, le social, le culturel et la redynamisation économique.

Dès 1983, la Ville a mobilisé les dispositifs de la Politique de la ville : contrat famille à Texaco, Dispositif Développement Social des Quartiers (DSQ) puis contrat de ville.

La Politique de la Ville a été un des leviers pour l'élaboration et la mise en place du Grand Projet de Ville à partir de 2001 et par la suite, du Programme de Développement et de Rénovation Urbaine en 2005. Elle a ainsi permis de mobiliser les outils et méthodes dédiés, dans une recherche commune entre la Ville et l'État, de solutions adaptées au territoire, notamment sur le traitement de l'habitat ancien dégradé.

Dans le cadre de cette stratégie urbaine intégrée, de nombreux chantiers ont pu être réalisés sur :

- **l'urbain** : avec la mise en œuvre du PDRU intégrant la requalification du Centre-ville particulièrement autour du Centre Commercial Perrinon, l'aménagement du front de mer et de la Savane, la requalification de quartiers (Dillon, Floréal, Terres Sainville...) ; l'éco-quartier Bon Air avec le traitement d'une copropriété dégradée de plus de 300 logements, le PNRQAD avec la requalification d'un secteur ancien dégradé en mutation profonde ;
- **la lutte contre l'habitat indigne** : avec les restructurations de quartiers et l'amélioration de l'habitat avec la mise en place de RHI et de l'OPAH RU « Ville Basse » ;
- **l'économique** : avec l'animation du Centre-ville, l'accueil des paquebots, le centre commercial, la création d'activités, le pôle d'affaires, la ZFU... ;
- **l'accompagnement des personnes les plus en difficulté et la sécurité** : avec la Zone de Sécurité Prioritaire et le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, pour la gestion des problématiques liées à l'errance, à l'insécurité, aux jeunes en rupture, aux sortants de prison ;
- **le soutien aux dynamiques locales** : avec le soutien aux associations qui interviennent sur la vie sociale, les actions culturelles et sportives par le biais du Contrat de Ville ;
- **la valorisation du patrimoine culturel** : avec la mise en œuvre d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR) sur la Ville Basse notamment, l'opération biannuelle de valorisation des arts urbains dans les quartiers « Arts et Urbanité »...

Fort-de-France apparaît comme une ville duale et paradoxale, mais qui développe une stratégie d'attractivité en conséquence :

- Elle est ville d'accueil mais elle perd en population ;
- Elle concentre l'ensemble des pôles administratifs de l'Etat et des collectivités mais compte très peu de cadres (13,49%) au sein de sa population active occupée ;
- Elle est un pôle économique mais sa population est pauvre ;
- La quasi-totalité de ses atouts est positionnée sur le territoire de la « ville basse étendue » mais ce territoire est composé des quartiers les plus pauvres et ayant le plus de logements vacants ;
- Les Martiniquais reconnaissent Fort-de-France comme la Ville Capitale mais sont plutôt enclins à reconnaître ce statut pour des raisons de centralité et de fonctionnement au niveau du travail, des loisirs, des démarches administratives ou de grands événements festifs.

L'enjeu de l'attractivité urbaine ne se pose donc pas seulement en termes visant des « cibles » d'habitants, d'acteurs économiques ou d'investisseurs « extérieurs » mais aussi et surtout à faire venir ou revenir des Martiniquais « en ville ».

Afin d'apporter des solutions à la problématique du dépeuplement, une mission « attractivité » est développée dans la nouvelle organisation municipale, pour :

- attirer des résidents qui contribueront à l'équilibre et à la diversité des ménages dans les quartiers ;
- attirer et accompagner des porteurs de projets pour participer de la revitalisation économique de Fort-de-France et, singulièrement, de ses quartiers en renouvellement urbain.

2. Les enseignements du premier programme de rénovation urbaine et les perspectives de développement

La restitution du point d'étape du programme de rénovation urbaine de Fort-de-France, réalisé en avril 2016, précise les enseignements à prendre en compte dans la préfiguration du NPNRU.

Ce bilan révèle qu'un schéma directeur ambitieux a été mis en place par la Ville et a permis d'apporter de la cohérence au projet mais que les interventions programmées ont été diffuses et peu coordonnées.

D'autre part, il est souligné que la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine à Fort-de-France est complexe : un projet vaste (5 quartiers) et de nombreux dispositifs mobilisés nécessitant une forte coordination et articulation (3 conventions ANRU (PDRU, Bon Air, PNRQAD), 2 conventions OPAH-RU (Vivre Foyal et Porte Caraïbe), RHI Trénelle et Ravine Bouillée, 2 ZAC Perrinon et Pointe Simon, TCSP, etc.)

D'autant plus que la faisabilité du projet s'est avérée insuffisante :

- au regard des capacités techniques et financières ;
- au regard des contraintes et conditions d'intervention des opérateurs ;
- au regard de la maîtrise du programme, des coûts et des calendriers.

Enfin, l'articulation du volet social et urbain a été insuffisante.

Ce point d'étape démontre que les efforts en matière de rénovation urbaine restent toujours d'actualité, notamment sur le secteur de la Ville basse avec un Centre-ville qui demeure peu attractif.

En effet, plusieurs défis restent à relever pour la Ville :

- **une concentration de population en difficulté dans une situation de perte démographique** due à la fois :
 - à un exode résidentiel des classes moyennes et supérieures qui vont s'installer dans des communes limitrophes,
 - à l'arrivée et à l'installation durable de populations plus précaires,
 - à l'exode des jeunes étudiants ou qualifiés et en quête d'insertion professionnelle en Hexagone ;
- **des charges de centralité importantes pour la Ville-Capitale** de la Martinique, dues à la fois :
 - à une activité importante : avec les administrations, les commerces et activités, les arrivées de bateaux de croisières, faisant un apport de 8.000 et 10.000 personnes par jour...,
 - à des dysfonctionnements qui à l'échelle de la Martinique sont concentrés sur Fort-de-France et ses quartiers : prostitution, errance, délinquance... ;
- **un centre-ville : vitrine de la Martinique** dont la redynamisation engagée avec la rénovation urbaine, reste à poursuivre ;
- **l'importance d'un habitat ancien dégradé** sur les quartiers qui reste à requalifier ;
- **des dysfonctionnements urbains et sociaux de grands sites d'habitat social ;**
- **un chômage très élevé notamment chez les jeunes, 60%, voire plus sur certains quartiers**: dépendance financière et décohabitation tardive, exode des jeunes qualifiés... ;
- **une concentration de délinquance sur Fort-de-France, la Martinique arrivant dans les 10 premières régions au niveau national** : trafics drogue, surpopulation carcérale, faits de violence, notamment des jeunes... ;
- **des niveaux scolaires et de qualification très bas**, notamment sur les quartiers prioritaires ;
- **un vieillissement important de la population** qui oblige à prendre en compte leur isolement et la précarisation, notamment dans les quartiers prioritaires ;
- **des risques naturels** qui concernent notamment les quartiers prioritaires (glissements de terrains, inondations, risques sismiques) et qui ont aussi un impact sur les coûts de construction... ;
- **Fort-de-France est classée 8^{ème} ville parmi les 100 plus grandes villes de France au niveau du taux de pauvreté** (le pourcentage de ménages qui perçoivent moins de 60% du revenu médian national).

3. Le contrat de ville de Fort-de-France - 2015-2020

Le protocole de préfiguration du NPNRU s'inscrit dans le cadre du contrat de Ville de Fort-de-France en date du 15 juin 2015 et plus particulièrement au sein du pilier 2 dédié au renouvellement urbain et du pilier 3 dédié au développement économique.

L'élaboration du contrat de ville a fait l'objet d'une démarche collective d'envergure. Ce travail a rassemblé des panels d'acteurs légitimes par leur connaissance et leur expertise. Plus de 500 acteurs de tous horizons, associatifs, professionnels de terrain, responsables institutionnels ont été réunis. Une observation partagée des quartiers dans toutes ses dimensions : sociales, urbaines, économiques, a été engagée.

Cette observation partagée a conduit à dégager :

- des « problématiques » issues d'une analyse réalisée en concertation avec les habitants et les acteurs socio-économiques des quartiers,
- des propositions d'orientation,
- des conditions de mise en œuvre pour chacune des orientations.

➔ **Les 7 orientations du contrat de ville sur la période 2015-2020 se déclinent en 4 piliers :**

- **Pilier 1 : Cohésion sociale**
 - Axe 1. Le lien social et intergénérationnel sur le quartier : développer, coproduire, accompagner... (*axe transversal*)
 - Axe 2. La jeunesse des quartiers : de la réconciliation à la mise en mouvement
 - Axe 3. La lutte contre le décrochage éducatif, scolaire et social, le plus tôt possible
- **Pilier 2 : Renouvellement Urbain**
 - Axe 4. La qualité urbaine de proximité : une mobilisation collective
 - Axe 5. Une intervention massive sur l'habitat : poursuivre la transformation des quartiers
- **Pilier 3 : Développement économique**
 - Axe 6. Réinventer un modèle de développement économique
- **Pilier 4 : Valeurs républicaine - citoyenneté**
 - Axe 7. Refuser les comportements qui remettent en cause le vivre ensemble Martiniquais

4. Une nouvelle ambition pour Fort-de-France

La politique de renouvellement urbain portée par la Ville de Fort-de-France s'inscrit pleinement dans le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé en 2016 et le Plan Local de l'Habitat arrêté en février 2018 par la CACEM. En effet, ces documents-cadre doivent permettre d'orienter l'action de l'agglomération en mettant l'ensemble des politiques publiques en cohérence.

Ainsi, consciente de l'ampleur de la mission à mener pour résoudre les problématiques majeures en matière de renouvellement urbain et de développement social sur les 15 prochaines années, la municipalité a lancé la révision générale de son Plan Local de l'Urbanisme. Afin de redéfinir une politique de développement urbain, cette nouvelle ambition s'appuie sur les objectifs de son projet de ville autour de trois orientations stratégiques :

- **Redonner une attractivité à la ville capitale de la Martinique**

Il s'agit d'affirmer la place de Fort-de-France « cœur » de la Martinique : lieu de rencontre et de culture.

La Ville se fixe comme objectif de créer les conditions de cette attractivité par des mesures concrètes sur l'image, la qualité urbaine, la qualité de gestion, condition de valorisation d'un cadre urbain d'exception.

La poursuite du développement économique de la ville reste une priorité. Il s'agit de confirmer et de renforcer le positionnement de Fort-de-France comme pôle d'activités économiques, à l'échelle de la CACEM et de la Martinique en valorisant ses atouts et ses spécificités dans une vision prospective.

- **Poursuivre la transformation des quartiers**

L'objectif est de mener un développement équilibré de l'ensemble des quartiers de Fort-de-France, qui garantisse une qualité de vie pour chacun des quartiers : services, équipements, accessibilité...

La poursuite de la transformation des quartiers d'habitat ancien dégradé mobilisera également tous les leviers d'intervention sur l'habitat pour répondre au mieux à la complexité et l'importance des problèmes à traiter.

- **Fort-de-France Ville Solidaire**

Il s'agira de poursuivre la mobilisation des forces vives autour des enjeux sociaux majeurs pour l'avenir en activant les politiques publiques existantes et en s'appuyant sur le contrat de ville:

- La jeunesse en rupture avec un chômage des jeunes très important
- L'éducation
- La prise en compte du vieillissement de la population

Fort-de-France a une tradition de solidarité, avec une vie associative très active implantée dans les quartiers au plus près de la population dans une recherche permanente de la réactivité

Les définitions

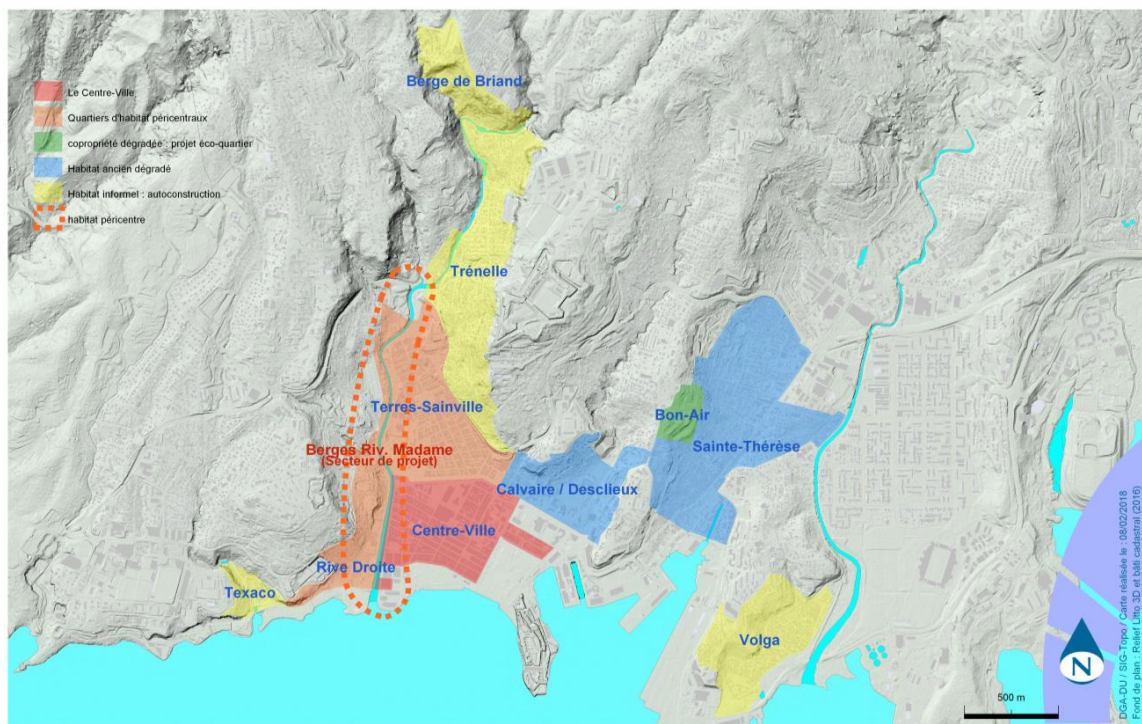
- Le « **porteur de projet** » est le responsable de la stratégie d'intervention globale à l'échelle du contrat de ville et de sa déclinaison dans chaque projet de renouvellement urbain.
- Le « **projet de renouvellement urbain** », ou « **projet** », représente, à l'échelle de la convention pluriannuelle, l'ensemble des actions qui concourent à la transformation en profondeur du quartier, à son inscription dans les objectifs de développement durable de l'agglomération, et à l'accompagnement du changement.
- Le « **programme de travail** » ou « **programme** » est constitué de l'ensemble des opérations d'ingénierie, et le cas échéant d'investissement, du protocole de préfiguration approuvées par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU, ou par délégation par le délégué territorial de l'ANRU, qu'elles soient financées ou non par l'ANRU.
- L'« **opération** », action physique ou prestation intellectuelle, est identifiée au sein du programme par un maître d'ouvrage unique, une nature donnée, un objet précis, et un calendrier réaliste de réalisation qui précise le lancement opérationnel, la durée, et son éventuel phasage.
- Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), **les concours financiers de l'ANRU**, programmés au sein d'un protocole de préfiguration des projets, sont octroyés sous la forme de subventions attribuées et distribuées par l'ANRU, et le cas échéant sous la forme de prêts bonifiés autorisés par l'ANRU et distribués par Action Logement, conformément aux modalités prévues dans les règlements de l'ANRU relatifs au NPNRU et dans la convention tripartite État - ANRU - UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Article I. Quartiers d'intervention

Le protocole de préfiguration liste les quartiers ayant vocation à bénéficier d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain avec l'ANRU, sur le territoire de l'EPCI.

Les quartiers d'intérêt national, identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville, présentent les dysfonctionnements urbains les plus importants et sont visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain. Ces quartiers d'intérêt national forment une aire démographique de près de 20 000 habitants soit près d'un quart de la population de Fort-de-France (23.9%)

Le périmètre géographique du protocole de préfiguration NPNRU



Le protocole de préfiguration du NPNRU concerne 6 quartiers aux caractéristiques et enjeux différents :

- **Le Centre-ville de la ville capitale** dont l'image et le développement ont un impact et un effet d'entraînement sur la ville et la Martinique toute entière.
- **Les quartiers péricentraux du Centre-ville :**
 - Les berges de la rivière Madame – secteur stratégique pour le développement du Centre-ville, avec des potentialités importantes, intégrant le projet d'aménagement du quartier Bô Kannal (entrée du Centre-ville)
 - Les Terres Sainville : quartier multiculturel, connu pour être le lieu de la prostitution à l'échelle de la Martinique, qui connaît un processus de dégradation sociale et urbaine.

- **Trois quartiers d'auto-construction : Volga-Plage, Texaco et Trénelle-Citron.**

Ce sont trois quartiers confrontés à des problématiques d'habitat informel, de régularisation de titres et d'exposition aux risques naturels. Volga et Trénelle sont les deux quartiers « nouveaux » qui entrent dans le cadre d'un programme de renouvellement urbain.

- **Le Grand « Sainte-Thérèse-Bon Air »**

Un secteur à enjeux, d'habitat ancien dégradé, en entrée de ville, regroupant deux quartiers : Sainte-Thérèse et Bon Air. Ces deux « sous-quartiers » qui composent le quartier de Sainte-Thérèse sont inscrits dans un programme de renouvellement urbain par le biais d'un Programme National de Requalification des Ilots Anciens Dégradés sur Sainte-Thérèse depuis 2011 et par le biais d'une Opération de Rénovation Urbaine depuis 2010. Les deux programmes s'achèveront en 2020.

Trois secteurs prioritaires sont retenus dans le Protocole et se localisent dans la commune de Fort-de-France, département Martinique (cf. annexe 2) : Quartiers ouest, Sainte-Thérèse, Volga

Article II. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration

2.1. Orientations stratégiques du contrat de ville

Les orientations du contrat de ville de Fort-de-France se formalisent autour de quatre piliers majeurs :

a. Le Pilier 1 dédié à la cohésion sociale :

→ L'Axe 1. Le lien social et intergénérationnel sur le quartier : développer, coproduire, accompagner,...

- **Un projet d'animation par quartier** qui prenne en compte les actions portées par la Ville, les associations, les partenaires, les équipements de quartiers, les dynamiques locales,...dans ses différentes dimensions : culture, loisirs, sociale, santé,
- **Un équipement de proximité par quartier, issu du patrimoine existant**, à la fois lieu de développement social et culturel et lieu d'animation du projet de quartier, qui nécessitera une intervention sur le bâti et sur le programme d'animation.
- **Un programme d'action culturelle en direction des habitants des quartiers**, levier de développement local et de développement personnel.
- **Le développement et le soutien aux initiatives de proximité, notamment celles initiées par les associations** par l'harmonisation des procédures, la création d'un fond de participation des habitants : le renforcement de l'accompagnement des associations.
- **L'intégration du vieillissement au projet de quartier, dans toutes ses dimensions** : vie sociale, adaptation du logement, mobilité, accès aux soins, équipement et aménagement adapté ...en s'appuyant sur une ingénierie dédiée.
- **Le renforcement de l'accueil et de l'intégration des populations immigrées des quartiers** par le développement de l'accompagnement des personnes, le renforcement des dispositifs de droit commun, l'appui des initiatives associatives, reposant sur une ingénierie dédiée à l'échelle de la ville.
- **La mise en place d'un plan de lutte contre les discriminations** fondé sur la prise en compte des faits discriminatoires observés notamment à l'échelle des quartiers : populations immigrées, handicaps, genre, égalité femme/homme, origine géographique...
- **La mise en place d'un plan d'actions à l'attention des errants** : qui coordonne et renforce l'ensemble des actions sur les maraudes ; l'hébergement ; l'accompagnement social et sanitaire ; les interventions d'urgence sur l'espace public en s'appuyant sur une ingénierie renforcée.
- **La mobilisation collective autour de la prévention de la délinquance et de la sécurité dans les quartiers** : prenant en compte, la gestion des situations intenable (crise, nuisances, prostitution, errance...), qui impliquent de manière plus active les habitants – (*Voir Stratégie territoriale de Prévention de la délinquance du CLSPD*)
- **Le renforcement de la mobilité inter quartiers et intra quartier** : permettant une meilleure connexion aux réseaux de transports existants, accessibilité, coûts et durée d'attente, le développement de modes alternatifs...

→ L'Axe 2 : La jeunesse des quartiers : de la réconciliation à la mise en mouvement

- **Un « pilotage jeunesse » politique et technique mené à l'échelle de la ville**, qui rassemble les institutions et les partenaires opérationnels, concernées par l'ensemble des interventions en direction de la jeunesse.
- **Un projet jeunesse par quartier** qui associe les professionnels ; les habitants et les jeunes et qui organise le repérage des besoins, les problématiques propres aux territoires et la formalisation des réponses (loisirs, animation, culture, soins, insertion, formation...).
- **Le repositionnement et le renforcement des équipes au contact des jeunes : prévention spécialisée ; médiation sociale ; associations de proximité** à travers un état des lieux analysé et territorialisé de l'existant ; la redéfinition des projets

d'intervention des structures (conventions), l'appui à des expérimentations élaborées en renfort de la prévention spécialisée de rue et la mise en place d'un suivi permanent de ces interventions complémentaires.

- **L'adaptation de l'offre d'animation sociale, culturelle et sportive aux attentes et au fonctionnement des jeunes des quartiers** : mobiliser des associations et services municipaux ; impliquer les jeunes eux mêmes à l'échelle ville/quartier ; poursuivre et développer le dispositif OVVV (Opération Ville Vie Vacances).
- **La mobilisation et la coordination des actions d'insertion autour des différentes situations des jeunes des quartiers** par la mise en place d'un pilotage Ville/interinstitutionnel (CACEM, État, CTM) ; la mobilisation de la plateforme décrochage scolaire (Rectorat/MILCEM) ; l'optimisation de l'accueil au sein des quartiers ; le renforcement des démarches alternatives ; la mobilisation de tous les dispositifs dédiés existants (État, Région, CACEM...).
- **L'appui aux initiatives favorisant la remise en activité : individuelles, collectives ou liées à la création d'activités** accompagner les initiatives d'intérêt collectif pour le quartier ; mobiliser des dispositifs existants d'aide à la création d'activités ; relancer une politique de petits chantiers ; le développement et l'assistance à la clause d'insertion.
- **Le renforcement des actions d'accompagnement des jeunes « sous main de justice » et des actions de prévention de la récidive** par la mise en place des interventions complémentaires à l'action du SPIP, en lien avec les associations de quartier dans le cadre d'un pilotage dédié (CLSPD).
- **La mise en place d'un plan d'actions face à la « bad boïstation » et sur les conduites à risques** par le développement des initiatives de prévention (violences ; sexualité précoce ; addictions...), de prise en charge ; de formation des intervenants et professionnels dans le cadre de pilotages dédiés (CLSPD/ CL Santé).
- **La mise en place d'un plan d'actions sur l'égalité homme/femme** par l'appui et le développement des actions de sensibilisation ; conscientisation ; formation des professionnels.

➔ L'Axe 3 : La lutte contre le décrochage éducatif, scolaire et social, le plus tôt possible

- **Une stratégie collective de prévention et de réponses aux situations de décrochage éducatif, scolaire et social** : par la mise en place de **plates-formes éducatives par quartier** (repérage, orientation), le développement du PRE autour de priorités actualisées ; l'accroissement des actions collectives préventives (accompagnement à la scolarité ; estime de soi ; développement personnel ; valorisation des compétences...).
- **Un projet parentalité à l'échelle de la ville en lien avec les quartiers** : par la mobilisation et la coordination des différents plans d'actions et dispositifs existants (CAF ; CACEM), à l'échelle de la ville et des quartiers.
- **La mobilisation des moyens humains de l'Éducation nationale sur les quartiers prioritaires** par des conventions des Ministères de la Ville et de l'Éducation nationale ; répartition ; redéploiement : médecine scolaire ; enseignants ; personnels encadrants...
- **Le développement de démarche d'expérimentation sur des méthodes d'apprentissage adaptées aux situations des publics** : par l'adaptation des méthodes pédagogiques ; la mobilisation d'intervenants extérieurs ; la diffusion des innovations.
- **La mobilisation et le renforcement des dispositifs d'apprentissage de la langue** : internes à l'Éducation nationale ou externes, portées par des associations, l'université populaire... ;
- **La mise en place d'alternatives positives aux exclusions temporaires**
- **Le renforcement des interventions face aux situations de crise et de tensions au sein et aux abords des établissements du second degré** : par le développement des actions de médiation (sociale, par les « pairs ») ; la mobilisation de professionnels ; des campagnes de prévention et d'implication des jeunes et des parents, en lien avec le CLSPD.
- **La valorisation des parcours de réussite et les élèves « méritants »** : en permettant l'accès aux Internats d'excellence, les actions de valorisation par des prix, des bourses, le développement de partenariat avec les « Grandes Écoles »,...

b. Le Pilier 2 des orientations du contrat de ville est dédié au Renouvellement Urbain. Il se décline autour de deux axes :

→ L'Axe 4 : la qualité urbaine de proximité par la mobilisation collective

- **Une stratégie en matière de qualité urbaine sur les quartiers prioritaires** : articulée autour d'un pilotage Ville ; politique et technique ; des diagnostics de quartiers ; un plan d'actions par quartier.
- **La mobilisation des pouvoirs de police du Maire** : via l'instauration d'une cellule permanente présidée par un élu ; des campagnes d'information permanentes ; l'engagement de procédures, singulièrement sur les délaissés ; dents creuses ; façades...
- **Des modes d'intervention directes, simples, réactifs, peu onéreux sur les délaissés** : réaliser sous couvert d'une régie Ville, par des chantiers d'insertion ou une régie associative, des initiatives citoyennes (verdissement ; aménagements sommaires ; petits mobiliers ; décorations ; graffs ;...), financés en partie par un fond de travaux urbains.
- **La poursuite de l'aide au ravalement des façades sur les quartiers prioritaires** : en créant des effets d'entraînement sur des périmètres « stratégiques » par la communication, l'incitation active et la relance d'aides.
- **La mise en place d'un Site Patrimonial Remarquable (ex-AVAP) sur les quartiers prioritaires du Centre-ville et des Terres Sainville**. L'objet est de contribuer à l'attractivité des ces quartiers par la mise en valeur de leurs patrimoines ; encadrer leur développement et freiner les logiques de dégradation ; bénéficier d'une organisation et d'une réglementation dédiées à la qualité architecturale urbaine et paysagère.
- **La qualité de gestion des périmètres de chantiers** : à travers les marchés passés avec les entreprises, l'enlèvement des bornes ou palissades des opérations arrêtées ; la formation-qualification des services ; les productions artistiques sur les palissades.
- **Un projet de gestion urbaine et social de proximité par quartier d'habitat social** : coordonner les interventions de gestion entre les partenaires et les résidents (entretien ; nettoyage ; incivilités...).
- **La poursuite d'arts et urbanités** : intervention d'artistes et coproduction avec les habitants sur l'espace public ; les bâtiments ; les murs, le mobilier urbain...
- **Le développement de jardins créoles** : par l'accompagnement de collectifs d'habitants et l'aide au financement.

→ L'Axe 5 : une intervention massive sur l'habitat, poursuivre la transformation des quartiers

- **Un projet d'aménagement par quartier intégrant les spécificités du tissu urbain des quartiers anciens d'habitat auto-construits et denses** : prenant en compte la création d'espaces publics ; la circulation intérieure ; la mise à niveau des réseaux ; l'assainissement ; la mutabilité du foncier (habitat dégradé ; équipements...) ; l'implantation de commerces et services...
- **Une stratégie habitat à l'échelle de la ville et des quartiers avec la mobilisation de tous les dispositifs pour faire effet levier** : en définissant des périmètres d'intervention en fonction d'une stratégie territoriale et des opportunités foncières dans le cadre à la fois d'un pilotage local quartier prioritaire et d'un pilotage habitat ville.
- **La poursuite et la dynamisation des OPAH comme outil de mobilisation des différentes aides sur l'habitat dégradé** : par la mise en place d'un pilotage interinstitutionnel, le renforcement de l'équipe opérationnel, la recherche de financements complémentaires.
- **La recherche d'outils adaptés pour des opérations complexes sur l'habitat dégradé et/ou des nouveaux modes d'intervention à partir des outils existants.**
- **La poursuite des RHI existantes** : adossées à un projet de quartier et articulé aux autres interventions ANRU, OPAH, ...
- **La poursuite de la commission sur la qualité architecturale des constructions à venir via l'Atelier de Projet Urbain.**
- **L'installation d'un observatoire permanent sur le logement, à l'échelle de la ville et de l'agglomération** : les loyers ; les mutations ; les trajectoires résidentielles ; l'occupation...

- **La mise en place d'une veille sur l'attribution des logements sociaux à l'échelle des sites et des quartiers** : établir une gestion de l'occupation/peuplement des sites qui puisse à la fois permettre le maintien du lien social et anticiper les difficultés.

c. Le pilier 3 des orientations du contrat de ville est dédié au développement économique :

➔ L'Axe 6 : Réinventer un modèle de développement économique de proximité

- **La définition d'orientations en matière économique pour chacun des quartiers prioritaires au moyen d'un état partagé** de la situation économique, des potentialités (situations, activités existantes, ressources locales, disponibilités foncières...).
- **Une approche spécifique sur le centre-ville (hyper centre), vitrine régionale** qui doit développer une stratégie qui prenne en compte : l'activité commerciale, l'animation, la mise en relation, les services urbains, la sécurité, dans le cadre d'un pilotage spécifique.
- **Un nouveau modèle économique de proximité en s'appuyant sur l'économie sociale et solidaire** qui prenne en compte l'intégration des activités informelles, le développement des commerces et services de proximité, les « boutiques » de quartier, le développement de nouvelles activités qui puissent être portées par les habitants et particulièrement les jeunes.
- **L'identification de nouvelles filières d'activités**, pour lesquelles il y a un marché et qui correspondent aux publics des quartiers en mettant en place des études de faisabilité
- **Le renforcement et la mise en cohérence de l'accompagnement des porteurs de projets des quartiers**, par la mise en relation des habitants des quartiers et des structures d'accompagnement, le développement des aides d'amorçage de projets, ...
- **Le développement de l'immobilier d'entreprises sur les quartiers**, par la création de couveuses, d'immobiliers (construction, transformation d'usages), l'appui à la recherche d'immobilier en location, la mise à disposition de box...

d. Le Pilier 4 des orientations du contrat de ville est dédié aux valeurs républicaines – citoyenneté :

➔ Les orientations de l'Axe 7 : refuser les comportements qui remettent en cause le vivre ensemble martiniquais

- **Une démarche d'ensemble de « déconstruction du modèle bad boy »**, avec des supports de communication à l'intention des « encadrants, parents, ... » mais aussi des enfants et des jeunes.
- **Une démarche complémentaire sur les rapports femme/homme, dès le plus jeune âge**, sur le respect, le harcèlement courant, l'hyper sexualisation,
- **La création d'un Conseil des Jeunes Foyalais** doté d'un budget propre et assurant une fonction consultative auprès du Conseil municipal de Fort-de-France sur toutes les problématiques touchant à la jeunesse, à la culture, à l'animation et au sport dans la ville ; un espace d'éducation et de sensibilisation à la citoyenneté.
- **La valorisation des réalisations réussies, individuelles et collectives de jeunes** à travers un programme « Lajénès Foyal » visant à ériger des modèles identificatoires et fondé sur l'engagement et la réussite au sein des quartiers notamment.
- **L'intégration dans les appels à projets associatifs (nouvelle géographie prioritaire)** d'un volet « Laïcité et Citoyenneté » permettant d'impulser dans les quartiers des actions visant à généraliser la prise de conscience nécessaire au mieux vivre ensemble et au respect des valeurs républicaines (droits, devoirs et engagement citoyen...).
- **L'intégration d'un module de sensibilisation citoyenne « Droits, devoirs et citoyenneté »** en direction des jeunes stagiaires ou apprentis dans le cadre des immersions professionnelles dans les services de la Ville.
- **Les opérations favorisant la promotion du vivre ensemble**, la lutte contre les préjugés, le racisme et les discriminations.
- **L'intégration dans les appels à projet sur les rythmes éducatifs** de la question des discriminations, du racisme et de la thématique « valeurs citoyennes et républicaines ».

 **Trois enjeux transversaux sont intégrés aux orientations stratégiques du renouvellement urbain :**

- 1. Enjeu de l'habitat et de repeuplement à l'échelle de l'agglomération et de la Ville :** retrouver un parcours résidentiel à l'intérieur de l'agglomération, recréer des lieux de vie (équipements, aménagements...) ;
- 2. Enjeu de développement économique vers un modèle économique de proximité :** stimuler l'initiative privée et l'innovation, ancrer l'entreprise au territoire en participant à la vie du quartier, déployer une stratégie d'implantation commerciale par quartier, contribuer à l'ouverture du quartier sur l'agglomération ;
- 3. Enjeu de l'impact des risques :** prendre en compte les surcoûts liés aux risques sismiques, aux mouvements de terrain, inondations, cyclones, liquéfaction des sols.

2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain

 **Les objectifs sont déclinés par quartier :**

➔ Le rayonnement du Centre-ville :

- Faire du Centre-ville de Fort-de-France un lieu de fréquentation touristique, culturelle et économique « unique » en Martinique, ouvert sur la Caraïbe et le Monde. Notamment, le projet d'ouverture sur la mer est une priorité, pour développer l'attractivité économique et l'afflux touristique dans le cœur de ville.
- Renforcer la vocation de pôle culturel, autour de la création, de l'immatériel, de la mémoire en mouvement, du numérique...
- Attirer de nouveaux habitants en Centre-ville en ciblant notamment les jeunes ménages, les étudiants, les « actifs » et les « créatifs », en privilégiant la valorisation des logements vacants et en créant des programmes diversifiés sur des sites stratégiques.
- Créer les conditions de cohabitation des différents usagers du Centre-ville : touristes, habitants actuels et futurs, visiteurs, chalands... dans un espace restreint.
- Valoriser le patrimoine bâti qui constitue une potentialité et qui contribue à l'identité du Centre-ville, en refusant l'immobilisme et l'inaction, en stimulant la qualité et l'initiative (cf. *projet d'Appel à Manifestations d'Intérêts 2017 sur des sites vacants à fort potentiel économique, touristique et culturel, dans le cadre du partenariat avec la Caisse des Dépôts*).
- Porter une attention particulière aux sous-secteurs et îlots en difficulté... Difficultés combinées en matière d'état du bâti, de maîtrise foncière et immobilière, de problèmes des commerces, de fréquentation et de précarité des résidents ...
- Parachever la rénovation urbaine dans la dynamique de projet « Fort-de-France Cœur Battant » qui s'inscrit dans le Plan d'Action gouvernemental « cœur de ville » lancé en janvier 2018.
- Développer des outils au service du développement économique : périmètre de sauvegarde, alignement commercial, taxe sur les locaux vacants...

➔ La revalorisation d'un secteur à fort potentiel paysager et patrimonial : les berges de la rivière Madame :

- Faire de ce secteur un lieu de fréquentation locale et touristique, de réappropriation de la nature et des paysages, des pratiques et des valeurs collectifs
- Intégrer l'étude de l'Atelier du Paysage dans la dynamique du protocole
- Requalification urbaine par des interventions légères paysagères mettant en scène le canal.
- Aménagements des circulations piétonnes et voitures en prenant en compte les usages selon les horaires.
- Projets d'aménagement par tronçon en prenant en compte les mutabilités et les projets en cours.

- Elaborer un programme d'animation en valorisant les initiatives fédératrices d'animation artistique et culturelle sur le canal, en mobilisant le SERMAC, les associations, les collectifs ...
- Élaborer un projet d'ensemble favorisant la qualité urbaine autour d'une identité « canal » et des stratégies sur chacune des séquences.
- Accompagner les publics fragilisés : personnes âgées isolées, populations étrangères, jeunes en rupture notamment sur Rive droite problématique des « errants ».
- Intégrer la dimension économique dans le projet d'aménagement en s'appuyant sur les ressources existantes : par exemple Trabaud avec le Campus caribéen des arts, le tronçon centre-ville ou Au Béro avec la vie nocturne...).

➔ L'apaisement des Terres Sainville :

- Mettre en place une stratégie territorialisée par secteurs de reconquête du quartier : logement, activités/commerce, qualité urbaine, services de proximité...
- Poursuivre la rénovation urbaine en activant les outils complémentaire de la politique de la Ville (contrat de ville, Zone de Sécurité Prioritaire...)
- Renforcer l'action sur les dysfonctionnements notamment dus à la prostitution: sécurité, trafics, violence, nuisances...
- Renforcer le vivre ensemble sur le quartier, et l'intégration des familles étrangères
- Mettre en place et piloter un projet de qualité urbaine de proximité
 - Le traitement des délaissés et des façades
 - La gestion de la propreté
 - Activation des pouvoirs de police du maire
- Maîtriser les arrivées sur le quartier dans le cadre des programmes de construction et de réhabilitation en cours (PDRU) et accompagner les nouveaux arrivants :
 - Attributions
 - Analyse des programmes PDRU : peuplement, difficultés particulières (préconisation point d'étape)

➔ La « sécurisation » de Trénelle :

- Achever le désenclavement du quartier et la rénovation des réseaux via l'opération de RHI en lien avec le PILHI
- Traiter la vulnérabilité en fonction des secteurs les plus exposés aux risques majeurs
- Adapter le cadre de vie en prenant en compte le vieillissement de la population
- Enclencher le réinvestissement des zones valorisables : réhabilitation et/ou construction d'habitat, aménagement des espaces publics, équipements, activités...
- Désinvestir les zones non valorisables (risques/habitabilité) en prenant en compte les situations d'urgence: relogement, démolition, traitement des parcelles
- Confirmer la nécessité du projet d'aménagement d'un site associé (Morne Coco)
- Renforcer la vie sociale et prendre en compte les difficultés particulières : l'isolement des personnes âgées, la situation des jeunes, les évènements collectifs...

➔ La restructuration et la « régularisation » de Volga Plage :

- Poursuivre la régularisation des occupants sans titres
- Requalifier l'habitat informel, insalubre et indigne avec la poursuite de la RHI en lien avec le projet de PILHI

- Mettre en œuvre les outils complémentaires de la politique de la Ville notamment l'Opération GRoupée d'Amélioration Légère de l'habitat (OGRAL)
- Remettre en conformité les réseaux
- Diversifier les fonctions ; activités économiques, forces culturelles ... toujours avec une ouverture sur la ville en valorisant ses spécificités : la mangrove, les berges de Rivière Monsieur, la tradition de pêche...
- Mener une action forte sur la jeunesse : prévention et accompagnement
- Prendre en compte le projet de l'Agence des 50 Pas : analyse et priorisation
- Accompagner le projet de développement porté par les habitants et acteurs du quartier qui s'articule autour de 3 axes :
 - Développement du littoral : tourisme, patrimoine environnemental et mer
 - Valorisation du potentiel économique du territoire
 - Revalorisation urbaine et aménagement

➔ La requalification durable d'un quartier « novateur » : Sainte-Thérèse-Bon Air

- Poursuivre le PNRQAD sur la base d'un programme révisé composé d'études pré-opérationnelles en lien avec le protocole du NPNRU et d'une opération de requalification d'un îlot ancien dégradé situé dans le quartier Porry à traiter en priorité (avenant n°1)
- Déterminer un projet d'aménagement de ce secteur « d'entrée de ville » autour de l'avenue centrale de Bishop en lien avec le TCSP
- Conforter et diversifier les fonctions du quartier (espaces publics, équipements, services et commerces)
- Assurer le lien entre le quartier et Bon-Air d'une part, les Hauts du Port et l'église de Sainte-Thérèse d'autre part, Canal-Alaric enfin
- Veiller à la cohérence des activités économiques entre les deux quartiers dans un objectif de complémentarité
- Poursuivre l'intervention sur l'habitat ancien dégradé dans une dimension écologique
 - Résorber l'habitat insalubre
 - Poursuivre l'OPAH « Porte Caraïbe »
 - Relancer la dynamique sur les jardins créoles et les délaissés urbains du boulevard au titre des actions d'innovation du NPNRU.
- Faire vivre l'éco-quartier de Bon Air avec la création de commerces, équipements et services de proximité

Article III. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'ANRU dans le cadre du protocole de préfiguration

1. La finalisation du PDRU

L'ANRU et ses partenaires insistent fortement sur la nécessité de faire de ce suivi un point de vigilance extrême compte-tenu de la complexité des projets (notamment Bon Air) et de la clôture en cours sur le plan national du PNRU. Les partenaires soulignent l'absolue nécessité de tenir par la suite le calendrier, par le biais d'un pilotage technique et stratégique resserré.

Réponse du Porteur de projet :

La finalisation du PDRU est une priorité pour la Ville. Dans l'objectif de respecter le calendrier de clôture financière fixé au 31 décembre 2018 par l'ANRU, le poste d'un chargé de mission dédié à la finalisation du PDRU volet « RIAD » a été créé en interne à la Ville. Ainsi, dès le 1^{er} janvier 2018, le suivi opérationnel est repositionné à la Ville qui se consacrera pleinement à la

clôture des chantiers de la Savane et du Parc Floral, ainsi que du programme de construction de logements sur la Ville basse. Le GIP sera dorénavant dédié à la réalisation du bilan opérationnel et à la clôture administrative du PDRU, ainsi qu'au suivi du protocole de préfiguration du NPNRU conformément aux missions confiées par le Porteur de projet décrites à l'article 8 et précisées par convention entre la Ville et le GIP (voir annexe 7).

2. Les actions en place sur le Centre-ville

Les partenaires rappellent la nécessaire association, pour les actions en cours comme à définir dans le cadre du NPNRU, des services de l'architecture et du patrimoine compte-tenu du projet de Site Patrimonial Remarquable en cours.

Réponse du Porteur de projet :

A la suite du point d'étape du PDRU diligenté par l'ANRU en 2012 qui a préconisé une meilleure prise en compte des enjeux liés à la qualité urbaine et architecturale, le GIP a mis en place un groupe de travail dédié à cette problématique dès mai 2013. L'objectif est l'analyse des projets issus de la programmation « logements » du PDRU par les différents acteurs de l'urbanisme, de l'architecture et de l'habitat de la Ville y compris l'Architecte des bâtiments de France. Ainsi, 16 groupes de travail « qualité urbaine et architecturale » ont eu lieu entre 2013 et 2017 et ont permis de renforcer la collaboration avec les services de l'architecture et du patrimoine de la Direction des Affaires Culturelles de la Martinique (DAC) dans le cadre du PDRU.

C'est dans ce contexte que le GIP a été mandaté par la Ville pour le lancement, le suivi et le portage financier de l'étude visant la mise en œuvre d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR) en partenariat avec la DAC. Le dossier est actuellement en cours d'instruction par le Préfet et sera étudié en Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS) au premier trimestre 2018. Cette étroite collaboration se poursuivra notamment dans la cadre du projet de réhabilitation de la Fontaine Gueydon inscrit dans le protocole.

3. Le NPNRU

Les priorités pour l'intervention apparaissent au Centre-ville et sur les berges de la Rivière Madame, sur Terres Sainville, et l'enjeu porte à présent davantage sur la stratégie de peuplement qui pourra y être mise en place afin d'attirer notamment de nouveaux types de ménages dans la production neuve de logements.

Les partenaires saluent le décroisement proposé entre l'action de l'ANRU et les autres dispositifs, ils souhaitent toutefois que dans un temps court, y compris avant la signature du protocole, l'ensemble des dispositifs existants sur chaque quartier puisse être plus précisément décrit et mis en perspective (périmètre, actions visées, moyens mis en œuvre, pilote et partenaires mobilisés, calendrier). Ainsi leur interaction avec les dispositifs ANRU à venir pourra être clarifiée.

Si Sainte-Thérèse apparaît toujours comme un secteur à enjeu au titre des études (compte-tenu du volet important dédié dans l'avenant PNRQAD), les partenaires souhaitent que l'ensemble des études portant sur ce secteur soient, dans la mesure du possible, rattachées à l'avenant PNRQAD.

Réponse du Porteur de projet :

Les études opérationnelles concernant le secteur Sainte-Thérèse seront réalisées dans la cadre du PNRQAD et sont décrites et formalisées dans son avenant n°1: plans de référence, référentiel qualité urbaine-architecturale-paysagère, référentiel développement durable.

L'ensemble des études et des dispositifs existants et en cours sont répertoriés sous la forme d'une cartographie annexé au présent protocole (cf : annexe 5)

La priorisation des interventions de renouvellement urbain à conduire pour les années à venir est une impérieuse nécessité affichée par la Ville dès la phase de l'élaboration du protocole de préfiguration du NPNRU.

Cependant cette priorisation commandera de rechercher les différentes solutions qui permettront de diminuer le reste à charge de la commune et de réaliser l'ensemble des opérations souhaitables telles que la hiérarchisation des interventions au regard de la stratégie urbaine, l'évaluation de la capacité financière de la ville, la recherche de modes opératoires moins onéreux.

Les études prévues dans le cadre du protocole devront permettre de proposer des réponses et d'élaborer un programme d'actions réalisables dans le cadre du NPNRU.

Dans le cadre du protocole, trois quartiers feront l'objet d'une priorisation en matière de renouvellement urbain :

- **le Centre-ville**, secteur capital qui concentre l'ensemble des enjeux majeurs du renouvellement urbain,
- **les berges de la rivière Madame**, secteur central du quartier Ouest dont la requalification bénéficiera à l'ensemble des quartiers qui le compose (Centre-ville, Terres Sainville, Rive-Droite, Texaco, Ermitage, Trénelle)
- **Volga**, quartier dont le projet citoyen est le plus abouti.

4. La gouvernance

Les partenaires insistent sur le fait que quel que soit le schéma technique retenu, celui-ci doit définir une tête de pont qui sera redevable du bon fonctionnement du pilotage. Des résultats concrets de ce dispositif seront attendus dans le courant du protocole. Ils souhaitent qu'avant la signature du protocole, puissent être définis le positionnement et les missions respectives de chacun des référents NPNRU dans chaque structure. Le recrutement du chargé de mission à la ville apparaît indispensable.

Dans un contexte financier très contraint et en tant que ville-capitale de l'agglomération et de la Collectivité Territoriale de Martinique, Fort-de-France devra convaincre politiquement ses partenaires de la CACEM et de la CTM pour qu'ils s'engagent à ses côtés dans ce nouveau programme.

Réponse du Porteur de projet :

Le Maire de Fort-de-France, en tant que Porteur de projet, revêt la mission centrale de chef de file du protocole sur la base d'un partenariat resserré avec le Président de la CACEM. Ainsi, le pilotage stratégique relève du Porteur de projet et le pilotage opérationnel relève d'une équipe-projet composée de trois référents répartis respectivement dans les structures de la Ville, de la CACEM et du GIP. Le chef de projet positionné à la Ville porte une mission déterminante dans la gouvernance du NPNRU. En effet, dans sa qualité de Porteur de projet il intègre à la fois la direction stratégique et la direction opérationnelle du protocole. Le dispositif de pilotage est présenté à l'article 8 du présent protocole.

S'agissant du partenariat avec la CTM, le porteur de projet s'est mobilisé activement dans l'optique d'élaborer un partenariat durable avec cette dernière. La constitution de dossiers de demande de subventions est en cours pour les études du protocole au titre du CPER et du FEDER dont l'instruction relève de la CTM.

5. Le planning

Les partenaires invitent à ce que les études du protocole aient une teneur très concrète et permettent d'anticiper l'action. Ils souhaitent ainsi un temps complémentaire de relecture collectif (ANRU local et national) des cahiers des charges avant le lancement des études pour s'en assurer. Il faudra toutefois s'assurer d'un lancement rapide des études.

Réponse du Porteur de projet :

L'ensemble des projets des cahiers de charges des études est annexé au présent protocole. Les projets de cahiers des charges ont été partagés avec la DEAL avant publication des marchés. Les livrables de chaque étude devront proposer des éléments pré-opérationnels.

Les marchés des études stratégiques suivantes ont été lancés par la CACEM : stratégie de peuplement et habitat, développement économique et mobilité. Les études Ville seront lancées à la suite avec une priorité donnée au lancement du marché de l'étude foncière. L'articulation du programme d'étude sur la période 2018-2019 est présentée en annexe 9.

6. Le développement économique

Concernant le commerce, son développement ne pourra s'envisager sans une attention forte portée au fonctionnement du centre commercial récemment créé dans le centre-ville, afin de définir des complémentarités.

Il est rappelé que la vocation du centre-ville à terme est également fortement touristique, le développement des activités devra intégrer nécessairement cette dimension.

La question est soulevée d'une réflexion sur les pieds d'immeuble, et la CACEM confirme la difficulté de trouver du foncier adapté pour les créateurs d'entreprises (à la fois du fait d'un marché élevé et de la réticence des propriétaires). Le projet de création d'une agence immobilière à vocation sociale pour les commerces est en cours, afin de faciliter la mise en cohérence de l'offre et de la demande.

Réponse du Porteur de projet :

L'étude sur le développement de l'attractivité économique prévue dans le programme du protocole vise à traiter en priorité les problématiques rencontrées dans le secteur du Centre-ville en tenant compte de ses caractéristiques et de ses enjeux particuliers.

En parallèle, des actions complémentaires portée par la Ville sont doré et déjà lancées comme la révision du PLU qui permettra de mettre en œuvre des outils règlementaires visant le développement économique notamment dans le Centre-ville de Fort-de-France.

De plus, le projet de l'agence immobilière à vocation sociale, qui est un outil d'accompagnement des porteurs de projets économiques les plus fragiles, sera opérationnelle à la fin de l'année 2018.

D'autre part, un partenariat a été initié conjointement entre la Ville et la CACEM avec l'Etablissement Public d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux (EPARECA) qui s'est déplacée pour la première fois à Fort-de-France. Les perspectives et les opportunités en matière de revalorisation et de développement économique ont été présentées à l'EPARECA le 25 janvier 2018 notamment sur les secteurs de Sainte Thérèse-Bon Air et du Centre-ville.

7. La stratégie habitat

Les études prévues au protocole devront permettre des réflexions plus fines en matière de prise de connaissance des besoins mais aussi de réponse programmatique à apporter. Les partenaires s'interrogent sur la façon dont vont s'articuler les deux études habitat prévues avec le travail entamé sur le PLH par la CACEM. Certains enjeux micro-territoriaux doivent être appréhendés par le biais de l'étude peuplement.

L'étude habitat doit être le corollaire de cette réflexion permettant de proposer une offre adaptée, à intégrer aux réflexions urbaines.

Par ailleurs, compte tenu de la prégnance de la question de l'habitat privé dans les quartiers visés par le NPNRU, les partenaires insistent sur la nécessaire association de l'ANAH tout au long des réflexions menées dans le cadre du protocole de préfiguration.

Réponse du Porteur de projet :

Pour tenir compte des enjeux micro-territoriaux, l'étude Habitat et l'étude « Peuplement » feront l'objet d'un seul et même marché d'appel d'offre qui s'inscrit dans les préconisations du Plan Local de l'Habitat de la CACEM.

Par ailleurs, l'ANAH est un associé privilégié dans le cadre des OPAH « Vivre Foyal » (Ville basse) et de « Porte Caraïbe » (Sainte-Thérèse). Ce partenariat se poursuivra au titre du protocole et notamment au sein des instances de pilotage (comité technique, comité de pilotage, atelier de projet urbain). Les bilans de ces OPAH viendront alimenter les réflexions issues de l'étude « Habitat/Peuplement » dont la coordination, avec les dispositifs relatifs à cette thématique, sera assurée en atelier de projet urbain.

Enfin, une volonté de cohérence et de renforcement des stratégies de l'habitat est visée par la candidature de la Ville au projet de cœur de ville où l'ANAH est un partenaire clé.

8. Le volet urbain

Les partenaires insistent sur la nécessité de mettre l'accent sur la qualité urbaine, compte-tenu de l'enjeu du retour d'attractivité et notent le fait que cette mission sera assurée en interne ville. Sur le quartier du Centre-ville, ils s'interrogent sur la nécessité de pousser davantage la réflexion prévue dans le cadre des études pour disposer d'un cahier des charges du même type que celui de la fontaine Gueydon.

Réponse du Porteur de projet :

L'étude de maîtrise d'œuvre prévue dans le protocole est relative à une opération préalablement définie dans le cadre du PDRU et qui fait largement consensus. En effet, la mise en valeur d'un patrimoine d'exception situé dans le périmètre prioritaire des berges de la rivière Madame correspond aux premières orientations inscrites dans le dossier de présentation du protocole NPNRU et à la politique de sauvegarde des patrimoines vulnérables portée par la Direction des Affaires Culturelles de la Martinique. Il est apparu impératif d'inscrire cette opération dans une dimension plus opérationnelle que les autres études compte tenu de l'urgence à agir sur ce site.

Par ailleurs, les études stratégiques et opérationnelles prévues dans le présent protocole permettront de définir un programme d'actions reposant sur une réflexion globale de renouvellement urbain intégrant les enjeux d'attractivité résidentielle, touristique et économique, de qualité urbaine et de développement durable.

L'étude « référentiel Qualité Urbaine » a d'ailleurs pour objectif de promouvoir et garantir la qualité urbaine, architecturale et paysagère des opérations qui seront programmées dans la future convention du NPNRU. L'élaboration de ce cahier de prescriptions permettra d'orienter les bureaux d'études dans la conception plans de référence par quartier dans le périmètre NPNRU avec l'accompagnement d'un architecte-coordonnateur qui sera le garant de la qualité urbaine globale.

Les ateliers de projet urbain représenteront les espaces dédiés à la cohérence et à la qualité des études du protocole.

9. Les ateliers de projet urbain

Pour que l'atelier soit réellement opérationnel, les partenaires jugent qu'il est nécessaire de renforcer le partenariat Ville / CACEM / DEAL. L'association des bailleurs et de l'EPFL ou d'autres opérateurs est également indispensable. Il faudra également que soit éclairci le lien entre les réflexions de cet atelier et les arbitrages qui seront soumis au niveau politique.

Réponse du Porteur de projet :

Le rôle, le fonctionnement et les objectifs des ateliers de projet urbain ont été redéfinis (voir article 8). Il s'agit d'un outil de concertation technique dont l'animation est confiée à l'architecte-coordonnateur qui sera désigné dans le cadre de l'étude « référentiel Qualité Urbaine ». Les ateliers de projet urbain se dérouleront tout au long du protocole et garantiront la coordination des études du protocole, la mise en cohérence des différents dispositifs, travaux et réflexions en cours sur les périmètres ciblés NPNRU et le partage de la vision et du projet de la Ville de Fort-de-France avec les acteurs du territoire.

Article IV. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration

1. Le pilotage

Le rôle et les missions du Porteur de projet et du GIP sont définis dans le cadre d'une convention (cf. annexe 7). L'encadrement du protocole est assuré par une « équipe-projet » composée de trois chefs de projet positionnés respectivement à la Ville de Fort-de-France, porteur de projet et co-maître d'ouvrage, à la CACEM, co-maître d'ouvrage et au GIP, assistant à maîtrise d'ouvrage du porteur de projet et chargé de l'ordonnancement, du pilotage technique et de la coordination du protocole de préfiguration du NPNRU.

L'équipe-projet a été constituée dès septembre 2017. Elle a pour objectif l'élaboration du protocole de préfiguration, le lancement et le suivi des études pré-opérationnelles et la définition du projet de renouvellement urbain de Fort-de-France dans la perspective de la formalisation d'une convention pluriannuelle.

2. Répartition des postes dédiés au protocole

Intitulés de poste	GIP			Atelier de projet urbain	Ville	CACEM
	Chef de projet	Chargé de la coordination administrative et financière	Chargé d'étude base de données et cartographie		Chef de projet	Chef de projet
ETP (3.5)	1	0.25 (non subventionnable)	0.25 (non subventionnable)	Mission externalisée	1	1
Missions	<ul style="list-style-type: none"> - OPCU - AMO (protocole, avenants, convention) - MOD des études Ville (portage financier, lancement et suivi) 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi financier et administratif 	<ul style="list-style-type: none"> - Constitution et gestion d'une base de données et d'un espace « ressources » 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation, animation et retranscription de 8 ateliers thématiques d'1/2 journée sur 2 ans - Rédaction d'un document-synthèse final 	<ul style="list-style-type: none"> - Direction stratégique du projet - Coordination interne des services de la Ville - Gestion de la stratégie de communication et concertation avec les habitants - Construction et suivi des partenariats, mobilisation des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Coordination interne des services de la CACEM - MO des études CACEM - Gestion de la stratégie de communication et concertation avec les habitants - Construction et suivi des partenariats, mobilisation des acteurs
Financements ANRU en ETP (3)	1				1	1

3. Les études stratégiques de définition de projet par thématique (maîtrise d'ouvrage CACEM)

La CACEM, co-maître d'ouvrage aux côtés du porteur de projet, a la charge de lancer les premières études du protocole dans l'objectif de définir une stratégie d'intervention urbaine selon les thématiques suivantes :

- Peuplement et habitat
- Développement économique
- Mobilités

a. Etude de la stratégie de peuplement et d'intervention sur l'habitat dans les quartiers NPNRU

Le lancement de cette étude est prévu en avril 2018, pour une durée de 7 mois. Elle se compose de 2 grandes phases :

1. Etats des lieux des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville
2. Stratégie d'interventions/orientations/plans d'actions

La partie « peuplement » offrira un regard global sur les territoires QPPV. Celui-ci est nécessaire à la définition de la stratégie de l'habitat dans ces quartiers et servira également, à l'ensemble des études qui seront menées dans le cadre du protocole de préfiguration et particulièrement les études CACEM sur l'attractivité économique et les mobilités.

La partie « habitat » définira les propositions d'opérations qui devront être réalisées dans le cadre de la convention NPNRU.

Cette étude vise à connaître et comprendre les quartiers NPNRU :

- la population qui vit dans ses quartiers, ses besoins et attentes
- les conditions dans lesquelles elle vit et le niveau d'équipement dont elle bénéficie
- la population que l'on souhaite faire venir dans ces quartiers, ses besoins et attentes

L'objectif sera de définir une stratégie d'intervention notamment sur l'habitat pour permettre à la Ville de Fort-de-France de retrouver une attractivité résidentielle et de répondre à l'objectif d'une plus grande mixité sociale au sein de ces quartiers.

Un plan d'actions permettra d'identifier les opérations à engager au sein de chaque QPPV dans le cadre de la convention ANRU (définition des objectifs quantitatifs) :

- Le plan de relogement inhérent aux opérations prévues
- Les outils et dispositifs à utiliser en tenant compte du tissu environnant et du public cible
- Les opérateurs qui assureront les maîtrises d'ouvrages
- Les recommandations en matière de logement durable (par cet espace public)

b. Etudes sur le développement de l'attractivité économique du Centre-ville de Fort-de-France et de ses quartiers

Le lancement de cette étude est prévu en avril 2018, sur une durée de 7 mois. Elle a pour objet d'accompagner la CACEM, la Ville de Fort-de-France et l'ensemble de ses partenaires dans la définition de la stratégie de développement et l'attractivité économique du centre-ville et des autres QPPV-NPNRU au sein de l'agglomération Centre de la Martinique, en faisant émerger l'identité économique de ces territoires dans un objectif de redynamisation de l'offre économique et commerciale. Il est demandé au prestataire de réaliser un état des lieux de l'activité économique et commerciale et d'élaborer une proposition de plans d'actions.

La revitalisation des centre-bourgs est un enjeu majeur porté au niveau national. Le développement économique est une problématique à traiter en priorité sur ce type de secteur qui subit depuis plusieurs décennies l'exode économique au profit des zones périurbaines.

En s'appuyant sur l'état des lieux réalisé et sur le potentiel de développement identifié, le prestataire devra proposer un plan d'actions permettant de :

- Améliorer l'attractivité du centre-ville et de ses quartiers (QPPV-NPNRU)
- Développer une offre économique et commerciale attractive pour créer un maillage territorial cohérent et complémentaire
- Redynamiser le potentiel économique des QPPV
- Mettre en cohérence l'offre et l'implantation économique et commerciales
- Déterminer la capacité d'accueil de nouvelles activités économiques

- Cibler les dispositifs existants à utiliser

c. Etude sur les mobilités

Le lancement de cette étude est prévu en avril 2018, sur une durée de 7 mois. Elle doit permettre à la Ville de Fort-de-France, à la CACEM et à l'ensemble de leurs partenaires d'améliorer la mobilité au sein des QPPV et entre les QPPV et le reste de l'agglomération afin de permettre à ces quartiers de retrouver une attractivité résidentielle et économique. Cette étude s'inscrit dans un partenariat avec l'ADEME en tant qu'appui technique auprès de la CACEM et de la Ville dans l'élaboration de la stratégie « mobilités ».

Il est demandé au prestataire de réaliser un état des lieux de la mobilité dans l'ensemble de ces dimensions :

- Déplacements
- Place de l'utilisateur dans la Ville
- Stationnement
- Mobilités actives
- Transports en commun

A partir de cet état des lieux il s'agira de formuler une proposition d'un plan d'actions innovantes qui définira pour chaque quartier les opérations ou actions à réaliser ou à mettre en œuvre sur la période de la convention :

- Requalification de la voirie
- Requalification des trottoirs/espaces publics
- Création de zones partagés et d'aménagements pour les modes de déplacements actifs
- Création de places de stationnements regroupées
- Aménagements de bornes de recharge de véhicules électriques
- Mobilier urbain intelligent
- Pistes d'amélioration du réseau de transport en commun : aménagement de points de desserte, arrêts...

Le prestataire devra également, pour identifier les opérations à réaliser, tenir compte :

- Des contraintes techniques identifiées
- Des coûts prévisionnels évalués

Pour chaque projet le prestataire devra préciser :

- Dimensionnements des équipements proposés
- Modes de fonctionnement (entretiens, gestions)
- Niveau de finition et qualité esthétique et environnementale envisagés

Le prestataire devra également faire un recensement des bonnes pratiques mises en place sur d'autres territoires et les mettre en lien avec chacune des actions à mettre en place dans les QPPV.

4. Les études de stratégie opérationnelle : les modes opératoires

a. Etude sur les opérateurs (maîtrise d'ouvrage CACEM)

Le lancement de cette étude est prévu en mai 2018, sur une durée de 4 mois. Les résultats de cette étude devront permettre d'analyser la capacité des collectivités à porter les opérations ou les structures nécessaires en vue de répondre aux engagements opérationnels à soutenir dans le cadre de la future convention.

Dans un premier temps, le prestataire réalisera un inventaire des opérations programmées en maîtrise d'ouvrage CACEM/Odyssey /Communes membres, sur l'ensemble du territoire communautaire. Il précisera les caractéristiques des opérations :

- Thématique opérationnelle
- Maîtrise d'ouvrage
- Planning de réalisations
- Modalités de réalisation : régie/délégation

Il recensera de manière exhaustive l'ensemble des outils ou structures existants sur le territoire en capacité de mener les opérations d'aménagements ou de constructions pour les collectivités.

Il analysera la capacité des différentes maîtrises d'ouvrage à réaliser les opérations en interne et appréciera leur capacité à intégrer de nouvelles modalités opérationnelles. Il réalisera un « benchmarking » auprès de d'autres collectivités (sur le territoire et dans d'autres régions) pour connaître les modalités de réalisation mises en place et en fera l'analyse.

Il réalisera un bilan global des forces et faiblesses :

- des modalités de mises en œuvre des opérations
- des outils et structures existants
- de la capacité des collectivités à intégrer les nouvelles propositions

Il proposera plusieurs scénarios présentant une mixité de solutions en prenant en compte :

- Les capacités internes des collectivités
- Les structures existantes
- La création de nouvelles structures

Il devra faire l'analyse des avantages et inconvénients de chaque scénario et proposer un plan d'actions pour la mise en œuvre de ceux-ci. Dans ce cadre, il évaluera notamment les moyens à mobiliser.

b. Communication, concertation avec les habitants (maîtrise d'ouvrage Ville de Fort-de-France)

Le lancement de cette étude est prévu pour avril 2018, pour une durée de 10 mois. L'objet de l'étude est la définition d'une stratégie de communication et de concertation avec la population permettant d'accompagner le changement des quartiers vers des mutations d'ampleur.

Les objectifs sont de :

- Proposer un plan de communication adapté aux acteurs / publics visés (habitants, résidents, partenaires financiers, etc.)
- Proposer un rétro-planning adapté à ce type de communication,
- Disposer d'une charte graphique,
- Evaluer les conditions de mise en œuvre de maisons de projet (loi 2014 sur la Politique de la ville)

Cette étude permettra à la Ville de disposer d'un plan d'actions de communication et de concertation avec la population sur le temps du protocole de préfiguration et sur le temps du NPNRU. Des opérations innovantes seront mises en œuvre pour faire des habitants des acteurs du renouvellement de leurs quartiers tout en préservant les fondamentaux du projet.

c. Etude foncière (maîtrise d'ouvrage Ville de Fort-de-France)

Le lancement de cette étude est prévu pour mai 2018, pour une durée de 6 mois. L'objectif de cette étude est de cibler le foncier stratégique, les zones à enjeux et d'identifier les disponibilités foncières et immobilières existantes pour les futures opérations de renouvellement urbain ainsi que les contraintes juridiques, foncières et financières.

Ces biens, décrits et analysés, feront l'objet d'une réflexion stratégique débouchant, pour certains d'entre eux, sur l'identification d'une esquisse d'aménagement (ou plans de référence quartiers) et la mise en perspective d'outils d'action foncière facilitant leur mobilisation.

La mobilisation de ce potentiel foncier et immobilier poursuit plusieurs objectifs :

- Valoriser les QPPV en renforçant leur attractivité résidentielle et économique;
- Favoriser la diversification du parc de logements, en proposant une offre diversifiée de logements adaptée aux besoins locaux et située idéalement à proximité des commerces, services et équipements publics ; d'immobilier d'entreprise et d'aménagements liés aux mobilités ;
- Réduire le coût global de l'aménagement en agissant sur l'existant.

Un partenariat a été initié avec l'Etablissement Public Foncier pour un accompagnement technique de la Ville dès la rédaction du cahier des charges de l'étude foncière et se poursuivra tout au long de la mise en œuvre du protocole.

5. Les plans d'aménagements et le programme opérationnel (maîtrise d'ouvrage Ville de Fort-de-France)

a. Le référentiel « qualité urbaine, architecturale et paysagère »

Le lancement de cette étude est prévu pour juin 2018, pour une durée de 8 mois. Le référentiel comprendra plusieurs approches et propositions concrètes dont, notamment, celles liées :

- au design urbain (revêtement de sols, mobilier d'éclairage, enseigne publicitaire, signalétique, enseignes, mobilier pour les végétaux...);
- à l'amélioration des connections piétonnières entre les différents espaces publics du cœur de ville afin de favoriser la déambulation piétonnière et touristique. Ceci doit se traduire par une signalétique directionnelle ou par d'autres mobiliers de guidage ;
- à l'ambiance entre l'horizontalité et la verticalité des espaces publics : la perception de l'espace, croisée à celle du tissu qui le délimite. Il conviendra de proposer une réflexion sur la mise en scène colorimétrique rythmée des façades.

Plus concrètement, ce cahier des prescriptions devra permettre de :

- créer les conditions d'un aménagement à la fois efficient et spécifique, respectueux de l'identité et des caractères des espaces de vie et des usages/affectations qui en sont faits, propre à l'émergence d'une véritable "identité urbaine personnalisée" ;
- prendre en compte une (éventuelle) collaboration avec les artisans d'art locaux susceptibles d'intervenir sur certaines réalisations ;
- disposer d'un document d'orientations et de préconisations pragmatiques, co-produit et utilisable par les services en charge de la conception et de la composition des espaces, de la pose et de l'entretien (des revêtements, mobiliers, végétaux, de l'éclairage, etc) qui soit également compatible avec les fortes contraintes budgétaires de la collectivité.

Cette étude sera complétée par la mission d'un architecte-coordonnateur qui :

- élabore le référentiel qualité ;
- garantit la cohérence architecturale, urbaine et paysagère du projet et notamment la coordination des différents prestataires chargés de la réalisation des plans de référence sur la base du référentiel qualité ;
- anime les Ateliers de projet urbain et formalise ses avis sur la qualité des études et opérations relevant du protocole de préfiguration du NPNRU et de son périmètre.

L'étude comprendra deux phases :

- Phase 1 : Elaboration du cahier des prescriptions architecturales, urbaines et paysagères (référentiel qualité)
- Phase 2 : Mission d'architecte-coordonnateur

b. Les plans de référence par quartier

Le lancement de cette étude est prévu pour juin 2018, pour une durée de 7 mois. L'objectif est de redéfinir une stratégie par quartier, en adéquation avec les préconisations des études stratégiques (peuplement, habitat, développement économique, mobilités), présentes au sein du programme d'études, et les objectifs de renouvellement urbain qui sont notamment :

- assurer une mixité urbaine
- limiter l'étalement urbain
- avoir une modèle économique adapté
- préserver l'environnement et améliorer le cadre de vie
- assurer la concertation avec les habitants, la cohésion sociale, ...

Les plans de référence doivent servir de document-cadre sur toute la durée du protocole et du NPNRU, en tenant compte des particularités du quartier et des synergies existantes entre les différentes thématiques liées à l'aménagement.

Il doit permettre d'identifier les projets et les actions prioritaires à mettre en œuvre.

Tout au long de sa mission, l'équipe devra travailler de façon collégiale avec l'architecte-conseil en charge de l'élaboration du Référentiel « qualité architecturales, urbaines et paysagères » ainsi que du respect et suivi de celui-ci.

Les quartiers concernés par les plans de référence :

1. Berges de la rivière Madame, Centre-ville, Terres Sainville
2. Volga
3. Trénelle
4. Sainte-Thérèse (PNRQAD)

L'étude comprendra trois phases :

- Phase 1 : Elaboration d'une synthèse des études stratégiques du quartier
- Phase 2 : Elaboration d'un plan guide d'aménagement durable
- Phase 3 : Définition du programme opérationnel du plan guide

c. Etude de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la Fontaine Gueydon (maîtrise d'ouvrage Ville de Fort-de-France)

Le lancement de cette étude est prévu pour juin 2018, pour une durée de 4 mois. Dans la perspective de restructuration et de revalorisation des berges de la Rivière Madame, cette étude de maîtrise d'œuvre vise la rénovation et la remise en fonction de la Fontaine Gueydon qui constitue un élément important du patrimoine historique, architectural et culturel de la ville, inscrit à l'inventaire du patrimoine.

La relance de cette opération déprogrammée du PDRU, vise à accompagner et soutenir les activités touristiques du Centre-ville mais aussi à favoriser le renouvellement du paysage dans un secteur à potentiel de développement de la ville basse.

Cette opération de réhabilitation d'un patrimoine classé « Monument Historique » s'inscrit dans un partenariat avec la Direction des Affaires Culturelles qui accompagne la Ville dans ses actions de préservation et de valorisation patrimoniale.

6. Le PNRQAD (maîtrise d'ouvrage Ville de Fort-de-France)

Le programme du PNRQAD se décompose en trois volets : les études pré-opérationnelles d'aménagement, la Requalification d'Ilots Anciens Dégradés du secteur « Porry » et l'OPAH « Porte Caraïbe ».

Le périmètre d'étude du PNRQAD est maintenu sur le secteur géographique situé de part et d'autre de l'avenue Maurice Bishop, à savoir Sainte-Thérèse et Renéville à l'ouest et au nord de l'avenue, TSF et Faubourg La Camille à l'est. Le quartier « Porte Caraïbes » est inclus dans le QPV Sainte-Thérèse qualifié d'intérêt national au titre du NPNRU.

S'agissant des études pré-opérationnelles, elles seront lancées dans le temps du protocole et concerneront :

- la réalisation d'un référentiel de développement durable
- d'un plan de référence Sainte-Thérèse
- d'un référentiel « qualité urbaine »

L'objectif sera de définir un programme d'actions à intégrer dans la convention du NPNRU sur ce secteur.

Les études stratégiques menées par la CACEM dans le cadre du NPNRU permettront de définir une stratégie d'intervention urbaine sur l'ensemble des secteurs concernées à savoir Centre-ville, Berges de la Rivière Madame, Trénelle, Bon air, Volga Plage dont le secteur de Sainte-Thérèse. Ces études stratégiques serviront également à alimenter les études réalisées dans le cadre du PNRQAD (Plan de référence Sainte-Thérèse, Référentiel développement durable, et référentiel qualité urbaine sur le secteur de Sainte-Thérèse).

Ces différentes études opérationnelles qui seront réalisées dans le cadre du PNRQAD, permettront de définir un programme d'actions à intégrer dans la convention du NPNRU sur ce secteur.

Les études seront lancées dans le temps du protocole.

a. La réalisation d'un référentiel développement durable

L'objectif de cette étude est la définition d'objectifs en termes de performance environnementale sur le secteur.

Cette étude comporte 3 étapes :

- ⇒ La première phase « Elaboration du Diagnostic environnemental » réalisé en avril 2014 et dont la mise à jour est actuellement en cours.
- ⇒ La seconde phase « Définition des objectifs et de la politique environnementale du projet », qui débutera en février 2018. Dans le cadre de cette 2^{ème} étape, 3 ateliers thématiques seront organisés :

Les ateliers du référentiel développement durable auront pour objectif de :

- Faire valider de manière concertée les enjeux déterminés dans le diagnostic environnemental
- Permettre un espace de réflexion partagée sur les objectifs à mettre en avant pour répondre à ces enjeux
- Réfléchir sur les pistes d'actions à mettre en œuvre pour aller vers l'atteinte de ces objectifs.

Ces ateliers pourront se faire dans le cadre des « ateliers de projet urbain » du dispositif NPNRU.

⇒ La troisième étape consistera à la Rédaction du Référentiel Développement durable. La restitution de ce rapport est prévue pour fin mai et la validation de celui-ci se fera en Commission d'Urbanisme en juin 2018.

b. Le plan de référence du secteur Sainte-Thérèse

Le plan de référence du secteur Sainte-Thérèse constitue un lot du marché d'étude « plan de référence par quartier » prévu dans le programme d'étude du protocole de préfiguration du NPNRU.

L'objectif est d'établir un programme d'actions qui sera intégré dans la convention du NPNRU.

c. Le référentiel Qualité urbaine

Le référentiel Qualité urbaine du secteur Sainte-Thérèse constitue un lot du marché d'étude « référentiel Qualité urbaine » prévu dans le programme d'étude du protocole de préfiguration du NPNRU.

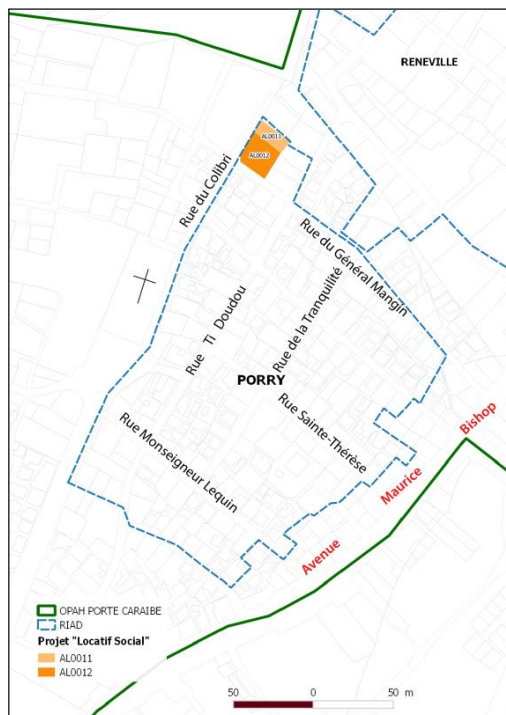
Les deux études citées précédemment « le plan de référence » et « le référentiel Qualité urbaine » seront lancées dans la même temporalité que les études du NPNRU, soit en juin 2018.

d. Les Regualifications des Ilots anciens dégradés : Îlot Porry

Le périmètre d'intervention opérationnel a du être resserré. Afin de rester compatible avec le calendrier PNRQAD, il a fallu prioriser les premières opérations pouvant être réalisées dans un court terme. Dans le cadre du premier avenant présenté fin novembre 2017, il en est ressorti de l'état de la maîtrise foncière et du diagnostic analysant l'état du bâti, que le secteur le plus pertinent pour une intervention resserrée au titre du PNRQAD est l'îlot Porry sur des parcelles déjà identifiées.

Une opération de requalification d'îlot dégradé ciblant deux parcelles de l'îlot Porry (A11 et AL 12), occupées par un habitat dégradé. La démolition de ces deux parcelles permettra la construction d'environ 12 logements sociaux. L'EPFL assurera les acquisitions amiables et le portage du foncier. La SMHLM sera l'opérateur immobilier.

Carte de localisation du projet révisé de RIAD de l'îlot Porry



e. L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) « Porte Caraïbe »

L'OPAH « Porte Caraïbe » vient accompagner les actions d'aménagement du PNRQAD « Porte Caraïbe ». L'OPAH traite uniquement de l'habitat privé et particulièrement de la réhabilitation des logements dégradés. Elle est prise en charge principalement par l'ANAH, alors que la partie aménagement du PNRQAD (recomposition des îlots anciens dégradés par des démolitions reconstructions) est, elle, principalement prise en charge par l'ANRU.

Le périmètre de l'OPAH, plus étendu que celui du PNRQAD, est positionné en entrée de ville sur un secteur en pleine mutation (création du tracé du TCSP qui nécessite des opérations d'aménagement d'envergure notamment sur le front bâti).

La convention ANAH 2012-2017 est prorogée au 31 décembre 2018 pour tenir compte de la date du démarrage effectif du suivi animation en mai 2013.

Pour la mise en œuvre de l'OPAH, une équipe de suivi-animation a été constituée au sein du GIP II depuis mai 2013 se composant d'un chef de projet, d'une assistante au montage de dossiers, d'un cartographe gestionnaire de base de données et renforcée en 2016 avec le recrutement d'un prospecteur.

Le GIP II apporte son expertise technique, financière et administrative dans le cadre des instructions des dossiers de réhabilitation de l'OPAH.

Il en ressort le bilan suivant :

- Objectifs en termes de logements à réhabiliter
- Propriétaires Occupants : 105
- Propriétaires Bailleurs : 80

Article V. Opération(s) non financées par l'ANRU faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage

Conformément à l'article 1.2.2 du titre II du RGA NPNRU, certaines opérations peuvent faire l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage, accordée par le directeur général ou le comité d'engagement de l'ANRU (ou, par délégation, par le délégué territorial de l'ANRU conformément aux conditions indiquées dans la note d'instruction du 31 juillet 2015). Cette autorisation ne préjuge pas d'un financement ultérieur par l'Agence, dans le cadre de la future convention pluriannuelle de renouvellement urbain, des opérations concernées.

Le cas échéant, si l'opération bénéficiait ultérieurement d'un financement de l'Agence, la date de prise en compte des dépenses pourra être la date d'autorisation anticipée de démarrage de l'opération actée dans le présent protocole de préfiguration.

Dans le cadre du protocole de préfiguration, les deux types d'autorisations anticipées de démarrage suivantes sont accordés selon le niveau d'avancement de l'opération d'investissement.

5.1. Opérations d'investissement non financées par l'ANRU dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel (cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

La Ville de Fort-de-France et la CACEM se sont portées candidates au plan national « Action Cœur de Ville ». Comme beaucoup de cœurs de villes moyennes, et notamment des villes et bourgs « outre-mer », Fort-de-France est confrontée aux défis de la dévitalisation, des concurrences commerciales périphériques et de l'évolution des modes de vie et de chalandise. Les difficultés interpellent l'habitat, le commerce, la sécurité, le patrimoine, la vie quotidienne comme le devenir de nos quartiers et de ses habitants.

Le projet accompagne la mise en œuvre de la convention du NPNRU et opérationnalise des objectifs du Contrat de Ville sur le QPV qu'est le Centre-ville.

Le dossier de candidature est composé de trois livrables :

1. Le Dossier de présentation du Projet « Fort-de-France Cœur Battant » exposant le contexte, les objectifs et les éléments de contenu du programme selon 8 axes :

1. « Notre Cœur de Ville, propre et tranquille »
2. « Notre Cœur de Ville, accessible et mobile »
3. « Notre Cœur de Ville, actif, attractif et facilitateur d'initiatives économiques »
4. « Notre Cœur de Ville, habité et repeuplé »
5. « Notre Cœur de Ville, aménagé et rénové »
6. « Notre Cœur de Ville animé, patrimonial, culturel et touristique »
7. « Notre Cœur de Ville numérique et digital »
8. « Notre Cœur de Ville, « piloté », « partagé »

2. Le tableau de programmation « Fort-de-France Cœur battant »

Le projet de la Ville dispose également d'un programme d'actions chiffrées, sous forme de tableau détaillé, identifiant

- Les axes du projet par thèmes
- Les actions proposées : *plan de référence front de mer, cinéma d'ici et d'ailleurs, signalétique touristique et patrimoniale, Arts et Urbanité 3...*
- Les portages
- L'état d'avancement
- Les partenaires financiers identifiés

Le programme est en cours de finalisation et fera l'objet d'un travail de consolidation avec l'ensemble des partenaires concernés entre février et avril 2018. A sa présentation, le bilan prévisionnel global compte 56 actions et s'élevait à 165 M€.

3. La grille d'analyse du projet « Cœur de Ville » de Fort-de-France

Ce dossier reprend l'ensemble des critères cumulatifs avec :

- Le portage politique
- Le projet de territoire
- L'ingénierie mobilisée

5.2. Opérations d'investissement non financées par l'ANRU dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires et directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Sans objet

Article VI. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine rend obligatoire la création des « conseils citoyens ». Leur mise en place dans l'ensemble des quartiers prioritaires doit permettre de conforter les dynamiques citoyennes existantes et de garantir les conditions nécessaires à la participation des habitants notamment dans toutes les instances de pilotage liées au contrat de ville.

S'agissant des quartiers prioritaires de Fort-de-France, la Ville a lancé une dynamique autour des « Conseils Foyalais » dans l'objectif d'accompagner les habitants à se constituer en conseils citoyens. Dans cette démarche d'implication des habitants et des « forces vives » engagée depuis 2014, le Maire a désigné **13 adjoints de quartiers** qui ont pour rôle d'animer ces conseils et de permettre la co-construction de projets en proximité.

Ainsi, des conseils citoyens se sont formés dans les quartiers prioritaires du Centre-ville, Sainte-Thérèse, Trénelle, Volga, Rive-Droite et Texaco (secteur des berges de la rivière Madame).

Plusieurs types d'actions ont pu être réalisés par le biais des « Conseils Foyalais » :

- Mémoire des quartiers,
- Projets d'aménagement,

- Plan de prévention des risques,
- Animation de proximité,
- Gestion collective d'équipements de quartier, ...

Les « Conseils Foyalais » sont lancés à l'initiative de la Ville et sont animés et/ou présidés par un élu. Les conseils citoyens, obligation légale et à l'initiative des citoyens, viennent compléter cette démarche participative.

Le NPNRU de Fort-de-France va permettre d'alimenter la dynamique participative des quartiers, et réciproquement, les instances de participation des habitants contribueront à enrichir les dynamiques de proximité et les projets programmés.

Dans cette optique, la conduite de projet du protocole NPNRU prévoit l'association de ces conseils citoyens dans les comités techniques, dans les comités de pilotage et les ateliers de projet urbain.

Le plan de concertation et de communication, prévu dans le programme d'étude du protocole, définira les modalités d'association des habitants au programme de renouvellement urbain de leur quartier.

Article VII. Articulation avec le document cadre d'orientations et la convention intercommunale d'attributions prévus aux articles L.441-1-5 et L.441-1-6 du Code de la Construction et de l'Habitation

La loi Egalité citoyenneté, suite à la loi ALUR, a porté une nouvelle étape à la réforme de la demande de logement social et des attributions, avec les Conférences Intercommunale du logement (CIL).

La CACEM étant compétente en matière d'habitat et ayant en son sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), est tenue de mettre en place sa CIL.

A ce titre, la politique intercommunale des attributions viendra compléter la politique de l'habitat incarnée par le Plan Local de l'Habitat.

La démarche de création de la CIL, sera lancée courant 2018 par la CACEM, ainsi que l'élaboration du Plan partenarial de la gestion de la demande.

Le plan fixera les engagements des bailleurs sociaux sur les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'équilibre territorial. Il indiquera également les modalités de relogement et d'accompagnement social des personnes relogées dans le cadre des opérations de renouvellement urbain.

Une attention particulière sera alors portée, aux quartiers prioritaires retenus au titre de la politique de la ville afin de favoriser l'accueil de ménages en situation de précarité, en dehors des QPV.

Par ailleurs, le peuplement actuel des quartiers situés dans la géographie prioritaire de Fort de France, traduit la nécessité de poursuivre la production de logements sociaux et d'opérations fortes de réhabilitations du parc privé avec une réflexion fine sur les produits logements, afin de créer les conditions d'une meilleure mixité sociale.

Les orientations du programme d'actions, notamment sur la nécessité de renforcer le partenariat avec les bailleurs sociaux, participera également à l'atteinte des objectifs de rééquilibrage social du territoire foyalais.

Article VIII. Gouvernance et conduite de projet

8.1. Gouvernance

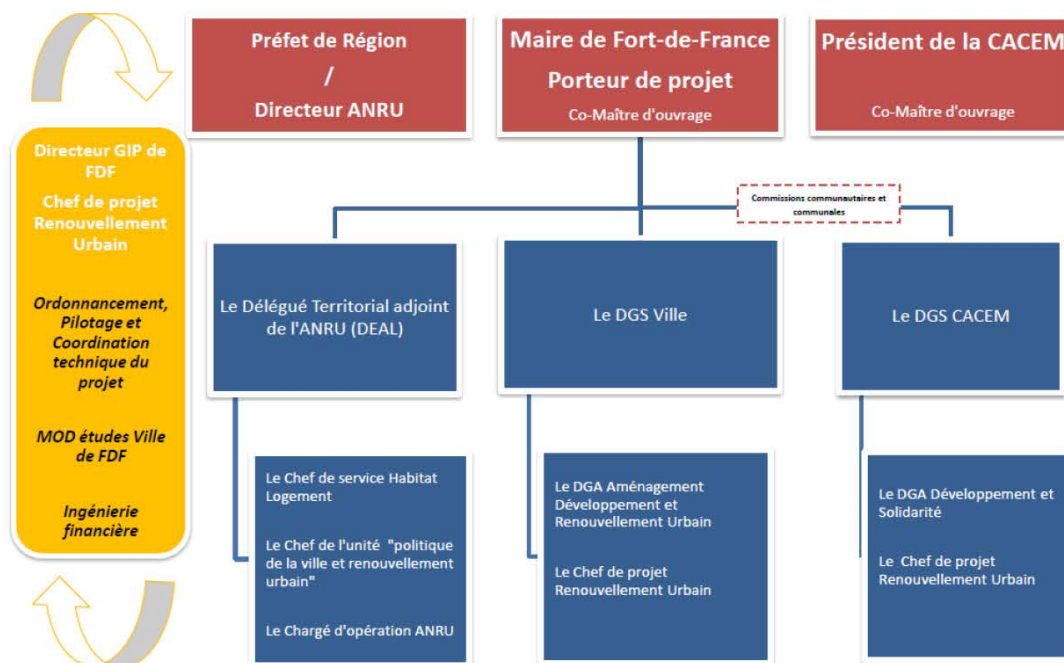
La Ville de Fort-de-France s'investit particulièrement dans la politique de la ville en incarnant une gouvernance forte avec le contrat de ville et le protocole de préfiguration du NPNRU qu'elle porte par le biais d'un partenariat renforcé avec l'Etat et la CACEM.

La gouvernance du protocole s'effectue autour du triptyque ANRU/Ville/CACEM, piloté par la Ville de Fort-de-France, porteur de projet.

Dans l'objectif de la mise en œuvre d'une convention pluriannuelle « NPNRU », le niveau stratégique et décisionnel repose sur la gouvernance de la Ville qui réunit en phase protocole, l'ANRU à travers sa délégation territoriale (Etat/DEAL) et la CACEM, en tant que co-maitre d'ouvrage des études.

Le GIP, mandaté par la Ville pour l'ordonnancement, le pilotage et la coordination technique et financière du projet, ainsi que la réalisation d'une partie des études, est un organe transversal qui garantit l'exécution opérationnelle du protocole conformément aux décisions stratégiques et politiques du porteur de projet, et à la réglementation ANRU.

Schéma de gouvernance du protocole de préfiguration du NPNRU (cf. annexe 4)



8.2. Conduite de projet

Un pilotage spécifiquement dédié au protocole de préfiguration du NPNRU a été arrêté et repose sur deux niveaux de mise en œuvre stratégique et opérationnelle autour desquels s'articulent quatre grandes instances de pilotage.

Niveau stratégique et politique :

Le comité de pilotage « protocole NPNRU » présidé par le Maire et par le Président de la CACEM qui réunit l'ensemble des partenaires et financeurs avec pour objectif le suivi global du projet, la validation des grandes orientations opérationnelles et la présentation des étapes à venir du projet. Cette instance est mise en place une à deux fois par an.

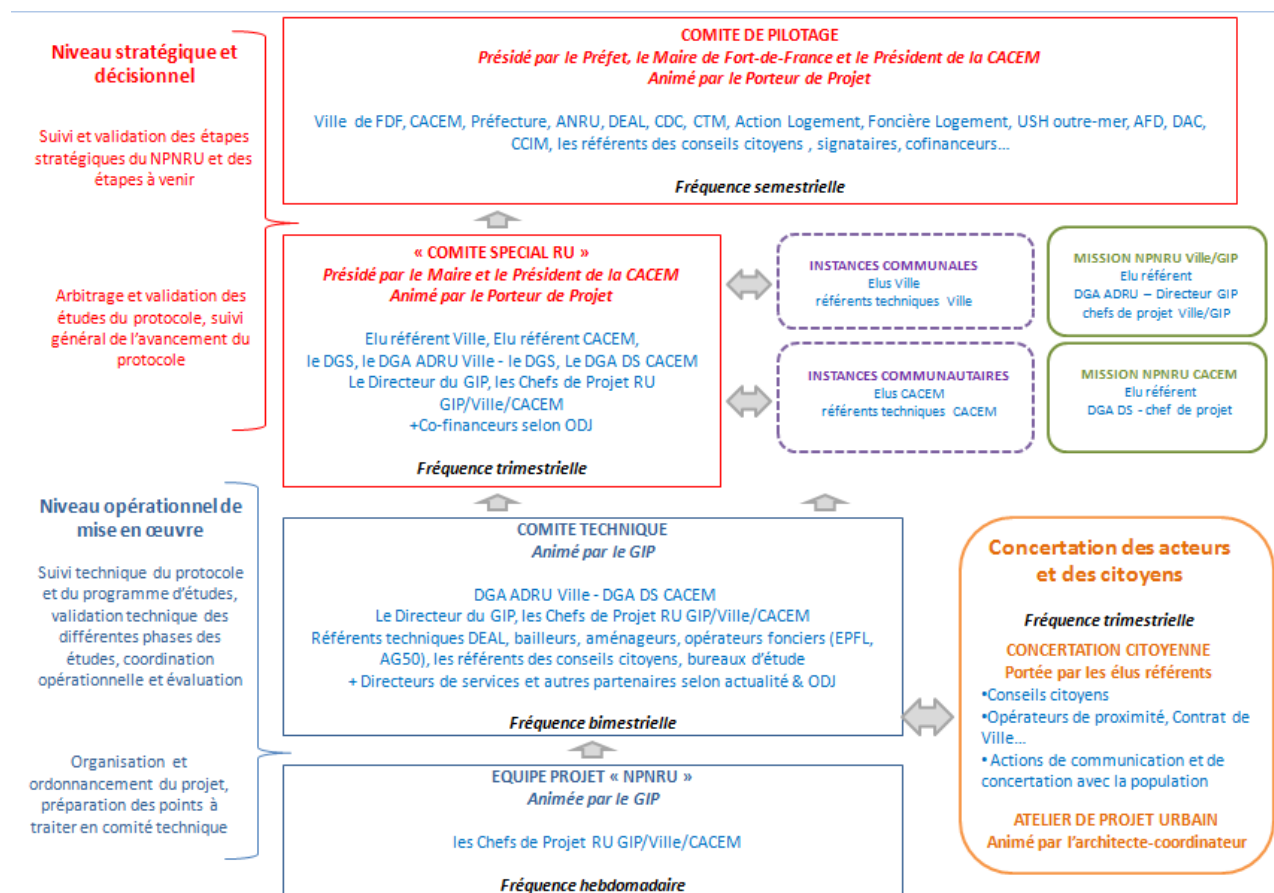
Le comité spécial « Renouveau Urbain » se réunit autour du Maire en collaboration avec le Président de la CACEM et a pour objectif le suivi du déroulement du protocole et des études pré-opérationnelles. Ce comité est convoqué tous les deux mois pour décider et arbitrer en fonction des différentes problématiques rencontrées lors de la mise en œuvre du protocole.

Niveau opérationnel de mise en œuvre technique :

Le comité technique « protocole NPNRU » est dédié au suivi technique et financier de la mise en œuvre du protocole, à la coordination des différentes actions menées par les maîtrises d'ouvrages autour des partenaires institutionnels et financiers. Ce comité se réunit tous les mois.

La réunion « équipe projet NPNRU » prévoit un pilotage technique du protocole plus resserré autour des trois chefs de projets dédiés à la mise en œuvre du protocole respectivement positionnés au sein de la Ville, de la CACEM et du GIP. Ce groupe technique se réunit une fois par semaine.

Schéma des instances de pilotage du protocole NPNRU (cf. annexe 4)



Engagements des partenaires « équipe-projet » dans le cadre du pilotage du protocole

La Ville de Fort-de-France, en tant que porteur de projet, assurera les actions mentionnées ci-dessous :

- Garantir le pilotage stratégique du projet
- Veiller à l'articulation du projet de renouvellement urbain avec le projet de territoire (politiques d'habitat et logement, d'aménagement, d'urbanisme, de développement social, économique et environnemental)
- Définir les objectifs attendus des études
- Assurer la coordination des acteurs autour du projet de renouvellement urbain
- Co-construire le projet avec les gestionnaires des autres politiques publiques sur le territoire
- Contrôler le respect des processus décisionnels par les opérateurs intervenant sur le projet
- Assurer et porter la stratégie de communication et la concertation de la population autour du projet
- Valider :
 - ↳ les différentes étapes de la vie du projet et, notamment, de la réalisation des études (cahier des charges, livrables des études,...) ;
 - ↳ les partenariats, tels que financiers et opérationnels, nécessaires au projet
 - ↳ les opérations retenues pour la convention pluriannuelle NPNRU
 - ↳ les documents liés à la vie du projet et susceptibles d'être communiqués à des tiers

La Ville de Fort-de-France sollicite l'accompagnement régulier de **la CACEM**, partenaire et co-maître d'ouvrage, sur les points suivants :

- le pilotage du projet
- la coordination des acteurs
- l'articulation du projet de renouvellement urbain aux politiques de droit commun portée par la communauté d'agglomération
- la mise en œuvre de la stratégie de communication et à la concertation de la population
- les études (maîtrise d'ouvrage et financement des études stratégiques relevant de ses compétences)

Le GIP II Fort-de-France 2020, en tant qu'outil opérationnel, assurera les missions mentionnées ci-dessous, structurées autour de 2 volets :

Volet 1 : Ordonnancement, Pilotage et Coordination Urbain (OPC Urbain) du protocole de préfiguration du NPNRU :

- Outil d'aide à la décision au bénéfice du porteur de projet et du co-maître d'ouvrage via des outils de pilotage dédiés aux différentes missions (exemples : atelier de projet urbain, suivi financier) et faire des propositions permettant le déblocage de situations
- Assurer une veille réglementaire et stratégique
- Organiser la mesure d'avancement du projet et de ses composantes ; fournir des outils de gestion des délais, de coordination et des dispositifs d'alerte
- Organiser et animer, en lien avec le porteur de projet, les instances de coordination technique et stratégique
- Assister le porteur de projet en appui technique des instances de pilotage stratégique
- Mettre en place un système de reporting
- Faire le suivi des financements de l'ANRU et des autres partenaires (suivi des versements des acomptes, ordonnancement des demandes d'acompte, suivi des consommations des lignes budgétaires, dispositif d'alerte) dans le respect de leurs modalités d'intervention.
- Rédiger les conventions partenariales nécessaires à la vie du projet (protocole de préfiguration et avenants, convention pluriannuelle NPNRU)
- Constituer une base de données permettant l'acquisition, le traitement et la communication des données nécessaires au pilotage stratégique et opérationnel

Volet 2 : Maîtrise d'ouvrage déléguée des études du protocole par la Ville de Fort-de-France, porteur de projet :

- Lancer, piloter et suivre les études, dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée par la Ville, et les prestataires retenus dans le respect du planning inscrit dans le protocole de préfiguration
- Lancer et suivre les marchés, les engagements, les paiements des prestataires conjointement à l'avancée des études, l'analyse des offres des candidats
- Organiser la gouvernance des études en respectant le circuit de validation des étapes des études de la Ville dans le cadre des instances de suivi du protocole
- Elaborer, mettre à jour et suivre les outils de gestion et de suivi financier spécifiques aux études
- Prospecter les partenariats financiers et opérationnels nécessaires au projet en lien avec le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage

8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés

L'association des futurs maîtres d'ouvrage s'effectue au sein des comités techniques et, le cas échéant, au sein des comités de pilotage.

L'expérience du premier programme de rénovation urbaine a révélé une association tardive de certains maîtres d'ouvrage en fin de programme, ce qui a ralenti la mise en œuvre opérationnelle. L'objectif du protocole est de rassembler tous les maîtres d'ouvrage et tous les acteurs susceptibles d'intervenir dans le cadre de la Convention NPNRU autour d'un projet partagé dès la phase étude jusqu'à la phase de réalisation physique. Ainsi, cette large association préalable permettra d'éviter la complexité administrative qu'impose la mise en œuvre d'avenants successifs à la Convention pour l'intégration de nouveaux maîtres d'ouvrage.

S'agissant de l'association des futurs investisseurs, la Ville s'organise, d'ores et déjà, pour créer les conditions favorisant l'investissement notamment privé. En effet, dans le cadre de la convention signée en juillet 2016 avec la Caisse des Dépôts (cf. annexe 6), à la suite du Contrat de ville et en parallèle avec le protocole NPNRU et le programme Investissement Territorial Intégré (ITI) de Fonds Européens, la Ville a lancé en décembre 2017 un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI).

L'AMI est une manière novatrice de solliciter des porteurs de projet pour la mise en valeur du patrimoine de la ville. La Ville de Fort-de-France souhaite ainsi donner un cadre à des initiatives venues de la société civile et du monde économique.

Les objectifs sont :

- ☞ Renforcer l'attractivité de Fort-de-France par la reconquête de 6 sites sur lesquels la Ville possède la maîtrise foncière (*le bâtiment de l'ex Budo, la Villa Saint-Cyr, les bâtiments d'entrée du parc Aimé Césaire, l'ex Maaf et bâtiments mitoyens, le Fort Tartenson et le Camp de Balata*)
- ☞ Faire vivre le patrimoine par de nouveaux usages contemporains, créatifs et innovants
- ☞ Générer de l'emploi et des retombées économiques : en termes d'études et travaux à travers les investissements à réaliser, mais aussi en termes d'emplois générés pour le bon fonctionnement des opérations.

Le périmètre du protocole est particulièrement représenté dans le cadre de cet AMI puisque 4 sites sur 6 concernent le Centre-ville et les Terres Sainville.

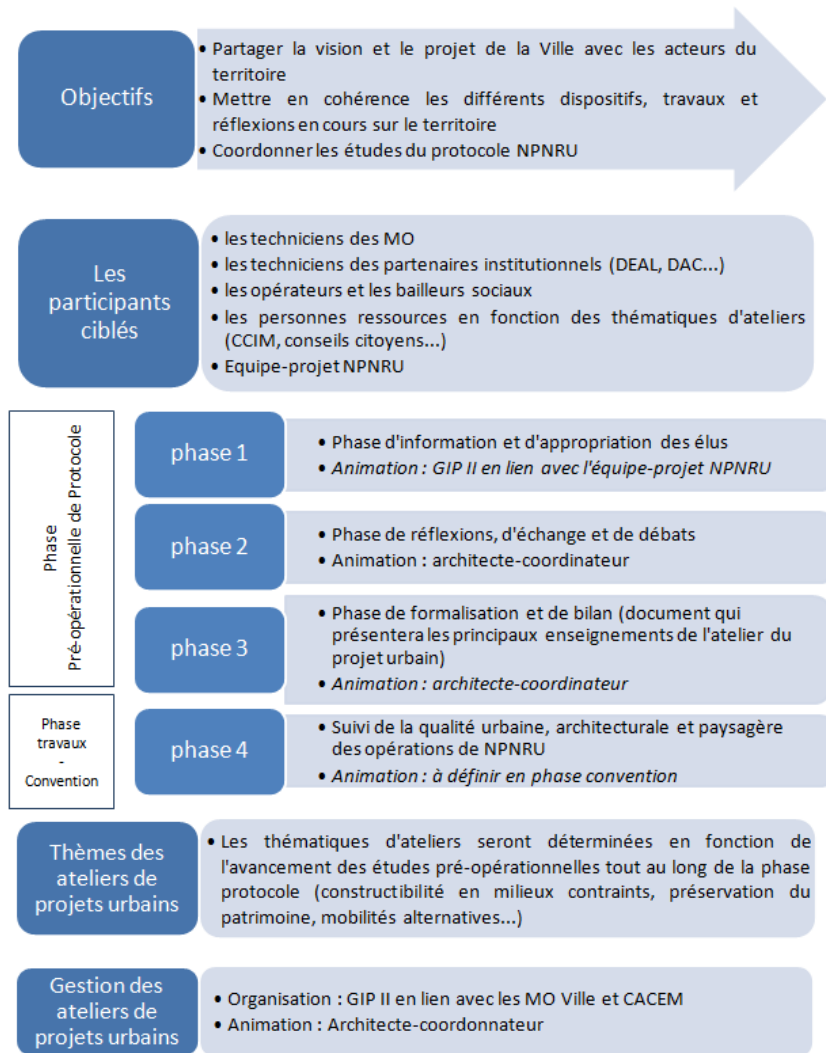
Localisation des sites de l'AMI sur le périmètre du protocole de préfiguration du NPNRU



8.4 Les Ateliers de projet urbain

L'Atelier de projet urbain est une instance complémentaire encadrée par l'équipe-projet pour accompagner et mettre en cohérence les différentes études et réflexions en cours sur les quartiers NPNRU. Ainsi, en fonction des thématiques abordées dans le cadre des Ateliers de projet urbain, les acteurs concernés sont invités à participer à l'élaboration du projet global de renouvellement urbain de Fort-de-France.

Organisation et missions des Ateliers de projet urbain



Quelques pistes des thématiques des ateliers de projet urbain :

Atelier 1 : sensibilisation des élus au NPNRU

Atelier 2 : construire autrement en secteur liquéfiable

Atelier 3 : construire en quartier d'habitat informel

Atelier 4 : intégration des locaux d'activité dans les bâtiments, gestion des rez-de-chaussée

Atelier 5 : stratégie en mobilité, quelle place donnée au piéton et les aménagements appropriés (PMR)

Atelier 6 : environnement et performance énergétique

Atelier 7 : la place des seniors dans les centres-bourg et l'adaptation urbaine

Atelier 8 : stratégie foncière, les freins à la maîtrise du foncier

Atelier 9 : Quelle gestion urbaine de proximité pour les quartiers en RU ?

Article IX. Opérations d'ingénierie financées au titre du programme de travail

Les opérations financées par l'ANRU dans le cadre du présent protocole, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 10 (et le cas échéant présentées dans le cadre d'une fiche descriptive de l'opération en annexe). Leur financement par l'ANRU est réalisé conformément aux modalités prévues dans le titre II du règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU et dans le règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU.

Ce tableau financier des opérations physiques indique pour ces opérations l'assiette de financement telle que définie par le RGA relatif au NPNRU, le taux de financement sur assiette, le montant du concours financier de l'ANRU, le calendrier opérationnel et l'ensemble des cofinancements mobilisés.

Ces opérations peuvent démarrer (ordres de service études, prise de poste, ...) à compter de la date de signature du présent protocole sauf pour les opérations dont le démarrage a été autorisé préalablement par le directeur général ou le comité d'engagement de l'ANRU. Les dates de prise en compte des dépenses sont précisées opération par opération ci-après.

9.1. Modalités de financement par l'ANRU de la conduite du projet de renouvellement urbain

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention ANRU	Montant prévisionnel de subvention ANRU	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Chef de projet CACEM	257-6972001-14-0002-005	Centre-ville	Communauté d'Agglomération des Communes du Centre de la Martinique	190 000	50%	95 000	3/07/2017	2017 - 2	5
Chef de projet Ville	257-6972001-14-0003-001	Centre-ville	Ville de Fort-de-France	190 000	65%	123 500	3/07/2017	2017 - 2	5
Ingénierie GIP II	257-6972001-14-0001-001	Centre-ville	Groupeement d'Intérêt Public de Fort-de-France	230 000	65%	149 500	3/07/2017	2017 - 2	5

9.2. Modalités de financement par l'ANRU des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail

9.2.1. Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention ANRU	Montant prévisionnel de subvention ANRU	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Stratégie de peuplement et d'habitat	257-6972001-14-0002-004	Quartiers ouest, Volga Plage, Sainte-Thérèse	Communauté d'Agglomération des Communes du Centre de la Martinique	175 000	65%	113 750	1/01/2018	2018 - 1	2
Stratégie de développement de l'attractivité économique	257-6972001-14-0002-003	Quartiers ouest, Volga Plage, Sainte-Thérèse	Communauté d'Agglomération des Communes du Centre de la Martinique	80 000	15%	12 000	1/01/2018	2018 - 1	2

Etude sur les opérateurs	257-6972001-14-0002-002	Quartiers ouest, Volga Plage, Sainte-Thérèse	Communauté d'Agglomération des Communes du Centre de la Martinique	40 000	65%	26 000	1/01/2018	2018 - 1	2
Communication , concertations habitants	257-6972001-14-0001-004	Quartiers ouest, Volga Plage, Sainte-Thérèse	Groupeement d'Intérêt Public de Fort-de-France	50 000	65%	32 500	1/01/2018	2018 - 1	2
Plans de référence quartiers prioritaires	257-6972001-14-0001-002	Quartiers ouest, Volga Plage, Sainte-Thérèse	Groupeement d'Intérêt Public de Fort-de-France	260 000	30%	78 000	1/01/2018	2018 - 1	2
Etude foncière	257-6972001-14-0001-006	Quartiers ouest, Volga Plage, Sainte-Thérèse	Groupeement d'Intérêt Public de Fort-de-France	60 000	65%	39 000	1/01/2018	2018 - 1	2
Référentiel qualité urbaine, architecturale et paysagère	257-6972001-14-0001-005	Quartiers ouest, Volga Plage, Sainte-Thérèse	Groupeement d'Intérêt Public de Fort-de-France	95 000	30%	28 500	1/01/2018	2018 - 1	2
Etude de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la Fontaine Gueydon	257-6972001-14-0001-003	Berges Rivière Madame (quartiers ouest)	Groupeement d'Intérêt Public de Fort-de-France	121 250	20%	24 250	1/01/2018	2018 - 1	2

Les conclusions de ces études et expertises du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'ANRU et à ses partenaires en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

9.2.2. L'accompagnement des ménages

Sans objet

9.3. Modalités de financement par L'ANAH des études et des expertises du programme de travail

Sans objet

9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail

Les opérations financées par la Caisse des Dépôts, ci-après présentées, sont mentionnées en annexe 10. Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maitres d'ouvrage concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents. Elles figurent dans le tableau financier en annexe 7 uniquement si elles bénéficient également d'un financement de l'ANRU.

Pour mémoire, dans le cas des opérations d'ingénierie qui seraient cofinancées à la fois par l'ANRU et par la CDC, le total des financements accordés par l'ANRU et par la CDC sera au maximum le montant prévisionnel de subvention calculé selon les règles inscrites dans le RGA NPNRU.

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention CDC	Montant prévisionnel de subvention	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Stratégie de développement de l'attractivité économique	257-6972001-14-0002-003	Quartiers ouest, Volga Plage, Sainte-Thérèse	Communauté d'Agglomération des Communes du Centre de la Martinique	80 000	50%	40 000	2018 - 1	2
Etude Mobilités	257-6972001-14-0002-001	Quartiers ouest, Volga Plage, Sainte-Thérèse	Communauté d'Agglomération des Communes du Centre de la Martinique	80 000	30%	24 000	2018 - 1	2

Plans de référence par quartier	257-6972001-14-0001-002	Quartiers ouest, Volga Plage, Sainte-Thérèse	Groupement d'Intérêt Public de Fort-de-France	260 000	35%	91 000	2018 - 1	2
Etude de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la Fontaine Gueydon	257-6972001-14-0001-003	Berges Rivière Madame (quartiers ouest)	Groupement d'Intérêt Public de Fort-de-France	121 250	20%	24 250	2018 - 1	1

9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires

Sans objet

Article X. (À titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration

10.1. Opérations financées par l'ANRU

Sans objet

10.2. Opérations financées par l'ANAH

Sans objet

Article XI. Durée d'exécution du programme et durée du protocole de préfiguration

11.1. La durée d'exécution du programme physique

Chaque maître d'ouvrage est tenu au respect du calendrier individuel des opérations prévu au programme physique tel que détaillé aux articles 9 et 10 du présent protocole.

Ce calendrier opérationnel se déroule entre la date de lancement opérationnel de la première opération, à savoir le 3 juillet 2017 (semestre 2 /année 2017), et la date de fin opérationnelle de la dernière opération, à savoir le 31 décembre 2019 (semestre 2 /année 2019).

La date de fin opérationnelle des opérations d'ingénierie visées à l'article 9 est prévue au 31 décembre 2019 (semestre 2 /année 2019).

Le calendrier opérationnel indique le lancement de chaque opération conformément aux dispositions du Règlement Financier de l'ANRU relatif au NPNRU.

11.2. La durée du protocole de préfiguration

Le présent protocole prend effet à partir de sa date de signature par l'ANRU.

Le présent protocole s'achève le 31 décembre 2022.

La date d'achèvement du protocole (date de validité administrative) est fixée au 31 décembre de la quatrième année après l'année au cours de laquelle s'effectue le solde¹ de la dernière opération physique financée par l'Agence dans le cadre du présent protocole.

Article XII. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain - points de rendez-vous avec l'ANRU

A l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès du délégué territorial de l'ANRU le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Un point de rendez-vous intermédiaire sera réalisé, en particulier sur l'aménagement des franges du canal et l'aménagement de la fontaine Gueydon, en vue de réinterroger l'inscription dans le temps du protocole d'opérations urgentes (demandes anticipées de démarrage), une fois les études nécessaires réalisées et en fonction de leurs conclusions.

Les points de rendez-vous avec l'ANRU seront fixés dans le cadre des instances de pilotage (notamment le comité de pilotage) prévues par le protocole de préfiguration, et ce, tout au long de la mise en œuvre de ce dernier.

Article XIII. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration

13.1. Contreparties mises à disposition d'Action Logement

Le financement par l'ANRU de projets de renouvellement urbain dans le cadre d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain est conditionné à la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention Etat-ANRU-UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Conformément au règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU, les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la phase de protocole ces contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux.

Dans le cas où des natures d'opérations générant des contreparties Action Logement seraient financées par l'ANRU dans le cadre du protocole de préfiguration, ces contreparties devront être formalisées au plus tard dans la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Les contreparties mises à disposition d'Action Logement seront définies dans le cadre de l'étude « état foncier » lancée par la Ville dans la période du Protocole.

13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage financés par l'ANRU s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'ANRU adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

Les clauses d'insertion seront intégrées aux marchés de travaux prévues dans le programme de travail du protocole et de la convention pluriannuelle à venir.

13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

13.3.1. Le financement des opérations par l'ANRU

Les dépenses finançables par l'Agence sont prises en compte conformément aux conditions décrites à l'article 1.2.1 du titre II du règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU.

¹ Cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU

Le tableau financier des opérations physiques figurant à l'annexe 7, signé par le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage reprend, en les classant par nature d'intervention, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, l'ensemble des plans de financement des opérations pour lesquelles un soutien financier de l'ANRU, au titre du NPNRU, est sollicité.

Il fait ainsi apparaître les concours financiers ANRU, déclinés entre montants de subventions ANRU et volumes de prêts bonifiés le cas échéant. L'ensemble des co-financements sont précisés : commune, EPCI, Caisse des dépôts, Europe, ...

Ce tableau financier est un tableau prévisionnel, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du nouveau programme national de renouvellement urbain. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Au titre du présent protocole de préfiguration : la participation financière de l'ANRU, au titre du NPNRU, s'entend pour un montant global maximal non actualisable de concours financiers de **722 000 €**.

Les concours financiers de l'ANRU sont attribués sous réserve du respect des dispositions du règlement général et du règlement financier de l'ANRU relatifs au NPNRU en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

13.3.2. Le financement des opérations par l'ANAH²

Sans objet

13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts

Les aides accordées par la **Caisse des Dépôts**, d'un montant total de 201 754€ (soit une répartition de 191 254€ pour le protocole et 10 500 pour le PNRQAD). Les modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

Cependant, un protocole de partenariat a été signé le 20 juillet 2016 entre la Ville et la Caisse des Dépôts et Consignations pour la période 2016-2018. Ce protocole a pour objet de définir les modalités d'intervention de la Caisse des Dépôts sur les orientations majeures qui structureront le projet de développement de la ville de Fort-de-France et de l'accompagnement dans les premières concrétisations opérationnelles.

Le protocole du NPNRU s'inscrit dans les priorités opérationnelles de ce partenariat CDC/Ville et se déclinent autour de quatre grands enjeux de développement :

- Transition territoriale
- Transition économique et numérique
- Transition énergétique et environnementale
- Transition démographique (politique de la ville et notamment l'accompagnement au NPNRU)

13.3.4. Le financement des opérations par d'autres partenaires

L'Agence Française de Développement attribue une subvention totale de 50 300€ (soit une répartition de 42 800€ pour le protocole et 7 500€ pour le PNRQAD) au titre des études suivantes : études stratégiques habitat/peuplement, développement de l'attractivité économique, plans de référence par quartier (secteur Sainte-Thérèse compris), état foncier, référentiel qualité (secteur Sainte-Thérèse compris).

La Caisse des Allocations Familiales attribue une subvention de totale de 77 000€ (soit une répartition de 72 500€ pour le protocole et 4 500€ pour le PNRQAD) au titre des études : études stratégiques habitat/peuplement, développement de l'attractivité économique, étude communication et concertation avec les habitants, plans de référence par quartier (secteur Sainte-Thérèse compris), référentiel qualité (secteur Sainte-Thérèse uniquement).

² Si au moins un des quartiers concernés par ce protocole comporte des enjeux importants sur le parc privé (copropriétés fragiles ou en difficulté, habitat ancien dégradé).

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie attribue une subvention de 56 000€ au titre de l'étude « mobilités ».

La Direction des Affaires Culturelles attribue une subvention de 33 950€ au titre de l'étude pour la réhabilitation de la Fontaine Gueydon et une subvention de 9 094€ au titre de l'étude pour l'aménagement des abords de la Fontaine Gueydon soit un total de 43 044€.

13.4. Le respect des règlements de l'ANRU

En cas de mentions contradictoires qui seraient inscrites dans le présent protocole avec les dispositions des règlements de l'Agence, ces derniers prévalent.

13.5. Contrôle et audits

Conformément à l'article 4 du RGA et l'article VII du règlement financier, l'ANRU peut procéder à des contrôles et audits auprès des bénéficiaires des concours financiers.

Le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers de l'Agence s'engagent à communiquer à l'ANRU les documents et informations dont elle estime la production nécessaire à l'instruction des dossiers, aux paiements, au suivi et à l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole de préfiguration.

Le cas échéant, ils faciliteront les contrôles sur place ou sur pièces diligentés par l'ANRU.

En cas de contrôles sur place réalisés pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'ANRU.

Le signataire du protocole de préfiguration est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le cas échéant, le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers faciliteront également les audits réalisés a posteriori par l'ANRU, portant sur l'intégralité des éléments remis par le bénéficiaire d'un concours financier de l'ANRU.

13.6. Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole de préfiguration font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le directeur général de l'ANRU, en lien avec le délégué territorial. Celui-ci prend éventuellement l'avis du comité d'engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, son conseil d'administration.

Le directeur général de l'ANRU peut décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- la mise en œuvre de mesures compensatoires ;
- la suspension des paiements pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage ;
- la réduction des concours financiers attribués par l'Agence prévus dans le protocole de préfiguration, même si ceux-ci portent sur un objet différent de celui ayant donné au constat, qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des aides attribuées par l'Agence ;
- le réexamen du protocole de préfiguration ;
- la suspension, voire la résiliation du protocole de préfiguration.

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

13.7. Clause de renégociation du protocole et modification du protocole

Le présent protocole de préfiguration pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique et financier dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence.

Par ailleurs, conformément à l'article 8.2 du titre III du RGA NPNRU, des évolutions relatives aux dispositions du présent protocole peuvent nécessiter la réalisation d'un avenant dont l'instruction s'effectuera dans les mêmes conditions que l'élaboration du protocole de préfiguration.

Dans le cadre fixé par l'ANRU, les évolutions mineures n'impactant pas l'économie générale du projet et les modifications techniques, ne nécessitent pas la réalisation d'un avenant. Des ajustements de la programmation financière peuvent être apportés dans ce cadre, conformément à l'article 122 du règlement financier relatif au NPNRU.

13.8. Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Pour ce qui concerne les actions financées par l'ANAH, les litiges survenant dans l'application du présent protocole sont régis par le règlement général de l'ANAH.

13.9. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

Article XIV. Dispositions diverses

14.1. La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'ANRU

La mise en œuvre des programmes et des projets conduisent l'ANRU à initier des actions d'étude, d'édition, de communication, d'animation, de formation, d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, de capitalisation...

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à participer à ces actions pouvant concerner leur territoire, notamment en transmettant à l'ANRU toutes les informations nécessaires au bon déroulement de ces travaux.

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre à leurs agents en charge de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain de participer aux réunions auxquelles ils sont conviés par l'ANRU, notamment dans le cadre de réseaux d'acteurs du renouvellement urbain. Ils s'engagent également à faciliter l'accès de leurs agents aux formations initiées par l'ANRU ou par ses partenaires.

Les frais de déplacements (transport, restauration, hébergement) que ces rendez-vous occasionnent ainsi que les frais d'inscription à des formations entrent dans les frais de gestion attachés aux postes qui peuvent être subventionnés par l'ANRU conformément au RGA relatif au NPNRU.

Par ailleurs, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage faciliteront l'organisation de temps d'échange dans le cadre des réseaux d'acteurs animés par l'ANRU (mise à disposition de salles de réunion, organisation de visites, ...).

En cas de mobilisation par l'ANRU de missions d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à y participer et à s'assurer de l'application des résultats de ces missions.

14.2. La signalétique des chantiers

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à mentionner la participation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et d'Action Logement sur toute la signalétique, panneaux et documents relatifs à toutes les opérations financées dans le cadre du présent protocole, en y faisant notamment figurer leurs logotypes.

Signataires du Protocole NPNRU de Fort-de-France

Date³ : 26/04/2018

Le Directeur Général de l'ANRU, <i>Monsieur Nicolas GRIVEL</i>	Le Préfet de Région, <i>Monsieur Franck ROBINE</i>
Le Maire de Fort-de-France, <i>Monsieur Didier LAGUERRE</i>	Le Président de la CACEM, <i>Monsieur Athanase JEANNE-ROSE</i>
Le Président du GIP 2 Fort-de-France 2020, <i>Monsieur Frantz THODIARD</i>	Le Directeur Territorial de la Caisse des Dépôts, <i>Monsieur Hubert ROCHE</i>
Le Directeur Régional de l'ADEME, <i>Monsieur Jean-François MAURO</i>	Le Directeur des Affaires Culturelles de Martinique, <i>Monsieur Fabrice MORIO</i>
Le Directeur Régional de L'AFD, <i>Monsieur Ludovic COCOGNE</i>	P/Le Directeur de la CAF, <i>Monsieur Rodrigue DUFEAL</i>

³ Apposée par le dernier signataire (soit le directeur général de l'ANRU ou le délégué territorial de l'ANRU)

Partenaires « acteurs-ressources » du Protocole de préfiguration du NPNRU

Le Président du conseil exécutif de la CTM, <i>Monsieur Alfred MARIE-JEANNE</i>	<i>Le Directeur Général de la SMHLM, Monsieur Jean-Marc HENRY</i>
<i>Le Directeur Général de la SA HLM OZANAM, Monsieur Frédéric BURAC</i>	Le Directeur Général de la SIMAR, <i>Monsieur Alain MOUNOUCY</i>
Le Président de la SEMAFF, <i>Monsieur Johnny HAJJAR</i>	Le Directeur Général de l'EPF de Martinique, <i>Monsieur Ivan SOBESKY</i>
Le Président de la CCIM, <i>Monsieur Philippe JOCK</i>	Le Directeur Général de la SAS Bon Air, <i>Monsieur Yannis BAFLAST</i>
Le Directeur Général de l'AG50, <i>Monsieur Hervé EMONIDES</i>	Le Conseil citoyen du Centre-ville <i>Le Président ou son représentant</i>
Le Conseil citoyen de Volga <i>Le Président ou son représentant</i>	Le Conseil citoyen de Sainte-Thérèse <i>Le Président ou son représentant</i>
Le Conseil citoyen des Terres Sainville <i>Le Président ou son représentant</i>	Le Conseil citoyen de Rive-Droite <i>Le Président ou son représentant</i>
Le Conseil citoyen de Trénelle <i>Le Président ou son représentant</i>	Innovation Logement Outremer - ILOM <i>Le Président ou son représentant</i>
Groupement Interprofessionnel des Opérateurs Sociaux <i>Le Président ou son représentant</i>	

Annexes

1. Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville de Fort-de-France.
2. Plan des quartiers du protocole de préfiguration NPNRU de Fort-de-France.
3. Plans des premières orientations stratégiques par quartier NPNRU.
4. Description de la gouvernance et de la conduite de projet
5. Carte des études et dispositifs existants et en cours sur le périmètre du protocole de préfiguration NPNRU de Fort-de-France.
6. Protocole de partenariat entre la Ville de Fort-de-France et la Caisse des Dépôts et Consignations.
7. Convention entre la Ville de Fort-de-France et le GIP Fort-de-France 2020 relative à la mise en œuvre du protocole de préfiguration du NPNRU
8. Planning de réalisation des actions du programme de travail
9. Planning et articulation des études du protocole NPNRU
10. Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration + annexe financière complémentaire
11. Fiches descriptives des opérations contractualisées (Fiches Analytiques et Techniques)
12. Cahiers des charges des études du protocole NPNRU



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-81-1-DE
Date de télétransmission : 09/05/2019
Date de réception préfecture : 09/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

- 9 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-81-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION AU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS) POUR LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS AU DIAMANT

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu la demande du SDIS en date du 07 novembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 29 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq cent trente-deux mille trois cent trente-deux euros (532 332,00 €) H.T. au Service Départemental d'Incendie et de Secours de Martinique pour la construction d'un centre d'incendie et de secours au Diamant.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution de la subvention mentionnée à l'article 1, sont définies dans une convention.

Les versements sont répartis comme suit :

- 50% lorsque la convention est exécutoire
- le solde à la réception des travaux.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-82-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **2 6 JUIN 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-82-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'AGENCE DES 50 PAS GÉOMÉTRIQUES DE MARTINIQUE POUR L'OPÉRATION DE RÉSORPTION D'HABITAT SPONTANÉ (RHS) DES QUARTIERS CROCHEMORT ET REDOUTE - COMMUNE DU LORRAIN

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CR n°15-1528-1 du 24 septembre 2015 attribuant à l'Agence des 50 pas géométriques, une subvention de 126 750,00 € pour l'opération de Résorption d'Habitat Spontané (RHS) des quartiers Crochemort et Redoute au LORRAIN ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande d'aide financière pour l'opération de Résorption d'Habitat Spontané (RHS) des quartiers Crochemort et Redoute au Lorrain, formulée le 04 octobre 2018, par l'Agence des 50 pas géométriques de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du Développement durable et énergie, Economie bleue (plaisance, métiers de la mer), Croissance verte (agriculture...), Transports, Sports ;
Vu l'avis émis par la commission Logement et Habitat le 28 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de sept cent quarante-cinq mille euros (745 000,00 €) à l'Agence des 50 pas géométriques de Martinique, au titre de l'opération de Résorption d'Habitat Spontané (RHS) des Quartiers Crochemort et Redoute – Commune du Lorrain.

ARTICLE 2 : La participation totale de la Collectivité Territoriale de Martinique, au financement de l'opération mentionnée à l'article 1, s'élève à huit cent soixante et onze mille sept cent cinquante euros (871 750 €), en incluant la subvention de cent vingt six mille sept cent cinquante euros (126 750 €), attribuée par délibération du Conseil Régional n°15-1528-1 du 24 septembre 2015.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, au titre des opérations d'intérêt territorial (OIT), et versée à l'Agence des 50 pas géométriques de Martinique selon les modalités précisées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-84-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 2 6 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-84-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION CR N° 15-1529-32 RELATIVE À L' AIDE DU CONSEIL RÉGIONAL AUX COMMUNES (ACRC) AU BÉNÉFICE DE LA VILLE DE SAINTE-MARIE POUR LES TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU RESTAURANT SCOLAIRE DE L'ÉTOILE

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CR n° 15-1529-32 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la Ville de Sainte-Marie au titre de l'aide du Conseil Régional aux Communes – programme 2014 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du Développement durable et énergie, Economie bleue (plaisance, métiers de la mer), Croissance verte (agriculture...), Transports, Sports ;

Vu la demande de la Ville de Sainte-Marie en date du 10 février 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 29 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la modification de l'alinéa 3 de l'article 1, de la délibération n° 15-1529-32 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la Ville de Sainte-Marie au titre de l'aide du Conseil Régional aux Communes – programme 2014, comme suit :

« - les travaux de réfection de la toiture du restaurant scolaire de l'étoile : 59 447,00 €. »

Les autres dispositions de la délibération n° 15-1529-32 demeurent inchangées.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-85-1-DE
Date de télétransmission : 06/06/2019
Date de réception préfecture : 06/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 6 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-85-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION D'APPLICATION RELATIVE AU PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET L'OFFICE DE L'EAU (ODE) POUR LE SUIVI DE LA RETENUE D'EAU DE LA MANZO POUR LA PÉRIODE 2018/2019

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la directive européenne n° 2014/101/UE du 30 octobre 2014 modifiant la directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 212-1 IV ;

Vu la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 07 août 2015 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R 212-22 du code de l'environnement ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-82-1 du 7 avril 2017 portant convention pluriannuelle de partenariat 2016-2021 entre la CTM et l'ODE, relative à la réalisation du programme de surveillance du plan d'eau du barrage de la Manzo ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention pluriannuelle de partenariat 2016-2021, n° CV15-11-17 – 0834 du 15 novembre 2017, pour le suivi de la qualité du plan d'eau du barrage de la Manzo ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 1^{er} avril 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} avril 2019 ;
Considérant que le Président de l'Assemblée de Martinique, Monsieur Claude LISE, Président de l'Office de l'Eau (ODE) de Martinique n'a pas participé au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la convention d'application de partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et l'Office de l'Eau (ODE) portant sur le renouvellement des modalités de partenariat technique et financier définies par la convention pluriannuelle n° CV 15.11.17 – 0834 passée entre l'ODE et la CTM, pour la réalisation du programme de surveillance du plan d'eau de la retenue d'eau de la Manzo, sur la période 2016-2021, au titre de la directive cadre européenne sur l'eau.

ARTICLE 2 : Ladite convention est conclue pour le suivi annuel sur la période 2018-2019 couverte par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021.

ARTICLE 3 : Au titre de l'année de suivi sur la période 2018-2019, le coût total du programme est de 35 815 € TTC.

La contribution de l'ODE s'élève à 29 815 € TTC, soit 83,25% du montant du programme, dont 1 200 € TTC correspondant à ses Equivalents Temps Plein soit 3,4% du montant du programme.

La contribution de la CTM s'élève à 6 000 € TTC correspondant à ses Equivalents Temps Plein soit 16,75 % du montant du programme.

La contribution financière de l'ODE, qui est versée à la CTM, est ainsi fixée à 28 615 € TTC, selon les modalités définies à l'article IX-2 de la convention d'application de partenariat, à savoir :

- 50 % à la date de signature de la convention d'application,
- 50% à la remise par la CTM du rapport annuel des données au format validé, du résumé et de la fiche de synthèse.

ARTICLE 4 : Les crédits correspondants sont inscrits en recette au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR 



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-86-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-86-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ENTREPRISES & ENVIRONNEMENT POUR LA RÉALISATION DE LA PHASE 2 DU PROJET D'ÉCOTOURISME ET DE PRÉSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL MARIN SUR LA COMMUNE DU CARBET

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du Développement durable et énergie, Economie bleue (plaisance, métiers de la mer), Croissance verte (agriculture...), Transports, Sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de six mille neuf cent quatre euros (6 904 €), soit 20,6% du budget prévisionnel, à l'association « Entreprises & Environnement » pour la réalisation de la phase 2 du projet d'écotourisme et de préservation du patrimoine naturel marin sur le territoire de la Commune du Carbet.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-88-1-DE
Date de télétransmission : 04/07/2019
Date de réception préfecture : 04/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-88-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CONSERVATOIRE DU LITTORAL POUR L'ORGANISATION DU CONSEIL DES RIVAGES FRANÇAIS D'AMÉRIQUE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du Développement durable et énergie, Economie bleue (plaisance, métiers de la mer) et Croissance verte (agriculture...), Transports, Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques le 1er avril 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de mille sept cent quatre-vingt-trois euros (1 783 €) au Conservatoire du Littoral, pour l'organisation du Conseil des Rivages Français d'Amérique (CRFA), édition 2018.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1, est imputée au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée, au Conservatoire du littoral, sur présentation des justificatifs financiers et techniques attestant de la réalisation du CRFA.

La liquidation est programmée comme suit : 1 783 € en crédits de paiement en 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-89-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-89-1

PORTANT INFORMATION SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA FILIÈRE ÉOLIENNE EN MARTINIQUE DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE (PPE)

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2018-852 du 4 octobre 2018, relatif à la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) de la Martinique, paru au Journal Officiel de la République Française le 7 octobre 2018 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-3-1 du 09 février 2017, portant avis sur le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-342-1 du 13 Juillet 2018, portant avis favorable sur le projet de décret relatif à la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du Développement durable et énergie, Economie bleue (plaisance, métiers de la mer), Croissance verte (agriculture...), Transports, Sports ;
Vu l'avis émis par la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation de l'état d'avancement de la filière éolienne et des orientations proposées, dans le cadre de la mise en place de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) de Martinique, par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-90-1-DE
Date de télétransmission : 04/07/2019
Date de réception préfecture : 04/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

- 4 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-90-1

PORTANT PROJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE PROMOTION DE L'AQUACULTURE MARTINICAISE D'EAU DOUCE ET D'EAU DE MER

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du Développement durable et énergie, Economie bleue (plaisance, métiers de la mer), Croissance verte (agriculture...), Transports, Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE) le 1^{er} avril 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la mise en œuvre d'un « Projet de développement durable et de promotion de l'aquaculture martiniquaise d'eau douce et d'eau de mer », autour de la création d'un Pôle d'Activité Aquacole.

Ce Pôle s'articule autour de la mise en place :

- d'un Centre Technique Aquacole Territorial et Interrégional,
- d'une pépinière de productions aquacoles intégrant des aménagements collectifs.

ARTICLE 2 : Le projet mentionné à l'article 1 est réalisé sur une partie de la parcelle cadastrée n°S47, sise au quartier Pointe Lynch sur le territoire de la Commune du Robert.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-93-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

2 6 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-93-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ COULEUR CAFÉ PRODUCTION POUR LA RÉALISATION DU MAGAZINE TÉLÉVISÉ « CÔTÉ MER »

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du Développement durable et énergie, Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie), Croissance verte (agriculture...), Transports, Sports ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trente mille euros (30 000 €), à la société de production audiovisuelle COULEUR CAFE PRODUCTION, pour la réalisation d'un magazine télévisé intitulé « Côté Mer ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-94-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

26 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-94-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE À MONSIEUR À TITRE DE COMPENSATION POUR LA PERTE DE SA PRODUCTION AQUACOLE

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du Développement durable et énergie, Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie), Croissance verte (agriculture...), Transports, Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE) le 1^{er} avril 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une aide exceptionnelle d'un montant de trente mille euros (30 000 €) à Monsieur , à titre de compensation pour la perte de sa production aquacole de loup des Caraïbes.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-95-1-DE
Date de télétransmission : 05/07/2019
Date de réception préfecture : 05/07/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 5 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-95-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL CYCLISTE DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2018-2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cent quatre-vingt-quinze mille euros (195 000 €) au Comité Régional Cycliste de Martinique, pour la réalisation de son programme d'actions 2018-2019.

Cette somme est répartie comme suit :

- 175 000 € au titre des actions
- 20 000 € au titre de l'équipement.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres 933 et 903 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et sont versées au bénéficiaire, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-97-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

26 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-97-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE SON FILS

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 28 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) est attribuée à Monsieur [REDACTED], pour la réalisation de la saison sportive 2018-2019 de motocyclisme de son fils .

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-97-2-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-97-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2018-2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre mille euros (4 000 €) est attribuée à Monsieur pour la réalisation de sa saison sportive 2018-2019 de motocyclisme.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-97-3-DE
Date de télétransmission : 24/06/2019
Date de réception préfecture : 24/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-97-3

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE SON FILS

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 28 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) est attribuée à Monsieur [REDACTED] pour la réalisation de la saison sportive 2018-2019 de motocyclisme de son fils

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-97-4-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-97-4

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2018-2019 DE SON ILS

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) est attribuée à Monsieur [] pour la réalisation de la saison sportive 2018-2019 de karting de son fils [] .

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-98-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-98-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE (SCA) ANANAS MARTINIQUE POUR LA RELANCE DE LA FILIÈRE ANANAS

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} avril 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la société coopérative agricole (SCA) Ananas Martinique, une subvention d'un montant de quatre-vingt onze mille neuf cent quarante six euros vingt cinq centimes (91 946,25 €) pour la relance de la filière ananas.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire. à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Maria-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-99-1-DE
Date de télétransmission : 11/04/2019
Date de réception préfecture : 11/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-99-1

PORTANT ATTRIBUTION DU COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE EN DISTILLERIES AGRICOLES AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'attribution du complément de rémunération de la tonne de canne livrée en distilleries agricoles au titre de la campagne 2018, d'un montant de cent cinquante mille trois euros quatre-vingt-un centimes (150 003,81 €), à divers bénéficiaires sur présentation des états visés par la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée aux divers bénéficiaires.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-100-1-DE
Date de télétransmission : 11/04/2019
Date de réception préfecture : 11/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-100-1

PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU COMPLÉMENT DE PRIX DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE À LA SAEM-PRSM DU GALION POUR LA CAMPAGNE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} avril 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la contribution d'un montant d'un million trois cent cinquante mille euros (1 350 000 €) de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre de sa participation au complément de prix de la tonne de canne livrée à la SAEM-PRSM du Galion (dite aide à la balance) pour la campagne 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités définies par la convention signée avec l'Agence de Service et de Paiement.

ARTICLE 3 : Les fonds de la Collectivité Territoriale de Martinique sont versés à l'Agence de Service et de Paiement, établissement public ayant la charge d'allouer la prime aux planteurs, dans la limite des dotations reçues de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les frais de gestion inhérents à la prestation effectuée par l'Agence de Service et de Paiement seront à la charge de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment la convention avec l'Agence de Service et de Paiement et la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF).

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-101-1-DE
Date de télétransmission : 11/04/2019
Date de réception préfecture : 11/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-101-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE DE PRODUCTION SUCRIÈRE ET RHUMIÈRE SAEM PSRM LE GALION AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} avril 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant d'un million six cent cinquante-six mille euros (1 656 000 €) est allouée à la SAEM-PSRM le Galion au titre de l'année 2019, et est répartie comme suit :

- Au titre du fonctionnement : 806 000 €
- Au titre de l'investissement : 850 000 €.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée aux chapitres 936 et 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-105-1-DE
Date de télétransmission : 27/05/2019
Date de réception préfecture : 27/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-105-1

PORTANT ADOPTION DU RÈGLEMENT TERRITORIAL D'AGRÈMENT DES FORMATIONS SOCIALES

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L.451-1 ;
Vu le décret n°2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social ;
Vu l'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément mentionnée à l'article R. 451-2 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu l'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux mentions figurant dans l'arrêté d'agrément délivré par le président du conseil régional défini à l'article R. 452-1 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurelie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission éducation jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 27 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est adopté le règlement territorial d'agrément des établissements de formations sociales, mis en place par la Collectivité Territoriale de Martinique, conformément au document joint en annexe.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°19-105-1



REGLEMENT

**TERRITORIAL D'AGREMENT DES ETABLISSEMENTS
DE
FORMATIONS SOCIALES**

TEXTES DE REFERENCE -

- Article L.451-1 du Code de l'action sociale et des familles modifié par la loi du 5 mars 2014
- Décret d'application n° 2017-537 du 13 avril 2017
- Arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément mentionnée à l'article R. 451-2 du code de l'action sociale et des familles
- Arrêté du 7 juin 2017 relatif aux mentions figurant dans l'arrêté d'agrément délivré par le président du conseil régional défini à l'article R. 452-1 du code de l'action sociale et des familles

PREAMBULE

La loi du 5 mars 2014 (article L.451-1 du Code de l'action sociale et des familles) et du décret d'application du 13 avril 2017 renforcent les compétences des Régions qui ont désormais la responsabilité de la délivrance des agréments visant à autoriser tout organisme désireux de dispenser une formation sociale (après avis de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS)).

La Collectivité a donc la double compétence d'autorisation de places de formation (tous publics confondus) et de financement de places (pour des publics précisément définis dans la convention de financement – formation initiale).

La procédure d'agrément permet de garantir un accès équitable des établissements de formation aux agréments territoriaux dans une logique de déploiement de l'offre de formation pertinente au regard des besoins en emploi du territoire, dont celle relevant d'un financement en voie initiale par la Collectivité (pour les publics prioritaires relevant de son champ de compétence).

Le présent règlement vise à définir les modalités de délivrance du nouvel agrément de capacité d'accueil autorisée des établissements de formation en travail social.

ARTICLE 1. OBJET

Le présent règlement a pour objet de fixer les critères de sélection et de qualité pour agréer les établissements dispensant des formations en travail social à compter du 14 avril 2019. Il précise les conditions et les modalités d'agrément prévues dans la réglementation précitée.

Ce règlement d'intervention, tout en visant la réalisation des objectifs quantitatifs du schéma territorial des formations sanitaires et sociales en cours de réalisation, permet :

- d'objectiver le choix des établissements agréés,
- de définir la carte des formations répondant aux enjeux et aux besoins en emploi des territoires,
- d'adapter aux besoins la répartition des places financées par la Collectivité

Ce règlement s'applique pour la délivrance d'agréments relative à :

- une nouvelle demande,
- un renouvellement

ARTICLE 2. LES FORMATIONS CONCERNEES

Les formations concernées par le règlement d'intervention sont les suivantes :

- DE d'Assistant de service social (DEASS)
- DE d'Accompagnement Educatif et Social (DEAES)
- DE d'Assistant Familial (AF)
- DE de Conseiller en économie sociale et familiale (DESF)
- DE de Educateur spécialisé (ES)
- DE de Moniteur Educateur (ME)
- DE de Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale (DETISF)
- DE Médiateur familial (DEMF)
- Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale (CAFERUIS)
- Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Directeur d'Etablissement ou de Service d'intervention sociale (CAFDES)
- Ingénierie sociale (IS)

ARTICLE 3. LA DEMANDE D'AGREMENT

3.1 LA PROCEDURE DE DEPOT

La Collectivité met en œuvre une procédure d'appel à projets publié sur son site Internet.

L'appel à projets concerne une ou plusieurs formations répondant aux besoins du territoire.

Les dates d'ouverture et de clôture de l'appel à projets sont fixées par la CTM.

Toute demande qui arrive en dehors de la période d'ouverture sera considérée irrecevable.

Les éléments suivants sont précisés dans l'appel à projets :

- la période de réception des candidatures et d'instruction des dossiers,
- le volume de places
- le calendrier.
- les critères de sélection

Cette procédure ne concerne pas le cas exceptionnel de redéploiement des étudiants suite à une fermeture d'une formation.

3.1.1 Le Périmètre de l'agrément

La procédure d'appel à projets vise à organiser l'agrément de capacité d'accueil (article L451-1 du Code de l'action sociale) qui est l'autorisation donnée par la Collectivité à l'établissement pour dispenser une formation en travail social pour un nombre de places défini à l'entrée en formation.

L'obtention de cet agrément de capacité d'accueil autorise un établissement à solliciter un financement de la Collectivité dans le cadre des articles L451-2 et L451-2-1 du code de l'Action Sociale.

Une convention attributive de la subvention globale de financement précise les objectifs de l'action de l'établissement et les moyens mis en œuvre par la Collectivité.

3.2 DEPOT DE LA DEMANDE D'AGREMENT

Le dossier de candidature est adressé à la CTM par voie électronique sur le site internet suivant la procédure arrêtée dans l'appel à projets et en 2 exemplaires, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le candidat dépose une demande d'agrément par formation à la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les éléments constitutifs du dossier de demande sont fixés par l'arrêté du 7 juin 2017 (cf. annexe).

Le dossier est déposé au plus tard 12 mois avant la date du début de la formation. Le

délai peut être réduit par décision de la CTM sans que celui-ci ne puisse être inférieur à quatre mois avant la date du début de la formation.

La CTM instruit les demandes d'agrément déposées conformément au décret n°2017537 du 13 avril 2017.

3.3 LA PROCEDURE D'INSTRUCTION

L'instruction est menée selon les modalités définies par la réglementation en vigueur. Le dossier de demande d'agrément est examiné par les services de la CTM qui tiennent compte, de toutes les pièces jointes pour vérifier sa complétude.

Un email d'accusé de réception est ensuite transmis à l'établissement soit pour dossier complet, soit pour demande de production de pièces ou de renseignements manquants dans un nouveau délai qui sera fixé par les services.

Toute demande non complétée dans ce délai est considérée comme incomplète et non recevable.

Les services de la CTM transmettent le dossier complet à la Direction Régionale de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale qui vérifie la capacité de l'établissement à préparer les candidats à l'obtention du diplôme et s'assure des conditions de fonctionnement pédagogique et des moyens mis en œuvre pour y parvenir.

Elle doit rendre son avis circonstancié dans le mois suivant la réception du dossier.

En l'absence de réponse du Président du Conseil exécutif de la CTM au demandeur dans un délai de quatre mois à compter de la réception du dossier complet, la demande d'agrément est réputée rejetée.

Toutefois, lorsque la complexité de la procédure de l'appel à projets lancé par la Collectivité le justifie, un délai implicite de rejet supérieur à 4 mois peut être prévu expressément par le Président du Conseil exécutif et signifié au demandeur lors de la notification de la complétude de son dossier.

3.4 L'EXAMEN DE LA DEMANDE D'AGREMENT

Le dossier est examiné au vu des pièces du dossier conformément à l'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément mentionnée à l'article R. 451-2 du code de l'action sociale et des familles pris en application du décret n°2017-537 du 13 avril 2017 en lien avec la DRJSCS.

Chaque demande sera analysée en application des 3 critères suivants :

► Qualité

- La DRJSCS vérifie la capacité de l'établissement à préparer les candidats à l'obtention du diplôme et s'assure des conditions de fonctionnement pédagogique et des moyens mis en œuvre pour y parvenir.
- La Collectivité contrôle les aspects relatifs à l'organisation.

► **Equilibre territorial et complémentarité de l'offre**

Les agréments délivrés tiennent compte de l'offre de formation existante et de sa répartition territoriale en fonction des besoins en emplois identifiés dans le schéma des formations sanitaires et sociales mais également des nouveaux enjeux de territoire.

► **Coût de la formation et viabilité économique**

Les agréments ne seront délivrés que si les modèles économiques des établissements de formations sont viables.

4. LA DELIVRANCE DES AGREMENTS

L'agrément est délivré par arrêté du Président du Conseil Exécutif et publié au recueil des actes conformes à un modèle fixé par arrêté du Ministre chargé des affaires sociales, et publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité.

4.1 L'ARRETE

La décision d'acceptation ou de rejet de la demande d'agrément est notifiée par le Président du conseil exécutif à l'auteur de la demande.

Le Président du conseil exécutif informe également le représentant de l'Etat dans la région.

4.1 LA DUREE

L'agrément est attribué pour une durée de 5 ans. Toutefois, cette durée peut, à titre exceptionnel et dûment justifié, être réduite sans pouvoir être inférieure à un an.

5- LE CONTROLE, LE RETRAIT DE L'AGREMENT ET LA RADIATION

5.1 LE CONTROLE

La DRJSCS contrôle le respect des textes relatifs aux diplômes, la qualification du directeur, du responsable pédagogique et des formateurs de l'établissement ainsi que la qualité des enseignements délivrés. Il informe le Président du conseil Exécutif de tout manquement aux dispositions du III de l'article R. 451-2 et de l'article R. 451-3.

La Collectivité contrôle le respect des textes relatifs à l'organisation, au financement. Elle se réserve la possibilité de visiter, sur place, les centres de formation ayant déposé une demande, en complément de l'analyse des dossiers.

L'établissement dispensant une formation préparant à un diplôme de travail social sans être titulaire d'un agrément fait l'objet d'une mise en demeure de cessation d'activité par le Président du conseil exécutif, qui en informe le représentant de l'Etat dans la région.

5.2 LE RETRAIT DE L'AGREMENT

Le Président du conseil exécutif procède, après mise en demeure et par décision motivée, au retrait de l'agrément de l'établissement lorsque les conditions fixées au III de l'article R. 451-2 et à l'article R. 451-3 ne sont plus remplies, ou lorsque les obligations et interdictions prévues aux articles L. 6352-1 et L. 6352-2 du code du travail ne sont plus respectées, ou dans tout autre cas constitutif d'une faute grave.

Cette décision vaut opposition à la poursuite de la mise en œuvre de la formation. Elle est notifiée à la personne juridiquement responsable de l'établissement de formation et au représentant de l'Etat dans la région. Elle est publiée au recueil des actes administratifs de la Collectivité.

En cas de retrait de l'agrément de l'établissement, les élèves et étudiants en cours de formation sont redéployés par la Collectivité au sein des structures existantes.

5.3 LA RADIATION

La cessation d'activité de l'établissement de formation est portée sans délai à la connaissance du Président du conseil exécutif par la personne juridiquement responsable de l'établissement de formation.

Le Président du Conseil Exécutif informe le représentant de l'Etat dans la région qui procède à la radiation de l'établissement du fichier national des établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux.

Il est également procédé à cette radiation lorsque l'agrément de l'établissement est arrivé à échéance.

En cas de non-renouvellement de l'agrément ou de cessation de l'activité de l'établissement, les élèves et étudiants peuvent, sur décision du Président du Conseil Exécutif, être redéployés au sein de structures existantes. Les élèves et étudiants en cours de formation peuvent la poursuivre dans l'établissement de formation jusqu'à leur première présentation aux épreuves de certification.

5-4 LA MODIFICATION DE L'AGREMENT

Toute demande de modification de la décision d'agrément est déposée à la Collectivité par la personne juridiquement responsable de l'organisme de formation.

Toute modification de l'agrément, notamment celle rendue nécessaire par une réforme substantielle du diplôme, donne lieu au dépôt d'une demande d'agrément dans les conditions prévues dans le règlement d'intervention et dans le respect des textes en vigueur.

Sous réserve du respect des conditions fixées par le présent règlement d'intervention, elle donne lieu à la délivrance d'un nouvel arrêté.

6- LE RENOUVELLEMENT

A l'issue de la période de validité, l'agrément peut être renouvelé. Le dossier de demande de renouvellement est déposé dans les mêmes conditions qu'à l'article 4 -2, au plus tard douze mois avant l'échéance de l'agrément.

ANNEXE 1.

COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE, DE MODIFICATION OU DE
RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT POUR DISPENSER UNE FORMATION
PRÉPARANT À UN DIPLÔME DE TRAVAIL SOCIAL

VOLET ADMINISTRATIF ET FINANCIER	
Eléments à caractère administratif	
Le nom de la personne physique ou morale juridiquement responsable de l'établissement de formation et ses coordonnées (adresse postale, n° de téléphone, adresse électronique)	A indiquer
Les statuts lorsque la personne juridiquement responsable de l'établissement est une personne morale	A produire
La liste des administrateurs (noms, adresses, qualité, adresses électroniques) lorsque la personne juridiquement responsable de l'établissement est une personne morale	A produire
Les noms, adresses, qualité des personnes engageant, par délégation, la responsabilité de l'établissement	A indiquer
Le nom de l'établissement et ses coordonnées (adresse postale, n° de téléphone, adresse électronique)	A indiquer
L'adresse du site principal et le cas échéant des sites secondaires (au sein de la région du lieu d'implantation du site de la formation)	A indiquer
L'organigramme administratif et fonctionnel	A produire
Le numéro SIREN pour le gestionnaire de l'établissement	A produire
Le numéro SIRET pour l'établissement	A produire
L'attestation de déclaration d'activité et le code APE	A produire
Les justificatifs d'agrément d'autres pays européens	Facultatif
L'attestation d'assurance en vigueur au titre de la responsabilité civile couvrant les activités entrant dans le champ d'application de la demande d'agrément	A produire

Le contrat de bail ou une promesse de contrat de bail justifiant de la location actuelle ou future des locaux destinés à la formation ou le titre de propriété au nom du gestionnaire de l'établissement	A produire
Un tableau récapitulatif des surfaces, de leur affectation et de leur accessibilité aux personnes en situation de handicap	A produire
Les plans détaillés précisant la répartition et l'affectation des locaux	A produire
Dernier avis de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité	A produire
L'attestation d'assurance relative aux locaux de l'établissement de formation et éventuellement de ses annexes	A produire
Eléments à caractère financier	
Un budget prévisionnel retraçant l'ensemble des opérations d'investissement d'une part et les opérations d'exploitation d'autre part	A produire
Les modalités de financement attendues par voies de formation (formation initiale, formation continue, apprentissage)	A produire
Lorsqu'il est disponible, le compte de résultat de l'établissement pour chacun des trois derniers exercices clos	A produire
Lorsqu'il est disponible, le bilan comptable de l'établissement pour chacun des trois derniers exercices	A produire
La copie des jugements en cas de redressement judiciaire de la personne juridiquement responsable de l'établissement	A produire le cas échéant
Le montant prévisionnel des droits d'inscription et les frais de scolarité correspondant à la rémunération des services aux étudiants	A produire
La place de l'établissement dans le schéma régional des formations sociales	
Le positionnement de l'établissement de formation dans l'environnement économique et social de la région	Note à produire
La formation pour laquelle l'agrément est demandé au regard de l'offre de formation et des besoins identifiés dans le schéma régional des formations sociales	Note à produire
Le positionnement de l'établissement de formation dans les	Note à produire

démarches de partenariat et de réseaux interprofessionnels	
LE VOLET PÉDAGOGIQUE	
Eléments relatifs à l'action de formation programmée	
Le diplôme concerné	A indiquer
Les voies de formation prévues (formation initiale, formation continue, apprentissage)	A indiquer
La date prévue pour l'ouverture de la formation	A indiquer
L'effectif prévisionnel annuel maximum par promotion et par voie de formation (formation initiale, formation continue, apprentissage)	A indiquer
Le règlement d'admission précisant les conditions et les modalités de sélection des candidats pour chacune des voies de formation ainsi que les cas de dispense de certification	A produire
Un document exposant le projet pédagogique propre à la préparation du diplôme et les moyens pédagogiques choisis par l'établissement pour la mise en œuvre de cette formation ainsi que les moyens que l'établissement entend mettre à disposition des élèves et étudiants pour prendre connaissance de ce projet avant leur inscription en formation	A produire
Le programme de la formation précis détaillé et séquencé	A produire
Dans le cas où plusieurs établissements de formation sont associés, la (ou les) convention (s) de coopération détaillant leurs modalités d'association à la préparation du diplôme concerné	A produire
Le projet de professionnalisation par l'alternance propre au diplôme concerné ainsi que les modalités d'articulation et de partenariat prévues avec les sites qualifiants	A produire
La liste des structures d'accueil pour les sites qualifiants	A produire
Un document détaillant les modalités pédagogiques prévues pour permettre la prise en compte de parcours personnalisés de formation pour les personnes bénéficiant de dispense de certification ou d'allègement de formation	A produire
Un tableau détaillant l'organisation pédagogique de l'établissement pour la préparation au diplôme concerné faisant apparaître le nom du responsable, et en regard de chaque unité de formation, le nom du formateur qui en assure la charge	A produire

La liste des équipements et matériels pédagogiques utilisés pour la formation	A produire
Une note détaillant les modalités d'évaluation en cours de formation ou, le cas échéant, de contrôle continu	A produire
Une note sur les modalités d'organisation des épreuves de certification pour celles dont le cadre réglementaire du diplôme prévoit qu'elles sont organisées par les établissements de formation	A produire
Eléments relatifs à l'établissement de formation	
Un document exposant le projet pédagogique de l'établissement de formation	A produire
Un tableau présentant l'organisation pédagogique de l'établissement et faisant apparaître la répartition des différentes filières avec en regard le nom des responsables	A produire
Les missions du directeur et de l'équipe de direction	Produire les fiches de poste
Dans le cas où l'établissement dispense ou envisage de dispenser plusieurs formations sociales : - la liste des diplômes déjà préparés par l'établissement de formation en indiquant le nom du responsable de formation en précisant sa charge d'enseignement et le domaine concerné - le diplôme pour lequel l'agrément est demandé en indiquant le nom du responsable de formation et sa charge d'enseignement	A produire
Un document détaillant les articulations pédagogiques entre les formations préparant aux différents diplômes de travail social	A produire
Une note sur les modalités d'association envisagées des personnes accompagnées à la formation des étudiants	A produire
Une note sur la démarche qualité envisagée	A produire
Eventuellement, le dernier rapport d'évaluation interne	Facultatif
Eventuellement, le dernier rapport d'évaluation externe	Facultatif

Le directeur et l'équipe pédagogique	
Le directeur :	
Titre ou diplôme au moins de niveau II homologué ou enregistré au répertoire national des certifications (RNCP) ou diplôme sanitaire ou social de niveau II inscrit au RNCP	A produire
Justificatifs de 5 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de la pédagogie, de la gestion du secteur social, sanitaire ou médico-social, dans les 10 ans précédant la demande	A produire
Extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire national de moins de trois mois à la date de dépôt de la demande	A produire
Curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue	A produire
Le responsable de formation	
Pour les diplômes de niveau I, II, III :	
Diplôme ou titre homologué ou enregistré au RNCP au moins égal au niveau du diplôme préparé	A produire
Justificatifs de 3 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de la pédagogie dans les 10 ans précédant la demande	A produire
Justificatifs d'une expérience professionnelle d'au moins trois années dans un établissement ou service social ou médico-social en rapport direct avec le diplôme préparé	A produire
Extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire national de moins de trois mois à la date de dépôt de la demande	A produire
Curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue	A produire
Pour les diplômes de niveau IV et V :	
Diplôme ou titre homologué ou enregistré au répertoire national des certifications professionnelles au moins égal au niveau III pour les diplômes	A produire
Justificatifs d'une expérience professionnelle d'au moins trois années dans un établissement ou service social ou médico-social en rapport	A produire

direct avec le diplôme préparé	
Justificatifs de 3 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de la pédagogie dans les 10 ans précédant la demande	A produire
Extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire national de moins de trois mois à la date de dépôt de la demande	A produire
Curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue	A produire
Les formateurs permanents	
Diplôme, titre ou tout autre justificatif attestant de la compétence dans le domaine enseigné	A produire
Justificatifs de trois années d'expérience professionnelle dans le domaine social, médico-social ou sanitaire	A produire
Curriculum vitae présentant de façon détaillée la trajectoire professionnelle et incluant la formation initiale et continue	A produire

Annexe 2

COMPOSITION DU DOSSIER COMPLÉMENTAIRE POUR TOUTE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AGRÈMENT POUR DISPENSER UNE FORMATION PRÉPARANT À UN DIPLOME DE TRAVAIL SOCIAL

RAPPORT D'ACTIVITÉ	
Il couvre la période de l'agrément arrivé à échéance	
Eléments relatifs aux effectifs et aux résultats	
Ils sont renseignés conformément aux collectes réalisées par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et pour chaque année	
Effectif total	
Répartition des inscrits par année d'étude et par promotion	A indiquer
Dont allègement de scolarité VAE	A indiquer
Dont allègement de scolarité hors VAE	A indiquer
Dont nouveaux inscrits (1re année ou entrés directement les années suivantes)	A indiquer
Sélection à l'entrée	
Nombre de sessions d'épreuves de sélection	A indiquer
Nombre de candidats aux épreuves de sélection par session ou ayant déposé un dossier	A indiquer
Nombre de lauréats aux épreuves de sélection par session	A indiquer
Diplômes délivrés	
Nombre d'élèves et étudiants présentés hors VAE	A indiquer
Nombre d'élèves et étudiants reçus hors VAE	A indiquer
Nombre d'élèves et étudiants présentés après VAE puis parcours de formation	A indiquer

Nombre d'élèves et étudiants reçus après VAE puis parcours de formation	A indiquer
Total des élèves et étudiants présentés au diplôme	A indiquer
Total des élèves et étudiants reçus au diplôme	A indiquer
Eléments relatifs à la formation délivrée	
<p>Evaluation du projet pédagogique de la formation préparant au diplôme d'Etat faisant notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'association des personnes accompagnées à la formation des élèves et étudiants - les modes de professionnalisation par l'alternance propre au diplôme concerné ainsi que les modalités d'articulation et de partenariat avec les sites qualifiants - les modalités d'évaluation en cours de formation - les modalités d'organisation des épreuves de certification pour celles dont le cadre réglementaire prévoit qu'elles sont organisées par l'établissement de formation 	A produire
La copie des conventions de partenariat pour l'accueil des stagiaires	A produire
La démarche qualité mise en œuvre et ses résultats	A produire
Les formations continues de l'équipe de direction, responsables de formation et formateurs permanents (nombre de jours et thématiques concernées)	A produire
ÉLÉMENTS FINANCIERS	
Le compte de résultat de l'établissement pour chacun des trois derniers exercices clos	A produire
Le bilan comptable de l'établissement pour chacun des trois derniers exercices	A produire
Effectif des personnels par catégorie	A produire
La copie des jugements en cas de redressement judiciaire de la personne juridiquement responsable de l'établissement	A produire



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-108-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-108-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET N° 2012-432 DU 30 MARS 2012 RELATIF À L'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique le 17 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission des Affaires Juridiques et des Textes le 22 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret modifiant le décret n°2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable.

Le texte concerne particulièrement le comité départemental exerçant les attributions dévolues aux conseils régionaux et aux chambres régionales de discipline de l'ordre, lorsque le nombre d'experts-comptables, inscrits au tableau du département ou de la collectivité, n'atteint pas quatre-vingt.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-112-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **26 JUIN 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-112-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 19 JANVIER AU 21 MARS 2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la Collectivité Territoriale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier 2016 relative aux actions contentieuses de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, et des affaires juridiques ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux pour la période allant du 19 janvier au 21 mars 2019.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-113-1-DE
Date de télétransmission : 13/05/2019
Date de réception préfecture : 13/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-113-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE D'HLM À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 2 019 480,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS PLS SITUÉS AU QUARTIER BOIS CARRÉ AU LAMENTIN

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande formulée par la Société Martiniquaise d'HLM ;
Vu le contrat de prêt n°92200 en annexe signé entre la Société Martiniquaise d'HLM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie à hauteur de 40% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 019 480 € souscrit par la Société Martiniquaise d'HLM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 92200, constitué de deux lignes du Prêt et destiné à la construction de 27 logements sociaux PLS, quartier Bois Carré, Ville du Lamentin.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

COMPAT DE PRET

N° 92200

Entre

LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE - n° 000261965

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V2 18 page 1/23
Contrat de prêt n° 92200 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
1/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE, SIREN n°: 305306375, sis(e) IMMEUBLE
TEMPO VOIE N 13 JAMBETTE BEAUSEJOUR BP 597 97200 FORT DE FRANCE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE** »
ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PR0090-PR0068 V2 18 page 2/23
Contrat de prêt n° 92200 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
3/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération BOIS CARRE, Parc social public, Construction de 27 logements situés Bois carré 97232 LE LAMENTIN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions dix-neuf mille quatre-cent-quatre-vingts euros (2 019 480,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2017, d'un montant de deux-cent-douze mille quatre-cent-quatre-vingts euros (212 480,00 euros) ;
- PLS PLSD 2017, d'un montant d'un million huit-cent-sept mille euros (1 807 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

4/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
6/23



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social** » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
7/23



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **09/04/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article "Définitions" et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article "Notifications".

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

8/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

- Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
- Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

9/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréeer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0060-PR0069 V2 18_0306 10/23
Contrat de prêt n° 92200 Emprunteur n° 000261955

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
10/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS		
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2017	PLSDD 2017		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5279765	5279766		
Montant de la Ligne du Prêt	212 480 €	1 807 000 €		
Commission d'instruction	120 €	1 080 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,81 %	1,81 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,81 %	1,81 %		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index ¹	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	1,06 %	1,06 %		
Taux d'intérêt ²	1,81 %	1,81 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	SR	SR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

PRO000-PR0068 V2 18 page 11/23
Contrat de prêt n° 92200 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes /

FORT-DE-FRANCE -
11/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

12/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

13/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Elle vient minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur et restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Paraphes,

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
17/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DU LAMENTIN	60,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
19/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

20/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

21/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 21 JAN. 2019

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur.

Nom / Prénom : -

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Le, 10 Janvier 2019

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom : -

Qualité : Directeur territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Martiniquaise d'HLM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Martiniquaise d'HLM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2019, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 2 019 480 €, plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 27 logements sociaux (PLS) situés au quartier Bois Carré, sur le territoire de la ville du Lamentin.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de DEUX MILLIONS DIX NEUF MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT EUROS (2 019 480,00 €) destiné à la construction de 27 logements sociaux (PLS) situés au quartier Bois Carré, sur le territoire de la ville du Lamentin.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 19-1 du 2019 :

Ligne du prêt	CPLS	PLS
	Complémentaire au PLS 2017	PLSDD 2017
Identifiant de la ligne du prêt	5279765	5279766
Montant	212 480 €	1 807 000 €
Commission d'instruction	120 €	1080 €
Durée	40 ans	40 ans
Index	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,06 %	1,06 %
Taux d'intérêt	1,81 %	1,81 %
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	SR (simple révisabilité)	SR (simple révisabilité)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-114-1-DE
Date de télétransmission : 09/05/2019
Date de réception préfecture : 09/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

- 9 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-114-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE A LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE SAINT-MARTIN (SEMSAMAR) A HAUTEUR DE 50 % D'UN PRET D'UN MONTANT TOTAL DE 13 545 839,22€ DESTINE A L'ACQUISITION EN VEFA DE 112 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 78 LLS ET 34 LLTS « RESIDENCE LES CYCLADES », HABITATION GRANDE SAVANE A DUCOS – ANNULATION DE LA DELIBERATION N°18-97-1 DU 4 AVRIL 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-97-1 du 4 avril 2018 portant garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique à la Société d'Economie Mixte de Saint-Martin (SEMSAMAR) à hauteur de 50 % de quatre emprunts d'un montant total de 13 785 296,00 € destinés à l'acquisition en vefa de 112 logements sociaux dont 78 LLS et 34 LLTS « résidence les cyclades » habitation grande savane, Ville de Ducos ;

Vu la demande formulée par la Société d'Economie Mixte de Saint-Martin (SEMSAMAR) ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le contrat de prêt n°92579 en annexe signé entre la SEMSAMAR, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-97-1 du 4 avril 2018 est annulée.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 13 545 839,22 € souscrit par la Société d'Economie Mixte de Saint-Martin (SEMSAMAR) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 92579, constitué de quatre lignes du Prêt et destiné à l'acquisition en VEFA de 112 logements sociaux « résidence Les Cyclades », Habitation Grande Savane, Ville de Ducos.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaissedepots.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

CONTRAT DE PRÊT

N° 92579

Entre

SOC COMMUNALE DE ST MARTIN - n° 000202556

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Procès-verbal n° 18, page 1/4
Contrat de prêt n° 92579 l'imprimé n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

PH L

1/24



CONFIDENTIAL

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 2/24

Paraphes

fit ✓



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PRODM-PRUMH V2, 1A, page 4/24
Contrat de prêt n° 52574 Emprunteur n° 000202556

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

PH U

3/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Les Cyclades, Parc social public, Acquisition en VEFA de 112 logements situés Habitation Grande savane 97224 DUCOS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de treize millions cinq-cent-quarante-cinq mille huit-cent-trente-neuf euros et vingt-deux centime (13 545 839,22 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de trois millions trois-cent-vingt-sept mille cent-soixante-treize euros et quarante-et-un centimes (3 327 173,41 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant d'un million vingt-deux mille cinq-cent-quatre-vingt-huit euros (1 022 588,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de sept millions deux-cent-trente-cinq mille cinq-cent-trois euros et quatre-vingt-un centimes (7 235 503,81 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant d'un million neuf-cent-soixante mille cinq-cent-soixante-quatorze euros (1 960 574,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE



Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 13 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



ARTICLE 5 DÉFINITIONS

PH ✓



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social (PLUS)** » est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI)** » est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité (DR)** » signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

PRÉSENTATION V2, 18 pages, 2/24
Contrat de prêt n° 10/25/11 l'Emprunteur n° 000202526

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7/24



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **21/04/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article "Définitions" et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article "Notifications".

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)
 - Courrier du notaire conviant les parties à la signature de l'acte de VEFA

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après

Paraphes

[Signature]

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

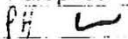
L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PHARES-PRUNES V2 18 page 10/24
Comité de prêt n° 02570 Emprunteur n° 000202595

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



10/24



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5274394	5274395	5274392	5274393
Montant de la Ligne du Prêt	3 327 173,41 €	1 022 588 €	7 235 503,81 €	1 960 574 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % Livret A.
2 Les taux indiqués ci-dessus sont susceptibles de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

PH

PRUDAS-PRUDAS V2 10 page 11/24
Contrat de prêt n° 92574 Emprunteur n° 00020256

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 11/24



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

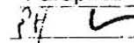
MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PRODUIT FINANCIER N° 18, page 12/24
Contrat de prêt n° 05516 Emprunteur n° 000202546

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes


12/24



Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Ph W

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 58 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 13/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"} - 1}]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

PR0000-PR0000 V2.18 page 14/24
"annexes de prêt n° 925/3" l'Emprunteur n° 000203566

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

Pij

14/24



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÉGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** » d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Paraphes
PFF W

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 15/24

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

Paraphes

FF *U*

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 16/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** » ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir soit sur sa situation, soit sur les projets financés tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

17/24



www.groupecaissedepots.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit .

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE DUCOS	50,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Paraphes

PF

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
18/24



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

19/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Paraphes

PH

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 68 - Télécopie 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

21/24



www.groupecaisdesdepots.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Paraphes

PH

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél 05 90 21 18 58 - Télécopie 05 90 91 73 23
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
22/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

h

23/24



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Fait en autant d'originaux que de signataires.

Le, 07/02/19

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



samsamar
Président Directeur Général
Immeuble du Port - BP 671
97057 Saint-Martin Cedex

Le, 31 JAN. 2019

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Régional

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Directeur Régional



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'Economie Mixte de Saint-Martin (SEMSAMAR) représentée par M.....
dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SEMSAMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2019, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % de quatre emprunts d'un montant total en capital de 13 545 839,22 € plus les intérêts, remboursables en 40 et 50 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer l'acquisition en VEFA de 112 logements sociaux « résidence Les Cyclades » Habitation Grande Savane, sur le territoire de la ville de Ducos.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement de quatre emprunts qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de TREIZE MILLIONS CINQ CENT QUARANTE CINQ MILLE HUIT CENT TRENTE NEUF EUROS ET VINGT DEUX CENTIMES (13 545 839,22 €) destiné au financement de l'acquisition en VEFA de 112 logements sociaux (dont 78 LLS et 34 LLTS) au lieudit « résidence les Cyclades », Habitation Grande Savane sur le territoire de la ville de Ducos.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui seront conformes à la délibération de la CTM n° du 2019 :

Ligne du prêt :	PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) CONSTRUCTION	PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) FONCIER	PLUS (Prêt Locatif à Usage Social) CONSTRUCTION	PLUS (Prêt Locatif à Usage Social) FONCIER
Montant :	3 327 173,41 €	1 022 588,00 €	7 235 503,81 €	1 960 574,00 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur.

ARTICLE 5 – SURETES

Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée de remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant. Le bénéficiaire consent, d'autre part, et ce à ses frais, à ce que le garant, sur simple demande, procède, à une inscription hypothécaire ou à l'inscription de toute autre sûreté jugée plus appropriée.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. Conformément à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales, la CTM pourra être représentée par un délégué spécial, auprès de la SEMSAMAR, désigné par l'Assemblée de Martinique.

Le représentant de la CTM pourra exercer, à toute époque, son contrôle sur les opérations de l'emprunteur, qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles à la connaissance de ses livres et pièces comptables.

L'emprunteur s'engage à faciliter le contrôle et le suivi opéré par le délégué spécial.

6.2. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société mère et du groupe,
- * Le rapport d'activités du groupe et de la société mère.

6.3. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 6 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, sont à la charge de l'emprunteur.

La signature de la présente convention précédera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-115-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2019
Date de réception préfecture : 26/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-115-1

PORTANT ADHÉSION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉVALUATION (SFE)

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'adhésion de la Collectivité Territoriale de Martinique, à la Société Française d'Évaluation (SFE) moyennant une cotisation annuelle d'un montant de mille deux cents euros (1 200 €) (non soumise à TVA).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-116-1-DE
Date de télétransmission : 09/05/2019
Date de réception préfecture : 09/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

- 9 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-116-1

PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL SUR LES IMPORTATIONS DE BIENS DESTINÉS À L'ACCOMPLISSEMENT DES MISSIONS RÉGALIENNES DE L'ÉTAT

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014, relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, modifiée ;

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, modifiée ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'exonération des biens repris en annexe et destinés à l'accomplissement des missions régaliennes de l'État, conformément à l'article 6-3° de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, modifiée.

ARTICLE 2 : Les services de l'État, qui sont habilités conformément à leurs statuts à accomplir des missions régaliennes, peuvent bénéficier de l'exonération d'octroi de mer et d'octroi de mer régional.

Cette exonération est consentie pour les biens servant principalement pour des actions visant à :

- la sécurité, la défense du territoire et des personnes,
- le maintien de l'ordre public,
- la lutte contre les trafics de drogues
- le service public pénitentiaire,
- la protection contre les risques majeurs,
- les contrôles douaniers,
- la sécurité environnementale,
- la sécurité sanitaire.

ARTICLE 3 : Les biens bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM).

Le bénéficiaire sera redevable de 2,5 % d'octroi de mer régional (OMR).

ARTICLE 4 : Les exonérations concernent tous les biens repris en annexes.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, les présentes annexes sont valables *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



ANNEXE DELIBERARATION N°19-116-1 - EXONERATIONS
MISSIONS REGALIENNES

Code NC8	Intitulé NC8	Observations
84072199	Moteurs hors - bord, à allumage par étincelles (moteurs à explosion) pour la propulsion des bateaux, d'une cylindrée > 325 cm ³ et d'une puissance > 30 kW	
84081023	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00, d'une puissance <= 50 kW	
84081027	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, pour la propulsion de bateaux, d'une puissance <= 50 kW (à l'excl. des moteurs destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00)	
84081031	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00, d'une puissance > 50 kW mais <= 100 kW	
84081039	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, pour la propulsion de bateaux, d'une puissance > 50 kW mais <= 100 kW (à l'excl. des moteurs destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00)	
84081041	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00, d'une puissance > 100 kW mais <= 200 kW	
84081049	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, pour la propulsion de bateaux, d'une puissance > 100 kW mais <= 200 kW (à l'excl. des moteurs destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00)	
84081051	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00, d'une puissance > 200 kW mais <= 300 kW	
84081059	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, pour la propulsion de bateaux, d'une puissance > 200 kW mais <= 300 kW (à l'excl. des moteurs destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00)	

ANNEXE DELIBERARATION N°19-116-1 - EXONERATIONS

MISSIONS REGALIENNES

84081061	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00, d'une puissance > 300 kW mais <= 500 kW	
84081069	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, pour la propulsion de bateaux, d'une puissance > 300 kW mais <= 500 kW (à l'excl. des moteurs destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00)	
84081071	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00, d'une puissance > 500 kW mais <= 1000 kW	
84081079	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, pour la propulsion de bateaux, d'une puissance > 500 kW mais <= 1000 kW (à l'excl. des moteurs destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00)	
84081081	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00, d'une puissance > 1000 kW mais <= 5000 kW	
84081089	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, pour la propulsion de bateaux, d'une puissance > 1000 kW mais <= 5000 kW (à l'excl. des moteurs destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00)	
84081091	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00, d'une puissance > 5000 kW	
84099900	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs à piston à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), n.d.a.	
84131900	Pompes pour liquides, avec dispositif mesureur ou conçues pour en comporter (sauf pompes pour la distribution de carburants ou lubrifiants, des types utilisés dans les stations-service ou les garages)	
84133020	Pompes d'injection pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression	
84133080	Pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression (à l'excl. des pompes d'injection)	

ANNEXE DELIBERATION N°19-116-1 - EXONERATIONS

MISSIONS REGALIENNES

84138100	Pompes pour liquides à moteur(sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n°841311 ou 841319, pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression, pompes à béton, pompes pour liquides volumétriques alternatives ou rotatives et pompes centrifuges de tous genres)	
84139100	Parties de pompes pour liquides, n.d.a	
84144010	Compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables, d'un débit par minute $\leq 2 \text{ m}^3$	
84144090	Compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables, d'un débit par minute $> 2 \text{ m}^3$	
84251100	Palans à moteur électrique	
84251900	Palans autres qu'à moteur électrique	
84253100	Treuil et cabestans, à moteur électrique	
84253900	Treuil et cabestans, autres qu'à moteur électrique	
84261100	Ponts roulants et poutres roulantes, sur supports fixes	
84279000	Chariots de manutention munis d'un dispositif de levage mais non autopropulsés	
84289090	Machines et appareils de levage, chargement, déchargement ou manutention, n.d.a.	
85021120	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une puissance $\leq 7,5 \text{ kVA}$	
85021180	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une puissance $> 7,5 \text{ kVA}$ mais $\leq 75 \text{ kVA}$	
85021200	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une puissance $> 75 \text{ kVA}$ mais $\leq 375 \text{ kVA}$	
85021320	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une puissance $> 375 \text{ kVA}$ mais $\leq 750 \text{ kVA}$	
85021340	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une puissance $> 750 \text{ kVA}$ mais $\leq 2000 \text{ kVA}$	
85021380	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une puissance $> 2000 \text{ kVA}$	
85022020	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une puissance $\leq 7,5 \text{ kVA}$	
85022040	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une puissance $> 7,5 \text{ kVA}$ mais $\leq 375 \text{ kVA}$	
85022060	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une puissance $> 375 \text{ kVA}$ mais $\leq 750 \text{ kVA}$	

ANNEXE DELIBERARATION N°19-116-1 - EXONERATIONS

MISSIONS REGALIENNES

85022080	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une puissance > 750 kVA	
88021100	hélicoptère d'un poids à vide n'excédant pas 2 000 kg	
88021200	hélicoptère d'un poids à vide excédant 2 000 kg	
88022000	Avions et autres véhicules aériens, conçus pour la propulsion à moteur, sauf hélicoptères et dirigeables, d'un poids à vide <= 2000 kg	
88023000	Avions et autres véhicules aériens, conçus pour la propulsion à moteur, sauf hélicoptères et dirigeables, d'un poids à vide > 2000 kg mais <= 15000 kg (sauf hélicoptères et dirigeables)	
88024000	Avions et autres véhicules aériens, conçus pour la propulsion à moteur, d'un poids à vide > 15000 kg (sauf hélicoptères et dirigeables)	
88031000	Hélices et rotors, leurs parties, pour aéronefs, n.d.a.	
88032000	Trains d'atterrissage, leurs parties, pour aéronefs, n.d.a.	
88033000	Parties d'avions ou d'hélicoptères, n.d.a. (sauf planeurs)	
89019010	Cargos et bateaux pour le transport de personnes et de marchandises, pour la navigation maritime (autres que bateaux frigorifiques, bateaux -citernes, cargos et bateaux destinés essentiellement au transport des personnes)	
89031010	bateaux gonflables d'un poids unitaire n'excédant pas 100 kg	
89031090	Bateaux gonflables, de plaisance ou de sport, d'un poids unitaire > 100 kg	
89039210	Bateaux, de plaisance ou de sport, à moteur (autres qu'à moteur hors - bord), pour la navigation maritime	
89039910	Bateaux, de plaisance ou de sport, bateaux à rames et canoës, d'un poids unitaire <= 100 kg (sauf bateaux à moteur autre qu'à moteur hors-bord, bateaux à voile, même avec moteur auxiliaire, et bateaux gonflables)	
89039991	Bateaux, de plaisance ou de sport, bateaux à rames et canoës, d'un poids unitaire > 100 kg, d'une longueur <= 7,5 m (sauf bateaux à moteur autre qu'à moteur hors-bord, bateaux à voile, même avec moteur auxiliaire, et bateaux gonflables)	
89039999	Bateaux, de plaisance ou de sport, bateaux à rames et canoës, d'un poids unitaire > 100 kg, d'une longueur > 7,5 m (sauf bateaux à moteur autre qu'à moteur hors-bord, bateaux à voile, même avec moteur auxiliaire, et bateaux gonflables)	
89061000	Navires de guerre	
89069010	Bateaux, y.c. les bateaux de sauvetage, pour la navigation maritime (autres que navires de guerre, bateaux à rames, et autres bateaux des n° 8901 à 8905 et autres que bateaux à dépecer)	
89069091	Bateaux, y.c. les bateaux de sauvetage, dont le poids unitaire <= 100 kg (à l'excl. des bateaux à rames et autres bateaux des n° 8901 à 8905 et des bateaux à dépecer)	
89069099	Bateaux, y.c. les bateaux de sauvetage (autres qu'à rames, autres que pour la navigation maritime, autres que navires de guerre et non cités aux positions des n° 8901 à 8905, et autres que bateaux à dépecer), d'un poids unitaire > 100 kg	

ANNEXE DELIBERARATION N°19-116-1 - EXONERATIONS
MISSIONS REGALIENNES

89071000	Radeaux gonflables	
89079000	Engins flottants, p.ex. réservoirs, caissons, coffres d'amarrage, bouées et balises (sauf radeaux gonflables, bateaux des n°8901 à 8906 et engins flottants à dépecer)	
90063000	Appareils photographiques spécialement conçus pour la photographie sous-marine ou aérienne, pour l'examen médical d'organes internes ou pour les laboratoires de médecine légale ou d'identité judiciaire	
90142020	Centrales inertielles pour la navigation aérienne ou spatiale (à l'excl. des boussoles et des appareils de radionavigation)	
90142080	Instruments et appareils pour la navigation aérienne ou spatiale (à l'excl. des centrales inertielles, des boussoles et des appareils de radionavigation)	
90148000	Instruments et appareils de navigation (à l'excl. de ceux destinés à la navigation aérienne et spatiale, des boussoles et des appareils de radionavigation)	
90149000	Parties et accessoires de boussoles et d'autres instruments et appareils de navigation, n.d.a.	
90181100	Électrocardiographes	
90181910	Appareils d'électrodiagnostic de surveillance simultanée de deux ou plusieurs paramètres physiologiques	
90181990	Appareils d'électrodiagnostic, y.c. les appareils d'exploration fonctionnelle ou de surveillance de paramètres physiologiques (sauf électrocardiographes, appareils de diagnostic par balayage ultrasonique [scanners], appareils de diagnostic par visualisation à résonance magnétique, appareils de scintigraphie et appareils de surveillance simultanée de deux ou plusieurs paramètres physiologiques)	
90182000	Appareils à rayons ultraviolets ou infrarouges, pour la médecine	
90189010	Instruments et appareils pour la mesure de la pression artérielle	
90221400	Appareils à rayons X pour usages médicaux, chirurgicaux ou vétérinaires (à l'excl. des appareils pour l'art dentaire et des appareils de tomographie pilotés par une machine automatique de traitement de l'information)	
90221900	Appareils à rayons X (à usage autre que médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire)	
90275000	Instruments et appareils utilisant les rayonnements optiques: UV, visibles, IR (à l'excl. des spectromètres, spectrophotomètres et spectrographes ainsi que des analyseurs de gaz ou de fumées)	
90318020	Instruments, appareils et machines pour la mesure ou le contrôle de grandeurs géométriques	
90318080	Instruments, appareils et machines de mesure ou de contrôle, non optiques, n.d.a. dans le chapitre 90	
90318091	autres instruments, appareils et machines autres pour la mesure ou le contrôle de grandeurs géométriques	
94011000	Sièges pour véhicules aériens	
94019010	Parties de sièges pour véhicules aériens, n.d.a.	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-117-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-117-1

PORTANT MODIFICATION DE LA FICHE 1 DE LA DELIBERATION DU CONSEIL REGIONAL DE MARTINIQUE N°11-1433-2 DU 27 SEPTEMBRE 2011 PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF D'AIDES AUX ENTREPRISES (AXES 1 ET 2 DE LA REFORME DES AIDES REGIONALES – SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES) POUR LE SOUTIEN AU RENFORCEMENT DU SECTEUR DES EXCURSIONS NAUTIQUES

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu les lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2014-2020 (2013/C209/1) ;

Vu le code civil ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code général des impôts ;
Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°11-1433-2 du 27 septembre 2011 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axes 1 et 2 de la réforme des aides régionales – soutien et accompagnement des entreprises) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-535-1 du 20 décembre 2017 portant modulation des taux d'intervention et révision du plafond pour les aides en faveur du secteur du tourisme ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les dispositions de la fiche 1 de l'axe 1 du dispositif d'aides aux entreprises, adopté par délibération du Conseil Régional de Martinique n°11-1433-2 du 27 septembre 2011, modifiée par la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-535-1 du 20 décembre 2017 relative aux aides en faveur du secteur du Tourisme, sont complétées par un dispositif de soutien au renforcement du secteur des excursions nautiques permettant d'accompagner les investissements en matière d'aménagements, d'équipements et d'acquisitions de bateaux.

Ce dispositif se décline comme suit :

FINALITÉ

- Diversifier et renforcer l'offre touristique,
- Consolider et structurer la filière nautique,
- Favoriser la compétitivité et l'attractivité des entreprises touristiques,
- Augmenter et pérenniser des emplois qualifiés et durables.

BÉNÉFICIAIRES

Toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique, justifiant d'une activité pour laquelle l'usage du bateau se révèle nécessaire.

L'aide concerne également les projets portés par des marins pêcheurs s'inscrivant dans la diversification de leur activité.

L'intervention n'est pas cumulable avec l'aide allouée par l'Etat.

CRITÈRES DE SÉLECTIONS DES OPÉRATIONS

Pour les investissements en matière d'aménagements et d'équipements de bateaux

- Justifier d'une situation financière saine (ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprise en difficulté),
- Être en situation régulière vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales,
- Répondre à la définition communautaire de la Petite et Moyenne Entreprise (PME),
- Posséder un bateau et l'exploiter dans le cadre d'une activité touristique,
- Justifier d'une habilitation pour l'exploitation d'un bateau à des fins commerciales et notamment d'une immatriculation de Navire de plaisance à Utilisation Commerciale (NUC),
- Respecter la réglementation maritime en matière d'emplois.

Pour l'acquisition de bateaux

- Justifier d'une situation financière saine (ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprises en difficultés),
- Être en situation régulière vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales,
- Répondre à la définition communautaire de la Petite et Moyenne Entreprise (PME),
- Justifier d'une habilitation pour l'exploitation d'un bateau à des fins commerciales et notamment d'une immatriculation de Navire de plaisance à Utilisation Commerciale (NUC),
- Respecter la réglementation maritime en matière d'emplois.

PRÉREQUIS

Justifier des diplômes et/ou certificats obligatoires pour exercer la ou les activités proposées et disposer des habilitations des Affaires maritimes.

L'entreprise doit respecter la législation en matière d'emplois dans le secteur maritime.

Le porteur de projet doit être acteur de l'activité et justifier des profils requis pour exercer cette activité.

Les opérateurs sollicitant une participation financière doivent, à ce titre, produire un business plan permettant d'apprécier la viabilité du projet et sa cohérence par rapport à la stratégie touristique définie par la Collectivité Territoriale de Martinique.

TAUX D'INTERVENTION

Pour les investissements en matière d'aménagements et d'équipements de bateaux

Le taux d'intervention est modulable jusqu'à 50 % du coût hors taxes de l'investissement, avec un plafond de financement fixé à 30 000 €.

La modulation s'effectue sur la base de critères d'appréciation des projets tels que :

- l'activité professionnelle, l'emploi principal du porteur de projet,
- l'implication financière du demandeur,
- l'expérience du demandeur dans le domaine.

Pour l'acquisition de bateaux

Le taux d'intervention est de 25% du coût hors taxes de l'acquisition, avec un plafond fixé à 30 000 €.

MODALITÉ DE VERSEMENT

Pour les investissements en matière d'aménagements et d'équipements et pour l'acquisition de bateaux

L'aide est versée sous la forme d'une subvention, dans la limite du cumul des aides publiques autorisé.

Les modalités de versement sont définies par convention.

ARTICLE 2 : Les modifications mentionnées à l'article 1 font l'objet d'une mise en oeuvre dès que la présente délibération est rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Toutes les autres dispositions de la délibération du Conseil Régional de Martinique n°11-1433-2 du 27 septembre 2011 modifiée par la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-535-1 du 20 décembre 2017 relative aux aides aux entreprises (axes 1 et 2 de la réforme des aides régionales – soutien et accompagnement des entreprises) demeurent applicables.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder en Conseil Exécutif à l'attribution de ces aides et signer tout acte et tout document nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-118-1-DE
Date de télétransmission : 26/04/2019
Date de réception préfecture : 26/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-118-1

PORTANT FIXATION DU DROIT DE CONSOMMATION SUR LES TABACS ET D'UN MINIMUM DE PERCEPTION SUR LES CIGARETTES VENDUES SUR LE TERRITOIRE DE LA MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code général des impôts ;
Vu le code des douanes ;
Vu la loi n°2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer notamment son article 56 ;
Vu la loi n°2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 ;
Vu l'arrêté du 30 janvier 2019 constatant pour chaque groupe de produits du tabac le prix moyen pondéré de vente au détail pour l'année 2018 au sens de l'article 575 du code général des impôts ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-315-1 du 13 juillet 2018 portant institution du droit de consommation sur les tabacs et d'un minimum de perception sur le territoire de la Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Les taux du droit de consommation sur les tabacs sont maintenus, et fixés conformément au tableau suivant :

GROUPE DE PRODUITS	TAUX
Cigarettes	50,00 %
Cigares	20,00 %
Tabacs fines coupes destinés à rouler les cigarettes	20,00 %
Autres tabacs à fumer	20,00 %
Tabacs à priser	20,00 %
Tabacs à mâcher	20,00 %

Le tabac vendu à l'exportation est exonéré du droit de consommation.

ARTICLE 2 : L'assiette du droit de consommation est maintenue et fixée comme suit :

- 100% du prix de vente au détail en France continentale des produits mentionnés au premier alinéa de l'article 268 modifié du code des douanes, et ayant fait l'objet d'une homologation en France continentale ;
- 100% du prix de vente au détail en France continentale correspondant à la moyenne pondérée des prix homologués des produits mentionnés au même alinéa du code précité, et n'ayant pas fait l'objet d'une homologation en France continentale.

ARTICLE 3 : En application de l'article 268 du code des douanes, le minimum de perception tel que mentionné aux articles 575 et 575 A du code général des impôts, est fixé à 194,48 € pour 1 000 unités de cigarettes, soit le prix moyen pondéré de vente au détail des cigarettes en France métropolitaine, tel que publié par arrêté ministériel, multiplié par le taux en vigueur du droit de consommation sur les cigarettes.

ARTICLE 4 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n° 18-315-1 du 13 juillet 2018 est abrogée.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-119-1-DE
Date de télétransmission : 16/04/2019
Date de réception préfecture : 16/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

16 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-119-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A « LA VILLE DES TROIS-ILETS POUR L'AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE DE L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE : PREMIÈRE PHASE DE L'AMÉNAGEMENT DU CENTRE BOURG - MQ0014175 »

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 24 juillet 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 27 février 2017 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 29 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement, d'un montant de huit cent sept mille soixante-neuf euros (807 069,00€), soit 75% de l'assiette éligible, est attribuée à « la Ville des Trois-Îlets – pour l'aménagement de l'avenue de l'impératrice Joséphine : première phase de l'aménagement du centre bourg - MQ0014175 ».

Le coût total éligible de l'opération représente un million soixante-seize mille quatre-vingt-douze euros (1 076 092,00€).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- Pour la part FEDER, elle s'élève à six cent quarante-cinq mille six cent cinquante-cinq euros vingt centimes (645 655,20 €), soit 60% du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part territoriale, elle s'élève à cent soixante et un mille quatre cent treize euros quatre-vingt centimes (161 413,80 €), soit 15% du coût total éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en crédits de paiement en 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-120-1-DE
Date de télétransmission : 11/04/2019
Date de réception préfecture : 11/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-120-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « DISTILLERIE DILLON SAS POUR LA MODERNISATION DE LA LIGNE D'EMBOUTEILLAGE DU SITE DE FORT-DE-FRANCE, CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU CHAI SUR LE SITE DE SAINT-PIERRE ET RÉNOVATION DE LA BOUTIQUE DEPAZ – MQ0014101 »

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020 ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 28 juillet 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 27 février 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement, d'un montant de six cent onze mille quatre cent trente-neuf euros et quarante-deux centimes (611 439,42 €), soit 27% de l'assiette éligible, est attribuée à la «DISTILLERIE DILLON SAS pour la modernisation de la ligne d'embouteillage du site de Fort-de-France, construction d'un nouveau chai sur le site de Saint-Pierre et renovation de la boutique DEPAZ – MQ0014101 »

Le coût total éligible de l'opération représente deux millions deux cent soixante-quatre mille cinq cent quatre-vingt dix euros quarante-six centimes (2 264 590,46 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- Pour la part FEDER, elle s'élève à quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille deux cent neuf euros quatre-vingt dix centimes (498 209,90 €), soit 22% du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part territoriale, elle s'élève à cent treize mille deux cent vingt-neuf euros cinquante-deux centimes (113 229,52 €), soit 5% du coût total éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 70% en crédits de paiement 2019
- 30% en crédits de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-121-1-DE
Date de télétransmission : 11/04/2019
Date de réception préfecture : 11/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 11 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-121-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS BRASSERIE LORRAINE POUR L'ACQUISITION D'UNE LIGNE DE CONDITIONNEMENT DE BOUTEILLES ET CANETTES ET CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU DÉPOT – MQ0019224 »

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime cadre exempté n°SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la commission européenne ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre – CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 1^{er} février 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 27 février 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de un million quatre cent soixante mille sept cent quarante euros (1 460 740 €), soit 9,87% de l'assiette éligible, est attribuée à la « SAS BRASSERIE LORRAINE - Acquisition d'une ligne de conditionnement de bouteilles et canettes et construction d'un dépôt – MQ0019224 ».

Le coût total éligible de l'opération représente quatorze millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille huit cent cinq euros (14 799 805 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est organisée comme suit :

- Pour la part FEDER, elle s'élève à un million trois cent douze mille sept cent quarante-deux euros (1 312 742 €), soit 8,87% du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part territoriale, elle s'élève à cent quarante-sept mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit euros (147 998 €), soit 1% du coût total éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 70% en crédits de paiement 2019
- 30% en crédits de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-122-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2019
Date de réception préfecture : 23/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-122-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'EARL SOPRODA POUR L'AMÉNAGEMENT ET MODERNISATION D'UNE EXPLOITATION EN ÉLEVAGE - RMAR040118DA0970001

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 14 décembre 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 27 février 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 1^{er} avril 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de deux cent soixante-douze mille six cent neuf euros quatre-vingt-quinze centimes (272 609,95 €), soit 63,75% du coût total éligible de 427 623,45 €, est attribuée à l' « EARL SOPRODA – Aménagement et modernisation d'une exploitation en élevage RMAR040118DA0970001 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de quarante-huit mille cent sept euros soixante-quatre centimes (48 107,64 €), est attribuée à l' « EARL SOPRODA - Aménagement et modernisation d'une exploitation en élevage - RMAR040118DA0970001 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-123-1-DE
Date de télétransmission : 23/04/2019
Date de réception préfecture : 23/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-123-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL EXPLOITATION BANANE DU GALION POUR LA PLANTATION DE VITROPLANTS DE BANANE SUR 7,99 HA ET MÉCANISATION 2018 - RMAR040117DA0970051

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 16 mars 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 27 février 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 1^{er} avril 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de quarante-cinq mille six cent quarante euros soixante-quinze centimes (45 640,75 €), soit 59,47% du coût total éligible de 76 750,00 €, est attribuée à la « SARL EXPLOITATION BANANE DU GALION – Plantation de vitroplants de banane sur 7,99 ha et mécanisation 2018 - RMAR040117DA0970051 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de huit mille cinquante-quatre euros vingt-cinq centimes (8 054,25 €), est attribuée à la « SARL EXPLOITATION BANANE DU GALION - Plantation de vitroplants de banane sur 7,99 ha et mécanisation 2018 - RMAR040117DA0970051 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.


ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE

The signature of Claude LISE is written in black ink over a circular official seal. The seal features the coat of arms of Martinique and the text "Collectivité Territoriale de Martinique".



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-124-1-DE
Date de télétransmission : 13/05/2019
Date de réception préfecture : 13/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-124-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SCEA MASSY BE POUR LA MODERNISATION ET AMÉLIORATION D'UNE UNITÉ D'ÉLEVAGE - RMAR040117DA0970124

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 13 juillet 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 27 février 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 1^{er} avril 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de quatre cent cinquante-sept mille cinq cent trente-deux euros cinquante-deux centimes (457 532,52 €), soit 61,44% du coût total éligible de 744 635,62 €, est attribuée à la « SCEA MASSY BE – Modernisation et amélioration d' une unité d'élevage - RMAR040117DA0970124 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de 80 741,04 € est attribuée à « SCEA MASSY BE - Modernisation et amélioration unité élevage - RMAR040117DA0970124 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-125-1-DE
Date de télétransmission : 11/04/2019
Date de réception préfecture : 11/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

11 AVR. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-125-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « POLE EMPLOI MARTINIQUE - MISE EN ŒUVRE DE L'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL POUR L'INSERTION DES DEMANDEURS D'EMPLOI N° MDFSE 201804756 »

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Social Européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la convention de subvention globale 2018-2020 n°201800009 signée le 20 novembre 2018 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 8 novembre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 27 février 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique FSE d'un montant d'un million quatre-cent quatre-vingt-quatorze mille six cent quatre-vingt-sept euros soixante centimes (1 494 687, 60 €), soit 75% de l'assiette éligible de 1 992 916,80 €, est attribuée à « POLE EMPLOI MARTINIQUE - Mise en œuvre de l'accompagnement global pour l'insertion des demandeurs d'emploi-N° MDFSE 201804756».

Le coût total éligible de l'opération s'élève à un million neuf cent quatre-vingt-douze mille neuf cent seize euros quatre-vingt centimes (1 992 916, 80 €).

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du Programme PO FSE Etat 2014-2020 de Martinique.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-126-1-DE
Date de télétransmission : 11/04/2019
Date de réception préfecture : 11/04/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **11 AVR. 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-126-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS NORD MARTINIQUE POUR LES OPÉRATIONS 2018-2020 DU PLI DE CAP NORD MARTINIQUE – N° MDFSE 201805105 »

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Social Européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015,
Vu la convention de subvention globale 2018-2020 n° 201800009 signée le 20 novembre 2018 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 13 décembre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 27 février 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique FSE d'un montant de six millions sept cent quatre-vingt-quinze mille cent quatre-vingt-un euros cinquante-neuf centimes (6 795 181,59 €), soit 75 % de l'assiette éligible de 9 060 242,10 €, est attribuée à la « Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique pour les opérations 2018-2020 du PLIE de CAP NORD MARTINIQUE - N° MDFSE 201805105».

Le coût total éligible de l'opération s'élève à neuf millions soixante mille deux cent quarante-deux euros et dix centimes (9 060 242,10 €).

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du Programme PO FSE Etat 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-128-1-DE
Date de télétransmission : 27/05/2019
Date de réception préfecture : 27/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-128-1

PORTANT ACQUISITION À L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE LA PARCELLE CADASTRÉE A N° 492 APPARTENANT À LA COMMUNE DU MORNE-ROUGE SISE RUE LUCIE AU MORNE-ROUGE POUR LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU COLLÈGE

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune du Morne-Rouge du 12 novembre 1992 autorisant la cession à titre gratuit au Département de la Martinique, du terrain communal cadastré A n° 308 sis au Morne-Rouge, en vue de la construction d'un collège et de ses installations annexes ;
Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune du Morne-Rouge du 11 octobre 2001 autorisant le Département de la Martinique à procéder aux études de faisabilité du futur collège ;
Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune du Morne Rouge du 11 octobre 2018 autorisant la cession à la Collectivité Territoriale de Martinique à l'euro symbolique et visant l'estimation des Domaines ;
Vu l'avis des Domaines daté du 27 juillet 2017 estimant le bien à 820 600 euros ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 27 mars 2019 ;

Considérant la division de la parcelle cadastrée A n° 308 ;

Considérant la redéfinition du projet sur la parcelle cadastrée A n° 492 issue du terrain cadastré A n° 308 ;

Considérant que le nouveau collège permettrait de répondre aux contraintes que connaît le collège actuel : environnement bruyant, vétusté et inadaptation des locaux, exigüité du site, insuffisance des locaux par rapport à l'effectif ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'acquisition à l'euro symbolique, par la Collectivité Territoriale de Martinique, de la parcelle communale cadastrée section A n° 492, sise « Rue Lucie » au Morne-Rouge, dans le cadre de la construction du nouveau collège.

ARTICLE 2 : La valeur de la parcelle mentionnée à l'article 1 est évaluée par le Service des Domaines à huit cent vingt mille six cents euros (820 600 €).

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes (montant de 1 euro, frais notariés, salaire du conservateur des hypothèques), sont imputées au chapitre 900 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-129-1-DE
Date de télétransmission : 27/05/2019
Date de réception préfecture : 27/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-129-1

PORTANT MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF D'ACCUEIL DURABLE ET BÉNÉVOLE PAR UN TIERS D'UN ENFANT CONFIE À L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE PRÉVU PAR L'ARTICLE L 221-2-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la loi n° 2016-297 du 20 mars 2016 relative à la protection de l'enfance ;
Vu le décret n° 2016-1352 du 10 octobre 2016 relatif à l'accueil durable et bénévole d'un enfant par un tiers, prévu par l'article L. 221-2-1 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidée la mise en oeuvre par la Collectivité Territoriale de Martinique du dispositif d'accueil durable et bénévole par un tiers d'un enfant confié à l'Aide Sociale à l'Enfance prévu par l'article L 221-2-1 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 2 : Ce dispositif consiste en l'accueil, permanent ou non, exercé à son domicile par un tiers, choisi parmi les personnes physiques que l'enfant connaît déjà ou parmi d'autres susceptibles de l'accueillir durablement et de répondre de manière adaptée à ses besoins .

ARTICLE 3 : Les enfants, admis à l'Aide Sociale à l'Enfance sur un fondement autre que l'assistance éducative, concernés par ce mode d'accueil sont ceux :

- dont la tutelle a été déférée au Président du Conseil Exécutif de Martinique en application de l'article 411 du code civil,
- dont le Président du Conseil Exécutif de Martinique exerce l'autorité parentale au titre du jugement de délégation d'autorité parentale rendu sur le fondement de l'article 377 du code civil,
- admis en qualité de pupilles de l'Etat en application de l'article L 224-4 du code de l'action sociale et des familles,
- concernés par un accueil provisoire.

ARTICLE 4 : La mise en oeuvre de ce mode d'accueil repose sur :

- l'organisation d'une évaluation globale et préalable permettant de garantir la pertinence de ce mode d'accueil dans le parcours de l'enfant,
- une information préalable de l'enfant, de ses parents ou autres titulaires de l'autorité parentale et du tiers pressenti,
- une définition de l'accompagnement socio-éducatif adapté à la situation et aux besoins de l'enfant,
- un accompagnement du tiers et des autres composantes de sa famille,
- une évaluation régulière de la situation de l'enfant avec la possibilité pour le Président du Conseil Exécutif de Martinique de mettre fin à tout moment à l'accueil, dès l'instant où l'évaluation fait apparaître une inadéquation entre l'accueil et les besoins de l'enfant.

ARTICLE 5 : Les frais occasionnés par l'accueil et la prise en charge par le tiers de l'enfant qui lui est confié, font l'objet du versement des allocations forfaitaires suivantes :

- Allocation annuelle d'habillement (versée en deux fois : 50 % au mois de mars, 50 % au mois d'août)
 - 337,07 € pour un enfant accueilli, âgé jusqu'à 6 ans,
 - 458,48 € pour un enfant accueilli, âgé entre 7 ans et 11 ans,
 - 612,63 € pour un jeune accueilli, âgé entre 12 ans et 21 ans.
- Allocation annuelle de rentrée scolaire (versée au mois d'août)
 - 44,00 € pour un enfant accueilli scolarisé en maternelle,
 - 151,64 € pour un enfant accueilli scolarisé en primaire,
 - 158,20 € pour un jeune accueilli scolarisé en 1^{er} cycle du secondaire,
 - 323,87 € pour un jeune accueilli scolarisé en 2nd cycle du secondaire,
 - 388,26 € pour un jeune accueilli scolarisé en lycée d'enseignement professionnel, en apprentissage ou en études supérieures.
- Allocation mensuelle d'argent de poche (versée tous les trimestres)
 - 7,85 € pour un enfant accueilli âgé de 8 à 14 ans,
 - 10,48 € pour un enfant accueilli, âgé entre 15 ans et 17 ans,
 - 15,19 € pour un jeune accueilli, âgé entre 18 et 21 ans.

- Allocation de Noël (versée au mois de novembre)
 - 34,10 € pour un enfant accueilli, âgé de 0 à 11 ans,
 - 41,80 € pour un enfant accueilli, âgé entre 12 et 21 ans.

ARTICLE 6 : Le tiers a droit à une indemnité journalière d'entretien établie comme suit :

- 8,29 € pour l'accueil d'un enfant âgé jusqu'à 7 ans,
- 8,79 € pour un enfant âgé entre 8 ans et 10 ans,
- 9,28 € pour l'accueil d'un jeune entre 11 ans et 14 ans,
- 10,10 € pour l'accueil d'un jeune entre 15 ans et 21 ans.

ARTICLE 7 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-130-1-DE
Date de télétransmission : 04/07/2019
Date de réception préfecture : 04/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-130-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDE AUX RETRAITÉS ET PERSONNES AGÉES (ADARPA) DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES - ÉDITION 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de deux mille huit cents euros (2 800 €), à l'Association Départementale d'Aide aux Retraités et Personnes Âgées (ADARPA), pour l'organisation du concours de chant seniors « Voix égale », dans le cadre de la semaine des personnes âgées 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-130-2-DE
Date de télétransmission : 04/07/2019
Date de réception préfecture : 04/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 4 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-130-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION INTERGÉNÉRATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET SYMPATHISANTS (AICTS), DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES - EDITION 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre mille euros (4 000 €), à l'Association Intergénération des Collectivités Territoriales et Sympathisants (AICTS), pour l'organisation du lancement de la semaine des personnes âgées 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-130-3-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-130-3

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION AMICALE DES SENIORS DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES - ÉDITION 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trois-mille euros (3 000 €), à l'association Amicale des Séniors, pour l'organisation d'une journée de regroupement, de détente autour de la découverte culturelle et patrimoniale, dans le cadre de la semaine des personnes âgées 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-130-4-DE
Date de télétransmission : 04/07/2019
Date de réception préfecture : 04/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 4 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-130-4

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DE BASSE-POINTE DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES - ÉDITION 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre-mille-deux cents euros (4 200 €), au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Basse-Pointe, pour l'organisation d'une journée « antan lontan », dans le cadre de la semaine des personnes âgées 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-130-5-DE
Date de télétransmission : 04/07/2019
Date de réception préfecture : 04/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 4 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-130-5

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CŒUR DE CRÉOLES DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES – ÉDITION 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trois mille euros (3 000 €), à l'association Cœur de Créoles, pour l'organisation de la journée « Raconte-moi ta commune : le Morne-Vert d'hier et d'aujourd'hui », dans le cadre de la semaine des personnes âgées 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-130-6-DE
Date de télétransmission : 04/07/2019
Date de réception préfecture : 04/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **4 JUIL. 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-130-6

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DU DIAMANT DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES - EDITION 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre-mille-cinq cents euros (4 500 €), au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville du Diamant, pour l'organisation d'une journée « antan lontan », dans le cadre de la semaine des personnes âgées 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-130-7-DE
Date de télétransmission : 04/07/2019
Date de réception préfecture : 04/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-130-7

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA FÉDÉRATION GÉNÉRATIONS MOUVEMENT, POUR L'ORGANISATION DE LA CLOTURE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de sept mille euros (7 000 €), à la Fédération Générations Mouvement, pour l'organisation de la clôture de la semaine des personnes âgées 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-130-8-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-130-8

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « SAINT-ESPRIT MAIN-TENANT » DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PERSONNES AGÉES 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trois-mille euros (3 000 €) à l'association Saint-Esprit Main-tenant, pour l'organisation de la journée « Pour une société respectueuse de la Planète : ensemble agissons » , dans le cadre de la semaine des personnes âgées 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-133-1-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-133-1

**PORTANT ANNULATION DES TRANCHES DES EXERCICES 2012 ET 2013
DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION
DE LA QUALITÉ DE VIE (A.PRO.QUA.VIE.) EN VUE DE LA CRÉATION D'UN
ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES
(DÉLIBÉRATION N°CP/11-11 DU 06 JANVIER 2011 DU DÉPARTEMENT DE LA MARTINIQUE)**

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Département de la Martinique n° CP/11-11 du 06 janvier 2011 portant création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) au quartier Vallon, commune du Lorrain par l'Association pour la Promotion de la Qualité de vie (A.PRO.QUA.VIE) et attribution d'une subvention d'investissement au titre de l'année 2011 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté conjoint DGARS/PCG n°1156 du 29 juin 2010 portant autorisation de création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et d'un accueil de jour au quartier Vallon sur le territoire de la commune du Lorrain par l'A.PRO.QUA.VIE ;
Vu l'arrêté conjoint DGARS/PCE n°2631 du 29 octobre 2018 prononçant la caducité partielle de l'autorisation de création d'une maison de retraite pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) sur le territoire de la Ville du Lorrain accordée à l'A.PRO.QUA.VIE ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2019 ;
Considérant le versement d'un acompte de la subvention d'investissement d'un montant de 77 740,00 € au titre de l'exercice 2011 pour la mise en œuvre du programme d'investissement de l'association ;
Considérant l'exécution partielle du programme d'investissement avec la création et la mise en service du Centre d'Accueil de Jour dénommé « Manman Fanotte » d'une capacité d'accueil de 12 places ;
Considérant que l'opération de construction d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes par l'A.PRO.QUA.VIE ne peut être réalisée ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont annulées, les tranches de financement des exercices 2012 et 2013 de la subvention d'investissement représentant la somme d'un million sept cent soixante-douze mille cinq cent quatre-vingt-trois euros et quarante-six centimes (1 772 583,46 €) du programme d'investissement d'un montant d'un million huit cent cinquante mille trois cent vingt-trois euros et quarante-six centimes (1 850 323,46 €), de l'Association pour la PROMotion de la QUALité de VIE (A.PRO.QUA.VIE), en vue de la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) au quartier le Vallon sur le territoire de la Commune du Lorrain et fixées par la délibération du Département de la Martinique n°CP/11-11 du 06 janvier 2011.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019. //

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-136-1-DE
Date de télétransmission : 04/07/2019
Date de réception préfecture : 04/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 4 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-136-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ D'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES ORIGINAIRES DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER EN MÉTROPOLE (CASODOM) POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D' ACTIONS 2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trente mille euros (30 000,00 €) au Comité d'Action Sociale en faveur des Originaires des Départements d'Outre-mer en Métropole (CASODOM), pour la réalisation de son programme d'actions 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-137-1-DE
Date de télétransmission : 03/07/2019
Date de réception préfecture : 03/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 3 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-137-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LUMINA POUR L'ORGANISATION DE LA QUATRIÈME ÉDITION DES « LUMINAS - LES GRANDS TROPHÉES DE LA JEUNESSE » EN JUILLET 2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation le 27 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trente-cinq mille euros (35 000,00 €) à l'association « LUMINA », pour l'organisation de la quatrième édition des « LUMINAS – Les Grands Trophées de la jeunesse », en juillet 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-138-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2019
Date de réception préfecture : 10/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-138-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION PROSPECTIVE POUR L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION « FEMMES ET MOSAIQUES – REGARDS CROISÉS SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES »

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de treize mille euros (13 000,00 €) à l'association PROSPECTIVE, pour l'organisation de la manifestation « Femmes et Mosaïques – Regards croisés sur les politiques publiques », qui s'est déroulée en janvier 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. Elle est versée sur présentation du compte rendu synthétique et du bilan financier des actions menées pour l'organisation de cette manifestation, datés, signés et certifiés conformes par la Présidente de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.


ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-141-1-DE
Date de télétransmission : 14/05/2019
Date de réception préfecture : 14/05/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-141-1

PORTANT ADOPTION DU PROGRAMME D'INSERTION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008, portant généralisation du revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-13-1 du 8 février 2018 portant mise en oeuvre de l'action visant à amener des allocataires du revenu de solidarité active (RSA) et des jeunes majeurs vers l'emploi par la construction de projets et de contrats personnalisés d'insertion ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la formation professionnelle et apprentissage le 27 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) définissant la stratégie d'insertion de la CTM à travers une politique d'accompagnement social et professionnel ciblée au niveau du territoire martiniquais.

ARTICLE 2 : Est approuvé le co-financement du Programme d'Insertion tel que détaillé ci-dessous :

Financeurs	Montant en €	%
Le Fonds Social Européen (FSE)	13 735 841,25	75
La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)	4 578 613,75	25
TOTAL	18 314 455,00	100

La part, correspondant au financement de l'action adoptée par la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-13-1, d'un montant de 16 450 000 €, est déduite de ce financement dont le montant total s'établit à 18 314 455 €.

La part du FSE sera intégrée dans les recettes de la CTM.

Le montant des crédits supplémentaires, nécessaires au financement des actions relevant du Plan Départemental d'Insertion (PDI), s'élève ainsi à 1 864 455 €.

ARTICLE 3 : Est approuvée la sollicitation du cofinancement FSE par Madame la Directrice Générale Adjointe chargée de la Solidarité à la CTM.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934-4 du budget de Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustement nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 4 abstentions, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



2019

Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Sommaire

Préambule

1^e Partie - Le diagnostic territorial des besoins sociaux et des actions mises en œuvre 7

1 - Contexte territorial... .. 8

2 - Typologie des publics 18

3 - Evolution de la dépense d'allocation de 2015 à 2017 20

2^e Partie - Les orientations stratégiques du Programme d'Insertion 2019 de la CTM..... 21

Axe 1 – Agir sur la définition et l'organisation des parcours des publics en insertion... .. 22

Objectif. Garantir l'accès aux droits des personnes en inclusion par un accompagnement individualisé

1.1. Le dispositif d'orientation 24

Action 1.1.1. Diagnostic social personnalisé..... 29

Action 1.1.2. Evaluation du niveau de compétences générales..... 30

Action 1.1.3. Bilans de compétences..... 31

Action 1.1.4. Evaluation en milieu de travail..... 32

1.2. Le dispositif de mise en parcours des bénéficiaires..... 33

Action 1.2.1. Elaboration des contrats d'engagements réciproques personnalisés et adaptés aux besoins identifiés ... 34

1.3. Le dispositif d'accompagnement social 36

Action 1.3.1. Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)..... 42

Action 1.3.2. L'Aide financière au sein de la DAS..... 45

Action 1.3.3. Mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) 47

Action 1.3.4. Intervention sociale d'intérêts collectifs 49

Action 1.3.5. Atelier de remobilisation social..... 51

Action 1.3.6. Actions innovantes en matière de levée des freins sociaux à l'emploi 53

1.4. Le dispositif d'accompagnement au logement.....54

Action 1.4.1. Aide à la construction et à la finition de Logements Evolutifs57 Sociaux dans le cadre de la Ligne Budgétaire Unique

Action 1.4.2. Aides à l'accès dans le logement 58

Action 1.4.3. Aides au maintien dans le logement 59

Action 1.4.4. Accompagnement social lié au logement au titre de l'accès au logement..... 60



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Action 1.4.5.	Accompagnement social lié au logement au titre du maintien dans le logement.....	61	
Action 1.4.6.	Hébergement – Résidence sociale de Balata.....	62	
1.5.	Le dispositif d'accompagnement à la santé	64	
Action 1.5.1.	Prise en charge des conduites addictives	66	
Action 1.5.2.	Accompagnement individuel par la santé – BRSA et jeunes majeurs.....	67	
	<i>Axe 2 – Mobiliser des dispositifs en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle</i>	<i>68</i>	
	<i>Objectif.</i> <i>Les aides au public en insertion.....</i>	<i>69</i>	
2.1.	Le dispositif de formation		
Action 2.1.1.	Installateur sanitaire – Plomberie.....	72	
Action 2.1.2.	CAPA Jardinier paysagiste.....	75	
Action 2.1.3.	BP Aménagements paysagers.....	79	
Action 2.1.4.	CQP Technicien boucher.....	83	
Action 2.1.5.	Formation en langue des signes française.....	85	
Action 2.1.6.	Décorateur d'intérieur.....	88	
2.2.	Le dispositif d'accompagnement à la création d'activités.....	94	2
Action 2.2.1.	L'Aide individuelle à la reprise d'activité (AIRA-FAPI) et de Formation.....	96	
Action 2.2.2.	Dispositif territorial de soutien et d'accompagnement des Créateurs d'entreprises (DACE).....	97	
	<i>Objectif.</i> <i>Contribution en faveur des structures pour la prise en charge des publics cibles.....</i>	<i>100</i>	
2.3.	Le dispositif d'accompagnement vers l'emploi		
Action 2.3.1.	L'Aide aux employeurs des BRSA en PEC.....	103	
Action 2.3.2.	Financement de l'Accompagnement Social et Professionnel des salariés BRSA en PEC.....	104	
2.4.	Le Dispositif de soutien à L'ESS.....		
Action 2.4.1.	Soutien aux têtes de réseau ESS et IAE.....	109	
2.5.	Le dispositif d'accompagnement et de développement des entreprises et des emplois de l'ESS		
Action 2.5.1.	Soutien au développement de structures relais d'appui et d'information.....	111	
2.6.	Le dispositif de Soutien à l'innovation sociale et au développement durable.....	113	



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Action 2.6.1.	Soutien au développement de structures et des projets au niveau des territoires.....	114
2.7. Le dispositif financier d'accompagnement des SIAE.....		115
Action 2.7.1.	Aide aux postes BRSA – CDDI.....	116
Action 2.7.2.	Aide au démarrage.....	117
Action 2.7.3.	Aide au fonctionnement.....	118
Action 2.7.4.	Aide à l'investissement.....	119
Action 2.7.5.	Aide à l'accompagnement social et professionnel et à la formation brSa et non brSa).....	120
Action 2.7.6.	Financement de la Formation – PIC.....	121
2.8. Le dispositif de Développement de la Clause d'insertion.....		122
Action 2.8.1.	La mise en œuvre de la clause sociale d'insertion dans les marchés publics.....	124
2.9. Le dispositif d'accompagnement de projets liés aux nouvelles technologies.....		
Action 2.9.1.	Le soutien aux cyber bases et actions innovantes.....	127
2.10 Le dispositif d'accompagnement des associations intervenant en direction des publics cibles.....		128
Action 2.10.1	Le soutien à la mise en œuvre des programmes d'actions.....	130
2.11 Le dispositif d'accompagnement des associations du secteur social.....		132
Action 2.11.1	Le soutien au fonctionnement et à l'investissement.....	134
<i>Axe 3 – Coordonner et animer l'offre d'insertion dans le cadre de l'ESS et de l'Insertion 135</i>		
<i>Objectif. La CTM : Chef de file des politiques d'insertion.....</i>		
3.1. Le dispositif de renforcement des moyens d'intervention des acteurs de l'insertion.....		136
Action 3.1.1.	Elaboration d'outils d'ingénierie de parcours.....	138
Action 3.1.2.	Plateforme de travail collaboratif interopérable.....	139
Action 3.1.3.	Formation des référents de parcours de l'orientation et de l'accompagnement des BRSA.....	140
3.2. La gouvernance de l'insertion.....		141
Action 3.2.1.	Renforcement de la transversalité des politiques d'insertion et d'emploi des publics cibles –PTI de Martinique.....	143
Action 3.2.2	L'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'Insertion 2019 de la CTM	145



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

PREAMBULE

La lutte contre la pauvreté et les exclusions inscrite à l'article L 115-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles est fondée sur « l'égalité dignité de tous les êtres humains ». Elle est à ce titre « une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la Nation ».

La loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (rSa) et réformant les politiques d'insertion a précisé les modalités d'orientation des bénéficiaires qui doivent être établies dans le cadre d'un contrat définissant les engagements réciproques de la collectivité et des bénéficiaires accompagnés.

En effet, tout allocataire ou conjoint d'allocataire d'un foyer bénéficiaire d'un droit ouvert au rSa socle et étant sans emploi ou avec un revenu d'activité professionnel inférieur au plafond de ressources mensuelles, est soumis aux « droits et devoirs du bénéficiaire du rSa ». Le législateur lui garantit en outre la possibilité de bénéficier d'un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique. En contrepartie, le bénéficiaire s'engage à rechercher un emploi, à entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou à effectuer les actions favorisant sa meilleure insertion sociale ou professionnelle.

4

Mise en place en décembre 2015, la Collectivité Territoriale de Martinique (C.T.M) exerce toutes les compétences antérieurement dévolues au Département et à la Région. Chef de file de la politique d'action sociale sur son territoire, elle définit, met en œuvre et coordonne les actions menées qui y concourent, en tenant compte des compétences confiées par la loi à l'Etat, aux autres collectivités territoriales, aux organismes de sécurité sociale, aux institutions sociales et associations. Elle organise la participation des personnes morales de droit public et privé mentionnées à l'article L 116-1 du CASF, à la définition des orientations en matière d'action sociale et à leur mise en œuvre. Elle attribue les prestations légales d'aide sociale auxquelles peuvent prétendre les bénéficiaires relevant de sa prise en charge, à l'exception des prestations énumérées à l'article L 121-7 du CASF.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Pour ce faire, la loi prévoit que la CTM délibère sur l'adoption (ou l'adaptation) d'un Programme Départemental d'Insertion (PDI) au 31 mars de chaque année, en cohérence avec les priorités de sa politique territoriale. Cet outil obligatoire est destiné à traduire la stratégie d'insertion de la Collectivité. Il « *définit la politique d'accompagnement social et professionnel, recense les besoins d'insertion, l'offre locale d'insertion et planifie les actions d'insertion correspondantes* » (Art. L 263-1 du CASF) concourant à l'insertion des publics vulnérables à l'échelle du territoire.

Les enjeux et orientations

Une démarche de concertation et de dialogue a permis d'identifier les enjeux prioritaires de la programmation des actions et dispositifs d'insertion de la CTM au titre de l'année 2019. Cette démarche d'abord discutée entre les représentants des services territoriaux, autour d'un pré-diagnostic, s'est poursuivie sous la conduite d'un comité de pilotage rassemblant élus et services, mis en place le 6 septembre 2018.

Aujourd'hui, le statut de la CTM ainsi que la perspective d'élargir l'engagement collectif de rendre plus lisible et plus attractive l'offre d'insertion plaident en faveur de la modification de l'intitulé du dispositif d'insertion de la CTM : « **Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique - PI-CTM** ». En effet, ce dernier s'inscrit dans la stratégie de construction d'une politique territoriale d'insertion renouvelée, à l'échéance du Programme Départemental d'Insertion 2015-2018 adopté par délibération N° CG/93-15 du 29 octobre 2015 de la Collectivité départementale de Martinique.

5

Ainsi, le présent document s'inscrit en cohérence avec la politique territoriale de la CTM, articulée avec :

- les politiques d'insertion instituées par les cadres national et européen (Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen 2014-2020) et, en particulier, celle du Fonds Social Européen (FSE), les objectifs stratégiques des schémas mis en œuvre dans le cadre des solidarités de la CTM et du STDEII.
- la délibération n° 18-13-1 du 8 février 2018 portant mise en œuvre de l'action de la CTM visant à amener des allocataires du RSA et des jeunes majeurs vers l'emploi,



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Ce programme d'Insertion de la CTM en direction des publics précités se décline autour de 3 axes complémentaires :

- AXE 1 - Agir sur la définition et l'organisation des parcours des publics en insertion
- AXE 2 - Mobiliser des dispositifs en faveur de l'emploi et de l'insertion socio-professionnelle
- AXE 3 - Coordonner et animer l'offre en faveur de l'insertion et de l'Economie Sociale et Solidaire.

Ces derniers, tels que définis par objectifs sont porteurs de l'ambition de la politique d'insertion conduite en Martinique par la CTM, dans un contexte de réformes politiques et sociales. Ainsi, en dépit des contraintes financières, il s'agit à la fois de garantir, par un accompagnement individualisé, l'accès aux droits d'un nombre croissant de personnes en inclusion, de maintenir les dispositifs d'aides en leur faveur et de contribuer au financement des structures chargées, pour le compte de la CTM, de l'accompagnement aux besoins des publics ciblés.

C'est pourquoi la mobilisation du volet « inclusion » du Fonds Social Européen constitue l'un des supports de la stratégie de renforcement de la lutte contre la pauvreté et toute forme de discrimination en Martinique de la CTM.

6

En définitive, le diagnostic des besoins sociaux et des actions déjà mises en œuvre sur le territoire martiniquais fonde et justifie les orientations politiques du Programme d'Insertion 2018-2019 de la CTM, le lancement des travaux d'élaboration du Pacte territorial d'insertion ainsi que les pistes d'amélioration du prochain programme d'accompagnement pluriannuel 2019-2021 de l'ensemble des publics cibles.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

PARTIE I

DIAGNOSTIC TERRITORIAL DES BESOINS SOCIAUX ET DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

I - LE CONTEXTE TERRITORIAL

1.1. La démographie

- a. 53.450 demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C (+4,93 %) dont 43.300 de catégorie A (+ 4,67 %). **Les plus de 50 ans constituent la catégorie la plus ciblée par l'augmentation de 2016 à 2017 (+ 6,60 %) avec + 7,58 % de femmes et 5,50 % d'hommes.**
- b. **Baisse démographique tendancielle depuis plus de 10 ans¹ : - 0,9 % de 2016 à 2017, année où la population est estimée à 371.246 habitants - Vieillesse de la population** dont l'indice s'élève à 87,8 % en 2017 contre 47,3 % en 2015. La tranche d'âge des 20-59 ans (49,2 % de la population en 2017 contre 53 % en 2007) est la plus élevée (constat identique chez les brSa en Martinique : 50 % **des brSa sont des personnes seules, sans enfant**)². **Les plus de 60 ans représentent 27,6 % contre 18,5 % en 2007.**
- c. **Les familles monoparentales** : 50 % de personnes seules, sans enfant ; 40,1 % de personnes seules avec enfant. La **tendance est identique chez les brSa.**

8

Selon l'INSEE, au 31-12-2017, moins d'une personne sur deux âgée de 15 à 64 ans occupe un emploi dans les départements, régions d'outre-mer et collectivités d'outre-mer (DROM-COM), contre deux en France continentale. Comparé à cette dernière, le taux d'activité en Martinique (65 %) est le plus élevé des DROM-COM. Cette situation résulterait des différences d'environnements économiques entre ces territoires.

¹ Rapport annuel 2017 IEDOM publié en juin 2018

² Source interne : DRESS 2016 et Genesis 2017



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

L'accès à l'emploi demeure cependant très difficile pour les jeunes. En effet, 24 % des 15-29 ans, soit un jeune sur quatre, occupe un emploi en Martinique, contre 45 % dans l'hexagone. 3

1.2. La situation de l'emploi à la Martinique de 2016 à 2017 4

a. Augmentation des demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) inscrits à Pôle Emploi

CATEGORIE	Sources Dieccte		
	2 016	2 017	Evolution %
Catégorie A (inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	41 370	43 300	4,67
Catégorie B (inscrits tenus de rechercher un emploi, avec activité réduite courte)	3 970	4 240	6,80
Catégorie C (inscrits tenus de rechercher un emploi, avec activité réduite courte)	5 600	5 910	5,54
Total catégories A, B, C	50 940	53 450	4,93
Catégorie D (inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	4 110	2 510	-38,93
Catégorie E (inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi)	2 240	1 950	-12,95
Total demandeurs d'emploi	57 290	57 910	1,08

9

Fin décembre 2017, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits au Pôle Emploi s'établit comme suit :

- une moyenne de 43 300 inscrits en catégorie A. Ce nombre augmente de 4,7 % par rapport à décembre 2016.

³ Source Enquête Emploi INSEE « L'insertion sur le marché du travail reste moins aisée dans les DOM en 2017 », pub 27-6-2018

⁴Source DIECCTE MARTINIQUE - Données CVS- Pôle-Emploi-Dares, SMTS (décembre 2018 et 1^{er} trimestre 2018)



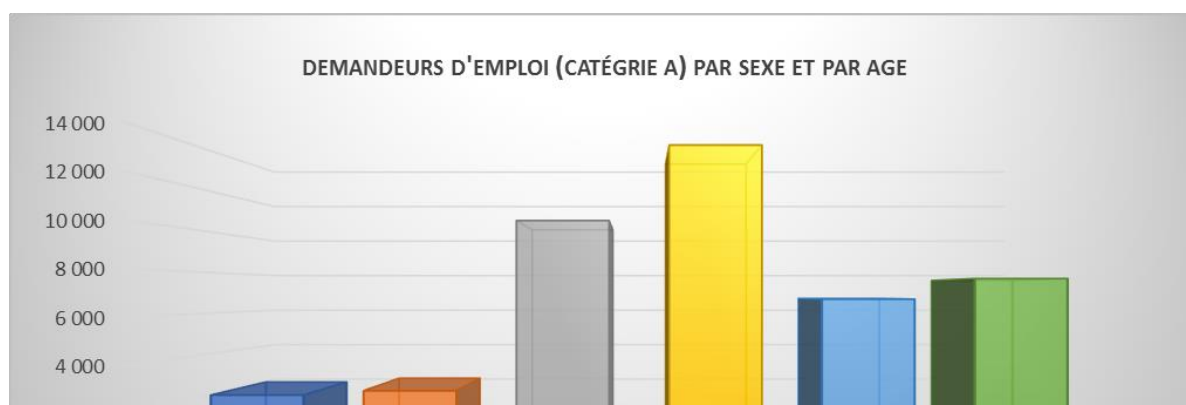
Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

- 50 940 inscrits en catégories A, B et C, soit une progression de 4,93 % sur un an.
- b. Nette augmentation des demandeurs d'emploi de catégorie A de plus de 50 ans**

CATEGORIE	2016	2017	Evolution %
Hommes	18 700	19 330	3,37
Femmes	22 670	23 960	5,69
Moins de 25 ans	4 520	4 780	5,75
Hommes	2 200	2 290	4,09
Femmes	2 320	2 490	7,33
Entre 25 et 49 ans	23 370	24 140	3,29
Hommes	10 140	10 330	1,87
Femmes	13 230	13 810	4,38
50 ans ou plus	13 480	14 370	6,60
Hommes	6 360	6 710	5,50
Femmes	7 120	7 660	7,58
TOTAL GENERAL	41 370	43 290	4,64

10

Cette catégorie a augmenté de 4,6% par rapport à l'année 2016. L'évolution se confirme pour toutes les tranches d'âge et quel que soit le sexe. Cependant, elle est plus ciblée pour les personnes de plus de 50 ans, notamment les femmes (+7,58%).





Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Moins de 25 ans		Entre 25 et 49 ans		50 ans et plus	
Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
2 290	2 490	10 330	13 810	6 710	7 660

11

c. Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C⁵ par sexe et âge

⁵ Tenus de rechercher un emploi



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CATEGORIE	2016	2017	Evolution %
Hommes	21 690	22 410	3,32
Femmes	29 250	31 050	6,15
Moins de 25 ans	5 350	5 630	5,23
Hommes	2 540	2 620	3,15
Femmes	2 810	3 010	7,12
Entre 25 et 49 ans	29 160	30 210	3,60
Hommes	11 980	12 230	2,09
Femmes	17 180	17 980	4,66
50 ans ou plus	16 430	17 620	7,24
Hommes	7 170	7 560	5,44
Femmes	9 260	10 060	8,64
TOTAL GENERAL	50 940	53 460	4,95

12

Fin 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par sexe et âge augmente pour l'ensemble des demandeurs d'emploi. Cette augmentation est plus faible chez les hommes, notamment ceux de la tranche d'âge comprise entre 25 et 49 ans, 2 %. La tendance à la hausse constatée sur la même période chez les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans de la catégorie A se confirme surtout chez les femmes avec un taux 8,6 %.

d. Ancienneté d'inscription sur les listes de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, fin 2017⁶

⁶ Source DIECCTE MARTINIQUE - Données CVS- Pôle-Emploi-Dares, SMTS (décembre 2018 et 1^{er} trimestre 2018)



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CATEGORIE	2016	2017	Evolution %
Inscrits depuis moins d'1 an	24 970	26 260	+ 5,17
Inscrits depuis 1 an ou plus	25 970	27 190	+ 4,70
TOTAL GENERAL	50 940	53 450	+ 4,93
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou +	51 %	51 %	

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi sur la même période connaît une augmentation globale de près de 5 % sur un an. Elle est répartie de manière quasi identique entre les deux catégories d'inscrits.

13

1.3. Les décalages entre compétences disponibles et celles recherchées

Les causes de la faiblesse du taux d'emploi sont diverses. Mais le niveau de qualification insuffisant des candidats sur le marché du travail et les inadéquations formations-emplois / offres-demandes d'emplois constituent une partie des données du problème. En effet, les emplois ou formations majoritairement sollicités ne correspondent pas aux besoins réels du marché ou conduisent à des situations d'emplois durablement précaires. Ces constats incitent à affiner l'analyse des secteurs où la demande est largement excédentaire au regard des besoins du marché.

a. Un niveau de formation Bac 1(IV)⁷

⁷ Source : Dieccte-Nostra (données Pôle-Emploi brutes)



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Par niveau de formation	CENTRE	NORD	SUD
Non Précisé	4	0	4
1er cycle, 2ème degré (VI)	1 334	500	776
CEP, SES, BEPC (V bis)	1 606	829	1 102
BEP, CAP (V)	3 462	2 440	2 712
Bac, BTN, BT, BP (IV)	6 871	4 595	5 607
Bac + 2 (III)	1 653	1 284	1 272
Bac + 3 ou 4 (I & 2)	2 965	2 430	2 034
TOTAUX	17 895	12 078	13 507

b. Souhaits de formations émis en 2018 par les brSa auprès des ALI (CTM) A

Secteurs concernés
Service à la personne (Petite enfance, Educateur social, agent de médiation,...)



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

<i>Accès à l'autonomie sociale (lutte contre l'illettrisme, apprentissage du français/ langue étrangère FLE,...)</i>
<i>Commerce (vendeur, hôtesse de caisse, assistante commerciale,...)</i>
<i>Préparation concours, remise à niveau, VAE, ...</i>
<i>BTP (peintre, plombier électricien...)</i>
<i>Autres (illettrisme, barrière de la langue, utilisation TIC, aide alimentaire, isolement....)</i>
<i>Environnement (espaces verts, espaces publics, agent de propreté et d'hygiène)</i>
<i>Restauration (cuisine, pâtisserie, agent polyvalent..)</i>
<i>Artisanat (couture, décoratrice d'intérieur)</i>
<i>Beauté, Bien-Etre (Esthétique, coiffure, estime de soi)</i>
<i>Administratif (secrétariat....)</i>
<i>Autres (Charpentier de marine, mécanicien, aide à la création d'entreprise,...)</i>

15

c. L'inadéquation offres-demandes d'emploi⁸

⁸ SPER – Février 2018



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

METIERS (Rome V3)	DEMANDES	OFFRES
Services domestiques	2 683	121
Assistance auprès d'adultes	2 244	177
Nettoyage de locaux	1 969	155
Entretien des espaces verts	1 781	253
Secrétariat	1 688	189
Assistance auprès d'enfants	1 637	106
Vente en habillement et accessoires de la personne	1 545	140
Maçonnerie	1 466	144
Personnel de caisse	1 171	19
Animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents	1 142	374
Personnel de cuisine	944	266
Personnel polyvalent en restauration	768	325
Mécanique automobile	685	213
Service restauration	487	181
Télé conseil et télévente	65	209
Education et surveillance au sein d'établissements d'enseignement	435	177

16

1.4. L'embellie conjoncturelle de la création d'entreprises⁹

Après quatre trimestres consécutifs de baisse, le nombre de créations d'entreprises cumulé sur un an est évalué de nouveau en hausse en Martinique (+ 4,3 %). Au 1er trimestre 2018,

⁹ Insee Flash Martinique N° 94 Juin 2018



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

cette augmentation est portée par les créations de sociétés et de micro-entreprises. La construction enregistre la plus forte hausse de la création d'entreprises (+ 23,9 %). L'industrie (+ 11,5 %) et les services (+ 9,8 %) en profitent également. Ces derniers sont prédominants dans le tissu productif martiniquais et assurent 82 % de la création d'entreprises.

Mais cette embellie ne profite pas au secteur « commerce, transports, hébergements et restauration » qui enregistre un repli de - 2,9 %.

1.5. Une économie globalement stable en 2017

L'économie martiniquaise est caractérisée par la prédominance du secteur tertiaire, qui représentait 82,6 % de la valeur ajoutée totale en 2015.

Selon les données de l'INSEE, en 2016,

- 41 350 entreprises composent le tissu productif martiniquais, en hausse de 2,0 % sur un an. Les services marchands concentrent 59,5 % des entités recensées et les services non marchands 10,0 %. Le secteur secondaire représente 19,6 % des entreprises et le secteur primaire 10,9 %.
- En matière d'emploi, la Martinique compte 124 457 salariés, dont 105 513 dans le secteur tertiaire (84,8 % de l'emploi salarié). Ce sont 55 248 personnes (44,4 %) qui travaillent dans les services marchands (commerce, hôtellerie-restauration, transport et autres services marchands) et 50 265 (40,4 %) dans les services non marchands.

17

L'année 2017¹⁰ est marquée par un bilan économique globalement stable. Les principaux indicateurs macroéconomiques témoignent d'une activité et d'un climat des affaires positivement orientés tout au long de l'année.

2 - TYPOLOGIE DES PUBLICS

¹⁰ IEDOM – Martinique 2017 - Edition 2018



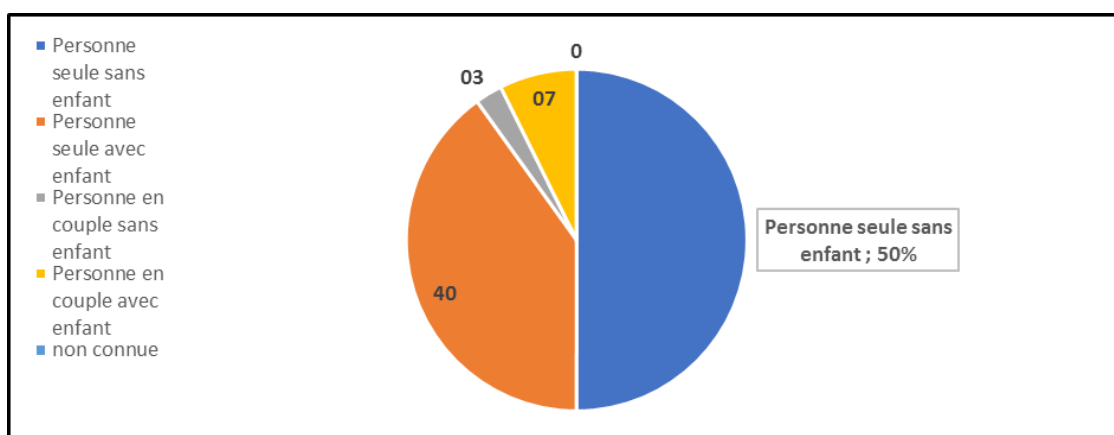
Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

2.1. Les principales caractéristiques de ménages bénéficiaires du RSA en 2017

a. Une très forte proportion de familles monoparentales

90 % des foyers allocataires sont constitués de personnes seules avec ou sans enfant. La moitié des bénéficiaires du RSA sont des hommes ou des femmes seules sans enfant.

- 50 % sont des personnes seules sans enfant,
- 40 % sont des familles monoparentales,
- 10 % sont des couples avec ou sans enfant.



18

b. L'âge

- -moins de 25 ans 5 %
- 25-30 ans 13 %
- 30-39 ans 21 %
- 40-49 ans 22 %
- 50-59 ans 26 %
- 60 ans et plus 13 %



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

c. Une ancienneté importante dans le dispositif

Typologie	2016	2017	%
Moins de 6 mois	2 181	2 972	8,0
de 6 mois à moins d'un an	1 678	1 919	5,2
de 1 an à moins de 2 ans	3 309	2 969	8,0
de 2 ans à moins de 5 ans	8 690	7 289	19,7
5 ans et plus	21 486	21 808	59,0
TOTAL	37 344	36 957	100,0

- 13 % moins d'un an,
- 8 de 13 à 24 mois,
- 20% 25 à 60 mois,
- 59 % 5 ans et plus.

19

59 % des allocataires martiniquais ont une ancienneté de plus de 5 ans. 19,7 % y sont depuis plus de 2 ans. Les moyennes nationales sont respectivement de 39, 5% et 27,7%¹¹.

3 - EVOLUTION DE LA DEPENSE D'ALLOCATION DE 2015 A 2017

Période	2015	2016	2017
Décembre	204 858 598,23 €	201 955 895,82 €	202 319 360,17€
Evolution (%)	0,64 %	-1,42 % (*)	0,5 %

(*) C'est la première fois que ce poste est en diminution, alors qu'il avait augmenté d'environ 43 millions d'euros entre 2011 et 2014.

¹¹Drees-rsa-stats@rsasante.gouv.fr -DREES-BLCE N°17-56 du 29/12/2017



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

La dépense d'allocation représente une part importante du budget de fonctionnement de la Direction de l'Economie Sociale et Solidaire, Insertion (DESSI).

Exercice budgétaire	Budget de fonctionnement	Dépenses d'allocation	%
2017	216.403.663,24	220.897.043,15	94,22 %

PARTIE II



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

**LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES
DU PROGRAMME D'INSERTION 2019
DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE
DE MARTINIQUE**

21



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
-------	--



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE.
----------	---

23

DISPOSITIF 1.1	ORIENTATION DES PUBLICS
----------------	-------------------------



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

En sa qualité de chef de file des politiques d'insertion, la C.T.M. doit organiser et assurer l'animation du dispositif d'orientation pour la levée des freins sociaux et professionnels :

- des bénéficiaires du RSA, tel que prévu par la loi RSA de 2008,
- des demandeurs d'emploi présentant des freins sociaux à leur insertion dans l'emploi, telle qu'organisée par la convention de coopération conclue avec Pôle emploi.

En premier lieu, l'orientation des bénéficiaires du RSA vers le parcours approprié est examinée au sein des huit (8) Antennes Territoriales d'Insertion (ATI) de la DESSI. Selon les situations, l'équipe pluridisciplinaire peut être saisie par les référents uniques de parcours des organismes en charge de l'accompagnement des bénéficiaires (ATI, Pole Emploi, DAS, CAF, missions locales).

DISPOSITIFS D'ORIENTATION DE LA COLLECTIVITE

24

En application de la loi du 1er décembre 2008, le bénéficiaire du RSA peut être orienté au regard de sa proximité à l'emploi ou de son âge vers l'un des quatre parcours suivants :

- **le parcours « professionnel »** réservé aux bénéficiaires du RSA ne rencontrant pas de difficultés particulières à rechercher et à occuper une activité professionnelle : Il est mis en œuvre par le Pôle emploi ;
- **le parcours « social »** réservé aux bénéficiaires du RSA rencontrant des freins sociaux majeurs de nature à entraver leur inscription pérenne dans une démarche d'accès à l'emploi. Il est mis en œuvre par la Direction de l'Action Sociale de la CTM, ainsi que par la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique pour ce qui concerne les primo bénéficiaires du rSa majoré ayant au moins un enfant de moins de 3 ans à charge ;
- **le parcours « socioprofessionnel »** réservé aux bénéficiaires du RSA, rencontrant des freins sociaux n'entravant pas leur inscription dans une démarche d'accès à l'emploi. Il est mis en œuvre par les Antennes Territoriales d'Insertion de la CTM ;



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

- **le parcours « Jeunes »**, réservé aux bénéficiaires du RSA âgés de moins de 26 ans et les bénéficiaires du RSA Jeune. Il est mis en œuvre par les 3 missions locales : Mission Locale Nord Martinique (MILNORD), Mission Locale Espace Sud (MLES), Mission Locale du Centre de la Martinique (MILCEM).

NOMBRE DE BRSA ORIENTES VERS UN PARCOURS D'INSERTION (2016-2017)¹²

ELEMENTS	Effectifs	
	2016	2017
Nombre de brsa orientés par parcours (notifications transmises)	6650	6 049
<i>* orientation parcours jeunes (MILCEM / MILNORD / MLES)</i>	678	583
<i>* orientation parcours professionnel (PE)</i>	2716	2731
<i>* orientation parcours social (DAS)</i>	113	844
<i>* orientation parcours social (CAF)</i>	2334	166
<i>* orientation parcours socio professionnel (DESSI)</i>	809	1725
Nombre de réunions d'information collective organisées	187	189
Nombre de brSa convoqués en réunion d'information collective	-	3367
Nombre de brSa présents en réunion d'information collective	1426	1278

25

¹² Bilans d'activité DESSI 2016 et 2017



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Un dispositif d'orientation satisfaisant à optimiser

Le bénéficiaire du RSA soumis aux droits et devoirs, a l'obligation de s'engager dans un processus d'accompagnement renforcé dont la finalité est son retour ou son accès à une activité professionnelle. Cet engagement est acté par un Contrat d'Engagements Réciproques (CER) qu'il conclut avec son référent de parcours ou un Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE) quand le référent unique vers lequel il est orienté relève de Pôle emploi, le PPAE valant CER.

brSa au 31/12/2016 ¹³	PERSONNES SOUMISES AUX DROITS ET DEVOIRS		
	Total	Orientés	
moins de 25 ans	1 932	708	37%
de 25 à 29 ans	4 976	2 306	46%
de 30 à 39 ans	7 941	2 896	36%
de 40 à 49 ans	8 811	3 045	35%
de 50 à 59 ans	9 424	3 065	33%
60 ans et plus	4 260	691	16%
TOTAL	37 344	12 711	34%

26

L'insuffisance des moyens (techniques, humains, matériels) dédiés à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif d'orientation des brSa ne permet pas d'atteindre un taux plus important. Il en résulte que :

- 34 % de brSa soumis aux droits et devoirs ont été orientés au 31-12-2016, soit le tiers de l'effectif de 37.344 personnes recensées au 31-12-2016.
- (La moyenne nationale des orientations et de l'accompagnement s'établit autour de 80 %).

¹³ Données internes : Déclaration Drees au 31/12/2016



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

- le délai moyen d'orientation est de 90 jours, entre la date d'entrée dans le champ des droits et devoirs et la date de primo orientation des brSa concernés.

Le recours à l'équipe pluridisciplinaire

Le 5 octobre 2016, l'Assemblée de Martinique a adopté la délibération N° 16-304-1 portant modification de l'organisation fonctionnelle de l'Equipe Pluridisciplinaire chargée d'émettre des avis en matière de réorientation des bénéficiaires du rSa et de prononcer des sanctions à l'encontre de ceux-ci pour refus d'insertion ou de fraude.

Présidée par le Président du Conseil Exécutif de la CTM, l'Equipe Pluridisciplinaire est composée, conformément aux dispositions de l'article L262-39 du code de l'action sociale des familles (CASF) des représentants des professionnels du service public de l'emploi, de l'insertion sociale et professionnelle et, nouveauté de la loi rSa, de ceux des bénéficiaires du rSa.

27

Elle est saisie par les référents de parcours des organismes signataires de la convention d'orientation et au droit à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa du 13 décembre 2012 avant décision de Monsieur la Président du Conseil Exécutif.

Elle a vocation à être consultée-préalablement :

- à toute décision de réorientation du brSa vers un autre parcours d'insertion,
- lorsque l'accompagnement n'a pas permis à l'échéance, une orientation vers un parcours professionnel,
- en cas de proposition de suspension ou de réduction de l'allocation pour refus d'insertion du bénéficiaire du RSA,
- en cas de fraude ou de travail dissimulé,
- à la réintégration dans le droit du rSa.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

Au 31 décembre 2017, on dénombrait 43.300 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi¹⁴ et environ 36.605 brSa soumis aux droits et devoirs¹⁵. Même si la tendance est constatée en légère baisse au 1^{er} trimestre 2018, cette population active demeure constituée, en grande partie, des publics structurellement les plus éloignés de l'emploi (seniors de plus de 50 ans, notamment les femmes ; jeunes peu ou pas qualifiés au regard des besoins du marché du travail ; familles monoparentales ; chômeurs de longue durée et allocataires du RSA...). Leur insertion sociale et professionnelle durable apparaît plus délicate.

Au premier trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A était estimé en Martinique à **43 110**. La persistance d'un nombre élevé de bénéficiaires du RSA parmi ces derniers, la forte ancienneté des allocataires dans le dispositif, l'évolution des différentes problématiques qui touchent les publics les plus vulnérables et la progression de la précarité conduisent la Collectivité à mettre en place une action tendant à la mise en place d'un diagnostic **des problématiques et profil psychosocial** de ces publics **cibles**.

28

LES ACTIONS DU DISPOSITIF D'ORIENTATION DES PUBLICS

- | | |
|---------------|--|
| Action 1.1.1. | Diagnostic social personnalisé (DSP) |
| Action 1.1.2. | Evaluation du niveau de compétences
Générales |
| Action 1.1.3. | Bilans de compétences |
| Action 1.1.4. | Evaluation en milieu de travail |

¹⁴ Source DIECCTE MARTINIQUE - Données CVS- Pôle-Emploi-Dares, SMTS (décembre 2018 et 1^{er} trimestre 2018)

¹⁵ Source : Bilan d'activité 2017 - DESSI



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.1	ORIENTATION DES PUBLICS
ACTION 1.1.1 DIAGNOSTIC SOCIAL PERSONNALISE (DSP)	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Dégager les points forts du développement personnel permettant l'inclusion sociale et professionnelle de chaque bénéficiaire.
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner les bénéficiaires à dresser un bilan de leurs compétences et capacités professionnelles et extra-professionnelles, afin d'élaborer et/ou actualiser un projet professionnel viable. - Proposer une orientation des bénéficiaires vers un parcours d'insertion adapté à leur profil, - Proposer un plan de mise en parcours d'insertion des bénéficiaires.
<i>Contenu :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les freins sociaux gênant l'insertion des participants, - Accompagner l'émergence de pistes d'insertion, - Définir un projet de vie et/ou professionnel.
<i>Publics cibles :</i>	400 Bénéficiaires du rSa et 100 jeunes majeurs
<i>Pré requis :</i>	Personnes identifiées et signalées par les services sociaux de la CTM, les Missions Locales et le Pôle Emploi.
<i>Pilote :</i>	DESSI
<i>Partenaires :</i>	Pôle Emploi, Missions Locales
<i>Opérateurs :</i>	Titulaire désigné par Appel d'offres
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Financement :</i>	CTM – FSE
<i>Coût :</i>	1 400 000 €
<i>Indicateurs quantitatifs et qualitatifs :</i>	Nombre d'entretiens individuels / Typologie du public / Typologie des projets Nombre de mise en parcours d'insertion adaptés proposés
AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE	
DISPOSITIF 1.1	ORIENTATION DES PUBLICS
ACTION 1.1.2 EVALUATION DU NIVEAU DE COMPETENCES GENERALES	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion
<i>Objectif(s) opérationnel(s)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Répondre à une demande ponctuelle d'évaluation du niveau des connaissances et compétences générales des bénéficiaires avant le démarrage d'une action d'insertion liée à l'emploi, la formation, la création ou la reprise d'activité ou encore en amont d'une inscription à un concours, - Accompagner les bénéficiaires vers la définition d'un parcours d'insertion en adéquation avec leur profil.
<i>Contenu :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les acquis et points de progrès et de blocage, - Co construire un plan de résolution des problématiques décelées,
<i>Publics cibles :</i>	Bénéficiaires du rSa éloignés de l'emploi orientés vers le parcours social ou socioprofessionnel.
<i>Pré requis :</i>	Bénéficiaires de bas niveau ou sans qualification
<i>Pilote :</i>	DFPA
<i>Partenaires :</i>	Pôle Emploi, Missions Locales, PLIE
<i>Opérateurs :</i>	Organismes agréés et conventionnés
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Financement :</i>	CTM -FSE
<i>Coût :</i>	BP 2019
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs :</i>	<p>Nombre d'ENCG finalisés / Nombre de mise en parcours / Typologie des bénéficiaires du rsa.</p> <p>Nombre de bénéficiaires du rsa orientés et pris en charge.</p>
AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
Objectif	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dispositif 1.1	ORIENTATION DES PUBLICS
ACTION 1.1.3. BILANS DE COMPETENCES	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Définir un projet professionnel viable, - Préparer une reconversion professionnelle, - Evoluer de manière hiérarchique ou transversale, - Définir et/ou valider un projet de formation ou de VAE.
<i>Contenu :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux participants de dresser un bilan et d'analyser leurs compétences professionnelles et personnelles ainsi que leurs aptitudes et motivation, de dégager des expertises, points de progrès et pistes d'insertion, - Proposer une orientation et élaborer un plan de mise en parcours d'insertion des bénéficiaires.
<i>Publics cibles :</i>	Bénéficiaires du rSa.
<i>Pré requis :</i>	Savoir lire et écrire / Projet professionnel à définir ou à confirmer
<i>Pilote :</i>	DFPA
<i>Partenaires :</i>	Europe, Pôle Emploi, Missions Locales, PLIE, CCAS, CAF, Organismes de suivi des bénéficiaires du rsa, employeurs des bénéficiaires du rsa en contrats aidés
<i>Opérateurs :</i>	Centre de Bilan de compétences agréés
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Financement :</i>	CTM - FSE
<i>Coût</i>	BP 2019
<i>Indicateurs quantitatifs : Indicateurs qualitatifs :</i>	Nombre de mise en parcours d'insertion / Typologie des bénéficiaires du rsa / Typologie de projets.
AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
Objectif	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dispositif 1.1	ORIENTATION DES PUBLICS
ACTION 1.1.4. EVALUATION EN MILIEU DE TRAVAIL	
Objectif(s) stratégique(s)	Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion
Objectif(s) opérationnel(s):	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux participants de déterminer si leurs compétences professionnelles et leurs savoir être sont en adéquation avec les exigences de l'emploi et/ou découvrir un métier ou un secteur d'activité nouveau. - Permettre aux bénéficiaires de mieux cerner leurs propres compétences, en fonction des difficultés rencontrées lors de l'immersion en emploi, - Connaître la réalité d'un milieu professionnel et les exigences de l'emploi recherché, - Définir une orientation professionnelle.
Contenu :	Formation action individualisée en immersion en entreprise
Publics cibles :	Bénéficiaires du rSa éloignés de l'emploi
Pré requis :	Projet professionnel défini
Pilote :	DFPA
Partenaires :	Pôle Emploi, Missions Locale, CCAS, CAF, partenariat public-visé, organismes de suivi des bénéficiaires du rsa, employeurs des bénéficiaires du rsa en contrats aidés
Opérateurs :	Organismes prestataires conventionnés
Territoire :	La Martinique
Financement :	CTM
Coût	BP 2019
Indicateurs qualitatifs quantitatifs :	Nombre de mise en parcours d'insertion / Typologie des bénéficiaires du rsa / Typologie des projets d'insertion Nombre de demandes signalées et finalisées.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
-----------------	---

DISPOSITIF 1.2	MISE EN PARCOURS DES BENEFICIAIRES
-----------------------	---

33



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

Le bénéficiaire du RSA socle est soumis aux droits et devoirs. Cela signifie qu'il est concerné d'une part, par le droit de pouvoir bénéficier d'un parcours d'accompagnement à la levée des freins à l'emploi et d'autre part, par l'obligation de respecter les différentes étapes de ce parcours formalisé sous forme de CER ou de PPAE. Au 31 décembre 2017, on dénombre environ 36.605 brSa soumis aux droits et devoirs¹⁶

Le renforcement de l'action de la CTM vise à accompagner chaque bénéficiaire du dispositif à :

- élaborer ou actualiser son projet professionnel conciliant choix individuel et efficacité du marché du travail ;
- mettre en œuvre une stratégie de recherche d'emploi adaptée à son profil pour favoriser son retour plus rapide à l'emploi.

34

L'ACTION DU DISPOSITIF DE MISE EN PARCOURS DES BENEFICIAIRES

Action 1.2.1. Elaboration de contrats d'engagements réciproques personnalisés et adaptés aux besoins identifiés

¹⁶ Source : Bilan d'activité 2017 - DESSI



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.2	MISE EN PARCOURS DES BENEFICIAIRES
ACTION 1.2.1 ELABORATION DES CONTRATS D'ENGAGEMENTS RECEPROQUES (CER) PERSONNALISES ET ADAPTES AUX BESOINS IDENTIFIES	
Objectif(s) stratégique(s)	Elaborer le parcours d'insertion des bénéficiaires.
Objectif(s) opérationnel(s):	Décliner les étapes du parcours
Contenu :	Proposer des réponses aux besoins des brSA et impliquer ces derniers par la signature d'un contrat dans lequel ils s'engagent à suivre un accompagnement.
Publics cibles :	Bénéficiaires du rSa éloignés de l'emploi, publics jeunes primo demandeurs d'emploi, personnes en situation de reconversion professionnelle
Pré requis :	
Pilote :	DESSI
Partenaires :	Pôle Emploi, Missions Locales, organisations professionnelles, Organismes de suivi des bénéficiaires du rsa, chambres consulaires, partenariat public-privé, les PLIE.
Opérateurs :	Référents uniques de la CTM
Territoire :	La Martinique
Financement :	CTM - FSE
Coût	2 500 000 €
Indicateurs qualitatifs et quantitatifs :	Nombre de mise en parcours d'insertion / Nombre de sorties positives du dispositif / Typologie des participants Nombre de personnes orientées et formées



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
-----------------	---

36

DISPOSITIF 1.3	L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL
-----------------------	--------------------------------



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

Des difficultés sociales récurrentes

Les problèmes d'insertion des bénéficiaires du rSa ne se réduisent pas à la rareté de l'emploi ou à l'insuffisance de qualification, mais se manifestent également à travers leur capacité ou non à faire valoir leurs droits fondamentaux ou à solliciter de l'aide, face aux problématiques sociales de natures différentes relevées sur l'ensemble du territoire martiniquais :

Problématiques sociales
Santé (addictions, soins dentaires, obésité, hypertension, Cancer, pathologies mentales....)
Logement (insalubrité, inadaptation, impayés, SDF, ...)
Mobilité (garde enfants/parents, transport, permis de conduire,...)
Finances (gestion budget, factures impayées,...)
Autres (illettrisme, barrière de la langue, utilisation TIC, aide alimentaire, isolement, justice....)

37



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

L'accompagnement social des primo bénéficiaires du RSA majoré ayant au moins un enfant de moins de 3 ans à charge relève de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Martinique.

En 2017¹⁷ : 14 % des Martiniquais âgés de 16 à 65 ans sont en situation **d'illettrisme** avec un taux plus élevé chez les personnes de 50 ans et plus.

La santé en Martinique : Plutôt bonne¹⁸. Cependant, prévalence du diabète, 7,7 % de la population serait sous traitement. Près d'un enfant sur 4 et 1 adulte sur 2 est en surpoids ou obèse et surcharge pondérale touche les enfants et les femmes dans les populations précaires. Obésité et diabète sont également facteurs d'hypertension artérielle.

Le taux de bénéficiaire de la CMU-C¹⁹ en Martinique est de 24,4 %, il confirme la pauvreté et la précarité d'une part importante de la population. Les femmes chefs de familles monoparentales sont majoritairement concernées.

38

Le logement en Martinique ²⁰: 60 % des Martiniquais sont couverts par des allocations de la CAF et 23 % de ces derniers perçoivent une aide au logement (CAF).

En 2015 : 1 370 ménages ont été aidés (61 % pour l'accès au logement, 39 % pour le maintien dans le logement).

¹⁷ Insee Martinique : bilan économique 2017

¹⁸ Diagnostic réalisé dans le cadre du Schéma Régional de Prévention de Martinique

¹⁹ Sources : Drees, ISD, CNAF, fichier Drees- Pauvreté lutte contre les exclusions

²⁰ Sources : DEAL Martinique – Observatoire de l'habitat



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Les dispositifs de prévention, d'aide sociale et d'accès aux droits

Les politiques et actions de la CTM en matière sociale ont pour principale visée l'insertion des personnes défavorisées ainsi que la lutte contre le non-recours et l'accès aux droits.

L'accompagnement social des brSa confrontés à des problématiques sociales lourdes (santé, social, logement, etc) est confié à la Direction de l'Action Sociale (DAS) de la CTM.

La CTM attribue les prestations légales d'aide sociale auxquelles peuvent prétendre les bénéficiaires relevant de sa prise en charge, à l'exception des prestations énumérées à l'article L 121-7 du CASF.

Le contexte difficile d'accès à l'emploi touche plus particulièrement les jeunes.

En 2017, selon l'INSEE, le taux de chômage en Martinique était en légère diminution soit 18% dont 17.77% de jeunes. Ce public cumule de nombreux handicaps, sources de difficultés à leur insertion sociale et professionnelle. **Le FAJ** est un des outils incontournables de la politique de la Collectivité en faveur de ces jeunes.

La **loi n°2002-2 du 02 janvier 2002** rénovant l'Action Sociale et Médico-Sociale la définit comme une politique publique englobant des actions et des interventions visant à prévenir les exclusions et promouvoir l'autonomie et la cohésion sociale.

Article L.116-2 dispose que l'action sociale et médico-sociale est conduite dans le respect de l'égalité de tous les êtres humains avec l'objectif de répondre de façon adaptée aux besoins de chacun d'entre eux, en leur garantissant un accès équitable aux droits sur l'ensemble du territoire.

L'action sociale des Collectivités comprend à la fois, l'aide sociale légale et l'aide ou l'action sociale facultative.

➡ L'Aide sociale légale constitue une obligation pour la collectivité et un droit pour l'individu.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

➡ Le volet facultatif de cette politique est inscrit dans le règlement territorial d'attribution des secours exceptionnels aux familles et aux personnes en situation de précarité ainsi qu'aux victimes d'incendie ou de calamités.

Les délibérations n°16-427-1 du 16/12/2016 et n°16-275-1 du 5/10/16 relatives au règlement territorial d'attribution des secours exceptionnels aux familles en situation de précarité et aux victimes d'incendie ou de calamités relevant de l'action sociale facultative fixe les modalités d'attribution.

La Loi n°2007-308 du 05 mars 2007 portant réforme de la protection des majeurs a réformé la protection juridique des majeurs.

Désormais, les mesures de protection judiciaire : **Sauvegarde de justice, Curatelle et Tutelle**, sont réservées **exclusivement** à un public atteint d'une **altération de ses facultés mentales et/ou physiques** empêchant l'expression de sa volonté.

Ainsi, la Loi a supprimé la Tutelle aux Prestations Sociales (TPSA) et la possibilité d'ouvrir une curatelle pour des motifs sociaux (intempérance, oisiveté, prodigalité) et les a substitués par **la Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP)**. Celle-ci comporte une formule contractuelle, une disposition contraignante, et, en cas d'échec, un volet judiciaire.

Le pilotage et la mise en œuvre de ce dispositif sont confiés à la CTM, chef de file de l'action sociale.

Par ailleurs, la CTM a également développé un dispositif d'accompagnement social permettant de favoriser la levée des freins à l'insertion des personnes, notamment les bénéficiaires du rSa, femmes chefs de familles monoparentales confrontées à des freins sociaux, allocataires en grande difficulté financière ou en situation de rupture ou d'isolement.

La levée des freins à l'insertion des brSa

La Convention d'orientation et au droit à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA (CV 13.12.12-00549) du 13 décembre 2012 a été successivement reconduite par avenants des 17 juin 2015 (CV 17.06.15-00495) et 15 janvier 2018 (CV 17.01.18-0031) pour une durée de 2 ans.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Elle précise les modalités de mise en œuvre de ces parcours actés par ses signataires : la CTM, la CAF, le POLE EMPLOI, les MISSIONS LOCALES Nord, Centre et Sud de la Martinique.

Il s'agit d'une stratégie partenariale :

- d'accompagnement vers l'emploi des brSa immédiatement employables orientés vers POLE EMPLOI par la CTM (DESSI),
- d'accompagnement global des demandeurs d'emploi orientés par Pôle emploi vers la CTM (DAS) pour la levée de leurs freins sociaux.

LES ACTIONS DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

- | | |
|-----------------------|--|
| Action 1.3.1. | Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) |
| Action 1.3.2. | L'Aide financière au sein de la DAS |
| Action 1.3.3. | Mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) |
| Action 1.3.4 | Intervention sociale d'intérêts collectifs |
| Action 1.3.5. | Atelier de remobilisation sociale |
| Action 1.3.6. | Atelier d'éducation budgétaire |
| Action 1.3.7. | Atelier d'éducation sanitaire et sociale |
| Action 1.3.8. | Accompagnement psychosocial professionnel |
| Action 1.3.9. | Remobilisation et redynamisation sociale et professionnelle des femmes chefs de famille monoparentale |
| Action 1.3.10. | Actions innovantes en matière de levée des freins sociaux à l'emploi |

41



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF 1	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.3	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL
ACTION 1.3.1. FONDS D'AIDE AUX JEUNES (FAJ)	
Objectif(s) stratégique(s)	Le Fonds d'Aide aux Jeunes est un dispositif de lutte contre l'exclusion sociale. Il permet à la Collectivité d'apporter aux jeunes, âgés de 18 à 25 ans, en difficulté d'insertion, une aide selon trois modalités d'intervention : le FAJ d'urgence, le FAJ individuel et le FAJ collectif.
Objectif(s) opérationnel(s):	<ul style="list-style-type: none"> • Apporter un secours d'urgence • Aider au projet d'insertion <p>Accompagner sur la durée</p>
Contenu	<p>Le FAJ permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des secours temporaires pour faire face à des besoins urgents : FAJ Urgent ➤ Des aides financières pour aider à la réalisation d'un projet d'insertion individuel ou collectif et qui font l'objet d'un engagement de la part du bénéficiaire : FAJ Individuel et FAJ Collectif ➤ Des actions d'accompagnement du jeune dans sa démarche ou son projet d'insertion, notamment pour lui permettre de bénéficier des différentes mesures d'aide à l'insertion sociale ou professionnelle : FAJ Individuel. <p>Le jeune bénéficiaire d'un FAJ doit faire l'objet d'un accompagnement par un référent qualifié relevant d'un organisme compétent en matière d'insertion sociale ou professionnelle.</p> <p>Le FAJ intervient également sur des projets d'action collective conformes à ses objectifs.</p>



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	<p>Les actions d'accompagnement relevant des missions des autres services publics sont exclues du champ du FAJ.</p> <p>Les aides financières sont accordées sous forme de subvention (aides financières).</p> <ul style="list-style-type: none"> Le FAJ n'intervient pas sur des dettes
Public(s) cible(s)	<p>Jeunes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Français ou étrangers en situation de séjour régulière en France Âgés de 18 à 25 ans (24 ans et 11 mois). Sans revenus ou avec de faibles ressources Rencontrant d'importantes difficultés d'insertion sociale et professionnelle. <p>La situation financière des parents n'est pas un critère d'exclusion du FAJ mais elle est prise en compte dans l'évaluation de la situation du jeune.</p> <p>Il n'est pas nécessaire de résider depuis un minimum de temps dans le département pour bénéficier de ces aides.</p>
Pré requis	
Pilote :	Direction de l'Action Sociale – Service Accompagnement des Personnes en Situation de Vulnérabilité
Copilote(s) institutionnel(s)	Missions Locales
Partenaire (s)	
Opérateurs	CTM Missions Locales
Territoire .	Martinique
Echéancier de mise en œuvre	En cours
Coût	385 000€
Financement :	CTM



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Indicateurs qualitatifs	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de Sorties positives des bénéficiaires de FAJ- Nombre de jeunes en très grande difficulté sociale « détecté » par la commission et orienté vers les travailleurs sociaux de la CTM Assiduité en formation des jeunes ayant bénéficié d'un FAJ
Indicateurs quantitatifs	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de jeunes en insertion ayant bénéficié du FAJ- Augmentation du nombre de demandes de FAJ instruites par les travailleurs sociaux de la CTM- Nombre de jeunes participant à une action collective-



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.3	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL
ACTION 1.3.2. AIDES FINANCIERES AU SEIN DE LA DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la solidarité de la collectivité aux personnes les plus vulnérables. - Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les exclusions.
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Attribuer les secours exceptionnels aux familles en situation de précarité et aux victimes d'incendie ou de calamités ; - Prévenir les situations de surendettement, ou d'endettement ; - Pallier momentanément un déséquilibre budgétaire ;
<i>Contenu</i>	<p>L'action sociale facultative relève de la libre initiative et d'une démarche volontariste des collectivités. Cela ne constitue nullement un droit.</p> <p>La décision d'attribution d'une aide facultative appartient au seul Président du Conseil Exécutif de la CTM.</p> <p>Ces aides, sauf situations exceptionnelles, ne sont attribuées qu'une seule fois par année civile et par foyer.</p> <p><u>Types d'aide de la Collectivité au sein de la DAS :</u></p> <p>Secours exceptionnels ponctuels et limités, versés aux familles en situation de précarité pour faire face à des difficultés telles que : chômage, attente de droit, accidents de la vie, dettes diverses, décès, dépenses liées à la scolarité et charges courantes.</p> <p>Aides financières aux victimes d'incendie, de calamités et d'intempéries. Il s'agit d'une aide financière de 1ère urgence, modulable en fonction des pertes subies et de l'évaluation sociale.</p>

45



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	<p>Chèques d'accompagnement personnalisé (CAP) : Aide visant à assurer une réponse immédiate aux besoins des familles dans le domaine de l'alimentation, de l'habillement et de la culture Ces aides financières sont subsidiaires et doivent intervenir en complément des aides légales et de la saisine des autres dispositifs internes et externes à la Collectivité.</p>
<i>Public(s) cible(s)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Personne ou famille en situation de détresse sociale <p>Résidence principale sur le territoire de la Martinique</p>
<i>Pré requis</i>	<p>Toute demande doit faire l'objet d'une évaluation sociale ou d'un avis des services sociaux de la CTM.</p> <p>Le demandeur doit remplir certaines conditions, de ressources, de résidence et de précarité.</p> <p><u>Procédure :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation sociale - Commission de proposition - Décision du PCE - Mandatement
<i>Pilote :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Direction de l'Action Sociale
<i>Copilote(s) institutionnel(s)</i>	
<i>Partenaire (s)</i>	CGSS, CAF, CCAS, Associations caritatives, prestataires
<i>Opérateurs</i>	CTM
<i>Territoire</i>	Martinique
<i>Echéancier de mise en œuvre</i>	En cours
<i>Coût</i>	676 471 €
<i>Financement :</i>	CTM
<i>Indicateurs qualitatifs</i>	<p>Motifs des secours</p> <p>Taux de récurrence</p>
<i>Indicateurs quantitatifs</i>	<p>Nombre de secours/an</p> <p>Somme moyenne par famille</p>

46

AXE 1

AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston DEFERRE CS 30137 | 97201 Fort-de-France, Martinique
Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10 | Courriel : courrier@collectivitedemartinique.mq
DGA SOLIDARITES – DIRECTION DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, INSERTION (DESSI)



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.3	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL
ACTION 1.3.3. MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PERSONNALISE (MASP)	
Objectif(s) stratégique(s)	Dispositif d'accompagnement social et budgétaire en faveur des personnes dites vulnérables, dont la santé ou la sécurité est menacée ou compromise du fait des difficultés qu'elles éprouvent à gérer leurs prestations sociales.
Objectif(s) opérationnel(s):	<ul style="list-style-type: none"> - Rétablir (ou établir) la gestion autonome des prestations sociales - Favoriser l'insertion sociale, notamment en garantissant le droit et l'accès aux soins et au logement.
Contenu	<p>On distingue 3 niveaux de MASP :</p> <ul style="list-style-type: none"> o La MASP dite simple ou de niveau 1 : accompagnement social personnalisé et une aide à la gestion des prestations sociales. o La MASP de niveau 2 : accompagnement social personnalisé et gestion des prestations sociales par la collectivité à la demande du bénéficiaire. o La MASP dite contraignante ou de niveau 3 : le Président du Conseil Exécutif de la CTM saisit le juge d'instance afin d'obtenir le versement direct au bailleur d'une partie des prestations sociales de l'intéressé, en règlement des loyers et charges locatives. <p>La MASP s'exerce sous la forme d'un contrat entre le majeur et Président du Conseil Exécutif de la CTM, avec des engagements réciproques.</p> <p>Durée du contrat : 6 mois à 2 ans renouvelable après évaluation préalable dans la limite de 4 ans.</p>
Public(s) cible(s)	Toute personne majeure qui perçoit des prestations sociales dont la liste est déterminée par décret.
Pré requis	<ul style="list-style-type: none"> - Etre majeur - Percevoir des prestations sociales ou familiales (décret n° 2008-1498 du 22 décembre 2008, liste ci-jointe) - Rencontrer des difficultés de gestion qui menacent la santé ou la sécurité de la personne (l'une, l'autre ou les deux). - Ne pas présenter d'altération médicalement constatée soit des facultés



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	mentales, soit des facultés physiques de nature à empêcher l'expression de la volonté de la personne en la mettant dans l'impossibilité de pourvoir seule à ses intérêts.
Pilote :	- Direction de l'Action Sociale – Service Accompagnement des Personnes en Situation de Vulnérabilité
Copilote(s) institutionnel(s)	
Partenaire (s)	Autorités Judiciaires – Services Sociaux de la CTM et des autres institutions
Opérateurs	Direction de l'Action Sociale – services prestataires sous contrat avec la CTM
Territoire	Martinique
Echéancier de mise en œuvre	En cours
Coût	Gratuit pour le bénéficiaire CTM : - Mobilisation du personnel CTM (DAS) - MAPA externalisation 143 000 €
Financement :	FSE et CTM
Indicateurs qualitatif et quantitatifs	- Nombre de sortie positive du dispositif avant l'échéance maximale de 4 ans - Effets de l'accompagnement sur la personne (capacité à réaliser des démarches, amélioration de la gestion budgétaire etc...)
	- Nombre d'actes professionnels posés au cours de l'accompagnement - Nombre de mesures

48



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.3	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL
1.3.4 INTERVENTION SOCIALE D'INTERET COLLECTIF	
Objectif(s) stratégique(s)	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les exclusions. - Rendre la population acteur et auteur de son devenir et de son projet <p>Elargir les modalités d'intervention du service social</p>
Objectif(s) opérationnel(s):	<ul style="list-style-type: none"> - Faire prendre conscience aux individus que leurs difficultés sont partagées par d'autres. - Amener ce public à s'exprimer et rechercher ensemble les solutions adaptées à chacun. - Mobiliser leurs propres ressources
Contenu	<p>L'ISIC regroupe plusieurs modes d'intervention en travail social : le Travail social de groupe (TSG), le Travail social communautaire (TSC) et le Développement social local (DSL).</p> <p>Chaque mode d'intervention se traduit par des caractéristiques spécifiques et des méthodes identifiées, dont certaines, comme la méthodologie de projet, peuvent être transversales.</p> <p>Ces projets peuvent s'articuler autour des thématiques telles que : Enfance, Famille, Parentalité, Personne âgée, Logement, Précarité, Santé, Illettrisme, Gestion budgétaire, Accès aux droits, Développement personnel – Estime de soi, Mobilité, Eco-citoyenneté, Développement durable, Economie circulaire et solidaire, Conduites addictives, etc...</p> <p>Ces actions revêtent plusieurs formes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des Actions collectives destinées à des groupes formés à partir d'individualités repérées et élaborées avec les partenaires, en fonction des problématiques. - Des Actions institutionnalisées : ateliers pré et post-nataux, Ateliers de compétences parentales, campagnes d'information. Les travailleurs sociaux et médico-sociaux pourront développer sur toutes les communes les concepts validés et préconisés par la Collectivité. - Des Ateliers Permanents sur différentes thématiques.

49



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Public(s) cible(s)	Toutes personnes relevant de l'action sociale et partageant la même problématique
Pré requis	Pas de prérequis spécifique
Pilote :	Direction de l'Action Sociale
Copilote(s) institutionnel(s)	Variable en fonction de l'action mise en œuvre
Partenaire (s)	Autres services médico-sociaux de la CTM, CGSS, CAF, CCAS, Associations caritatives, prestataires, fournisseurs énergie, bailleur, EPCI, Missions locale, associations, entreprises, (liste non exhaustive)
Opérateurs	CTM
Territoire	Martinique
Echéancier de mise en œuvre	En cours
Coût	CTM : 20 000 € FSE : variable selon les actions
Financement :	CTM, autres partenaires
Indicateurs qualitatifs et quantitatifs	Thématiques des actions Impact en termes d'insertion professionnelle, d'accès au droit Nombre de participants aux actions collectives Taux et nombre de Brsa

50



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AU DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.3	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL
ACTION 1.3.5 ATELIER DE REMOBILISATION SOCIALE	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale du bénéficiaire très éloigné de l'emploi tenant compte des freins sociaux entrainant le développement de problématiques et une démobilitation de nature à compromettre fortement ses possibilités de retour ou d'accès à l'emploi durable.
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place sur le territoire martiniquais des actions d'accompagnements individuels spécifiques et renforcés devant permettre : <ul style="list-style-type: none"> - L'évaluation de l'autonomie, des compétences et des besoins des participants, leur remobilisation vers un parcours d'insertion socioprofessionnel tenant compte des TIC et l'émergence de projets de vie des participants
<i>Contenu :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Amener les bénéficiaires à s'engager dans une démarche de projet individualisé contractualisé autour d'objectifs communément fixés avec les intervenants - Créer les conditions favorables à l'aboutissement de projets socioprofessionnels définis (métier ou domaine) et/ou à la proposition d'offres pour les brSa ayant un projet professionnel défini et en recherche d'emploi direct.
<i>Publics cibles :</i>	400 bénéficiaires du RSA
<i>Pré requis :</i>	Néant
<i>Pilote :</i>	DESSI
<i>Partenaires :</i>	Organismes sociaux, médico sociaux et d'accompagnement vers et dans l'emploi, organismes chargés du suivi des bénéficiaires du rSa, PLIE, CAF, Pôle Emploi, Missions Locales
<i>Opérateurs :</i>	Prestataire suite Appel d'offres
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Coût</i>	640 0000 €
<i>Financement :</i>	CTM



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs</i>	Nombre de mises en parcours d'insertion Nombre de sorties positives Nombre de bénéficiaires orientés et accompagnés
--	---

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.3	MISE EN PARCOURS DES BENEFICIAIRES
ACTION 1.3.6 AGIR POUR L'INSERTION : LEVER LES FREINS SOCIAUX A L'EMPLOI	



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Objectif(s) stratégique(s)	Favoriser l'insertion professionnelle des bénéficiaires en leur permettant d'acquérir une compétence destinée à leur faciliter l'accès à un emploi ou la création de leur propre activité.
Objectif(s) opérationnel(s)	Aider les bénéficiaires à construire ou transformer leur projet d'insertion professionnelle.
Contenu :	L'action propose de répondre aux besoins de recrutement des entreprises avec l'implication de ces derniers. Pour les personnes en création d'activité, cette action est prévue en articulation avec le dispositif d'accompagnement à la création d'entreprise (DACE)
Publics cibles :	Bénéficiaire du RSA (1000 brSa) disposant d'un Contrat d'Engagement Réciproque (CER) ou d'un PPAE signé.
Pré requis :	Aucun
Pilote :	DESSI
Partenaires :	Pôle Emploi
Opérateurs :	Retenu par Appel d'Offres (MAPA)
Territoire :	La Martinique
Echéancier de mise en œuvre	4 mois
Côut	700 000 €
Financement :	CTM - FSE.
Indicateurs qualitatifs et quantitatifs :	<ul style="list-style-type: none"> - Actions innovantes - Dispositifs améliorés - Nombre de personnes accompagnées - Nombre de personnes mises en parcours

53

OBJECTIF

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston DEFERRE CS 30137 | 97201 Fort-de-France, Martinique
Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10 | Courriel : courrier@collectivitedemartinique.mq
DGA SOLIDARITES – DIRECTION DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, INSERTION (DESSI)



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE

DISPOSITIF 1.4

ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT

54

CONTEXTE

D'une manière globale, la situation socio-économique des Martiniquais est précaire, avec une importante proportion de chômeurs dans la population active et un niveau de ressources peu élevé posant la capacité d'accéder et de se maintenir dans un logement. La Collectivité



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

intervient dans le domaine du logement par le biais du FSL et participe à la mise en œuvre du droit au logement (DALO).

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est destiné à toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou conditions d'existence, à accéder à un logement décent et indépendant ou à s'y maintenir.

En 2017²¹, la participation de la CTM au FSL s'est traduite par :

- 1 389 familles aidées,
- 195 ménages accompagnés,
- 545 Enquêtes de prévention des expulsions locatives financées.

Par ailleurs, la loi d'orientation du 28 Juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions concernant instaure les résidences sociales afin de développer l'accès au logement en faveur des ménages en difficultés.

Ces structures s'inscrivent dans le cadre du PDALPD -PDAHI et constituent des outils indispensables pour favoriser l'inclusion sociale par le logement et lutter contre les exclusions.

La Résidence Sociale de Balata (RSB) participe à l'offre d'hébergement sur le Territoire en complément de dispositifs partenariaux opérationnels comme le Service Intégré de l'Accueil et de l'Orientation (SIAO), ou encore le DALO (Droit au Logement Opposable).

En Martinique, en 2015, le SIAO comptabilisait 930 demandes d'hébergement pour 622 ménages dont 269 enfants, 1800 nuitées d'hôtel pour 200 ménages. Par ailleurs, le parc de l'hébergement en direction des publics en situation d'urgence offre 383 places sur le territoire.

Les interventions de la CTM dans le domaine du logement (attribution d'aides financières et subventions, dispositifs de logement accompagné, hébergement sociale...) traduisent sa volonté de s'inscrire dans une démarche partenariale forte de prise en charge des

²¹Source : ctm.mq



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

situations d'exclusion par le logement et d'emploi de nombreuses familles martiniquaises.

LES ACTIONS DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT

- Action 1.4.1.** Aide à la construction et à la finition de Logements Evolutifs Sociaux dans le cadre De la Ligne Budgétaire Unique
- Action 1.4.2.** Aides à l'accès dans le logement
- Action 1.4.3.** Aides au maintien dans le logement
- Action 1.4.4.** Accompagnement social lié au logement au titre de l'accès au logement
- Action 1.4.5.** Accompagnement social lié au logement au titre du maintien dans le logement
- Action 1.4.6.** Hébergement – Résidence sociale de Balata

56



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.4	ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT
ACTION 1.4.1 AIDE A LA CONSTRUCTION ET A LA FINITION DE LOGEMENTS EVOLUTIFS SOCIAUX DANS LE CADRE DE LA LIGUE BUDGETAIRE UNIQUE	

<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Contribuer au bouclage financier des opérations de construction le Logements Evolutifs sociaux (LES) en complétant l'aide principale de l'Etat au titre de la LBU.
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	Permettre aux bénéficiaires du rSa propriétaires de terrain, ou susceptibles d'accéder à la propriété, de bénéficier dans le cadre d'opérations de logements évolutifs sociaux (LES), diffus ou groupés d'une aide complémentaire à celle de l'Etat. Permettre la réalisation de l'opération avec un apport personnel le plus réduit possible pour le bénéficiaire. Aider directement l'attributaire à réaliser les travaux restant à sa charge.
<i>Contenu :</i>	-LES Diffus : ces aides sont destinées aux ménages qui ne peuvent bénéficier du prêt servi par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) -LES Groupés : Ces aides sont destinées aux ménages dont le plan de financement de l'opération n'a pu être bouclé par l'aide allouée par la Caisse d'Allocations Familiales.
<i>Publics cibles :</i>	Bénéficiaires du rSa
<i>Pré requis :</i>	Propriétaires de terrain ou susceptible d'accéder à la propriété
<i>Pilote :</i>	DLHS
<i>Partenaires :</i>	Etat (DEAL) - CAF
<i>Opérateurs :</i>	Opérateurs agréés
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Coût</i>	BP DHLS 2019
<i>Financement :</i>	CTM
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs :</i>	Nombre de subventions attribuées / Nombre d'opérations finalisées Nombre de dossiers traités



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.4	ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT
ACTION 1.4.2 AIDES A L'ACCES AU LOGEMENT	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Permettre l'accès à un logement adapté aux ménages éprouvant des difficultés d'accès et/ou de maintien dans le logement.
<i>Objectif(s) opérationnel(s)</i>	Permettre l'accès à un logement adapté aux ressources et la composition du ménage avec un contrat de location établi en bonne et due forme.
<i>Contenu :</i>	Aides financières : dépôt de garantie, 1 ^{er} loyer, équipement de 1 ^{er} nécessité, frais d'assurance, frais d'agence, frais d'ouverture de compteurs. Les aides financières sont accordées sous forme de prêt, de subvention, soit en mixant les deux et sont versées directement au « créancier ». Les aides à l'équipement de première nécessité et les frais d'assurance sont versés directement aux ménages.
<i>Publics cibles :</i>	Ménages ayant des difficultés d'accès et/ Bénéficiaires du rSa
<i>Pré requis :</i>	Personne ayant des difficultés sociales, matérielles...
<i>Pilote :</i>	DLHS
<i>Partenaires :</i>	CAF, bailleurs sociaux, IEDOM, distributeurs d'eau et d'énergie
<i>Opérateurs :</i>	
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Coût</i>	BP DHLS 2019
<i>Financement :</i>	CTM - FSL
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs :</i>	Nombre de subventions attribuées Nombre de dossiers traités



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1. 4	ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT
ACTION 1.4.3 AIDES AU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Maintenir les locataires ou propriétaire en ZUS en situation de dette locative.
<i>Objectif(s) opérationnel(s)</i>	Maintenir les locataires dans des logements adaptés aux ressources et à la composition du ménage.
<i>Contenu :</i>	<p>Les aides au maintien sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide aux impayés de loyers, - L'aide au règlement des factures d'énergie, - L'aide au règlement des factures d'eau.
<i>Publics cibles :</i>	Ménages ayant des difficultés de maintien dans le logement/ Bénéficiaires du rSa
<i>Pré requis :</i>	Avoir une dette locative ou de charge.
<i>Pilote :</i>	CTM/ DGA1/ Direction du logement
<i>Partenaires :</i>	CAF, bailleurs sociaux, IEDOM, distributeurs d'eau et d'énergie
<i>Opérateurs :</i>	Opérateurs agréés.
<i>Territoire :</i>	La Martinique
Coût	BP DHLS 2019
Financement :	CTM/FSL
Indicateurs qualitatifs et quantitatifs	<p>Nombre de demandes attribuées/type d'aide</p> <p>Nombre de dossiers traités</p>



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.4	DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT
ACTION 1.4.4 ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT AU TITRE DE L'ACCES AU LOGEMENT (ASL)	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Soutenir les ménages en difficulté pour permettre leur accès dans un logement adapté et décent. Contribuer à l'autonomie de ménages.
<i>Objectif(s) opérationnel(s)</i>	Définir le projet de logement avec le ménage. Aider le ménage à trouver un logement. Soutenir le ménage dans l'accès à ses droits, l'informer sur ses droits et devoirs.
<i>Contenu :</i>	Mesure contractuelle comprenant un projet d'action individualisé, mobilisable indépendamment de l'attribution d'une aide financière. Elle est mise en œuvre lorsque le problème lié au logement est le facteur prédominant de précarisation ou d'exclusion du ménage. Ce dispositif d'accompagnement est proposé soit par un travailleur social qualifié, la commission d'attribution du FSL ou la commission de coordinations des actions de prévention des expulsions. Cette mesure mise en œuvre sur la base d'un diagnostic est d'une durée de 3 à 6 mois renouvelable 1fois.
<i>Publics cibles :</i>	Personnes en grande précarité / Bénéficiaires du rSa
<i>Pré requis :</i>	
<i>Pilote :</i>	DLHS
<i>Partenaires :</i>	Bailleurs publics et privés
<i>Opérateurs :</i>	Prestataires retenus par appel d'offres
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Coût</i>	BP DHLS 2019
<i>Financement :</i>	CTM/FSL
<i>Indicateurs qualitatifs</i>	Nombre de ménages accompagnés
<i>quantitatifs</i>	Nombre de dossiers traités



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.4	DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT
ACTION 1.4.5 ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT AU TITRE DU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Maintenir les locataires ou propriétaire en ZUS en situation de dette locative
<i>Objectif(s) opérationnel(s)</i>	Maintenir les locataires dans des logements adaptés aux ressources et à la composition du ménage.
<i>Contenu :</i>	Les aides au maintien sont : - L'aide aux impayés de loyers, - L'aide au règlement des factures d'énergie, - L'aide au règlement des factures d'eau.
<i>Publics cibles :</i>	Ménages ayant des difficultés de maintien dans le logement/ Bénéficiaires du rSa
<i>Pré requis :</i>	Avoir une dette locative ou de charge.
<i>Pilote :</i>	CTM/ DGA1/ Direction du logement
<i>Partenaires :</i>	CAF, bailleurs sociaux, IEDOM, distributeurs d'eau et d'énergie
<i>Opérateurs :</i>	Opérateurs agréés.
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Coût</i>	BP DHLS 2019
<i>Financement :</i>	CTM/FSL

61

OBJECTIF 1	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 4	ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT AU TITRE DU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT
ACTION 1.4.6 RESIDENCE SOCIALE DE BALATA (RSB)	
<i>Indicateurs qualitatifs quantitatifs</i>	Nombre de ménages accompagnés Nombre de dossiers traités



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Objectif(s) stratégique(s)	<ul style="list-style-type: none"> - Offrir dans le contexte d'extension des précarités dans notre Territoire et des difficultés d'accès au logement, une forme de logement accompagné, temporaire et d'insertion. - Assurer la solidarité de la collectivité aux personnes les plus vulnérables. - Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les exclusions.
Objectif(s) opérationnel(s):	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre à toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, de disposer d'un soutien ou d'une aide pour accéder à un logement décent et indépendant. - Favoriser l'insertion sociale, notamment en garantissant le droit et l'accès aux soins et au logement.
Contenu	<p>La Résidence Sociale dispose de 41 places réparties comme suit : 12 chambres meublées route de Balata, quatre appartements de type F3 à Rodate-Tivoli Fort de France.</p> <p>Le dispositif ALT (Allocation Logement Temporaire) est applicable à la RSB.</p> <p>L'hébergement à la RSB ne peut excéder 6 mois sauf cas très exceptionnel.</p> <p>Toute admission à la RSB est assujettie à la signature par le bénéficiaire d'un contrat d'accompagnement social.</p>
Public(s) cible(s)	<p>Couple avec enfants, familles monoparentales et Femmes seules</p> <p>Dans les deux structures, les logements ne sont pas destinés aux hommes seuls.</p>
Pré requis	<p>Procédures :</p> <p>Les demandes d'admission faites par un Travailleur Social. Elles sont étudiées en commission d'admission et de contrôle.</p> <p>En cas d'accord, l'admission est effective après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Visite et présentation préalable sauf cas d'urgence - signature : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> D'un contrat d'hébergement et d'un état des lieux <input type="checkbox"/> Du paiement d'un dépôt de garantie <input type="checkbox"/> Du paiement d'une redevance mensuelle <input type="checkbox"/> Du contrat d'accompagnement <input type="checkbox"/> L'adhésion au projet social de la Résidence, au règlement intérieur et au règlement de fonctionnement
Pilote :	Direction de l'Action Sociale
Copilote(s) institutionnel(s)	
Partenaire (s)	UDAF, CAF, CGSS, CCAS, AUTRES INSTITUTIONS OU ASSOCIATIONS



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

<i>Opérateurs</i>	
<i>Territoire</i>	Martinique
<i>Echéancier de mise en œuvre</i>	2019
<i>Coût</i>	400 000€ / AN
<i>Financement :</i>	CTM
<i>Indicateurs qualitatifs</i> <i>Indicateurs quantitatifs</i>	Nombre de familles accompagnés Nombre de familles hébergés.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
-----------------	---

64

DISPOSITIF 1.5	ACCOMPAGNEMENT A LA SANTE
-----------------------	----------------------------------



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

La problématique santé est une constante chez les bénéficiaires du rSa. Certains troubles compromettent parfois l'élaboration de projets d'insertion viables

Les conduites addictives sont identifiées au projet régional de santé 2018-2022 initié par l'Agence régionale de Santé (ARS) de Martinique comme une problématique de santé publique importante et un véritable frein à l'inclusion sociale des personnes qui en sont atteintes.

LES ACTIONS DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT A LA SANTE

65

Action 1.5.1. Prise en charge des conduites addictives

**Action 1.5.2. Accompagnement individuel par la santé des
BRSA et jeunes majeurs**



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.5	ACCOMPAGNEMENT A LA SANTE
ACTION 1.5.1 PRISE EN CHARGE DES CONDUITES ADDICTIVES	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Favoriser la levée des freins sociaux des bénéficiaires exposés à des difficultés de nature à compromettre fortement leur insertion sociale et professionnelle.
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	- Identifier le profil psychosocial des participants en situation d'addiction, - Informer sur les méfaits et prévenir les conduites l'addiction.
<i>Contenu :</i>	- Mettre en œuvre l'action découlant du diagnostic, - Suivi et observation de l'évolution de l'addiction, - Accompagner à l'émergence du projet de vie au moyen d'outils d'écoute et de soutien - Assurer le suivi socio-éducatif des personnes engagées sur le chemin du sevrage - Identifier et élaborer un projet de vie et/ou professionnel
<i>Publics cibles :</i>	300 Bénéficiaires du rSa
<i>Pré requis :</i>	Personnes sujettes aux addictions identifiées et orientées par les services sociaux désireux de s'investir dans un projet d'insertion
<i>Pilote :</i>	DESSI
<i>Partenaires :</i>	
<i>Opérateurs :</i>	Prestataire désigné par appel d'offre
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Cout</i>	180 000
<i>Financement :</i>	CTM - FSE
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs :</i>	Nombre de mise en parcours d'insertion / Typologie du public / Typologie des mesures d'accompagnement. Nombre de personnes orientées / Nombre de personnes suivies / Coût total des prises en charge.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 1	AGIR SUR LA DEFINITION ET L'ORGANISATION DES PARCOURS DES PUBLICS EN INSERTION
OBJECTIF	GARANTIR L'ACCES AUX DROITS DES PERSONNES EN INCLUSION PAR UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE
DISPOSITIF 1.5	ACCOMPAGNEMENT A LA SANTE
ACTION 1.5.2 ACCOMPAGNEMENT PAR LA SANTE DES BRSA ET JEUNES MAJEURS (cf. Annexe)	
Objectif(s) stratégique(s)	Augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale du bénéficiaire tenant compte des obstacles de santé et de démobilitation de nature à compromettre fortement ses possibilités d'un retour ou d'un accès à l'emploi durable.
Objectif(s) opérationnel(s):	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner des publics présentant des troubles du comportement et des difficultés d'ordre physique, - Accompagner des publics présentant des risques de marginalisation.
Contenu :	<ul style="list-style-type: none"> - Etablir un diagnostic des besoins spécifiques, - Affiner la connaissance des besoins des bénéficiaires, - concevoir et proposer des réponses adéquates, - Assurer un accompagnement personnalisé et un soutien régulier sur la base d'un accompagnement prévoyant 2 entretiens individuels par semaine minimum, en fonction des difficultés rencontrées.
Publics cibles :	400 Bénéficiaires du rSa et Jeunes majeurs
Pré requis :	Personnes sujettes aux addictions identifiées et orientées par les services sociaux
Pilote :	DESSI
Partenaires :	
Opérateurs :	Prestataire désigné par appel d'offres
Coût	400 000
Territoire :	La Martinique
Financement :	CTM
Indicateurs qualitatifs et quantitatifs :	Nombre de mise en parcours d'insertion / Typologie du public / Typologie des mesures d'accompagnement.
	Nombre de personnes accompagnées / Nombre de personnes suivies / Coût total des prises en charge.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2

MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE

68



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	AIDES AU PUBLIC EN INSERTION
-----------------	-------------------------------------

69

DISPOSITIF 2.1	FORMATION
-----------------------	------------------

CONTEXTE



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Les publics en insertion rencontrent des difficultés accrues notamment du fait de leur niveau de qualification. La stratégie de la CTM vise à développer l'employabilité des demandeurs d'emploi dont les BRSA et améliorer leur accès aux secteurs innovants et en développement.

La convention N° 18-283-1 du 24 août 2018 conclue entre la CTM et le POLE EMPLOI pour trois (3) ans constitue un rapprochement innovant d'expertises et de moyens entre ces deux acteurs majeurs des politiques de formation et d'Emploi en Martinique. Elle traduit l'expression d'une volonté commune au service de la mise en œuvre de dispositifs :

- déclinant la nouvelle politique de la CTM en matière d'orientation, d'accès à la formation et à l'emploi, en privilégiant l'efficacité en vue d'un meilleur retour à l'emploi des demandeurs d'emploi ;
- favorisant des réponses de proximité territoriale en lien avec les acteurs de l'économie, de la formation, de l'orientation et de l'emploi. Ainsi, l'ensemble des chefs d'entreprises et des demandeurs d'emploi seront les bénéficiaires des résultats attendus de cette convention ;
- accompagnant les axes majeurs de développement économique portés par la CTM.

70

L'ensemble de ce partenariat entre la CTM et POLE EMPLOI Martinique s'articule autour de sept (7 axes) stratégiques fondamentaux :

- **Axe 1.** Renforcer la coordination de la CTM et de POLE EMPLOI pour l'orientation et la formation professionnelle des demandeurs d'emplois dans le cadre de la stratégie définie par la Collectivité en lien avec les acteurs économiques.
- **Axe 2.** Mobiliser l'action de la CTM et de POLE EMPLOI au service du développement économique du territoire
- **Axe 3.** Promouvoir la mobilité au service du développement économique.
- **Axe 4.** Créer une dynamique numérique commune.
- **Axe 5.** Promouvoir l'organisation d'événements en faveur de l'emploi.
- **Axe 6.** Articuler une prise en charge coordonnée des publics les plus éloignés de l'emploi

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston DEFERRE CS 30137 | 97201 Fort-de-France, Martinique

Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10 | Courriel : courrier@collectivitedemartinique.mq

DGA SOLIDARITES – DIRECTION DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, INSERTION (DESSI)



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

- **Axe 7.** Participer au Plan d'Investissement dans les Compétences permettant la réalisation en 2018 d'entrées en formation supplémentaires au bénéfice des personnes peu ou pas qualifiées et/ou visant la maîtrise des savoirs de base.

LES ACTIONS DU DISPOSITIF DE FORMATION

- Action 2.1.1. Installateur sanitaire – Plomberie**
- Action 2.1.2. CAPA Jardinier paysagiste**
- Action 2.1.3. BP Aménagements paysagers**
- Action 2.1.4. CQP Technicien boucher**
- Action 2.1.5 Formation en langue des signes française**
- Action 2.1.6. Décorateur d'intérieur**

71



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	
MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE	
OBJECTIF	LES AIDES AU PUBLIC EN INSERTION
DISPOSITIF 2.1	FORMATION
ACTION 2.1.1 INSTALLATEUR SANITAIRE - PLOMBIER	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Optimiser les réponses en faveur de l'accès et du maintien à l'emploi en développant l'employabilité des demandeurs d'emploi pour l'accès à l'emploi dans les secteurs innovants et en développement
<i>Objectif(s) opérationnel(s)</i>	Mettre en œuvre un parcours de formations qualifiantes ou professionnalisantes pour favoriser le retour à l'emploi durable. Développer des compétences spécifiques pour répondre aux besoins des entreprises.
<i>Contenu</i>	<p>L'action de formation est construite autour du programme suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plateau pédagogique SST - Les différentes utilisations et règles de sécurité - Stage de travail en hauteur - Habilitation électrique - Le cuivre utilisé en plomberie - L'acier galvanisé, le PVC et le PER - Organisation et sécurité - Les différents appareillages utilisés - L'outillage - Dessin technique - Les réalisations en plomberie - Le cuivre - Production d'eau chaude solaire - Evaluer les acquis - Polyéthylène et multicouche - Raccords et équipements sanitaires - Les appareils sanitaires - Production d'eau chaude solaire



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	<p>Répartition des modules de formation :</p> <table><tr><th>Temps de formation en centre</th><th>Temps en entreprise</th><th>Total</th></tr><tr><td>756 h + (155 h en modules spécifiques obligatoires*)</td><td>350 h</td><td>1261 h</td></tr></table> <p>*Détails des modules spécifiques obligatoires :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Techniques de recherche d'emploi adaptées au stagiaire (30 h)➤ Sensibilisation à la création d'entreprise (30 h)➤ Sensibilisation aux risques majeurs (30 h)➤ Formation de base au secourisme (10 h)➤ Formation à la prévention des accidents de travail (35 h)	Temps de formation en centre	Temps en entreprise	Total	756 h + (155 h en modules spécifiques obligatoires*)	350 h	1261 h
Temps de formation en centre	Temps en entreprise	Total					
756 h + (155 h en modules spécifiques obligatoires*)	350 h	1261 h					
Public(s) cible(s)	<p>Les bénéficiaires du RSA, et autres personnes en situation de très grande précarité.</p> <p>Ce programme s'adresse prioritairement aux demandeurs d'emploi de plus de 6 mois.</p> <p>Les publics suivants sont autorisés à intégrer cette action de formation :</p> <ul style="list-style-type: none">- les demandeurs d'emploi inscrits depuis moins de 6 mois au Pôle Emploi ;- les jeunes de 26 à 30 ans inscrits au Pôle emploi ;- les jeunes de 16 à 25 ans inscrits en Missions Locales et au Pôle Emploi ;- les personnes en situation de handicap demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi selon l'article L5212-13 du Code du travail.						
Pré requis	Public en âge de travailler et confronté à des problématiques socioprofessionnelles. Niveau VI						
Pilote :	CTM						
Copilote(s) institutionnel(s)							
Partenaire(s)							
Opérateurs	Centre de formation AB STRATEGIE						
Territoire	Martinique (zone centre : Fort-de-France, Le Lamentin, Saint-Joseph, Schœlcher, le Robert)						
Echéancier de mise en œuvre	Le délai global d'exécution de la prestation, objet du présent marché, est de 465						



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	<p>jours maximum (phase 1 + phase 2 + phase 3 + phase finale), à partir de la notification du marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>PHASE 1</u> : accueil, information des stagiaires et organisation de la formation (90 jours maximum) ➤ <u>PHASE 2</u> : déroulement de l'action de formation (180 jours) <ul style="list-style-type: none"> - centre : 130 jours - entreprise : 50 jours ➤ <u>PHASE 3</u> : réalisation de l'enquête sur le devenir des stagiaires (180 jours maximum après la fin de la formation) ➤ <u>PHASE FINALE</u> : au plus tard 15 jours après réception des documents du solde.
Coût	<p>174 794,34 € en frais pédagogiques + 102 774,65 € estimés pour la rémunération des stagiaires</p> <p>Coût total de l'action= 277 568,99 €</p>
Financement :	CTM / PO FSE 2014-2020
Indicateurs qualitatifs :	Nombre de publics intégrés par type dans un parcours d'insertion avec un focus les BRSA.
Indicateurs quantitatifs	Nombre de Contrats d'Engagements Réciproques signés.

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
--------------	---



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	LES AIDES AU PUBLIC EN INSERTION
DISPOSITIF 2.1	FORMATION
ACTION 2.1.2 CAPA JARDINIER	
Diagnostic et contexte	Développer l'employabilité des demandeurs d'emploi pour faciliter l'accès à l'emploi dans les secteurs innovants et en développement.
Objectif(s) stratégique(s)	Optimiser les réponses en faveur de l'accès et du maintien à l'emploi en développant l'employabilité des demandeurs d'emploi pour l'accès à l'emploi dans les secteurs innovants et en développement
Objectif(s) opérationnel(s)	Développer des compétences pour répondre aux besoins des entreprises. L'ouvrier du paysage ou le jardinier aménage et entretient les jardins privés ou les espaces publics à l'aide d'outils manuels et d'engins motorisés. Les travaux d'aménagement couvrent principalement les travaux liés à la plantation des végétaux, l'engazonnement et la mise en place d'infrastructures (systèmes d'arrosage, petits ouvrages et installations inertes,...). Les travaux d'entretien consistent à assurer la maintenance des aménagements et des espaces végétalisés et l'entretien des matériels utilisés. Les travaux sont réalisés sous le contrôle de la hiérarchie.
Contenu	<p>L'action de formation est construite autour du programme suivant :</p> <p>La formation est organisée en modules d'enseignement général et d'enseignement professionnel : 1 624 h</p> <p>Le diplôme est délivré par la voie des :</p> <p>Unités capitalisables</p> <p>UC1 - Agir dans des situations de vie sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Histoire géographie ▪ Education socioculturelle ▪ Mathématiques ▪ Technologies de l'informatique et du multimédia ▪ Sciences économiques, sociales et de gestion <p>UC2 - Mettre en œuvre des démarches contribuant à la construction personnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Français ▪ Education socioculturelle ▪ Biologie-écologie ▪ Education physique et sportive <p>UC3 - Interagir avec son environnement social</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Français



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

- Langue vivante
- Sciences économiques sociales et de gestion
- Education physique et sportive

Epreuve facultative

- Langue vivante II

Unités capitalisables professionnelles

UCP1 – Réaliser en sécurité des travaux d'entretien paysager

- Entretenir la végétation
- Réaliser l'entretien des installations et des infrastructures paysagères

UCP2 – Réaliser en sécurité des travaux d'aménagement paysager

- Réaliser des travaux de mise en place de végétaux
- Réaliser des travaux de mise en place d'installations et d'infrastructures paysagères

UCP3 – Effectuer des travaux liés à l'entretien courant des matériels et équipements

- Réaliser des opérations de maintenance conditionnelle des matériels et équipements
- Réaliser des opérations de maintenance corrective des matériels et équipements

UCARE (unité capitalisable d'adaptation régionale et à l'emploi)

Ces UC peuvent correspondre à l'approfondissement de savoir-faire, à des spécificités du territoire ou encore à des perspectives d'évolution des emplois. Les UCARE relèvent de l'équipe pédagogique dont l'objectif est de favoriser l'employabilité de l'apprenant dans le contexte local.

Horaire non affecté :

Selon le projet pédagogique défini pour la classe, en accord avec le chef d'établissement, l'équipe pédagogique propose une répartition de ces horaires entre les disciplines concourant aux enseignements modulaires.

Une période en entreprise : 420 h

Répartition des modules de formation :

Temps de formation en centre	Temps en entreprise	Total
1 624 h + (155 h en modules spécifiques obligatoires*)	420 h	2 199 h

****Détails des modules spécifiques obligatoires :***

- Techniques de recherche d'emploi adaptées au stagiaire (30 h)
- Sensibilisation à la création d'entreprise (30 h)



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibilisation aux risques majeurs (30 h) ▪ Sensibilisation au développement durable (20 h) ▪ Formation de base aux premiers secours (PSC 1) (10 h) ▪ Formation à la prévention des accidents de travail (35 h)
Public(s) cible(s)	<p>Les bénéficiaires du RSA, et autres personnes en situation de très grande précarité.</p> <p>Ce programme s'adresse prioritairement aux demandeurs d'emploi de plus de 6 mois.</p> <p>Les publics suivants sont autorisés à intégrer cette action de formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les demandeurs d'emploi inscrits depuis moins de 6 mois au Pôle Emploi ; - les jeunes de 26 à 30 ans inscrits au Pôle emploi ; - les jeunes de 16 à 25 ans inscrits en Missions Locales et au Pôle Emploi ; - les personnes en situation de handicap demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi selon l'article L5212-13 du Code du travail.
Pré requis	Public en âge de travailler et confronté à des problématiques socioprofessionnelles. Niveau 3 ^{ème}
Pilote :	CTM
Copilote(s) institutionnel(s)	
Partenaire(s)	
Opérateurs	Centres de formation CFPPA ATLANTIQUE : zone centre CFPPA de RIVIERE-PILOTE : zone sud
Territoire :	<p>Martinique</p> <p>zone sud : Ducos, Le François, Le Saint-Esprit, Le Vauclin, Les Anses d'Arlet, Le Diamant, Le Marin, Sainte-Anne, Rivière-Salée, Rivière-Pilote, Sainte-Luce, Les Trois-Ilets</p> <p>zone centre : Fort-de-France, Le Lamentin, Saint-Joseph, Schœlcher, Le Robert</p>
Echéancier de mise en œuvre	<p>Le délai global d'exécution de la prestation, objet du présent marché, est de 599 jours maximum (phase 1 + phase 2 + phase 3 + phase finale), à partir de la notification du marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>PHASE 1</u> : accueil, information des stagiaires et organisation de la formation (90 jours maximum) ➤ <u>PHASE 2</u> : déroulement de l'action de formation (314 jours) <ul style="list-style-type: none"> - Centre : 254 jours - Entreprise : 60 jours ➤ <u>PHASE 3</u> : réalisation de l'enquête sur le devenir des stagiaires (180 jours maximum après la fin de la formation) ➤ <u>PHASE FINALE</u> : au plus tard 15 jours après réception des documents du solde.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	<p>Dates de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone Centre : Du 9 avril 2018 au 16 décembre 2019 - Zone Sud : Du 29 janvier 2018 au 16 juillet 2019
Coût	<p>Zone Centre : 267 880 € en frais pédagogiques (+ 195 606 € estimés pour la rémunération des stagiaires) Coût total de l'action = 463 486 €</p> <p>Zone Sud : 216 402,50 € en frais pédagogiques (+ 195 606 € pour la rémunération des stagiaires) Coût total de l'action = 412 008,50 €</p>
Financement :	<p>Zone Centre : CTM / PO FSE 2014-2020 (70 %) 139 045,80 € / 324 440,20 €</p> <p>Zone Sud : CTM / PO FSE 2014-2020 (70 %) 123 602,55 € / 288 405,95 €</p>
Indicateurs qualitatifs :	<p>Nombre de publics intégrés par type dans un parcours d'insertion avec un focus les BRSA. Nombre de Contrats d'Engagements Réciproques signés.</p>
Indicateurs quantitatifs	<p>Nombre de Contrats d'Engagements Réciproques signés</p>

78

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
--------------	---



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	LES AIDES AU PUBLIC EN INSERTION
DISPOSITIF 2.1	FORMATION
ACTION 2.1.3 BP AMENAGEMENTS PAYSAGERS	
<i>Objectif(s) opérationnel(s)</i>	Le titulaire de ce diplôme réalise les opérations techniques (préparation des sols, plantation, maçonnerie paysagère, tonte, taille, traitement...) de création, d'aménagement et d'entretien d'espaces verts, de parcs et jardins ou de terrains de sport. Il assure l'entretien et la maintenance courante du matériel qu'il utilise. Il peut être amené à diriger ou animer une équipe d'ouvriers paysagistes. S'il est responsable d'entreprise, régisseur ou gérant, le titulaire de ce diplôme assure la conduite et la gestion technico-économique de l'entreprise en toute autonomie.
<i>Contenu</i>	<p>L'action de formation est construite autour du programme suivant :</p> <p>Ce diplôme est délivré par la voie des unités capitalisables (1 200 h minimum) :</p> <p><u>Capacité générales</u></p> <p>C 1 : Utiliser en situation professionnelle les connaissances et les techniques liées au traitement de l'information</p> <ul style="list-style-type: none"> - Communiquer dans les situations de la vie professionnelle et sociale - Utiliser les mathématiques dans des situations professionnelles - Utiliser les technologies de l'information et de la communication <p>C 2 : Situer les enjeux sociétaux et environnementaux des aménagements paysagers</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier l'impact environnemental des aménagements du paysage - Situer le rôle des aménagements paysagers dans la société <p><u>Capacités professionnelles</u></p> <p>UCP 3 : Elaborer un projet professionnel dans le secteur paysager</p> <p>UCP 4 : Présenter le fonctionnement d'une entreprise de travaux paysagers</p> <p>UCP 5 : Communiquer dans une situation professionnelle</p> <p>UCP 6 : Utiliser en situation professionnelle des connaissances et techniques relatives au végétal et au milieu</p> <p>UCP 7 : Utiliser en situation professionnelle des connaissances et techniques relatives aux infrastructures paysagères</p> <p>UCP 8 : Utiliser les matériels et équipements de l'entreprise</p>



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	<p><u>Unités capitalisables techniques</u></p> <p>UCT 9 : Conduire un chantier de mise en place ou d’entretien des végétaux</p> <p>UCT 10 : Conduire un chantier de mise en place ou d’entretien des infrastructures paysagères</p> <p><u>2 épreuves UCARE</u> (unités capitalisables d'adaptation régionale et à l'emploi) qui permettent de valider les unités capitalisables 11 et 12.</p> <p>Ces 2 UCARE sont déterminées par les centres de formation habilités. Ces UC peuvent correspondre à l’approfondissement de savoir-faire, à des spécificités du territoire ou encore à des perspectives d’évolution des emplois.</p> <p>Période de formation en milieu professionnel : 280 h</p> <p>Répartition des modules de formation :</p> <table><tr><th>Temps de formation en centre</th><th>Temps en entreprise</th><th>Total</th></tr><tr><td>1 200 h + (155 h en modules spécifiques obligatoires*)</td><td>280 h</td><td>1 635 h</td></tr></table> <p><i>*Détails des modules spécifiques obligatoires :</i></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Techniques de recherche d’emploi adaptées au stagiaire (30 h)▪ Sensibilisation à la création d’entreprise (30 h)▪ Sensibilisation aux risques majeurs (30 h)▪ Sensibilisation au développement durable (20 h)▪ Formation de base aux premiers secours (PSC 1) (10 h)▪ Formation à la prévention des accidents de travail (35 h)	Temps de formation en centre	Temps en entreprise	Total	1 200 h + (155 h en modules spécifiques obligatoires*)	280 h	1 635 h
Temps de formation en centre	Temps en entreprise	Total					
1 200 h + (155 h en modules spécifiques obligatoires*)	280 h	1 635 h					
Public(s) cible(s)	<p>Les bénéficiaires du RSA, et autres personnes en situation de très grande précarité. Ce programme s’adresse prioritairement aux demandeurs d’emploi de plus de 6 mois.</p> <p>Les publics suivants sont autorisés à intégrer cette action de formation :</p> <ul style="list-style-type: none">- les demandeurs d’emploi inscrits depuis moins de 6 mois au Pôle Emploi ;- les jeunes de 26 à 30 ans inscrits au Pôle emploi ;- les jeunes de 16 à 25 ans inscrits en Missions Locales et au Pôle Emploi ;- les personnes en situation de handicap demandeur d’emploi bénéficiaire de l’obligation d’emploi selon l’article L5212-13 du Code du travail.						



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

<i>Pré requis</i>	Public en âge de travailler et confronté à des problématiques socioprofessionnelles. CAP dans le secteur agricole Ou un cycle complet de BEP ou classe de seconde générale Si absence de diplôme, justifier d'une année d'activité professionnelle à temps plein à l'entrée en formation.
<i>Pilote :</i>	CTM
<i>Copilote(s) institutionnel(s)</i>	
<i>Partenaire(s)</i>	
<i>Opérateurs</i>	Centre de formation CFPPA de RIVIERE-PILOTE
<i>Territoire :</i>	Martinique (zone sud : Ducos, Le François, Le Saint-Esprit, Le Vauclin, Les Anses d'Arlet, Le Diamant, Le Marin, Sainte-Anne, Rivière-Salée, Rivière-Pilote, Sainte-Luce, Les Trois-Ilets)
<i>Echéancier de mise en œuvre</i>	Le délai global d'exécution de la prestation, objet du présent marché, est de 519 jours maximum (<i>phase 1 + phase 2 + phase 3 + phase finale</i>), à partir de la notification du marché : <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>PHASE 1</u> : accueil, information des stagiaires et organisation de la formation (90 jours maximum) ➤ <u>PHASE 2</u> : déroulement de l'action de formation (234 jours) <ul style="list-style-type: none"> - Centre : 194 jours - Entreprise : 40 jours ➤ <u>PHASE 3</u> : réalisation de l'enquête sur le devenir des stagiaires (180 jours maximum après la fin de la formation) ➤ <u>PHASE FINALE</u> : au plus tard 15 jours après réception des documents du solde. Dates de mise en œuvre : Du 18 février 2018 au 10 mai 2019
<i>Coût</i>	184 125 € en frais pédagogiques + 195 606 € estimés pour la rémunération des stagiaires Coût total de l'action = 379 731 €
<i>Financement :</i>	CTM / PO FSE 2014-2020 (70 %) 113 919,30 € / 265 811,70 €
<i>Indicateurs qualitatifs :</i>	Nombre de publics intégrés par type dans un parcours d'insertion avec un focus les BRSA.
<i>Indicateurs quantitatifs</i>	Nombre de Contrats d'Engagements Réciproques signés.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

82

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	LES AIDES AU PUBLIC EN INSERTION
DISPOSITIF 2.1	FORMATION

ACTION 2.1.4 CQP TECHNICIEN BOUCHER	
Objectif(s) stratégique(s)	Optimiser les réponses en faveur de l'accès et du maintien à l'emploi en développant l'employabilité des demandeurs d'emploi pour l'accès à l'emploi

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston DEFERRE CS 30137 | 97201 Fort-de-France, Martinique
Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10 | Courriel : courrier@collectivitedemartinique.mq
DGA SOLIDARITES – DIRECTION DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, INSERTION (DESSI)



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	dans les secteurs innovants et en développement								
Objectif(s) opérationnel(s)	Acquérir les techniques liées à la transformation et à la valorisation des carcasses de bœuf, veau, agneau et porc.								
Contenu	<p>L'action de formation est construite autour du programme suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Techniques de découpe des viandes- Techniques de transformation (parage, épluchage, ficelage)- Présentation des viandes- Les différentes espèces- Les équipements professionnels- Les règles d'hygiène et de sécurité- La connaissance du squelette- L'appréciation des carcasses bovines- Les appellations réglementaires. <p>Répartition des modules de formation :</p> <table><tr><td>Temps de formation en centre</td><td>Temps en entreprise</td><td>Total</td></tr><tr><td>400 h + (155 h en modules spécifiques obligatoires*)</td><td>1 225 h</td><td>1 780 h</td></tr></table> <p>*Détails des modules spécifiques obligatoires :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Techniques de recherche d'emploi adaptées au stagiaire (30 h)➤ Sensibilisation à la création d'entreprise (30 h)➤ Sensibilisation aux risques majeurs (30 h)➤ Sensibilisation au développement durable (20 h)➤ Formation de base au secourisme (10 h)➤ Formation à la prévention des accidents de travail (35 h)			Temps de formation en centre	Temps en entreprise	Total	400 h + (155 h en modules spécifiques obligatoires*)	1 225 h	1 780 h
Temps de formation en centre	Temps en entreprise	Total							
400 h + (155 h en modules spécifiques obligatoires*)	1 225 h	1 780 h							
Public(s) cible(s)	<p>Les bénéficiaires du RSA, et autres personnes en situation de très grande précarité. Ce programme s'adresse prioritairement aux demandeurs d'emploi de plus de 6 mois.</p> <p>Les publics suivants sont autorisés à intégrer cette action de formation :</p> <ul style="list-style-type: none">- les demandeurs d'emploi inscrits depuis moins de 6 mois au Pôle Emploi ;- les jeunes de 26 à 30 ans inscrits au Pôle emploi ;- les jeunes de 16 à 25 ans inscrits en Missions Locales et au Pôle Emploi ;- les personnes en situation de handicap demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi selon l'article L5212-13 du Code du travail.								
Pré requis	Public en âge de travailler et confronté à des problématiques								



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	socioprofessionnelles. - Sans niveau spécifique
<i>Pilote :</i>	CTM
<i>Copilote(s) institutionnel(s)</i>	
<i>Partenaire(s)</i>	
<i>Opérateurs</i>	Centre de formation - (consultation en cours)
<i>Territoire :</i>	Martinique (zone centre : Fort-de-France, Le Lamentin, Saint-Joseph, Schœlcher, le Robert)
<i>Echéancier de mise en œuvre</i>	<p>Le délai global d'exécution de la prestation, objet du présent marché, est de 539 jours maximum (phase 1 + phase 2 + phase 3 + phase finale), à partir de la notification du marché :</p> <p><u>PHASE 1</u> : accueil, information des stagiaires et organisation de la formation (90 jours maximum)</p> <p><u>PHASE 2</u> : déroulement de l'action de formation (254 jours) centre : 79 jours - entreprise : 175 jours</p> <p><u>PHASE 3</u> : réalisation de l'enquête sur le devenir des stagiaires (180 jours maximum après la fin de la formation)</p> <p>➤ <u>PHASE FINALE</u> : au plus tard 15 jours après réception des documents du solde.</p>
<i>Coût</i>	Estimatif : 170 613 € en frais pédagogiques + 145 074,45 € pour la rémunération des stagiaires - Coût total prévisionnel de l'action = 315 687,45 €
<i>Financement :</i>	CTM / PO FSE 2014-2020
<i>Indicateurs qualitatifs :</i>	Nombre de publics intégrés par type dans un parcours d'insertion avec un focus les BRSA.
<i>Indicateurs quantitatifs</i>	Nombre de Contrats d'Engagements Réciproques signés.

84

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	LES AIDES AU PUBLIC EN INSERTION
DISPOSITIF 2.1	FORMATION

ACTION 2.1.5 FORMATION EN LANGUE DES SIGNES FRANCAISE	
<i>Objectif(s) opérationnel(s)</i>	Apprendre, maîtriser et utiliser la Langue Française des Signes, aussi bien en milieu professionnel que dans un environnement personnel, artistique, médical, sportif, en société, bancaire...



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Contenu	<p>L'action de formation est construite autour du programme suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cycle A1 – Découverte – 120 h, composé de 4 niveaux de 30 h : A1.1 – A1.2 – A1.3 – A1.4 <ul style="list-style-type: none"> ○ Acquisition d'une nouvelle forme de communication visuo-gestuelle, compréhension de ses modalités et incidences, ○ Acquisition des connaissances de base de la LSF (Dactylologie, numération cardinale, transferts...), ○ Utilisation des expressions courantes au quotidien, ○ Compréhension et utilisation de la communication non verbale, ○ Capacité à se présenter, ○ Initiation à la communication dans le cadre d'une interaction simple, ○ Découverte de la structure et de son fonctionnement ainsi que son principe iconique et la phonologie, ○ Description et action (simplifiées) des éléments suivants : personnes, objets, animaux, véhicules... - Cycle A2 – Intermédiaire – 120 h, composé de 4 niveaux de 30 h : A2.1 – A2.2 – A2.3 – A2.4 <ul style="list-style-type: none"> ○ Participation à une conversation simple et directe (aspect narratif), ○ Capacité de réception (vidéo) et d'échanges sur les informations diverses, ○ Description (approfondie) de différentes situations de la vie quotidienne, ○ Maîtrise des structures de base de la LSF - Cycle B1 – Seuil – 180h, composé de 6 niveaux de 30h : B1.1 – B1.2 – B1.3 – B1.4 – B1.5 – B1.6 <ul style="list-style-type: none"> ○ Compréhension et expression en LSF dans toutes les situations ○ Appréhension de différents types de récit (narration, dialogue, conte, poésie, humour, chants signés...) ○ Autonomie : se débrouiller, savoir exprimer son opinion ○ Communication fluide, rapide et claire ○ Acquérir les techniques - Cycle B2 – Avancé – 180h, composé de 6 niveaux de 30h : B2.1 – B2.2 – B2.3 – B2.4 – B2.5 – B2.6
---------	---



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	<ul style="list-style-type: none">○ Compréhension du contenu essentiel de sujets concrets ou abstraits dans un discours signé complexe, une discussion technique.○ Communication avec aisance et spontanéité sans tension.○ Expression claire et détaillée et émission d'un avis sur une gamme variée de sujets. <p>Répartition des modules de formation :</p> <table><tr><th>Temps de formation en centre</th><th>Temps en entreprise</th><th>Total</th></tr><tr><td>600 h + (120 h <i>en modules spécifiques obligatoires*</i>)</td><td>0 h</td><td>720 h</td></tr></table> <p><i>*Détails des modules spécifiques obligatoires :</i></p> <ul style="list-style-type: none">▪ <i>Techniques de recherche d'emploi adaptées au stagiaire (30 h)</i>▪ <i>Sensibilisation à la création d'entreprise (30 h)</i>▪ <i>Sensibilisation aux risques majeurs (30 h)</i>▪ <i>Sensibilisation au développement durable (20 h)</i>▪ <i>Formation de base au secourisme (10 h)</i>	Temps de formation en centre	Temps en entreprise	Total	600 h + (120 h <i>en modules spécifiques obligatoires*</i>)	0 h	720 h
Temps de formation en centre	Temps en entreprise	Total					
600 h + (120 h <i>en modules spécifiques obligatoires*</i>)	0 h	720 h					
Public(s) cible(s)	<p>Les bénéficiaires du RSA, et autres personnes en situation de très grande précarité.</p> <p>Ce programme s'adresse prioritairement aux demandeurs d'emploi de plus de 6 mois.</p> <p>Les publics suivants sont autorisés à intégrer cette action de formation :</p> <ul style="list-style-type: none">- les demandeurs d'emploi inscrits depuis moins de 6 mois au Pôle Emploi ;- les jeunes de 26 à 30 ans inscrits au Pôle emploi ;- les jeunes de 16 à 25 ans inscrits en Missions Locales et au Pôle Emploi ;- les personnes en situation de handicap demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi selon l'article L5212-13 du Code du travail.						
Pré requis	<p>Public en âge de travailler et confronté à des problématiques socioprofessionnelles.</p> <p>Sans niveau spécifique</p> <p>Présenter un intérêt pour l'accompagnement des personnes en situation de handicap.</p>						



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

<i>Pilote :</i>	CTM
<i>Copilote(s) institutionnel(s)</i>	
<i>Partenaire(s)</i>	
<i>Opérateurs</i>	Centre de formation (consultation en cours)
<i>Territoire :</i>	Martinique (zone nord : Grand-Rivière, Macouba, Basse-Pointe, L'Ajoupa-Bouillon, Le Lorrain, Le Marigot, Sainte-Marie, Le Gros-Morne, La Trinité, Le Prêcheur, Le Morne-Rouge, Fonds-Saint-Denis, Le Morne Vert, Bellefontaine, Case-Pilote, Le Carbet)
<i>Echéancier de mise en œuvre</i>	<p>Le délai global d'exécution de la prestation, objet du présent marché, est de 388 jours maximum (phase 1 + phase 2 + phase 3 + phase finale), à partir de la notification du marché :</p> <p><u>PHASE 1</u> : accueil, information des stagiaires et organisation de la formation (90 jours maximum)</p> <p><u>PHASE 2</u> : déroulement de l'action de formation (103 jours) Centre : 103 jours</p> <p><u>PHASE 3</u> : réalisation de l'enquête sur le devenir des stagiaires (180 jours maximum après la fin de la formation)</p> <p>➤ <u>PHASE FINALE</u> : au plus tard 15 jours après réception des documents du solde.</p>
<i>Coût</i>	<p>Estimatif : 69 012 € en frais pédagogiques + 71 565 € pour la rémunération des stagiaires</p> <p>Coût total prévisionnel de l'action = 140 577 €</p>
<i>Financement :</i>	CTM / PO FSE 2014-2020
<i>Indicateurs qualitatifs :</i>	Nombre de publics intégrés par type dans un parcours d'insertion avec un focus les BRSA.
<i>Indicateurs quantitatifs</i>	Nombre de Contrats d'Engagements Réciproques signés.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	LES AIDES AU PUBLIC EN INSERTION
DISPOSITIF 2.1	FORMATION

88

ACTION 2.1.6 DECORATEUR D'INTERIEUR	
<i>Objectif(s) opérationnel(s)</i>	<p>Acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à l'exercice du métier de Décorateur d'intérieur :</p> <ul style="list-style-type: none">- Analyser la demande de son Client et comprendre ses goûts, style de vie et exigences,- Mener à bien la proposition complète en respectant le budget,- Choisir mobilier, accessoires, couleurs et éclairages adaptés,- Présenter son projet sous forme de planche tendance,



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	<ul style="list-style-type: none">- Designer les espaces de manière fonctionnelle et esthétique,- Réaliser des modélisations 3D du projet,- Choisir des produits,- Préparer les fonds,- Organiser les différentes tâches en respectant les consignes de sécurité,- Identifier l'outillage, les EPI (Equipements de Protection Individuelle),- Elaborer les phases préparatoires, d'après et de finition,- Utiliser un échafaudage roulant,- Appliquer des produits
<i>Contenu</i>	<p>L'action de formation est construite autour du programme suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les fondamentaux :<ul style="list-style-type: none">o Les styleso Les tendanceso La couleuro Lumière et éclairageo Matières et matériauxo Mobiliers et accessoireso Déco écologiqueo Home staging- Conception de projet :<ul style="list-style-type: none">o Les différentes prestationso Les phases de réalisation de projeto Le rendez-vous cliento La préparation du chantier : Prise de connaissance des travaux, documents du dossier à établir, vérification de la nature et de l'état des supportso Le design d'intérieur



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	<ul style="list-style-type: none">○ La présentation commerciale○ Réalisation du book- Concept décoratif :<ul style="list-style-type: none">○ Planches déco○ Définir un concept○ Zoning○ Peintures à effet et décors muraux○ Agencement- Outils de représentation :<ul style="list-style-type: none">○ Dessin technique○ La perspective○ La maquette○ Photoshop○ Sketchup- Préparer le chantier :<ul style="list-style-type: none">○ Aménager l'air de travail et préparer le matériel○ Préparer les outillages, les matériels et les matériaux○ Réceptionner et stocker les produits- Réaliser un petit chantier :<ul style="list-style-type: none">○ Poser des éléments décoratifs à peindre○ Réaliser les fonds, préparer les produits et les appliquer○ Réaliser des effets décoratifs○ Réaliser des patines, des imitations de bronze, de marbre, de patine...- Mettre en œuvre des produits, communiquer et rendre compte :<ul style="list-style-type: none">○ Contrôler le respect du projet, la qualité de la production, recueillir et transmettre l'information○ Commenter les documents techniques, indiquer les travaux préparatoires spécifiques aux travaux de décoration○ Justifier le choix des produits et des méthodes d'exécution- Les règles de mise en œuvre :<ul style="list-style-type: none">○ Documentation technique,○ Différents procédés de mise en œuvre,○ Produits et matériaux- Mathématiques :
--	--



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	<ul style="list-style-type: none">○ Comparaison de nombres en écriture décimale○ Opérations sur les nombres en écriture décimale. Calcul mental○ Puissances d'exposant entier relatif○ Notation scientifique d'un nombre en écriture décimale○ Unités de longueur Unités d'aire○ Unités d'aire, de volume○ Relations trigonométriques dans le triangle rectangle○ Formation des prix○ Repérage dans un plan○ Représentations graphiques <p>- Santé et sécurité au travail :</p> <ul style="list-style-type: none">○ Risques chimiques○ Risques mécaniques○ Risques liés à l'activité○ Risques liés à la poussière○ Risques liés au bruit○ Risques électriques○ Formation PRAP (prévention des risques liés à l'activité physique).
--	---

Répartition des modules de formation :

Temps de formation en centre	Temps en entreprise	Total
490 h + (155 h en modules spécifiques obligatoires*)	105 h	750 h

*Détails des modules spécifiques obligatoires :

- Techniques de recherche d'emploi adaptées au stagiaire (30 h)
- Sensibilisation à la création d'entreprise (30 h)
- Sensibilisation aux risques majeurs (30 h)
- Sensibilisation au développement durable (20 h)
- Formation de base au secourisme (10 h)
- Formation à la prévention des accidents de travail (35 h)



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

Public(s) cible(s)	<p>Les bénéficiaires du RSA, et autres personnes en situation de très grande précarité.</p> <p>Ce programme s'adresse prioritairement aux demandeurs d'emploi de plus de 6 mois.</p> <p>Les publics suivants sont autorisés à intégrer cette action de formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les demandeurs d'emploi inscrits depuis moins de 6 mois au Pôle Emploi ; - les jeunes de 26 à 30 ans inscrits au Pôle emploi ; - les jeunes de 16 à 25 ans inscrits en Missions Locales et au Pôle Emploi ; - les personnes en situation de handicap demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi selon l'article L5212-13 du Code du travail.
Pré requis	Public en âge de travailler et confronté à des problématiques socioprofessionnelles. Niveau III
Pilote :	CTM
Copilote(s) institutionnel(s)	
Partenaire(s)	
Opérateurs	Centre de formation GIDEF
Territoire :	Martinique (zone sud : Ducos, Le François, Le Saint-Esprit, Le Vauclin, Les Anses d'Arlet, Le Diamant, Le Marin, Sainte-Anne, Rivière-Salée, Rivière-Pilote, Sainte-Luce, Les Trois-Ilets)
Echéancier de mise en œuvre	<p>Le délai global d'exécution de la prestation, objet du présent marché, est de 392 jours maximum (phase 1 + phase 2 + phase 3 + phase finale), à partir de la notification du marché :</p> <p><u>PHASE 1</u> : accueil, information des stagiaires et organisation de la formation (90 jours maximum)</p> <p><u>PHASE 2</u> : déroulement de l'action de formation (107 jours)</p> <p>Centre : 92 jours</p> <p>Entreprise : 15 jours</p> <p><u>PHASE 3</u> : réalisation de l'enquête sur le devenir des stagiaires (180 jours maximum après la fin de la formation)</p> <p>➤ <u>PHASE FINALE</u> : au plus tard 15 jours après réception des documents du solde.</p>
Coût	<p>78 750 € en frais pédagogiques + 48 901,50 € estimés pour la rémunération des stagiaires</p> <p>Coût total de l'action= 127 651,50 €</p>



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

<i>Financement :</i>	CTM / PO FSE 2014-2020
<i>Indicateurs qualitatifs :</i>	<i>Nombre de publics intégrés par type dans un parcours d'insertion avec un focus les BRSA.</i>
<i>Indicateurs quantitatifs</i>	<i>Nombre de Contrats d'Engagements Réciproques signés.</i>



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	AIDES AUX PUBLICS EN INSERTION
----------	--------------------------------

94

DISPOSITIF 2.2	ACCOMPAGNEMENT A LA CREATION D'ENTREPRISE
----------------	---



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

La CTM a mis en place, dans le cadre du déploiement de sa politique d'accompagnement social et professionnel des publics éloignés de l'emploi, une aide financière individuelle subsidiaire et ponctuelle, en partenariat avec l'Etat dénommée « Aide Individuelle à la Reprise d'Activité – AIRA ».

Au regard du diagnostic des besoins sociaux, des spécificités propres à la Martinique et des solutions sur le territoire, l'AIRA constitue l'une des actions définies par la CTM au titre des priorités locales 2017-2019 financées par le Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion (FAPI).

L'aide plafonnée à 3.000 € est mobilisable sur 12 mois consécutifs. Destinée à favoriser la reprise ou le maintien en activité des publics cibles, elle répond à des critères d'attribution liés à la reprise d'activité, à l'entrée en formation et à la création d'entreprise.

95

LES ACTIONS DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT A LA CREATION D'ACTIVITES

- Action 2.2.1. L'Aide individuelle à la Reprise d'Activité**
- Action 2.2.2. Dispositif territorial de soutien et d'accompagnement des créateurs d'entreprises (DACE)**



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	LES AIDES AU PUBLICS EN INSERTION
DISPOSITIF 2.2	ACCOMPAGNEMENT A LA CREATION D'ACTIVITES
ACTION 2.2.1 - AIDE INDIVIDUELLE A LA REPRISE D'ACTIVITE (AIRA)	
Objectif(s) stratégique(s)	Améliorer l'employabilité des bénéficiaires par la levée de freins à l'emploi et renforcer leur qualification.
Objectif(s) opérationnel(s) :	Favoriser la réinsertion ou le maintien en insertion professionnelle des bénéficiaires des minimas sociaux dont les brSa soumis aux droits et devoirs. Aider la prise en charge des frais financiers par la reprise d'activité.
Contenu	Il s'agit d'une aide individuelle plafonnée mobilisable dans les 6 premiers de la reprise d'activité du demandeur soumis aux principes de réactivité, de subsidiarité et d'équité.
Public(s) cible(s)	Personne soumise à l'obligation d'emploi (RSA, ASS et jeunes de moins de 26 ans).
Pré requis	Reprise d'activité (emploi, formation, création ou reprise d'entreprise) depuis - de 6 mois à compter de la date de la demande d'AIRA.
Pilote :	DESSI
Copilote(s) institutionnel(s)	
Partenaire(s)	Etat, Pôle Emploi, Missions Locales, PLIE, Organismes assurant le suivi des brSa.
Opérateurs	CTM/ ASP/Missions Locales/Pôle Emploi
Territoire	Martinique
Echéancier de mise en œuvre	2017-2019
Coût	300 000€
Financement	Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion (FAPI)
Indicateurs qualitatifs et quantitatifs	Nombre et nature des aides accordées/Nombre de mise en parcours Typologie du Public

96

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
-------	--



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	LES AIDES AU PUBLIC EN INSERTION
DISPOSITIF 2.2	ACCOMPAGNEMENT A LA CREATION D'ACTIVITES
ACTION 2.2.2 DISPOSITIF TERRITORIAL DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT DES CREATEURS D'ENTREPRISES (DACE)	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	<p>Aider des demandeurs d'emploi à s'inscrire dans un projet d'insertion par l'activité économique.</p> <p>Disposer d'un accompagnement individualisé sous la forme d'entretiens individuels, de points d'étapes réguliers et de visites.</p> <p>Favoriser l'aboutissement des projets et optimiser ainsi l'utilisation des fonds publics.</p> <p>Baisser de taux d'échec des entreprises nouvellement créées. Réussir des projets d'insertion par la création d'activités dans le cadre du dispositif.</p>
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	<p>Préparer et former un grand nombre d'inactifs, de jeunes inexpérimentés, de chômeurs à intégrer le marché du travail par la création ou la reprise d'entreprises.</p> <p>Inciter les porteurs de projets à créer leur activité en leur apportant un accompagnement dédié et adapté, en les aidant à résoudre des difficultés inhérentes à la création et au développement d'entreprises et d'emplois.</p> <p>Contribuer à l'amélioration des performances des entreprises, (rentabilité et solvabilité) par un accompagnement individualisé des créateurs d'entreprises afin de pérenniser leur activité.</p>
<i>Contenu</i>	<p>Il s'agit d'accompagner les demandeurs d'emplois à s'inscrire par le développement de leur propre activité dans un projet d'insertion.</p> <p>Ainsi le dispositif se décompose en deux volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ PREMIER PAS ✓ d'un appui court permettant aux porteurs de projet : de valider la pertinence de l'idée - de valider le potentiel économique et social du projet - de structurer le plan d'action à venir ✓ de conseils individualisés, d'appuis méthodologiques, de mises en réseau, de moments d'échanges avec des pairs, de formations, etc. ✓ Test de l'activité sur le territoire. <p>L'intervention porte sur les frais d'assistance à la réalisation de projet</p>



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	<p>et/ou d'études (expertises relatives à l'élaboration de projets, à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises, à la mise en œuvre de stratégie pour le développement d'entreprises, ...).</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ SUIVI RENFORCE : <p>Cette étape se déroule sur une durée maximum de deux ans (ou 120 h maximum) et consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Formaliser un business plan, rechercher des solutions d'hébergement du projet et trouver des financements via notamment un prêt à taux zéro, etc. ✓ Mobiliser des spécialistes juridiques et économiques. ✓ Mettre en place des indicateurs de suivi (tableaux de bord, fiches d'information...), afin d'optimiser la pérennité de l'entreprise ✓ Bénéficier du savoir-faire et du professionnalisme d'un chef d'entreprise ou d'un cadre, pendant les premières années de développement de l'entreprise. Ce parrain apporte ses conseils éclairés et soutient le créateur/repreneur. ✓ Elaborer un programme de formation de gestion administrative et comptable dans le cadre d'une convention tripartite (le bénéficiaire, le prestataire et l'Ordre des experts-comptables).
<i>Public(s) cible(s)</i>	<p>Toute personne rencontrant des difficultés à s'insérer économiquement, souhaitant bénéficier d'un accompagnement pour la mise en œuvre de son projet de création ou de reprise d'entreprise.</p> <p>Les entreprises privées relevant de l'économie sociale (coopératives, mutuelles, associations/organisations bénévoles, fondations, etc.), et n'appartenant pas à des secteurs d'activité réglementés</p>
<i>Pré requis</i>	Public en âge de travailler et confronté à des problématiques socioprofessionnelles
<i>Pilote :</i>	DGAA/Direction du Développement Economique et de l'emploi/Mission Innovation et Animation Economique
<i>Copilote(s) institutionnel(s)</i>	Pôle Emploi
<i>Partenaire(s)</i>	Martinique Développement – Initiative Martinique – Cabinets conseil
<i>Opérateurs</i>	
<i>Territoire</i>	Martinique
<i>Echéancier de mise en œuvre</i>	Octobre 2018



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

<i>Coût</i>	BP 2019 DE (DGA Attractivité)
<i>Financement :</i>	CTM
<i>Indicateurs qualitatifs :</i>	<i>Nombre d'entreprises créées.</i>
<i>Indicateurs quantitatifs</i>	<i>Nombre de projets accompagnés.</i>



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES.
-----------------	--

100

DISPOSITIF 2.3	L'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI
-----------------------	---------------------------------------



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

Pour faciliter l'insertion des publics précaires, des dispositifs d'emplois aidés ont été successivement mis en place au fil des années. Les contrats aidés, ou emplois aidés, se caractérisent par le fait que les employeurs bénéficient d'aides publiques.

Les emplois aidés co-financés par l'Etat et la CTM représentent une part importante de l'emploi public territorial et associatif en Martinique. Ils sont cadrés notamment par la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM). Signée chaque année entre la CTM et l'Etat, ladite convention organise les modalités de mise en oeuvre des contrats aidés.

Dans le respect des engagements pris avec l'Etat, la CTM a inscrit à son budget 2017 les sommes nécessaires au financement de ces contrats. Au 31-12-2017, les mandatements s'élevaient à **4.430.859,00 euros** dont

101

- 1.503.422,64 euros de salaires payés au 31-12-2017 par l'ASP aux employeurs de bénéficiaires du rSa en CUI-CAE.

L'effort financier est destiné à faciliter l'insertion professionnelle et l'accompagnement des brSa sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. L'aide versée par la CTM au titre des CUI-CAE et CDDI est équivalente à 88 % du montant du rSa versé à une personne isolée.

En 2018, le Parcours Emploi Compétences (CUI-PEC) a succédé au Contrat d'Accès à l'Emploi (CUI-CAE). Les PEC reposent sur le triptyque Emploi-Formation-Accompagnement et visent l'inclusion durable des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Depuis la baisse du taux de prise en charge de ces contrats par l'Etat en 2018, la mobilisation de ces outils d'insertion est à optimiser. La CTM a ainsi décidé de renforcer son dispositif de soutien à l'emploi, notamment associatif, et aux salariés brSa en PEC motivés et désireux de se former.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

LES ACTIONS DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI

- | | |
|---------------|--|
| Action 2.3.1. | L'aide aux employeurs des brSa en PEC |
| Action 2.3.2. | Financement de l'Accompagnement social et professionnel des salariés brSa en PEC |

102



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.3	ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI

ACTION 2.3.1 L'AIDE AUX EMPLOYEURS DES BRSA EN PEC

<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Aider des demandeurs d'emploi à s'inscrire dans un projet d'insertion durable.
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	Préparer et former un grand nombre de brSA à s'insérer dans le monde du travail.
<i>Contenu</i>	Il s'agit d'accompagner les personnes les plus éloignées du marché du travail à s'insérer en leur proposant un contrat de travail d'une durée de 20 h par semaine sur une période initiale de 10 mois tout en étant formé et accompagné
<i>Public(s) cible(s)</i>	Tout bénéficiaire du RSA motivé et désireux de se former
<i>Pré requis</i>	Bénéficiaires du rSa
<i>Pilote :</i>	DESSI
<i>Copilote(s) institutionnel(s)</i>	ETAT
<i>Partenaire(s)</i>	Collectivités, Associations, Autres organismes du secteur non marchand
<i>Opérateurs</i>	
<i>Territoire</i>	Martinique
<i>Echéancier de mise en œuvre</i>	2018
<i>Coût</i>	1.444.455 €
<i>Financement</i>	CTM/ETAT
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs</i>	Nombre de bénéficiaire mis en contrats aidés Nombre de sorties positives



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.3	ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI
ACTION 2.3.2 FINANCEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET PROFESSIONNEL DES SALARIES BRSA EN PEC	
Objectif(s) stratégique(s)	Soutenir l'insertion par l'emploi des brSa en PEC
Objectif(s) opérationnel(s):	Assurer une coordination des actions et une dynamique d'emploi durable des acteurs de l'environnement socio-économique du salarié. Aider à la définition du plan de formation conforme au projet professionnel du salarié.
Contenu	Il s'agit de créer et mettre en place des outils de repérage et de lever les freins, connexes à l'insertion professionnelle durable rencontrés par les bénéficiaires. Assurer le lien entre l'employé, l'employeur et le référent unique de la CTM.
Public(s) cible(s)	Les bénéficiaires du RSA mis en emploi
Pré requis	brSA ayant conclu un contrat PEC avec un employeur du secteur non marchand dans le cadre de la CAOM emplois-aidés
Pilote :	DESSI
Partenaire(s)	
Opérateurs	Prestataire désigné par Appel d'offres
Territoire	Martinique
Echéancier de mise en œuvre	Octobre 2018
Coût	600 000 €
Financement	CTM/FSE
Indicateurs qualitatifs : Indicateurs quantitatifs	Nombre de salariés accompagnés Nombre de sorties positives



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES.
----------	---

105

DISPOSITIF 2.4	SOUTIEN A L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
----------------	---



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

A l'instar de nombreuses autres régions françaises, les associations sont les principaux employeurs du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire à la Martinique. **Avec environ 700 établissements employeurs et 9 200 salariés, les associations forment, à elles seules, près de 83 % des établissements et plus de 84 % de l'effectif salarié de l'Economie Sociale et Solidaire.** Parmi les 9 200 salariés du secteur associatif, près de la moitié exerce dans le social.

Ainsi, par décret n° 2014-197 du 21 février 2014, la réforme du financement de l'IAE porte généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'Insertion par l'Activité Economique.

106

La Collectivité s'est dotée, par délibération n° 16-144-1 du 19 juillet 2016, d'un cadre d'appui qui définit les modalités du soutien qu'elle apporte aux Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) et Coopératives d'activités et d'emploi.

Le cadre d'appui aux SIAE est un outil financier permettant de mettre en œuvre la politique d'insertion par l'activité économique de laCTM. Il vise à permettre le renforcement des compétences sociale et professionnelle, ainsi que la qualification des salariés en insertion mis en emploi dans les Structures IAE (Atelier et Chantier d'Insertion, Entreprise d'insertion, Entreprise de travail Temporaire d'Insertion, Association Intermédiaire) via un agrément individuel du PÔLE EMPLOI.

Aussi, ce cadre se veut être notamment un levier en faveur du développement de nouvelles filières économiques en capacité de répondre aux besoins d'utilité sociale non satisfaits en Martinique. Les publics cibles de cet accompagnement à l'amélioration de l'employabilité sont :

- les brSa prioritairement,
- les jeunes de moins de 26 ans, demandeurs d'emploi peu qualifiés et en grandes

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston DEFERRE CS 30137 | 97201 Fort-de-France, Martinique

Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10 | Courriel : courrier@collectivitedemartinique.mq

DGA SOLIDARITES – DIRECTION DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, INSERTION (DESSI)



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

- difficultés sociales,
- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an d'inscription),
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans,
- les demandeurs d'emploi en situation de handicap.

Le cadre d'intervention prévoit aussi l'accompagnement des "têtes de réseau" pour la mise en œuvre de leurs missions qui consistent à

- Etre forces de concertation et de proposition auprès des pouvoirs publics et autres partenaires du secteur,
- Contribuer à la professionnalisation de leurs adhérents en proposant des actions de formation,
- Favoriser les échanges, le transfert et la capitalisation de bonnes pratiques et la circulation de l'information entre leurs adhérents dans une démarche qualité,
- Assurer l'adaptation des acteurs aux évolutions des politiques publiques en matière d'IAE,
- Accompagner les initiatives en faveur de l'emploi, de l'insertion et du développement des territoires par un soutien à la création et à l'essaimage de nouvelles structures et de projets novateurs,
- Contribuer au développement de passerelles entre le secteur de l'IAE et entreprises dites classiques afin de multiplier les opportunités de collaboration pour les adhérents.

107

Le cadre d'appui est un véritable outil financier de soutien aux Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) dont les retombées sont valorisées ci-après :

	2017
Bénéficiaires	479
Coût total correspondant ou budget	2.928 000 €



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

LES DISPOSITIFS ET ACTIONS DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (E.S.S.) ET DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE (I.A.E.)

Le Dispositif de soutien à L'ESS

Action 2.4.1. Soutien aux têtes de réseau ESS et IAE

Le dispositif d'accompagnement et de développement des entreprises et des emplois de l'ESS

Action 2.5.1. Soutien au développement de structures relais d'appui et d'information

Le dispositif de Soutien à l'innovation sociale et au développement durable

Action 2.6.1. Soutien au développement de structures et des projets au niveau des territoires

Le dispositif financier d'accompagnement des SIAE

Action 2.7.1. Aide aux postes BRSA – CDDI

Action 2.7.2. Aide au démarrage

Action 2.7.3. Aide au fonctionnement

Action 2.7.4. Aide à l'investissement

Action 2.7.5. Aide à l'accompagnement social et professionnel et à la formation (brSa et non brSa)

Action 2.7.6. Financement de la Formation – PIC



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2		MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF		LA CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.4		SOUTIEN A L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
ACTION 2.4.1 SOUTIEN AUX TETES DE RESEAU DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE		
Objectif(s) stratégique(s)	Promouvoir la création d'activités dans le champ de l'IAE sur l'ensemble du territoire en réponse aux problématiques d'accès à l'emploi des bénéficiaires du rSa.	
Objectif(s) opérationnel(s)	Accompagner le développement et l'animation du réseau des structures d'insertion par l'activité économique dans l'intérêt du développement de l'économie locale et de la mise en emploi des bénéficiaires du rSa.	
Contenu :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Représenter, promouvoir et animer l'IAE et son réseau : <ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les productions de l'IAE et impulser l'émergence d'initiatives innovantes, - Mettre à jour et diffuser l'information du centre de ressources de l'IAE et assurer le fonctionnement de son observatoire, - Favoriser et accompagner l'application locale de la convention collective nationale des ACI, - Accompagner les SIAE dans l'élaboration de projets d'activités et de mise en emploi des bénéficiaires du rSa, - Sécuriser le financement des SIAE pour garantir la transition vers un nouveau modèle économique, - Renforcer le rôle de l'IAE comme vivier de ressources humaines pour les entreprises ordinaires. ▪ Professionnaliser le réseau et co construire avec les SIAE: <ul style="list-style-type: none"> - Aider les SIAE dans la construction des parcours d'insertion professionnelle de leurs publics, - Impulser la démarche qualité et la certification au sein de l'IAE, - Aider les SIAE à mettre en œuvre les efforts de formation, les périodes d'immersion en entreprises 	
Publics cibles :	Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE)	
Pilote :	CTM DGA Solidarités/ Direction Economie Sociale et Solidaire Insertion	
Partenaires :	Etat, Europe	
Opérateurs :	Union Régionale des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (URSI AE)	
Territoire :	La Martinique	
Financement :	CTM / FSE	
Coût :	170 000 €	



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs</i>	Nombre de personnes mises en emploi/ Nombre de sorties positives du dispositif/ Actions innovantes d'appui mises en place pour les SIAE/ Typologie des mesures d'accompagnement proposées Nombre de structures IAE accompagnées
--	---



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	LA CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.5	ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET DES EMPLOIS DE L'ESS
ACTION 2.5.1 SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES STRUCTURES RELAIS D'APPUI ET D'INFORMATION	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Accroître le nombre de projets d'animation et de coordination de l'offre d'insertion
<i>Objectif(s) opérationnel(s)</i>	Accompagner le développement et l'animation du réseau des structures d'insertion par l'activité économique dans l'intérêt du développement de l'économie locale et de la mise en emploi des bénéficiaires du rSa.
<i>Contenu :</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Représenter, promouvoir et animer l'IAE et son réseau : <ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les productions de l'IAE et impulser l'émergence d'initiatives innovantes, - Mettre à jour et diffuser l'information du centre de ressources de l'IAE et assurer le fonctionnement de son observatoire, - Favoriser et accompagner l'application locale de la convention collective nationale des ACI, - Accompagner les SIAE dans l'élaboration de projets d'activités et de mise en emploi des bénéficiaires du rSa, - Sécuriser le financement des SIAE pour garantir la transition vers un nouveau modèle économique, - Renforcer le rôle de l'IAE comme vivier de ressources humaines pour les entreprises ordinaires. ▪ Professionnaliser le réseau et co construire avec les SIAE: <ul style="list-style-type: none"> - Aider les SIAE dans la construction des parcours d'insertion professionnelle de leurs publics, - Impulser la démarche qualité et la certification au sein de l'IAE, - Aider les SIAE à mettre en œuvre les efforts de formation, les périodes d'immersion en entreprises
<i>Publics cibles :</i>	Bénéficiaires du rSa
<i>Pré requis :</i>	Personnes éloignées de l'emploi et en situation d'exclusion
<i>Pilote :</i>	DESSI
<i>Partenaires :</i>	Etat, Europe, Collectivités territoriales, DIECCTE, Pole Emploi, Missions Locales, PLIE, CCAS, Partenariat public-privé



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

<i>Opérateurs :</i>	Union Régionale des Structures d'Insertion par l'Activité Economique
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Financement :</i>	CTM / FSE
<i>Indicateurs qualitatifs ET quantitatifs :</i>	Nombre de personnes mises en emploi/ Nombre de sorties positives du dispositif/ Actions innovantes d'appui mises en place pour les SIAE/ Typologie des mesures d'accompagnement proposées Nombre de structures IAE accompagnées



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF 3	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES.
------------	---

113

DISPOSITIF 2.6	SOUTIEN A L'INNOVATION SOCIALE ET AU DEVELOPPEMENT DURABLE
----------------	---



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	LA CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.6	SOUTIEN A L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
ACTION 2.6.1 SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES STRUCTURES ET DES PROJETS AU NIVEAU DES TERRITOIRES	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Accroître le nombre de projets locaux
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	Soutenir financièrement le développement des projets des associations dans l'intérêt du développement de l'économie locale
<i>Contenu :</i>	
<i>Publics cibles :</i>	Associations, fondations et autres organismes à but non lucratifs
<i>Pré requis :</i>	Projets relevant de l'utilité sociale
<i>Pilote :</i>	CTM DGA Solidarités/ Direction Economie Sociale et Solidaire Insertion
<i>Partenaires :</i>	Etat, Europe, Collectivités territoriales, DIECCTE, Pole Emploi, Missions Locales, PLIE, CCAS, Partenariat public-privé
<i>Opérateurs :</i>	DESSI
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Financement :</i>	CTM / FSE
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs</i>	Nombre de personnes mises en emploi/ Actions innovantes Nombre de sorties positives du dispositif



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES.
----------	---

115

DISPOSITIF 2.7	ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DES SIAE
----------------	-----------------------------------



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.7	ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DES SIAE
ACTION 2.7.1 AIDE AUX POSTE BRSA-CDDI	
<i>Objectif(s) opérationnel(s) :</i>	Accompagner les structures d'insertion par l'activité économique pour la mise en emploi des bénéficiaires du rSa.
<i>Contenu :</i>	Permettre à des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.
<i>Publics cibles :</i>	SIAE
<i>Pré requis :</i>	Mise en emploi d'insertion de bénéficiaires du RSA
<i>Pilote :</i>	CTM DGA Solidarités / Direction Economie sociale et Solidaire Insertion
<i>Partenaires :</i>	Etat, Europe
<i>Opérateurs :</i>	Agence de Services et de Paiement (ASP)
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Coût</i>	financement de l'aide au poste par une contribution mensuelle équivalente à 88% du RSA socle applicable à une personne isolée sans activité.
<i>Financement :</i>	CTM / FSE
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs</i>	Nombre de personnes mises en emploi/ Nombre de sorties positives du dispositif

116



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.7	ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DES SIAE
ACTION 2.7.2 AIDE AU DEMARRAGE	
<i>Objectif(s) opérationnel(s) :</i>	Accroître le nombre de projets d'insertion par l'activité économique
<i>Contenu :</i>	L'aide forfaitaire au démarrage est destinée à soutenir l'Atelier et Chantier d'Insertion en cours d'installation ou installée depuis moins de 6 mois à la date de réception de sa demande par la CTM.
<i>Publics cibles :</i>	SIAE
<i>Pré requis :</i>	SIAE en cours d'installation ou installée depuis moins de 6 mois
<i>Pilote :</i>	CTM DGA Solidarités / Direction Economie sociale et Solidaire Insertion
<i>Partenaires :</i>	DFE
<i>Opérateurs :</i>	DGA Solidarités / Direction Economie Sociale et Solidaire / Service Economie Sociale et Solidaire
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Coût</i>	8 000 € / nouveau projet et/ou projet
<i>Financement :</i>	CTM / FSE
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs</i>	Actions innovantes Nombre de nouvelles structures et/ou projets créés



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.7	ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DES SIAE
ACTION 2.7.3 AIDE FORFAITAIRE AU FONCTIONNEMENT ET A L'INVESTISSEMENT	
Objectif(s) stratégique(s)	Accroître le nombre de projets d'animation et de coordination de l'offre d'insertion
Objectif(s) opérationnel(s):	Soutenir le fonctionnement des SIAE
Contenu :	L'aide forfaitaire au fonctionnement, qui revêt un caractère exceptionnel, est réservée à l'Atelier et Chantier d'Insertion qui en fait la demande et dont le projet participe fortement à l'effort de la Collectivité Territoriale de la Martinique en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA.
Publics cibles :	SIAE
Pilote :	DGAS / DESSI / SESS
Partenaires :	Etat, Europe
Opérateurs :	DGAS / DESSI / SESS
Territoire :	La Martinique
Montant	25 000 € maximum pour 12 mois d'activité
Financement :	CTM
Indicateurs qualitatifs quantitatifs	Nombre de personnes mises en emploi/ Nombre de sorties positives du dispositif/ Actions innovantes d'appui mises en place pour les SIAE/ Typologie des mesures d'accompagnement proposées
	Bilan quantitatif

118



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	
MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE	
OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.7	ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DES SIAE
ACTION 2.7.4 AIDE A L'INVESTISSEMENT	
Objectif(s) stratégique(s)	Accroître le nombre de projets d'animation et de coordination de l'offre d'insertion
Objectif(s) opérationnel(s)	Soutenir l'investissement des SIAE
Contenu :	L'aide forfaitaire au fonctionnement, qui revêt un caractère exceptionnel, est réservée à l'Atelier et Chantier d'Insertion qui en fait la demande et dont le projet participe fortement à l'effort de la Collectivité Territoriale de la Martinique en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA.
Publics cibles :	Bénéficiaires du rSa
Pré requis :	Personnes éloignées de l'emploi et en situation d'exclusion
Pilote :	DESSI
Partenaires :	Etat, Europe
Opérateurs :	Structures d'Insertion par l'Activité Economique
Territoire :	La Martinique
Financement :	CTM
Indicateurs qualitatifs et quantitatifs	Nombre de personnes mises en emploi/ Nombre de sorties positives du dispositif/ Actions innovantes d'appui mises en place pour les SIAE/ Typologie des mesures d'accompagnement proposées Nombre de structures IAE accompagnées



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.7	ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DES SIAE
ACTION 2.7.5 AIDE A L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PROFESSIONNEL ET FORMATION (brSa et non brSa)	
<i>Objectif(s) opérationnel(s) :</i>	Renforcement des actions de cette nature mise en œuvre par l'Atelier et Chantier d'Insertion en faveur de ses salariés en insertion.
<i>Contenu :</i>	L'aide pour l'accompagnement social et professionnel et la formation est destinée à permettre aux publics d'être maintenus dans l'emploi.
<i>Publics cibles :</i>	Bénéficiaires du rSa ou demandeurs d'emploi
<i>Pré requis :</i>	Personnes éloignées de l'emploi et en situation d'exclusion
<i>Pilote :</i>	DESSI
<i>Partenaires :</i>	Etat, Europe
<i>Opérateurs :</i>	DESSI
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Montant</i>	> 4 500 par salarié bénéficiaire du RSA par période de 12 mois > 2 500 € par salarié non bénéficiaire du RSA dans la limite de 25 000 € par période de 12 mois
<i>Financement :</i>	CTM
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs :</i>	Suivi régulier des salariés : accompagnement social et professionnel Nombre de salariés accompagnés



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.7	ACCOMPAGNEMENT DES SIAE
ACTION 2.7.6 FINANCEMENT DE LA FORMATION PIC	
Objectif(s) stratégique(s)	
Objectif(s) opérationnel(s):	
Contenu :	
Publics cibles :	Bénéficiaires du rSa
Pré requis :	Personnes éloignées de l'emploi et en situation d'exclusion
Pilote :	DFPA
Partenaires :	
Opérateurs :	
Territoire :	La Martinique
Financement :	CTM/ETAT
Indicateurs qualitatifs :	
Indicateurs quantitatifs :	



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES.
----------	---

122

DISPOSITIF 2.8	DEVELOPPEMENT DE LA CLAUSE D'INSERTION
----------------	--



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

La commande publique constitue un tremplin non négligeable pour l'insertion des demandeurs d'emploi. Ainsi que le prévoit le code de la commande publique, la CTM met en œuvre, pour l'insertion des brSa, au sein des marchés publics la clause d'insertion qui permet à la fois la création d'emplois pérennes et la formation des publics à insérer

L'ACTION DE DEVELOPPEMENT DE LA CLAUSE D'INSERTION

123

Action 2.8.1. Mise en œuvre de la clause d'insertion
dans les marchés publics



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.8	DEVELOPPEMENT DE LA CLAUSE D'INSERTION
ACTION 2.8.1 MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE D'INSERTION DANS LES MARCHES PUBLICS	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Créer de l'emploi notamment en formant les jeunes
<i>Objectif(s) opérationnel(s) :</i>	Le processus d'insertion prévoit des formations en alternance, des embauches directes (via les organismes publics ou d'intérim), sous forme de CDI, CDD, contrats aidés.
<i>Contenu :</i>	Promotion de l'activation de la clause d'insertion dans la commande publique à des fins d'insertion par la sous-traitance, cotraitance, les marchés réservés, les Délégations de Services Publics etc...
<i>Publics cibles :</i>	Bénéficiaires du rSa
<i>Pré requis :</i>	Personnes éloignées de l'emploi et en situation d'exclusion
<i>Pilote :</i>	DESSI
<i>Copilotes :</i>	Pôle emploi, SIAE, PLIE, Missions locales
<i>Partenaires :</i>	Organismes de formation (AMEP etc...), RSMA
<i>Opérateurs :</i>	Opérateurs économiques retenus dans le cadre de la commande publique
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Cout :</i>	Intégré dans les divers marchés publics
<i>Financement :</i>	CTM/FSE
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs</i>	Nombre de Contrats d'Engagements Réciproques signés Nombre de publics intégrés par type dans un parcours d'insertion avec un focus les BRSA.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES.
----------	---

DISPOSITIF 2.9	ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS LIES AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES
----------------	--

125



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

La société évolue vers « le tout numérique ». Il est de plus en plus régulièrement exigé des usagers un traitement numérisé de leurs demandes (rSa, retraite, impôt, ect). Or, paradoxalement, il est révélé un fossé de plus en plus béant entre les initiés aux NTC et ceux qui en sont illettrés singulièrement les seniors. L'évolution sociétale appelle la mise en place de stratégie de lutte contre la fracture numérique induisant à la fois la formation des publics cibles et le soutien aux structures dédiées, les cyber bases.

L'ACTION D'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS LIES AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES

126

Action 2.9.1. Soutien aux cyber bases et actions innovantes



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.9	ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS LIES AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES
ACTION 2.9.1 SOUTIEN AUX CYBER BASES ET ACTIONS INNOVANTES	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Lutter contre la fracture numérique
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	Former les brSa à l'utilisation des outils informatiques
<i>Contenu :</i>	Initiation aux NTI Approfondissement des connaissances numériques
<i>Publics cibles :</i>	Bénéficiaires du rSa
<i>Pré requis :</i>	Personnes éloignées de l'emploi et en situation d'exclusion
<i>Pilote :</i>	DFN
<i>Copilotes :</i>	DFP/DESSI/DSI
<i>Partenaires :</i>	Missions Locales PLIE communautaires CCAS
<i>Opérateurs :</i>	Cyber bases
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Cout :</i>	Cf BP DFN 2019
<i>Financement :</i>	CTM/FSE
<i>Indicateurs qualitatifs :</i>	Nombre de brSa formés
<i>Indicateurs quantitatifs :</i>	Nombre de brSa pris en charge



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES.
----------	---

128

DISPOSITIF 2.10	ACCOMPAGNEMENT DES ASSOCIATIONS INTERVENANT EN DIRECTION DES PUBLICS CIBLES
-----------------	---



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

En 2018, l'économie sociale et solidaire représentait 15.2 % de l'emploi privé en Martinique où les associations représentent un enjeu économique et social fort. Ces dernières animent le territoire et rendent des services essentiels à la population. Leurs missions socio-économiques ne sont plus à démontrer et les contrats aidés constituent une part non négligeable des ressources de ce secteur d'activité.

La CTM entend encourager l'engagement du bénévolat et le développement de l'utilité sociale. C'est l'un des enjeux de sa feuille de route 2018-2020 dégagés lors des travaux de la 1^{ère} conférence territoriale de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) organisée en Martinique le 17 avril 2018, au Palais des congrès de Madiana.

129

L'ACTION D'ACCOMPAGNEMENT DES ASSOCIATIONS INTERVENANT EN DIRECTION DES PUBLICS CIBLES

Action 2.10.1. Le soutien à la mise en œuvre des programmes d'actions



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	
MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE	
Objectif	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
Dispositif 2-10	ACCOMPAGNEMENT DES ASSOCIATIONS INTERVENANT EN DIRECTION DES PUBLICS CIBLES
ACTION 2.10.1 SOUTIEN A LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D' ACTIONS	
Objectif(s) stratégique(s)	Elle a pour but d'encourager le développement d'initiatives d'associations locales dans le champ de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.
Objectif(s) opérationnel(s):	L'intervention permet la mise en emploi ou l'accompagnement social et professionnel des bénéficiaires des minimas sociaux et l'émergence de projets en faveur de la cohésion sociale.
Contenu :	L'aide est versée aux associations qui interviennent dans le champ de l'insertion des bénéficiaires des minimas sociaux et/ou qui mettent en œuvre des actions visant le renforcement des compétences sociales et professionnelles des publics éloignés de l'emploi.
Publics cibles :	Les associations œuvrant dans le domaine de l'insertion des publics éloignés de l'emploi.
Pré requis :	Action visant l'accompagnement des personnes éloignées de l'emploi et en situation d'exclusion
Pilote :	DESSI
Copilotes :	
Partenaires :	CCAS, PLIE, Pole Emploi, Cap Emploi
Opérateurs :	Associations

130



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Cout :</i>	800 000€
<i>Financement :</i>	CTM/FSE
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs</i>	Nombre de brSa accompagnés, nombre de mise en emploi, CER, PPAAE, sorties positives



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES.
----------	---

132

DISPOSITIF 2.11	DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR SOCIAL
-----------------	--



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

« Pour l'année 2017-2018, environ 540 nouvelles associations ont été déclarées en Martinique. Sur la période récente, il s'est créé en moyenne chaque année : 14,1 associations nouvelles pour 10 000 habitants (moyenne nationale de 10,7) ». ²²

Les créations sont plus nombreuses dans le social (13,4 %), la culture (31,8 %) et l'économie (6,5 %) ²³

L'ACTION D'ACCOMPAGNEMENT DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR SOCIAL

133

Action 2.11.1. Le soutien au fonctionnement et à l'investissement

²² Sources : INSEE et Journal officiel Associations.

²³ Source : Journal officiel Associations sur les trois dernières années. Traitements R&S.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 2	MOBILISATION DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
OBJECTIF	CONTRIBUTION EN FAVEUR DES STRUCTURES POUR LA PRISE EN CHARGE DES PUBLICS CIBLES
DISPOSITIF 2.1.1	DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR SOCIAL
ACTION 2.11.1 SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT ET A L'INVESTISSEMENT	
<i>Diagnostic et contexte</i>	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	
<i>Contenu :</i>	
<i>Publics cibles :</i>	Bénéficiaires du rSa
<i>Pré requis :</i>	Personnes éloignées de l'emploi et en situation d'exclusion
<i>Pilote :</i>	DGAS/UCAF
<i>Copilotes :</i>	
<i>Partenaires :</i>	
<i>Opérateurs :</i>	
<i>Territoire :</i>	La Martinique
<i>Cout :</i>	
<i>Financement :</i>	CTM/FSE
<i>Indicateurs qualitatifs :</i>	
<i>Indicateurs quantitatifs :</i>	

134



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 3	COORDINATION ET ANIMATION DE L'OFFRE D'INSERTION DANS LE CADRE DE L'ESS ET DE L'INSERTION
-------	---

135



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	LA CTM : CHEF DE FILE DES POLITIQUES D'INSERTION
----------	--

136

DISPOSITIF 3.1	RENFORCEMENT DES MOYENS D'INTERVENTION DES ACTEURS DE L'INSERTION
----------------	---



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

Chef de file de l'action sociale, la CTM définit et met en œuvre son Programme d'Insertion.

Au 31 décembre 2017, la Martinique comptait 36 957 bénéficiaires du RSA socle. Dans un souci d'amélioration continue de la qualité de gestion des activités de la CTM, l'adaptation du système d'information est un levier essentiel.

La gestion optimale de l'activité requiert cohérence, de flexibilité et adaptabilité. Une plateforme collaborative apparaît donc indispensable

137

LES ACTIONS DE RENFORCEMENT DES MOYENS D'INTERVENTION DES ACTEURS DE L'INSERTION

- Action 3.1.1.** **Elaboration d'outils d'ingénierie de
parcours**
- Action 3.1.2.** **Plateforme de travail collaboratif
interopérable**
- Action 3.1.3.** **Formation des référents de parcours de
l'orientation et de l'accompagnement des
brSa**



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 3	COORDINATION ET ANIMATION DE L'OFFRE D'INSERTION DANS LE CADRE DE L'ESS ET DE L'INSERTION
OBJECTIF	LA CTM : CHEF DE FILE DES POLITIQUES D'INSERTION
DISPOSITIF 3. 1	RENFORCEMENT DES MOYENS D'INTERVENTION DES ACTEURS DE L'INSERTION
ACTION 3.1.1 ELABORATION D'OUTILS D'INGENIERIE DE PARCOURS	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	Accroissement du nombre de personnes très éloignées de l'emploi accompagnées. Accroissement du taux d'emploi des personnes très éloignées de l'emploi
<i>Contenu :</i>	Elaboration d'outils d'ingénierie de parcours social et de méthodes en matière d'orientation des publics, de partage de diagnostics, de sécurisation des étapes du parcours, d'articulation entre accompagnement social et professionnel Capitalisation et valorisation d'expériences et d'expérimentations réussies
<i>Publics cibles :</i>	Conseillers en insertion – animateurs locaux d'insertion – Référents uniques de parcours – Travailleurs sociaux
<i>Pré requis :</i>	Professionnels intervenant dans le champ de l'action sociale, de l'emploi et de la formation
<i>Pilote :</i>	DESSI
<i>Partenaires :</i>	Missions Locales, CAF, CCAS, Pole Emploi, Cap Emploi, MDPH, PLIE, Maison de l'Emploi, organismes chargés du suivi de bénéficiaires du RSA.
<i>Opérateurs :</i>	
<i>Territoire :</i>	Martinique
<i>Coût :</i>	150 000 €
<i>Financement :</i>	CTM / FSE
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs :</i>	Nombre de participants engagés dans un parcours d'insertion Nombre de Contrats d'Engagements Réciproques signés / Nombre de personnes accompagnées.

138



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 3	COORDINATION ET ANIMATION DE L'OFFRE D'INSERTION DANS LE CADRE DE L'ESS ET DE L'INSERTION
OBJECTIF	LA CTM : CHEF DE FILE DES POLITIQUES D'INSERTION
DISPOSITIF 3.1	RENFORCEMENT DES MOYENS D'INTERVENTION DES ACTEURS DE L'INSERTION
ACTION 3.1.2 PLATEFORME DE TRAVAIL COLLABORATIF INTEROPERABLE	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	La CTM souhaite se doter d'une plateforme collaborative modulaire
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	Gérer les activités de la CTM Partager une plateforme commune à l'ensemble des gestionnaires Interroger l'ensemble des bases de données des institutions publiques
<i>Contenu :</i>	- Le dispositif fait l'objet d'un appel d'offres. Cette plateforme collaborative devra être basée sur une architecture permettant une flexibilité en fonction du contexte où l'on se situe, ceci inclus le moteur de base de données. Elle doit s'adapter aux nouvelles normes légales ou à un nouveau besoin fonctionnel.
<i>Publics cibles :</i>	Tout public bénéficiaire d'au moins un dispositif de la CTM (aide, soutien social)/brsa.
<i>Pré requis :</i>	Professionnels intervenant dans le champ de l'action sociale, de l'emploi et de la formation/bénéficiaire d'une prestation de la CTM
<i>Pilote :</i>	DESSI
<i>Partenaires :</i>	
<i>Opérateurs :</i>	
<i>Territoire :</i>	Martinique
<i>Coût :</i>	250 000 €
<i>Financement :</i>	CTM / FSE
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs</i>	Nombre de mise en parcours d'insertion / Nombre et typologie des mesures d'insertion préconisées Nombre de Contrats d'Engagements Réciproques signés / Nombre de personnes accompagnées.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 3	COORDINATION ET ANIMATION DE L'OFFRE D'INSERTION DANS LE CADRE DE L'ESS ET DE L'INSERTION
OBJECTIF	LA CTM : CHEF DE FILE DES POLITIQUES D'INSERTION
DISPOSITIF 3.1	RENFORCEMENT DES MOYENS D'INTERVENTION DES ACTEURS DE L'INSERTION
ACTION 3.1.3 FORMATION DES REFERENTS DE PARCOURS DE L'ORIENTATION ET DE L'ACCOMPAGNEMENT DES BRSA	
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	<i>Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion</i>
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	<i>Professionnaliser les acteurs de l'insertion afin de sécuriser les parcours d'insertion des personnes en situation d'exclusion</i>
<i>Contenu :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Conduire un entretien de diagnostic socio professionnel, - Repérer des situations de vulnérabilité sociale et professionnelle, - Evaluer la situation du bénéficiaire, - Elaborer un plan d'action intégré adapté au profil des bénéficiaires, - Mettre en place un accompagnement pour lever les freins sociaux et à l'emploi, - Identifier et déployer l'offre d'insertion du territoire, - Construire une démarche pédagogique adaptée aux besoins des bénéficiaires, - Evaluer des actions mise en œuvre
<i>Publics cibles :</i>	Conseillers en insertion – animateurs locaux d'insertion – Référents uniques de parcours – Travailleurs sociaux
<i>Pré requis :</i>	Professionnels intervenant dans le champ de l'action sociale, de l'emploi et de la formation
<i>Pilote :</i>	DESSI
<i>Partenaires :</i>	Organismes référents de parcours
<i>Opérateurs :</i>	CNPT, organismes de formation agréés.
<i>Territoire :</i>	Martinique
<i>Coût</i>	500 000 €
<i>Financement :</i>	CTM / FSE
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs</i>	<i>Nombre de CER signés</i> <i>Nombre de sorties positives</i> <i>Nombre de formations réalisées</i>



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

OBJECTIF	LA CTM : CHEF DE FILE DES POLITIQUES D'INSERTION
-----------------	---

141

DISPOSITIF 3.2	GOUVERNANCE DE L'INSERTION
-----------------------	-----------------------------------



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

CONTEXTE

Chef de file de l'action sociale, la CTM définit et met en œuvre son Programme d'Insertion, véritable outil stratégique des politiques d'insertion conduites en Martinique. La CTM élabore également le Pacte Territorial d'insertion (PTI). Instrument d'organisation de la programmation du dispositif territorial d'insertion, le cadre de réalisation du PTI offre l'avantage de mobiliser le plus grand nombre d'acteurs au travers d'une gouvernance partagée. Piloté et animé par la CTM, le PTI, document de référence qui formalise le rôle et l'engagement des autres partenaires, constitue l'outil partagé de mise en œuvre des ambitions de la politique d'accompagnement social et professionnel.

142

LES ACTIONS EN MATIERE DE GOUVERNANCE DE L'INSERTION

Action 3.2.1. Renforcement de la transversalité des politiques d'insertion et d'emploi des publics ciblés – PTI de Martinique

Action 3.2.2. L'évaluation de la mise en œuvre du Programme d'Insertion 2019 de la CTM

Action 3.2.3. L'évaluation du P.I. 2019 de la CTM



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 3	COORDINATION ET ANIMATION DE L'OFFRE D'INSERTION DANS LE CADRE DE L'ESS ET DE L'INSERTION
OBJECTIF	LA CTM : CHEF DE FILE DES POLITIQUES D'INSERTION
DISPOSITIF 3.2	GOVERNANCE DE L'INSERTION
ACTION 3.2.1 RENFORCEMENT DE LA TRANSVERSALITE DES POLITIQUES D'INSERTION ET D'EMPLOI DES PUBLICS CIBLES – ELABORATION DU PTI	
<i>Diagnostic et contexte</i>	Réaliser un document de référence qui formalise le rôle et l'engagement des différents autres partenaires acteurs territoriaux évoluant dans le champ de de l'insertion, de l'emploi, du social, de la santé, du logement et du monde économique. Assurer la cohérence partagée des dispositifs mis en œuvre à l'échelle du territoire
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	Assurer la cohérence partagée des dispositifs mis en œuvre à l'échelle du territoire.
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	Identifier l'offre d'insertion des territoires, Renforcer les relations partenariales entre les acteurs de l'insertion et ceux du monde économique pour favoriser le rapprochement entre la demande et l'offre, Mettre en cohérence les actions sur l'ensemble du territoire.
<i>Contenu :</i>	-Réaliser un diagnostic des différentes actions répertoriées auprès de chaque acteur, -Réaliser un état des lieux exhaustif de la situation de l'insertion au niveau des partenaires institutionnels et collectivités qui développent une politique en la matière, -Analyse des dispositifs déployés par les acteurs. -Déterminer les enjeux prioritaires et les orientations partenariales -Etablir un référentiel de données et des cadres d'intervention en matière d'insertion -définir le modèle de gouvernance et les indicateurs de suivi des politique et actions déployées -Elaborer le PTI
<i>Publics cibles :</i>	Les bénéficiaires du RSA et autres personnes en situation de grande précarité.
<i>Pré requis :</i>	
<i>Pilote :</i>	DESSI
<i>Partenaires :</i>	
<i>Opérateurs :</i>	Prestataire désigné par appel d'offre

143



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

<i>Territoire :</i>	Martinique
<i>Coût :</i>	200 000 €
<i>Financement :</i>	CTM / FSE
<i>Indicateurs qualitatifs et quantitatifs</i>	La production du PTI en concordance avec la stratégie d'inclusion de la CTM, Nombre de partenaires de terrain et de brSa auditionnés, nombre d'outils de pilotage produits Nombre d'offres d'insertion repérées.



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

AXE 3	COORDINATION ET ANIMATION DE L'OFFRE D'INSERTION DANS LE CADRE DE L'ESS ET DE L'INSERTION
OBJECTIF	LA CTM : CHEF DE FILE DES POLITIQUES D'INSERTION
DISPOSITIF 3.2	GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE D'INSERTION DE LA CTM
ACTION 3.2.2 EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'INSERTION 2019	
<i>Diagnostic et contexte</i>	<p>La CTM en sa qualité de chef de file des politiques d'insertion élabore son Programme d'insertion lui permettant d'organiser la programmation du dispositif territorial d'insertion et de mobiliser tous ses acteurs.</p> <p>Elaboré, piloté et animé par la CTM, il constitue son outil de mise en œuvre des ambitions de la politique territoriale d'accompagnement social et professionnel</p>
<i>Objectif(s) stratégique(s)</i>	<p>Tirer les enseignements de la mise en œuvre des actions en vue de l'élaboration d'un document pluri-annuel.</p> <p>Disposer d'un support permettant soit le maintien des orientations stratégiques efficaces, soit leur adaptation ou encore la production de nouvelles orientations.</p> <p>Mesurer l'efficacité de la politique d'insertion de la CTM.</p>
<i>Objectif(s) opérationnel(s):</i>	<p>S'assurer que les actions mise en œuvre ont répondu aux attentes des publics,</p> <p>Valoriser les passerelles existantes entre les différentes actions périphériques de retour à l'emploi et de prévention ;</p> <p>Montrer en quoi les actions menées ont favorisé ou non l'accès ou le retour à l'emploi,</p> <p>Repérer les points d'amélioration et identifier les nouveaux besoins.</p>
<i>Contenu :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un référentiel d'évaluation à partir des objectifs définis et formalisés dans les différents axes, - Mettre en place d'un réseau de pilotes référents dans le but d'assurer le suivi des actions ; - Mettre en place un Comité de Suivi Stratégique dont le rôle est de travailler avec le Comité de Pilotage de Suivi et d'Evaluation pour la validation du bilan



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

	final et des perspectives.
Publics cibles :	
Pré requis :	
Pilote :	DESSI
Partenaires :	
Opérateurs :	
Territoire :	Martinique
Coût :	
Financement :	CTM / FSE
Indicateurs qualitatifs Indicateurs quantitatifs :	<p>Typologie du public / Typologie des mesures d'accompagnement/ type d'aide / Nombre de mise en parcours d'insertion adaptés proposé/ Nombre de personnes orientées et formées / Nombre d'opérations finalisées.</p> <p>Nombre de personnes mises en emploi /Nombre de sorties positives du dispositif/ Nombre de structures IAE accompagnées/ Nombre de nouvelles structures et/ou projets créés/Nombre de Contrats d'Engagements Réciproques signés/ Nombre de mise en parcours d'insertion Nombre de personnes orientées/ nombre de personnes suivies et/ou accompagnées / Coût total des prises en charge/Coût total de chaque action.</p>

146



Programme d'Insertion 2019 de la Collectivité Territoriale de Martinique

PARTIE III

LA MISE EN ŒUVRE FINANCIERE DU PROGRAMME D'INSERTION DE MARTINIQUE 2019

L'annexe financière

147

Aujourd'hui, vu la réduction des moyens budgétaires et des perspectives d'emplois aidés, face à la réforme du RSA et des prestations sociales préconisée dans les récents rapports remis au Gouvernement, il s'agit de répondre de façon efficace à l'objectif fondamental de favoriser en Martinique, l'accès (ou le cas échéant, le retour) et le maintien en activité des publics cibles (Bénéficiaires du revenu de Solidarité active (brSa), Jeunes majeurs de l'Aide Sociale à l'Enfance sortant du dispositif ainsi que les Personnes les plus éloignées de l'emploi).



ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 09 AVR. 2019

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190409-2019-PAM-05-AR
Date de télétransmission : 09/04/2019
Date de réception en préfecture : 09/04/2019

ARRETE N°2019 - PAM - 05 du 09 AVR. 2019

Portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique
au sein du Conseil de Développement et du Conseil de Surveillance
du Grand Port Maritime de la Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des transports ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-5-22 du 5 janvier 2016 portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil de Développement et du Conseil de Surveillance du Grand Port Maritime de la Martinique ;

Vu la délibération n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Considérant que la Collectivité Territoriale de Martinique est sollicitée pour désigner quatre (4) membres avec suppléants (non obligatoires) pour représenter la Collectivité dans le collège des représentants des collectivités territoriales ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil de Développement et du Conseil de Surveillance du Grand Port Maritime de la Martinique, les conseillers à l'Assemblée de Martinique ci-dessous mentionnés :

Titulaires
Monsieur Yan MONPLAISIR
Monsieur Michel BRANCHI
Monsieur Belfort BIROTA
Monsieur Jean-Claude DUVERGER

Article 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique, et qui sera notifié aux représentants désignés de la Collectivité.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE